L'Allemagne religieuse

Le Catholicisme

1800-1870

III

OUVRAGES DE GEORGES GOYAU

Académie Française : Prix Vitet, 1908

L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE : *Le Protestantisme*, 6e édition. 1 volume in-16 (Académie française, premier prix Bordin). . . 3 fr. 50

L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE : *Le Catholicisme* (1800-1848), 2e édition. 2 volumes in-16 . . . . 7 fr.

L'IDÉE DE PATRIE ET L'HUMANITARISME. Essai d'histoire française, 1866-1901. 4e édition. 1 volume in-16 . . . . 3 fr. 50

Les Nations Apôtres. VIEILLE FRANCE, JEUNE ALLEMAGNE. — La France dans le Levant. — La France à Rome. – L'Allemagne dans le Levant. — L'Allemagne en Autriche. 3e édition. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

LE PAPE, LES CATHOLIQUES ET LA QUESTION SOCIALE. 4e édition, refondue. 1 volume in-16. . . . . 3 fr.

AUTOUR DU CATHOLICISME SOCIAL (1re série) : Néo-catholiques, solidaristes, catholiques sociaux. — Le Cardinal Manning. — Le comte de Mun. — Aspects sociaux du catholicisme : Communion des Saints, Apostolat. — Anne de Xainctonge. — Les Saint-Simoniens. — Les Congrès catholiques sociaux. 4e édition. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

AUTOUR DU CATHOLICISME SOCIAL (2e série) : La Démocratie chrétienne. — Le Monastère au moyen-âge. — Figurines franciscaines. — Léon Ollé-Laprune. — Charles Lecour-Grandmaison. — Le Devoir d'aujourd'hui. — L'Église et les courants politiques du siècle. 4e édition. 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

AUTOUR DU CATHOLICISME SOCIAL (3e série) : Solidarisme, christianisme, socialisme. — Méthodes d'action, patronages, bibliothèques, œuvres. — La leçon des cathédrales. — Le curé de l'ancien régime. — Origines populaires du Concordat. — La Renaissance catholique en Angleterre. — Origines sociales du Centre allemand. — Un concile de résurrection. — Léon XIII. F. Brunetière. — Les béatitudes, 2e édit. 1 vol. in-16 3 fr. 50

LENDEMAINS D'UNITÉ. Rome, Royaume de Naples. 1 volume in-16 . . . . 3 fr. 50

LA FRANC-MAÇONNERIE EN FRANCE, 5e mille. in-16 . . . . . 50 c.

LE PAPE LÉON XIII. 2e édition. 1 brochure in-16 . . . . . 60 c.

L'ÉCOLE D'AUJOURD'HUI (1re série). *Les origines religieuses de l'École laïque — L'École et la Morale. — La Politique à l'École* (4e édition). 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

L'ÉCOLE D'AUJOURD'HUI (2e série) : *Le Péril primaire. — L'École et la Patrie. — L'École et Dieu.* (2e édition). 1 vol. in-16. 3 fr. 50

JEANNE D'ARC DEVANT L'OPINION ALLEMANDE. 1 brochure. . . 1 fr.

GEORGES GOYAU

L'Allemagne religieuse

Le Catholicisme

1800-1870

TOME III

1848-1870

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1909

INTRODUCTION

I

Au lendemain de 1848, l'Allemagne était lasse : un jeune homme survint, catholique d'origine, pour exprimer en vers cette fatigue, et pour l'assoupir, et pour l'enchanter. Il s'appelait Oscar de Redwitz[1], et peu de mois suffirent à glorifier son nom. Ce poète, maintenant oublié, délassa ses compatriotes d'avoir fait une révolution. Comme certains preux du temps passé, grands coupables et grands pénitents, cherchaient aux pieds d'un ascète, ou devant une tête de mort, quelques leçons d'humilité, de paix et de néant, l'Allemagne repentante et châtiée, déçue par l'hégélianisme, déçue par les révolutionnaires, avait besoin d'écouter, avec soumission, une douce voix adoucissante. Oscar

1. Sur Oscar de Redwitz-Schmoelz (1823-1891), voir Bruehl, *Geschichte der Katholischen Literatur Deutschlands*, 2e édit., p. 518-536 (Vienne, Manz, 1861); — et surtout : Rabenlechner, *Oscar von Redwitz' religioeser Entwicklungsgang* (Francfort, Kreuser, 1897), et Otto v. Voelderndorff, *Harmlose Plaudereien eines alten Muencheners*, II, p. 335-414 (Munich, Beck, 1898), où sont reproduites un certain nombre de lettres de Redwitz à Voelderndorff sur l'élaboration d'*Amaranthe*.

de Redwitz fut cette voix ; il montra le chemin de l'Église, comme d'un endroit où l'on se repose.

Walther, son héros, qui personnifie l'Allemagne, s'achemine vers l'Italie, pour épouser Ghismonde. Il trouve, en route, dans une tour solitaire, une femme quasi divine, Amaranthe, et cette femme rêverait de le retenir, et Walther la surprend disant à son cheval ce qu'elle n'ose lui dire, à lui. Mais Walther est attendu ; il s'arrache à cette vision, et chevauche au loin vers Ghismonde. « Laisse là le christianisme, lui dit celle-ci ; sors libre et triomphant de la ténébreuse vallée du mythe, entre dans le palais de ma pensée ; le drapeau de la joie y flotte sur les tours, et les proverbes dorés qui conseillent la jouissance t'y salueront au seuil. » Walther va épouser Ghismonde, l'Allemagne va épouser l'hégélianisme révolutionnaire. Mais à l'instant même du mariage, Walther demande : Crois-tu au Christ ? Ghismonde se tait, Ghismonde se détourne. Alors Walther comprend, et part pour la Terre Sainte ; au retour, il retrouve Amaranthe, et s'unit à elle.

L'éditeur Kirchheim, de Mayence, avait accepté ce volume, pour faire plaisir au théologien Heinrich [1]: une vogue le récompensa, que depuis longtemps en Allemagne aucun poème n'avait obtenue [2]. Redwitz ému suivait par la pensée son *Amaranthe* dans « les innombrables maisons silencieuses où elle illuminait les chastes regards des clartés du

1. Sur Heinrich, voir ci-dessous, aux chapitres II, IV et VI.

2. Une adaptation d'*Amaranthe* fut donnée en français par A. de L. (Vevey, Lesser, 1863).

pur amour, où elle rafraîchissait les cœurs malades ». Le succès l'exaltait : il voulait prendre la tête d'une croisade de poètes chrétiens, qui réconcilieraient les âmes avec le Christ et les réconcilieraient entre elles [1].

« A l'œuvre, leur disait-il, à l'œuvre, et prenez confiance ! Apportez vos harpes et vos glaives ! Ne me laissez pas construire seul le monument; trop lourde pèserait ma tâche ! Que Dieu daigne bénir notre école ! Les disciples, c'est moi qui les appelai, mais je veux être un disciple, moi aussi. Celui qui trône dans l'empire des esprits, celui-là est notre maître, c'est l'éternel seigneur et maître, c'est notre sauveur Jésus-Christ. »

Des critiques ricanaient : « les méchants dardaient leurs langues ». — « Sifflez, diffamez, leur criait l'un des élèves de Redwitz, Hermann de Béquignolles ; un jour, ce sera cette école de fidèles chanteurs qui sauvera notre société, la société allemande. » L'audacieux Béquignolles écrivait une contre-partie de *Faust* [2] : Hilarion (c'était le nom du poème) se donnait à Dieu et défiait le diable, malgré que l'émeute eût fait fondre sur lui toutes les infortunes du saint homme Job. Cette jeune école de poètes prêchait à l'Allemagne toutes les résignations, aussi bien celle qui évite les révolutions, et qui s'en abstient, que celle qui les supporte, et qui les accepte.

1. Les lettres publiées par Otto de Voelderndorff attestent que le plan d'*Amaranthe*, conçu dès 1846, se développa et se modifia peu à peu, dans un sens catholique, et que l'influence de l'avocat Molitor, qui se fit prêtre en 1851, n'y fut pas étrangère. « Sans vie intérieure, représentait Molitor à Redwitz, tu ne seras pas un poète catholique. » (Otto v. Voelderndorff, *op. cit.*, II, p. 397.

2. Saint-René-Taillandier, *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1852, p. 778.

« D'où vient que ta voix est si pure ? demande Redwitz à un oiseau. — C'est que je suis petit, répond l'oiseau ; sois petit, comme moi, et tu chanteras de même. » Quinze ans avant Sadowa, vingt ans avant Sedan, Oscar de Redwitz apprenait à l'Allemagne à être humble, humble comme les lis des champs, comme les oiseaux du ciel, qu'aucun fiévreux souci ne tourmente, comme les ruisseaux fluets qui prolongent sous le feuillage un gazouillement éternellement modeste. Un de ces ruisseaux, en 1852, inspira tout un poème à Redwitz. Ce filet d'eau, des siècles durant, s'était conformé, dans son cours, aux paternelles indications d'un bon sapin ; mais en une heure de vertige, qui avait été pour le ruisseau ce que 1848 fut pour l'humanité, on l'avait vu sortir de son lit, dément et vagabond ; puis il avait fini par y rentrer, et par obéir derechef au sapin ; ainsi se rangeraient, à leur tour, entre les digues aménagées par les siècles, les vagues humaines soulevées par la révolution.

Complaisamment, longuement, Redwitz versifiait le symbolique apologue ; et cela devenait tout un livre, où les fredaines et les remords d'un ruisseau faisaient la leçon à toute une époque.

Un autre poète, le comte François Pocci [1], célébrait la solitude des bois : bon endroit, apparemment, pour s'abriter en temps de désordres. L'état de nature, jadis, avait suscité dans la cervelle humaine des imaginations subversives : les sau-

1. Sur le comte François Pocci (1807-1876), voir Bruehl, *op. cit.*, p. 509-517.

vages qu'inventèrent les hommes du XVIII[e] siècle furent les premiers pères de la Révolution. Mais dans les vers de Pocci les bois étaient inoffensifs, ils verdoyaient avec sérénité ; quelques sources qui ne murmuraient ni trop haut ni trop bas les agitaient sans les troubler ; ce n'étaient pas des bois que le ciel prît comme point de mire de ses orages ; et ce n'étaient pas des bois, non plus, où s'amoncelassent les prochains orages de la terre. La nature, chez Pocci, ne prétendait point à réformer la société ; elle proposait aux hommes, surmenés d'ambition, la langueur d'une douce accalmie.

Chansons toutes fraîches pour des enfants tout frais : voilà le titre du recueil de vers que publiait en 1849 Guido Goerres[1]. Que ses lecteurs devinssent comme des petits enfants, auxquels est promis le royaume des cieux, c'est à quoi il visait. Redwitz, Pocci, Guido Goerres, chacun à sa façon, s'attardaient à bercer l'Allemagne ; et leurs trois muses, doucement maternelles, n'aspiraient à rien de plus qu'à changer en petits enfants sages les grands enfants méchants — turbulents tout au moins — qui avaient commis l'escapade de 1848.

Chrétienne, aussi, avait été la muse romantique, mais elle avait su prendre et donner un élan ; la poésie de cette école nouvelle n'était plus qu'un assoupissement. C'était la poésie d'une heure d'abattement, où s'essayaient des lyres lassées pour des oreilles lassées.

1. Sur Guido Goerres (1806-1852), voir Bruehl, *op. cit.*, p. 501-513.

A l'école de Redwitz ou de Pocci, on considérait le christianisme comme une oasis où l'on s'évadait, pour fuir le joug des préoccupations du jour; être chrétien, c'était une façon de se créer un alibi pour planer au-dessus de ces mêlées qui avaient si mal fini ; c'était, si l'on ose dire, un retour à l'enfance, par réaction contre cette année 1848 où l'humanité s'était flattée d'être majeure. Mais il ne se pouvait pas qu'un tel mouvement fût durable et fécond ; cela ne se pouvait, ni pour le christianisme, ni pour l'humanité ; et l'on verra plus tard le « maître du chœur », Redwitz en personne, s'asseoir, dans les assemblées politiques, sur les bancs des « nationaux libéraux », et contredire avec éclat, dans les poésies de sa vieillesse[1], l'esprit qui soufflait dans celles de sa jeunesse et qui, pendant un instant, les avait fait aimer. Dénouement peut-être logique : au fond du christianisme tel que le concevait Redwitz et tel qu'il le célébrait, il y avait je ne sais quel bouddhisme ; ce christianisme était trop isolé du monde réel — de ce monde que 1848 avait bouleversé — pour demeurer le sel de la terre ; et lorsque Redwitz désertera son passé , sa foi, sa propre gloire, en s'enrôlant au service d'un autre idéal, ce n'est point du christianisme qu'il prendra congé, mais bien plutôt de l'image efféminée, anémiée, qu'il s'était faite de cette religion.

1. Sur les cinq cents sonnets écrits après 1870 en l'honneur du nouvel Empire, voir Rabenlechner, *op. cit.*, p. 23-31 ; et Voelderndorff, *op. cit.*, II, p. 349 ; et sur le poème anticatholique *Odilo*, voir *Stimmen aus Maria Laach*, XV, 1878, p. 547-552.

Il ignorait que les chrétiens n'ont pas le droit de se reposer trop longuement des révolutions, et que les misères dont elles étaient le témoignage continuent de réclamer des remèdes. Les révolutions, pour eux, ce sont des gestes permis par Dieu, et par lesquels un certain nombre d'hommes, instruments inconscients de son œuvre, attirent l'attention de l'élite, ou de ce qui se croit l'élite, sur les péchés de la société ; et ce n'est pas en se fermant les yeux, en se bouchant les oreilles, en s'étirant dans la solitude que les âmes chrétiennes peuvent faire un bon usage des maladies révolutionnaires.

II

Comment il en fallait faire usage, Ketteler, évêque de Mayence, sut l'apprendre à la tapageuse romancière qu'il avait menée de la Réforme à l'Église, Ida de Hahn-Hahn. Avec autant de lyrisme et moins de simplicité que notre George Sand, Ida de Hahn-Hahn[1] avait célébré les droits de la passion, et l'absolutisme du caprice. Mais tandis que George Sand prêchait à tous les hommes — et à toutes les femmes — cet Évangile émancipateur, Ida de Hahn-Hahn, construisant toutes ses héroïnes à son image, leur prêtait, parce que aristocrates, une allure et des propos de sur-

1. Sur Ida de Hahn-Hahn (1805-1880), voir Paul Haffner, *Graefin Ida Hahn-Hahn* (Francfort, Foesser, 1880), et Stockmann, *Stimmen aus Maria Laach*, 1905, II, p. 300-314, 424-439, 542-556.

hommes, et la façon qu'elle avait d'être *amorale* était pour elle un raffinement d'aristocratie. « Je cherche la distinction, déclarait-elle un jour, non dans la maturité, dans la convenance, dans la règle, mais dans l'indépendance, dans la lutte contre les couches infimes de la société, qui veulent franchir toutes les barrières et prendre pour elles des droits qui sont nos privilèges[1]. » Ida de Hahn-Hahn défiait et visait deux forces, toutes deux ennemies de son *moi* : la morale courante, et la poussée des classes populaires. Elle était comme sa Faustine, une de ses héroïnes les plus connues, dont tout le caractère se résumait en une fine quintessence d'égoïsme, — cinquante ans après, on eût dit plutôt : d'égotisme; elle méprisait, tout à la fois, comme une gêne et comme un péril, l'antiquité de la loi morale, et l'insolente nouveauté des phénomènes sociaux. En 1848 elle brûlait sa correspondance avec le baron Frédéric de Bystram, qu'elle avait aimé : « Les temps qui viennent ne doivent rien savoir de nous, disait-elle, ils ne nous comprendraient pas[2]. » Et sur ce, elle s'en fut aux pieds de Ketteler — aux pieds du prêtre dont l'intelligence s'attachait avec le plus d'amour à comprendre les temps nouveaux, à les aimer, à les aborder, à les instruire, à les baptiser. Ketteler, sans doute, eut plus aisément raison de son incroyance que de ses dégoûts ; mais il finit par

1. Cité par Sorel, *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1869, p. 377.
2. Sorel, *loc. cit.*, p. 381.

es vaincre. Ce n'était pas assez que, dans cette érusalem où elle se réjouissait d'être parvenue, lle regrettât chacune des lignes écrites de Babyone, et d'où « l'esprit de vérité était absent[1] » : Ketteler voulut qu'elle se jetât tout entière — sa personne, sa fortune, sa plume — dans la mêlée le l'action religieuse et sociale. Elle eut alors 'impression de « devenir une reine, de mendiante qu'elle était[2] »; et lorsque au bout de dix ans elle ut assez radicalement transformée pour que les héroïnes de son imagination, dans lesquelles fatalement elle s'incarnait elle-même, fussent devenues telles que les souhaitait Ketteler, elle reçut de l'évêque la permission d'écrire encore des romans[3], d'où l'on a tiré, plus tard, une suite de fragments d'apologétique[4].

Elle avait cessé de penser que l'époque n'était pas digne de la lire; à la période des passions incomprises, Ketteler avait fait succéder, pour elle, une longue série d'années d'apostolat; il n'avait pas admis que son entrée dans l'Église dût être une bouderie d'aristocrate contre l'humanité. En se

1. Ida de Hahn-Hahn, *Une voix de Jérusalem*, trad. Bessy, p. 224. (Paris, Bray, 1856.)

2. Ida de Hahn-Hahn, *Une voix de Jérusalem*, trad. Bessy, p. 5. « Mes livres, écrivait-elle au lendemain de sa conversion, ont été emportés dans le gouffre qui s'est ouvert en 1848, et qui a englouti de bien autres personnages que Faustine et Sibylle, et ce n'est plus mon affaire d'écrire des romans et des récits de voyage. Ma vocation est ailleurs » (*De Babylone à Jérusalem*, trad. Bessy, p. 103, 2e édit., Paris, Bray, 1864).

3. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 139, 140, n. 1, 143, 147, 151 (Mayence, Kirchheim, 1899).

4. *Perlen aus Ida Graefin Hahn-Hahns Werken, gesammelt von J. G.* (Ratisbonne, Manz, 1905).

convertissant, cette déracinée volontaire, renonçant à la vie factice qu'elle vivait avec ses héroïnes, avait repris pied dans son peuple, noué contact avec la vie nouvelle de son époque ; son Église d'adoption l'avait réintégrée dans son siècle. Ketteler aimait ce genre de conversions, qui outille l'être humain pour le service des autres hommes non moins que pour le service de Dieu. La poésie de Redwitz — cette musique pleureuse, comme la qualifiait le romantique Eichendorff [1], — risquait d'acheminer doucement les catholiques vers une pieuse passivité qui sans doute, à la longue, aurait paru confortable ; et les dévots lecteurs, emmenant le Christ avec eux dans des solitudes conventionnelles, l'auraient confisqué pour eux seuls, à l'écart de la foule, afin qu'il présidât leur *Nirvana*. Mais l'éloquence et la direction d'un Ketteler les poussaient dans une voie plus âpre, et tout en même temps plus réelle, où ils se sentiraient vivre en faisant autour d'eux, parmi les mêlées allemandes, vivre et rayonner leur foi.

III

Vie Nouvelle : ce titre qu'Auerbach, au lendemain de la Révolution de 1848, donnait à l'un de ses romans, convenait bien à la situation même de l'Allemagne, et à l'attitude de l'esprit public

1. Lettre de Eichendorff à Frédéric-Guillaume Grimme, citée dans Keiter, *Joseph Eichendorff*, p. 110 (Cologne, Bachem, 1887).

allemand. Le catholicisme, à son gré, pouvait s'effacer ou agir, mais s'il voulait agir, il risquait d'être déconcerté, tout de suite, par la nouveauté même du terrain d'action.

La littérature romantique, la philosophie de Schelling vieillissant, la peinture des Nazaréens, avaient aidé l'idée catholique à se diffuser, en quelque façon, dans l'intelligence allemande : désormais, cette période était close.

La littérature romantique avait rapproché l'âme allemande du catholicisme; elle avait, dans le vieux passé de l'Allemagne, retrouvé la vieille Église; elle avait fait du catholicisme une matière d'art, dont elle mettait en valeur la beauté. Un survivant de ces aspirations était le catholique Eichendorff[1] : son *Histoire de la littérature poétique de l'Allemagne*, qu'il publiait en 1858[2], aspirait sans doute à la portée d'un programme littéraire; il semblait qu'Eichendorff ouvrît un port où le romantisme vagabond pourrait enfin jeter l'ancre; et ce port, c'était le catholicisme. Mais l'ouvrage d'Eichendorff parlait poésie dix ans après que Gervinus avait signifié aux poètes leur congé. « La littérature a fait son temps, avait expliqué Gervinus; elle n'a plus rien à dire; l'imagination ne peut plus faire œuvre utile; le temps n'est plus à la poésie, il est à la politique[3]. » Après la brève

1. Cf. notre tome II, p. 222-223.

2. Sur la portée de ce livre, réédité par Kosch (Kempten, Koesel, 1907), voir Baumgartner, *Stimmen aus Maria Laach*, 1907, II. p. 497-499.

3. Saint-René-Taillandier, *Revue des Deux Mondes*, 1er mars 1856, p. 182-

courbature qui suivit la révolution, l'Allemagne pensa comme pensait Gervinus, et commença de faire un reproche aux lettres parce que les lettres invitaient les énergies à faire sieste, parce qu'elles étaient, au sens pascalien du mot, un « divertissement ».

Dans le « devenir » de l'Allemagne actuelle, le romantisme avait représenté une étape, il avait rendu aux populations germaniques le goût de leur passé, le culte de leurs originalités nationales. Mais les meilleures écoles sont celles où l'on prend du souffle pour s'évader, fiévreusement, vers la vie. Le succès même de l'impulsion qu'avaient donnée les vieux précepteurs romantiques, les reléguait au second plan. Qu'avait-on besoin de littérateurs? « C'est tant mieux, disait le poète Robert Prutz, si les lettres ont perdu en considération ; cela prouve que le peuple allemand s'occupe de choses plus importantes. L'affaiblissement de l'esprit littéraire témoigne que nous sommes mieux préparés pour agir[1]. » On ne pouvait signifier plus sommairement que l'Allemagne en gestation n'avait pas besoin de poètes. Quelques vers religieux assez médiocres, quelques drames plutôt insignifiants, c'est à quoi se résuma la littérature proprement catholique, pendant cette demi-disette littéraire dont étaient presque fiers les créateurs de la future Allemagne.

L'histoire, telle que l'avait cultivée l'âge ro-

191. — Cf. Beda Weber, *Charakterbilder*, p. 173-176 (Francfort, Sauerlaender, 1853).

1. Saint-René-Taillandier, *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1859, p. 425.

nantique, avait glorifié l'époque où le chef de 'Allemagne était une moitié de Dieu ; elle avait veillé, chez beaucoup d'âmes, une sorte de nos-algie à l'endroit du catholicisme et de nostalgie à 'endroit du passé, et formellement accusé la Ré-orme d'avoir fait déchoir la patrie. Mais les repré-sentants de ce courant historique étaient désormais évincés des chaires, éloignés des Académies, par des nouveaux venus qui voulaient supprimer le moyen âge dans l'histoire de l'Allemagne, supprimer l'Autriche dans la carte de l'Allemagne, supprimer le catholicisme dans l'âme de l'Allemagne. Les Sybel et les Treitschke furent, pour un temps, les seuls historiens écoutés : leur cœur et leur érudition avaient élu domicile bien en deçà du moyen âge romantique ; et très insouciants de chercher dans les siècles archaïques un prototype pour l'Allemagne future, ils chargeaient la Prusse protestante de hâter, avec le fer s'il le fallait, la naissance laborieuse de cette Allemagne. Jamais l'histoire ne fut moins sereine, moins désintéressée, plus systématiquement partiale, plus expressément subordonnée à des visées politiques et à une besogne politique. Lorsque mourut en 1863 le grand érudit Boehmer, qui, sa vie durant, s'était fait le familier des empereurs d'autrefois, il fallut que l'Allemagne attendît treize ans avant de saluer dans son élève Janssen, qui ne publiera qu'en 1876 le premier volume de l'*Histoire du peuple allemand*, un digne héritier de sa science et de son âme. L'histoire, pour un temps, comme

la littérature, avait cessé de servir le catholicisme l'histoire avait émigré, transfuge, sous le drapea de la Prusse et de la Réforme.

La philosophie de Schelling, aux dernière années de sa vie, avait enchâssé dans un bea cadre, dans un cadre de luxe, le mystère de l Trinité, le mystère de l'Incarnation, le mystèr des futures destinées de l'Église. Enchâssemen factice, sans doute, et l'on devine aisément qu les théologiens, dépositaires d'une tradition, n pouvaient accepter cette mainmise conquérant sur les dogmes de la veille et sur l'Église du len demain. Mais du moins Schelling n'y touchait-i que d'une main respectueuse, avec une pieus emphase qui commandait le respect. Des affirma tions religieuses qu'hier encore le rationalism persiflait devenaient les pierres d'angle d'une syn thèse philosophique assez nette pour être comprise assez nuageuse pour être admirée ; et dans le honneurs qu'on rendait à cette synthèse le *Cred* chrétien pouvait prendre sa part. Mais la gloire d Schelling fut courte; courte, aussi, la réactio de 1850 contre le matérialisme des « jeunes hégé liens ».

Force et matière de Buechner, *Science et supers tition* de Vogt, marquèrent en 1855 l'avènemen d'une philosophie nouvelle, qui, d'un nom bre et provoquant, se dénommait « la science ». A côté de l'histoire, qui s'acharnait passionnémen aux constructions politiques réputées urgentes cette philosophie se préoccupait aussi d'être réa-

ste : traitant l'empire de Dieu — ou même, en
ıngue hégélienne, l'empire de l'Idée — avec le
nême dédain qu'un Sybel, serviteur d'un Bismarck, professait pour le Saint-Empire, elle s'étriquait, s'amputait, se courbait docile devant la
natière, se targuait de cette servilité même, et
herchait dans le matérialisme brutal — ce réaisme superficiel — un moyen d'étreindre la réaité. Vainement Lotze, dans son *Microcosme*,
ssayait-il d'enrayer ces courants nouveaux[1] : la
Morphologie de Haeckel en 1866, son *Histoire de
la création des êtres organisés*, en 1868, étaient de
nouveaux affronts infligés à la religion par la
science, et dont l'éclat frappait tous les observateurs. « Parmi les coryphées de la philosophie
matérialiste et des sciences naturelles, écrivait le
prince de Hohenlohe à la reine Victoria, il y a des
hommes de grande science positive et consciencieux en leur labeur, mais qui sont arrivés à nier
tout ce que ne montre pas le microscope. Si ces
théories étaient restreintes à l'école, le danger ne
serait pas grand. Mais en Allemagne la culture est
si répandue, le peuple même prend une part si
vive à ce que disent les professeurs, la science est
si démocratisée, que de telles théories ne resteront
pas sans influence notable sur notre état social[2]. »

Tandis que les conclusions matérialistes, meurtrières de toute espérance, fomentaient les ins-

1. Rehnisch, *Revue Philosophique*, XII, 1881, p. 330-333.

2. *Denkwuerdigkeiten des Fuersten Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingsfuerst*, I, p. 141 (Stuttgart, *Deutsche Verlags-Anstalt*, 1907).

tincts révolutionnaires dans les couches profond de la nation, le philosophe Schopenhauer, à qu ses contemporains longtemps inattentifs dressaien un tardif piédestal, amenait les bourgeois à s demander si le catholicisme n'aurait pas quelqu vertu pour endormir ces instincts. Ce pessimist était un conservateur. Convaincu que la vie es mauvaise, il trouvait que la religion catholiqu était, à tout prendre, bonne pour le commun de hommes, parce qu'elle ouvrait un monde d'illu sions, et qu'elle équivalait, d'après lui, à la négatio du vouloir-vivre[1]. Il n'y avait aucun sarcasme qu'i épargnât à la confession protestante : « religio faite pour des pasteurs confortables, mariés et let trés », le protestantisme supprimait l'ascétisme e professait l'optimisme, « erreur fondamentale disait-il, qui fermait la voie à toute vérité[2] » religion « rationnelle, plate, abstraite, strictemen monothéiste[3] », le protestantisme appauvrissait dans le peuple, la fécondité des imaginations et l richesse des mirages consolateurs. Mais l'Églis catholique d'Allemagne pouvait-elle se targue d'une telle apologie, et pouvait-elle l'accepter ? C dont Schopenhauer la louait, en définitive, c'étai d'offrir aux gens, pour les amuser et les abuser des images plus mensongères et des mythes plus

1. Schopenhauer, *Die Welt als Wille und Vorstellung* (éd. de 1877), II p. 699 (Leipzig, Brockhaus). — Cf. Ribot, *La Philosophie de Schopenhauer* p. 29-30. (Paris, Alcan, 1874).

2. Schopenhauer, *Die Welt als Wille und Vorstellung* (éd. de 1877), II p. 718-719.

3. *Aus Arthur Schopenhauer's handschriftlichem Nachlass*, éd. Frauen staedt, p. 426-427 (Leipzig, Brockhaus, 1864).

olythéistes, c'était de pratiquer une ascèse qui 'allait à rien de moins qu'à nier le prix de la vie t le devoir social, et c'était de professer un pes-imisme dans lequel il serait difficile de ne pas oir un blasphème pour la création. La condes-endance morose d'un Schopenhauer à l'endroit e l'Église n'offrait pas un moindre péril que les nsultes de la science matérialiste ; c'était loin de 'Église, très loin d'elle, que la science allemande romenait ses audacieuses espérances, et que la péculation allemande traînait son amertume lécouragée.

L'art germanique, avec les Nazaréens, s'était utrefois laissé captiver par Rome ; et l'on avait vu les cortèges de peintres, de sculpteurs, de gra-eurs, chercher à Rome la beauté et en rapporter a foi. Ce temps-là n'était plus ; la mode invitait, lésormais, à blâmer Overbeck parce qu'il avait ait de Rome sa patrie, parce qu'il avait oublié son euple, le peuple allemand, parce qu'il s'était, lisait-on, laissé exploiter par la papauté. Peu s'en allait que les Nazaréens ne passassent pour des postats de la patrie allemande. Avec indulgence, on admettait que François de Rohden, que les leux Seitz, malgré les leçons d'Overbeck, avaient gardé quelque individualité germanique ; mais on condamnait l'ensemble de l'école. « Rome n'est plus un séjour où l'on puisse passer sa vie », écri-vait Anselme Feuerbach en 1857 ; et le vieux romantique Preller constatait mélancoliquement : « Que de changements peuvent survenir en trente

ans![1] » En Allemagne, Steinle, l'ami d'August
Reichensperger, poursuivait quotidiennement s
besogne de peintre avec les mêmes sentiments qu
le prêtre qui dit quotidiennement sa messe : c'était s
façon, à lui, de faire acte de piété. Mais heureu
sement il ne cherchait pas la gloire, car le publi
qui donne la gloire manquait d'équité pour Steinl
« Je me tiens calme, écrivait-il, je me tiens effac
dans le sentiment que mon effort est systémat
quement ignoré, parce que spiritualiste, parc
qu'ultramontain; d'ailleurs serait-ce honorabl
d'être exposé sur le marché, avec des produit
d'art qui portent l'empreinte d'un culte matéria
liste de la chair[2] ? » Cette demi-disgrâce dont so
art était l'objet ne le décourageait d'ailleurs pas
il exécutait, en priant Dieu, des fresques pou
les escaliers des musées, ou des croquis d
vitraux d'églises, et laissait les journaux où souf
flait l'esprit de l'Allemagne nouvelle — la *Gazett
de Cologne*, par exemple[3] — attaquer son ar
comme romantique et suranné.

Sans avoir l'envolée des grandes composition
mystiques où s'attardaient parfois les recueille
ments de Steinle, les tableaux de sainteté qu
brossaient dévotement les artistes de Duesseldorf

1. Friedrich Noack, *Deutsches Leben in Rom*, p. 307-308 (Stuttgart, Cotta
1907). — Sur les peintres Rohden (1817-1903), Seitz le père (1811-1888), Feuer
bach (1829-1880), Preller (1804-1878), voir Noack, *op. cit.*, à la table.

2. Reichensperger, *Erinnerungen an Eduard Ritter v. Steinle*, p. 2
(Francfort, Foesser, 1887). — Cf., sur Steinle (1810-1886), notre tome II, p. 224
225.

3. Reichensperger, *op. cit.*, p. 36.

Ittenbach et les deux Mueller[1], auraient bien mérité d'être contemplés dévotement ; mais en dehors des cercles proprement religieux, où l'on songeait à ces bons imagiers pour des commandes, leurs noms avaient peu d'écho. Les peintres dont annuellement le public allemand guettait la production s'étaient appelés, trente ans plus tôt, Cornelius et Veit, deux romantiques ; ils allaient désormais s'appeler Lessing et Kaulbach, peintres polémistes[2], qui se servaient de leur pinceau comme d'autres de leur plume pour glorifier, dans des tableaux symboliques, la Réforme du XVI[e] siècle, et la puissance créatrice du germanisme anti-romain.

Il y avait, dans le tableau de Lessing sur la croisade, une évidente intention de satire ; les croisés, tels que son pinceau les ressuscitait, sont exactement ces fous que se figurait notre ignorant XVIII[e] siècle. Mais tout au contraire, une allégresse de révolte animait les toiles dramatiques dans lesquelles il montrait Luther brûlant la bulle à Wittenberg, et la dispute de Leipzig entre Luther et Jean Eck. Kaulbach avait plus de violence encore dans ses tableaux sur l'Inquisition ; et l'ironie anti-catholique se glissait à travers toute son œuvre ; sa Danse des morts, ses illustrations du *Roman de Renard*, criblaient d'épigrammes

1. Cf. notre tome II, p. 224.

2. Sur Charles-Frédéric Lessing (1808-1880) et Guillaume Kaulbach (1805-1874), voir Hausrath, *Erinnerungen an Gelehrte und Kuenstler der Badischen Heimat*, p. 98-145 (Leipzig, Hirzel, 1902).

l'Église et la papauté. Son immense toile sur la Réforme rangeait autour de Luther un long cortège de précurseurs et de contemporains ; et, sur le carton primitif, Luther, d'un geste plus menaçant qu'apostolique, brandissait une Bible au-dessus de sa tête. Les mauvais plaisants objectèrent que le père de la Réforme ressemblait à un commissaire priseur qui mettait un livre aux enchères[1] ; alors Kaulbach, corrigeant l'attitude, peignit un Luther qui tenait la Bible devant lui ; et de cette Bible des rayons s'échappaient. Avec Lessing, avec Kaulbach, l'art allemand, autrefois disciple de la Rome artistique, défiait et combattait la Rome religieuse ; et tandis qu'autrefois l'Autriche et la Sainte-Alliance étaient demeurées indifférentes, ou peu s'en faut, au talent des Nazaréens et au parti qu'en pouvait tirer l'Église, les journaux de la Prusse et du *Nationalverein* faisaient fête à ces autres peintres qui traduisaient en images voyantes accessibles au Philistin, la philosophie anticatholique du parti de la « Petite Allemagne ».

Le studieux élan qui avait entraîné vers le moyen âge les imaginations romantiques avait créé une grande école catholique d'archéologie. Cette école durait toujours ; Auguste Reichensperger n'aurait pas admis qu'elle mourût[2]. Et c'est

1. Léon Dumont, *Revue des Deux Mondes*, 1er avril 1865, p. 655. — Cf. dans le *Correspondant*, 25 février 1868, p. 382-400, un article du futur cardinal Perraud.

2. Voir Pastor, *August Reichensperger*, I, p. 471-603 (Fribourg, Herder, 1899), et Reichensperger, *L'art gothique au XIXe siècle*, trad. Nothomb (Bruxelles, Dévaux, 1867). — Cf. notre tome II, p. 242-247.

à, peut-être, qu'on pouvait retrouver les plus uthentiques descendants du romantisme, parmi es archéologues qui s'occupaient sur le Rhin, en Bavière, de restaurer les merveilles de l'art gothique t de les faire admirer ; tels, à Aix-la-Chapelle, 'ancien évêque Laurent et son frère le bibliothéaire [1] ; tels, à Cologne, le peintre Baudri, frère du oadjuteur, qui faisait paraître dès 1851 l'*Organe our l'art chrétien*, et le prêtre François Bock, conservateur du musée archiépiscopal [2] ; tel, à Munich, le chanoine Joachim Sighart [3], connaisseur expert de toutes les œuvres d'art du diocèse, chargé par le roi Max d'en écrire l'histoire. Un manoir écarté, comme le château de Neubourg, ou bien encore, une ville isolée comme l'était Trèves, où nulle locomotive ne parvint avant 1859, semblaient abriter contre les souffles pernicieux des temps nouveaux le romantisme vieillissant : à Neubourg la veuve du poète Schlosser [4], à Trèves, Auguste

1. Moeller, *Leben und Briefe von Johannes Theodor Laurent*, III, p. 23 Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1889). — Sur l'évêque Laurent (1804-1884), les rois volumes de Moeller sont un document de prix.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 72-73 : le Musée archiépiscopal de Cologne était fondé n 1855 ; et les 9, 10 et 11 septembre 1856, se tenait à Cologne une assemblée générale de toutes les associations d'art chrétien. — Sur Franz Bock (1823-1899), voir Fabian, dans Bettelheim, *Biographisches Jahrbuch*, *1899*, p. 269-271 (Berlin, Reimer, 1900).

3. Sur Joachim Sighart (1824-1867), voir *Katholik*, 1868, I, p. 309-337.

4. Sur Frédéric Schlosser (1780-1851), sa femme Sophie Schlosser (1786-1865), et ce curieux cloître de Neubourg, voisin de Heidelberg, où Boehmer, Janssen, Beda Weber, Steinle, et un certain nombre d'évêques, se donnaient volontiers endez-vous, voir Rosenthal, *Konvertitenbilder*, I, 1, p. 313-331 (Ratisbonne, Manz, 1889) ; — Janssen, *Boehmer's Leben und Briefe*, III, p. 478-484 (Fribourg, Herder, 1868) ; — Robert v. Mohl, *Lebenserinnerungen*, I, p. 249 Stuttgart, *Deutsche Verlags-Anstalt*, 1902) ; — Steinle, *Briefwechsel*, I, p. 397-510 (Fribourg, Herder, 1897). Voir spécialement dans Steinle, *op. cit.*, , p. 456-460, une citation du comte Adolphe Frédéric de Schack sur Neubourg.

Reichensperger, le chanoine Wilmowsky, le peintre Lasinsky, l'architecte Schmidt, le coloriste Jacob Kieffer [1], prolongeaient le rêve actif d'une conquête des âmes à l'Église par la vertu de l'esthétique chrétienne. Auguste Reichensperger, plus rigoureux que Rome, aurait volontiers imposé à l'édifice religieux un porche gothique comme vestibule, une nef gothique comme vaisseau [2]. Les appels de Ketteler pour la restauration du dôme de Worms et du dôme de Mayence [3], ceux de Beda Weber pour la restauration du dôme de Francfort [4], résonnaient comme l'écho lointain des autres appels qui, vingt et trente ans plus tôt, avaient intéressé l'Allemagne à l'achèvement du dôme de Cologne, « monument de l'unité nationale ». Mais l'opinion publique semblait devenue plus distraite : « Le dôme de Cologne, écrivait mélancoliquement Auguste Reichensperger, frappe vainement à la porte de maint

1. Sur ce cercle de Trèves, voir F. X. Kraus, *Essays*, II, p. 375-382 (Berlin, Paetel, 1901).

2. Sur cet exclusivisme d'Auguste Reichensperger et de son jeune ami Janssen voir Pastor, *Reichensperger*, II, p. 276 et suiv. ; — Pastor, *Janssen*, p. 133. — Sulpice Boisserée, qui avait tant contribué, naguère, à faire aimer à l'Allemagne le moyen âge, exprimait à l'archevêque de Cologne, en 1852, sa crainte que par une imitation exclusive du moyen âge, on ne tombât dans l'erreur de l'Église grecque. (*Sulpiz Boisserée*, I, p. 878. Stuttgart, Cotta, 1861.) A Rome aussi, on trouvait que cette passion de l'Allemagne catholique pour l'art gothique offrait je ne sais quoi de trop exclusif, on disait même de trop intolérant : la *Civiltà cattolica* chicanait Auguste Reichensperger sur certains ostracismes (13-27 mars 1858, p. 123). Lorsque le grand orateur catholique Mallinckrodt fit le voyage de Rome, la chapelle Sixtine lui parut laide ; et il avouait que cette compénétration du profane et du sacré, trait distinctif de l'art italien, était inintelligible pour l'esprit allemand (Pfuelf, *Mallinckrodt*, 2e édit., p. 141-144).

3. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 296 et 298.

4. Wackernell, *Beda Weber (1798-1858) und die tirolische Litteratur (1800-1846)*, p. 415-416 (Innsbruck, Wagner, 1903).

presbytère [1] ». Et puis, désormais, ce n'était plus seulement sous les voûtes affermies des chefs-d'œuvre gothiques, c'était sur les champs de bataille, que l'unité nationale aspirait à s'épanouir ; et lorsqu'une fois épanouie, elle se mettrait en quête de symboles, il ne lui suffirait plus de ces antiques maisons de prières et de paix, il lui faudrait, sur le Niederwald, un belliqueux trophée.

Tandis que la littérature et l'art semblaient désormais tenir le catholicisme en disgrâce, les changements politiques étaient pour le catholicisme une défaite. La formation de l'unité allemande par la Prusse protestante consacrait d'une irréparable façon la chute du Saint-Empire ; l'Autriche catholique était mise hors de l'Allemagne ; l'autre puissance catholique, la Bavière, abandonnait le rôle traditionnel de soldat et d'avocat du catholicisme, qui dans le vieux passé germanique avait fait sa personnalité. L'épée prussienne, qui se considérait déjà comme étant à proprement parler l'épée allemande, traitait les puissances catholiques avec autant de désinvolture que les auxiliaires intellectuels de la Prusse, historiens ou publicistes, traitaient l'idée catholique. Et l'on pouvait croire que sous l'affront de ces deux orgueils — orgueil de la pensée, qui défiait la foi, orgueil de la force armée, qui défiait le droit — c'en était fait, pour longtemps, de ce brillant renouveau catholique dont les Droste-Vischering, les Moehler, les

1. Reichensperger, *L'art gothique au XIXe siècle*, trad. Nothomb, p. 235.

Doellinger, les Goerres, les Overbeck, avaient été à divers égards les admirables ouvriers.

Il semblait même qu'aux multiples causes extérieures qui semblaient devoir provoquer cette éclipse, une cause intérieure s'ajoutât : nous voulons parler de la crise profonde qui séparait en deux camps les intelligences catholiques et qui mettait aux prises, dans le clergé même, deux systèmes de théologie, l'un scolastique et docilement subordonné aux influences romaines, l'autre plus imprégné des philosophies modernes et volontiers frondeur à l'endroit des autorités d'outre-monts. Crise si profonde qu'elle devait plus tard détacher de l'Église un des hommes que nous citions tout à l'heure parmi les artisans de sa résurrection : le chanoine Doellinger, de Munich. Ainsi tandis qu'il n'y avait plus de rencontres, plus de rendez-vous, plus de contact, entre l'Église et l'Allemagne intellectuelle ou esthétique, tandis que la vie allemande, sous ses formes nouvelles, semblait se dérouler à l'écart de l'Église, dans l'ignorance complète de l'Église et presque en hostilité avec elle, cette Église même souffrait de malaises intérieurs, qui la divisaient contre elle-même et qui l'affaiblissaient.

IV

Malgré tant de défaveurs et tant de mésaventures, les vingt années qui précédèrent l'éclosion du nou-

vel Empire furent pour la foi romaine, en Allemagne, des années de prospérité et de progrès. Un jour de 1837, Talleyrand, apprenant que le roi de Prusse venait de jeter en prison l'archevêque de Cologne, s'était écrié prophétiquement : « C'est de la graine catholique jetée en Europe. Vous la verrez lever et pousser vivement[1]. » Cette graine de catholicisme, semée en Allemagne, fructifiait surtout en Allemagne, et elle y mûrissait. Aussi l'idée catholique, délaissée par l'Allemagne intellectuelle et sacrifiée par les diplomaties, continuait d'avoir derrière elle un peuple —, ce peuple catholique que le coup de force de Cologne avait autrefois réveillé ; c'était là sa revanche, c'était là sa force. L'Église avait, en 1848, à la faveur des libertés nouvelles, commencé de grouper ce peuple en associations, et de le mobiliser pour des congrès. Lorsque la réaction, mesquine souvent, brutale parfois, à laquelle s'abandonnèrent les divers États, s'acharna quelque temps durant à surveiller et à comprimer dans les masses tout épanouissement de volonté et tout effort de vie, les associations catholiques furent en général tolérées. Aucune institution ne bénéficia plus complètement que l'Église romaine des conquêtes de 1848, aucune n'en bénéficia plus longuement.

« De toute façon, disait en 1854 la *Civiltà Cattolica*, que dirigeaient certains Jésuites romains, il est

1. *Le retour de Talleyrand à la religion : lettre de Mme la duchesse de Talleyrand à l'abbé Dupanloup*, publiée par Mme la princesse Radziwill, p. 20. (Paris, Plon, 1908).

évident que l'un des nombreux bienfaits que Dieu sut retirer des récentes commotions politiques est la liberté plus grande que les gouvernements commencent de concéder à l'Église[1] » : c'est à l'Allemagne, surtout, que pouvaient s'appliquer ces mots de la *Civiltà*. « Semblable à un géant longtemps emprisonné, écrivait à la même époque Ida de Hahn-Hahn, l'Église se relève lentement et avec peine de sa captivité : on reconnaît aujourd'hui qu'elle est autre chose qu'une humble servante des gouvernements[2]. »

Que cela fût reconnu, l'Église ne demandait rien de plus. « Le catholique, lit-on dès 1849 dans la préface mise au compte rendu de l'assemblée de Breslau, désire être affranchi de toute oppression bureaucratique injuste : donnez-lui cette liberté, et vous trouverez en lui le citoyen le plus capable de sacrifices, allant à la mort pour son roi et sa patrie parce que tel est son devoir[3] ». Obtenir la liberté de l'Église, et puis l'épanouir ; c'est à quoi se ramenait, d'après Montalembert, la politique catholique : au lendemain de 1848, l'Église d'Allemagne acceptait ce programme[4]. Elle détestait que les associations qu'elle formait se mêlassent de politique locale[5] :

1. *Civiltà cattolica*, 28 octobre-14 novembre 1854, p. 466.

2. Hahn-Hahn, *Une voix de Jérusalem*, trad. Bessy, p. 7-9.

3. *Verhandlungen der zweiten Versammlung des katholischen Vereines Deutschlands am 9, 10, 11 und 12 Mai 1849 zu Breslau*, p. 4 (Breslau, Aderholz, 1849).

4. *Verhandlungen*, p. 9-10.

5. *Verhandlungen*, p. 121-124.

le curé Eberhard, le vicaire Wick, signalaient cet écueil au congrès de Ratisbonne[1]. Elle détestait, même, qu'une solidarité pût être supposée entre les associations catholiques et des groupements purement politiques : la preuve en est dans les curieuses difficultés qu'on souleva, au congrès de Ratisbonne, pour laisser entrer quelques représentants d'un groupement bavarois qui s'intitulait : Association pour la monarchie constitutionnelle et la liberté religieuse[2]. « Nous avons affaire seulement à des questions de droit, à des revendications juridiques, et non pas à la politique[3] », explique la préface par laquelle s'ouvre le compte rendu de ce congrès ; et Doellinger d'ailleurs déclarait très formellement : « Dans l'état des choses en Allemagne, il n'y a pas, pour nous, de politique catholique sur laquelle nous puissions nous entendre dès que nous voudrions en venir aux questions de détail[4]. »

L'Allemagne était morcelée : entre les frontières de chaque État, les fidèles de l'Église prenaient l'attitude politique qu'indiquaient les circonstances, accéléraient ou retardaient la formation de partis proprement catholiques, s'immisçaient dans les manèges parlementaires ou bien au contraire y boudaient. Mais les grandes assemblées annuelles des

1. *Verhandlungen der dritten Versammlung des katholischen Vereines Deutschlands am 2, 3, 4 und 5 October 1849 zu Regensburg*, p. 13 et 37, (Ratisbonne, Pustet, 1849).

2. *Verhandlungen... Regensburg*, p. 70-71.

3. *Verhandlungen... Regensburg*, p. v.

4. *Verhandlungen... Regensburg*, p. 71.

associations catholiques demeuraient étrangères à ces combinaisons politiques dont les conditions étaient si diverses et dont l'aspect était si varié ; et ce dont ces assemblées s'occupaient, c'était, surtout, des moyens d'étendre l'action catholique, de la rendre plus intense, plus pénétrante ; des moyens, aussi, de faire mieux connaître l'idée chrétienne, et de lui assurer une répercussion plus profonde dans la conduite individuelle et sociale des fidèles.

Il y eut des luttes, entre 1850 et 1870, dans l'histoire de l'Église d'Allemagne : luttes extérieures contre certains États qui cherchaient à reprendre leurs concessions ou qui dessinaient, déjà, une politique d'anticléricalisme violent; luttes intestines, aussi, entre les diverses tendances théologiques qui se disputaient l'hégémonie de l'Église. Et dans un récit, les luttes, qui font du bruit, tiennent plus de place, nécessairement, que la besogne discrète et profonde de travail intérieur, par laquelle l'Église instruisait ses membres et préparait le rayonnement social de l'Évangile. Ce genre de travail n'a pas d'histoire, ou presque pas; il se poursuit au catéchisme, en chaire, au confessionnal, sur les lèvres de prêtres qui ne songent qu'à faire leur devoir de prêtres ; il n'agite pas l'opinion d'aujourd'hui, mais il mûrit l'opinion de demain, en édifiant, comme une double assise, une foi chrétienne vraiment éclairée, et des mœurs chrétiennes vraiment sincères et vraiment logiques.

A la veille de 1848, le baron de Ketteler, alors curé de campagne, prenait possession, tout au fond de la Westphalie, de la paroisse de Hopsten : dans sa nouvelle église, il cherchait une statue de la Vierge et ne la trouvait point[1] ; il s'enquérait de la pratique religieuse et la constatait fort médiocre : le vieux curé de Hopsten, brave homme au demeurant, avait laissé péricliter, dans le culte catholique, tout ce qui pouvait choquer les protestants.

A la veille de 1848, les paysans badois limitrophes du Rhin étaient souvent contraints de s'en aller dans notre Alsace pour entendre des sermons[2] ; dans le clergé de Bade, la dispense du bréviaire était fréquente[3] ; l'offrande quotidienne du sacrifice de la messe était assez négligée[4] ; un certain nombre de prêtres, même, faisaient campagne contre le célibat, et vivaient, de notoriété publique, comme si déjà l'Église eût permis leur relâchement[5].

A la veille de 1848, le publiciste Buss, lorsqu'il s'essayait en Bade à fonder quelques associations catholiques, avait contre lui, parfois, les curés et les fonctionnaires[6] ; l'Église et l'État, une fois par

1. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 139.

2. Voir notre tome II, p. 294 et 286-292.

3. « Vous êtes dispensés du bréviaire, disait un examinateur aux séminaristes, au moment de l'examen ; lisez chaque jour un chapitre de l'*Imitation.* » (Schmitt dans Alban Stolz, *Nachtgebet meines Lebens*, p. 191. Fribourg, Herder, 1885.)

4. Témoin l'exemple du publiciste Stolz, qui étant vicaire, et tout bon prêtre qu'il fût, ne célébrait la messe que le dimanche, et les jours de semaines où des fondations pieuses le requéraient (*Nachtgebet*, p. 54).

5. Elard Hugo Meyer, *Badisches Volksleben im neunzehnten Jahrhundert*, p. 538 (Strasbourg, Truebner 1900).

6. Voir notre tome II, p. 270-271.

hasard, se mettaient ainsi d'accord contre l'initiative de cet apôtre.

Quelques années suffirent pour que, d'un bout à l'autre de l'Allemagne, se multipliassent les confréries pieuses ; pour que l'institution du mois de Marie s'épanouît avec une ferveur qui dans certaines paroisses rachetait de longs oublis ; pour que, par milliers, des associations catholiques surgissent du sol ; pour que s'installât dans la principauté de Sigmaringen, au grand scandale du diplomate prussien Bunsen, une certaine « caverne » d'où sortaient constamment des brigands — ainsi qualifiait-il les Jésuites — qui ramenaient dans les chaires de Bade une parole chrétienne[1]; et pour que s'amendât, enfin, la vie sacerdotale, grâce aux leçons des séminaires, grâce à la périodicité des retraites ecclésiastiques, grâce à la proximité des congrégations. Le diocèse de Cologne sous la direction de Geissel, celui de Mayence sous la direction de Ketteler, celui de Paderborn sous la direction de Martin, devinrent des diocèses types, dans lesquels à vue d'œil la vie chrétienne se rajeunissait et se renouvelait. Il y aurait pour un spécialiste une étude technique à faire sur l'administration d'un diocèse allemand de cette époque : le gros livre où le chanoine Dumont, de Cologne, a rassemblé toutes les circulaires archiépiscopales[2], donnerait les éléments d'un tel travail :

1. Baronne de Bunsen, *Christian-Carl-Josias Freiherr von Bunsen*, III, p. 400 (Leipzig, Brockhaus, 1871).

2. *Sammlung Kirchlicher Erlasse in der Erzdioezese Koeln* (Cologne, Bachem, 1891).

on y verrait comment s'organise une église, hier encore encadrée et asservie par la bureaucratie, et soudainement affranchie, et comment elle exploite victorieusement cette bonne fortune, toujours enviable comme un bienfait, mais parfois dangereuse comme une épreuve, qui s'appelle la liberté. Au soleil de la liberté, nonnes et moines pullulaient avec une profusion qui tenait du prodige : lorsque en 1872 sera votée la première loi du *Culturkampf* contre les ordres, on évaluera à 104, dans le seul royaume de Prusse, le nombre des maisons de religieux, à 851 le nombre des maisons de religieuses, à plus de onze mille le chiffre des congréganistes, hommes ou femmes, abrités par la tolérance prussienne[1]. Presque toutes ces créations, presque toutes ces vocations, étaient postérieures à l'année 1848 : et ces totaux importants pouvaient être considérés comme le bilan des progrès qu'avait faits le catholicisme en moins d'un quart de siècle.

V

Dirigée par un épiscopat dont le nonce Viale Prela disait qu'il faudrait remonter plusieurs siècles en arrière pour en trouver un semblable[2],

1. Bongartz, *Die Kloester in Preussen und ihre Zerstoerung*, p. 46-49 (Berlin, impr. de la *Germania*, 1880). — Rapprocher les statistiques données par Paul Hinschius, *Die Orden und Kongregationen in Preussen*, p. 30-33 (Berlin, Guttentag, 1874).

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 203. — Cf. dans les *Neue Gespraeche aus der*

l'Église d'Allemagne, entre 1850 et 1870, avisa surtout à la formation religieuse du peuple et au relèvement social du peuple.

Le temps était proche encore — les fidèles qui avaient alors plus de quarante ans pouvaient s'en souvenir — où les prédicateurs évitaient d'annoncer aux chrétiens les mystères du christianisme, et où les catéchismes, soucieux surtout d'épargner les susceptibilités d'un rationalisme desséchant, dressaient une sorte de voile entre les profondeurs du surnaturel et la pieuse avidité des âmes. Désormais des missions, prêchées surtout par les Jésuites, complétaient ou commençaient l'instruction religieuse des adultes ; et quant à celle des enfants, elle était, à proprement parler, créée. Overberg, Hirscher, avaient déjà tenté l'œuvre[1] ; mais leurs efforts étaient locaux ou bien épisodiques. Ce fut seulement aux alentours de 1850 que les nombreuses éditions, petites et grandes, populaires et supérieures, du catéchisme du Jésuite Deharbe, assurèrent aux petits Allemands, dans presque tous les diocèses, le bénéfice d'une instruction religieuse solide, complète, et conforme en ses grandes lignes à la disposition même du catéchisme du Concile de Trente[2]. Alors

Gegenwart ueber Staat und Kirche, p. 180 (Erfurt, Koerner, 1851), l'éloge de l'épiscopat prussien que met le général Radowitz dans la bouche d'un des interlocuteurs.

1. Voir notre tome I, p. 267-274 et notre tome II, p. 276-278.

2. Thalhofer, *Entwicklung des Katholischen Katechismus in Deutschland von Canisius bis Deharbe*, p. 118-121, 131-133, 156-160 (Fribourg, Herder, 1899).

'État survenait, surtout en Prusse, et tout protes-
ant qu'il fût, il était d'accord avec l'Église pour mettre le catéchisme au premier plan parmi les matières d'enseignement; le principe de l'obligation scolaire devenait ainsi pour l'Église une garantie que tous les petits catholiques du royaume connaîtraient leur *Credo*. Il semblait que l'État prussien considérât l'éducation religieuse comme une partie de l'éducation civique : Dieu et le roi étaient deux personnalités avec lesquelles l'enfant prenait contact dès son entrée à l'école. L'heure où l'Église, insouciante des négations du monde, affectait de réintégrer dans ses catéchismes une dogmatique très rigide, était l'heure où l'État invitait le prêtre à collaborer avec lui, non point comme aumônier, seulement, mais comme autorité scolaire, comme associé de l'État dans la gérance de l'école : le prêtre, aux yeux du petit Allemand catholique, participait ainsi du prestige du roi, non moins que du prestige de Dieu.

Que pour graver le *Credo* dans les intelligences enfantines, le clergé d'Allemagne acceptât avec joie cette collaboration de l'école, rien assurément n'était plus naturel, ni plus propice, aussi, à cette unité des points de vue, à cette homogénéité d'esprit et de tendances, qui rend harmonieuse et féconde la formation élémentaire des jeunes esprits. Mais lorsque l'enfant, dûment instruit de sa religion, quittait l'école de l'instituteur pour celle de la vie, partout surgissaient devant ses yeux, par l'initiative étonnamment rapide du clergé, les

produire des [illegible] main
ces fruits [illegible] de [illegible], avec
bérance [illegible]
se faisait tout [illegible] pour
nécessités [illegible]
jour, les catholiques [illegible] avec
collaborèrent [illegible]
ce vieux [illegible] pe
l'entendaient [illegible] de
rieuse [illegible]
daient plaider pour [illegible]
bien de famille [illegible] de l'usi
daient à aider pour [illegible] cations
Plaider, c'était [illegible] syndiqu
mieux encore. [illegible] vicair
[illegible]
faible et [illegible]
ment tyr[illegible]
avait besoin [illegible]
l'Église groupait les compagnons ; avec un [illegible] Schorlemer, elle groupait les manants ; avec un évêque, Ketteler, elle rêvait de grouper les ouvriers en coopératives de production et de les amener, ainsi, à pouvoir se passer des capitalistes. La statistique des associations catholiques allemandes[1], telle que la dressait en 1871 le chanoine Marx, de

1. Marx, *General-Statistik der Katholischen Vereine Deutschlands*. Trèves, Lintz, 1871.

Trèves, témoigne que rien de ce qui est humain n'était resté étranger à l'Église catholique d'Allemagne, et qu'elle n'avait pas attendu les progrès des partis socialistes pour observer dans la masse de ses fidèles une certaine aspiration vers plus de justice, et pour comprendre cette aspiration, la diriger, et s'essayer à la satisfaire.

VI

« Je me tourne d'un mot vers les honorables dames, disait en 1849, au congrès catholique de Breslau, le maître boucher Falk, de Mayence, ou plutôt je me tourne vers les femmes et jeunes filles chrétiennes; car si j'étais le maître, j'abolirais le mot *dames :* depuis que les femmes et jeunes filles chrétiennes sont devenues des *dames*, cela va plus mal dans le monde[1]. » On demeura fidèle, dans les congrès catholiques d'Allemagne, à l'esprit de fraternité qui mettait ce naïf langage sur les lèvres du maître boucher. Ce qu'il y avait de mode égalitaire dans une pareille boutade eut la destinée de toutes les modes, vouées tour à tour au sourire de la complaisance et au sourire de l'ironie; mais ce qu'elle recélait de cordialité chrétienne expliquait à l'avance toute l'histoire sociale de l'Allemagne catholique. Quelques mois plus tôt, dans leur Manifeste communiste, Engels et Marx expliquaient

1. *Verhandlungen... Breslau*, p. 101.

avec une froide âpreté : « Les prêtres sont toujours allés de pair avec les féodaux. Ainsi le socialisme clérical va de pair avec le socialisme féodal. Le socialisme chrétien n'est qu'une eau bénite, faite pour donner aux rancunes aristocratiques la consécration du prêtre[1]. » Confrontez avec ce propos de Marx et d'Engels la saillie du maître boucher de Mayence. Il se soucie bien, en vérité, des rancunes aristocratiques : c'est au nom du petit métier qu'il applaudit aux aspirations sociales du christianisme ; car « si dans toutes les classes, ajoute-t-il, il y a des membres honorables, personne ne niera que c'est parmi les gens de métier que le sens catholique, l'esprit catholique, l'action catholique, la charité catholique, ont la vie la plus intense ».

L'homme du petit métier, le petit paysan, tels furent les vrais auxiliaires de cette Église qui ressuscitait. Des livres comme celui de Schlicht sur la vie du peuple en Bavière[2] ou comme le volume plus récent de Meyer sur les coutumes Badoises[3] témoignent avec quelle ténacité s'étaient conservés la piété locale et l'antique caractère populaire des solennités religieuses : il avait été plus facile au Joséphisme d'attiédir la ferveur dans certains séminaires que de la refroidir dans les mœurs. Les bureaucrates qui s'inspiraient d'une philosophie à

1. *Manifeste communiste*, trad. Andler, I, p. 57 (Paris, Bellais, 1901).

2. Schlicht, *Bayerisch Land und Bayerisch Volk* (Munich, Huttler, 1874).

3. Elard Hugo Meyer, *Badisches Volksleben im XIX Jahrhundert* (Strasbourg, Truebner, 1900).

demi rationaliste, et qui prétendaient faire régner dans l'Église un despotisme d'État, s'étaient à peine essayés à endommager la foi des foules; le christianisme dans les âmes leur avait paru chose respectable, c'est contre l'édifice de l'Église qu'ils avaient dirigé leurs manœuvres et concerté leurs assauts. Voilà que cette Église, au lendemain de 1848, se redressait, libre et victorieuse, sur les ruines des bureaucraties : des populations demeurées chrétiennes étaient toutes prêtes à subir son empreinte, à se donner à elle pour qu'elle leur apprît le christianisme et pour qu'au nom du christianisme elle les aidât et les relevât, pour qu'elle nourrît leur foi par un enseignement plus solide que celui que distribuaient les prêtres joséphistes, pour qu'elle exaltât leur espérance par d'autres perspectives que celles dont commençait de les éblouir un socialisme incroyant. Parce que l'Église d'Allemagne, entre 1848 et 1870, ne faillit pas à cette tâche, elle acquit une prise réelle sur ses fidèles; ils s'habituèrent à ne rien lui marchander d'eux-mêmes; leur vie civique, leur conduite sociale, devinrent l'expression de leur foi. Ces compagnons, ces paysans, ces ouvriers de fabriques, allaient bientôt, dans l'Empire nouveau, faire acte de souveraineté politique; leur souveraineté servirait l'Église, sans ambages, sans hésitation, avec le même élan dont on fait un acte de foi, avec le même élan qui avait poussé l'Église elle-même, messagère de la justice, à se mettre au service de leur sujétion économique, pour l'adoucir et la

redresser. Le grand succès de l'Église d'Allemagne, entre 1848 et 1870, avait été de les convaincre qu'il y avait solidarité entre leurs destinées et celles de leur Église, entre leurs souffrances et les siennes ; et qu'eux et elle avaient un même ennemi, le « libéralisme matérialiste ».

La philosophie nouvelle ne s'occupait plus des dogmes de l'Église ; l'art nouveau prenait d'autres voies que celles qu'avait tracées la piété de ses artistes ; l'histoire s'écrivait contre elle ; chaque bataille, chaque congrès, chaque traité, entamaient ses forces politiques ; les imaginations, infidèles au passé gothique dont elle avait été la parure, se laissaient désormais confisquer par des rêves d'avenir dont un État protestant serait l'architecte et le bénéficiaire ; et cette Église osait à peine se glorifier de ses théologiens, puisqu'elle traînait avec elle, en elle, deux théologies rivales, dont jusqu'à l'heure du concile le conflit la déchira.

Mais, confiante, elle songeait que les courants intellectuels n'ont qu'un temps ; qu'un flux les amène, qu'un reflux les emporte ; que cette intelligence dont les hommes sont si fiers est souvent le jouet de la mode, et que d'orgueilleuse elle se fait vieillotte ; et qu'aux heures où le va-et-vient de l'opinion pensante l'éloigne des prêtres, il reste aux prêtres une consolation et une ressource, c'est de se comporter, parmi l'immense foule des âmes — âmes souffrantes attachées à des corps qui souffrent — en hommes de bonne volonté. En vain les poétiques rêveries d'un Redwitz avaient-elles

sollicité les catholiques à chercher des retraites où rien ne les dérangeât. Les prêtres d'Allemagne consentirent, eux, à se laisser déranger par les multiples besoins de cette société nouvelle qui reposait sur une base toujours plus instable ; qu'importait que dans le sanctuaire leurs stalles fussent momentanément solides, si tout autour d'eux, dans la ville et dans les faubourgs, des grondements populaires commençaient de secouer le sol ? Attentifs à ces grondements, persuadés que l'Église avait son mot à dire dans les inévitables transformations sociales, ils acceptaient tout l'héritage de l'année 1848 ; ils en acceptaient les bienfaits, mais aussi les charges. Ils n'aspiraient pas, comme certains gouvernements réactionnaires, à ramener l'humanité en arrière, mais à la rejoindre, au contraire, et à la devancer. Ainsi firent-ils, et lorsque les hommes du *Culturkampf* dénonceront l'Église comme une puissance de réaction, les foules catholiques, habituées à reconnaître en elle l'ouvrière de leur progrès économique, entreront elles-mêmes dans la lutte, avec elle et pour elle, et ne s'en retireront qu'après avoir vaincu.

VII

M. Kissling en 1905 a réédité, en le mettant au point, le troisième volume de Henri Brueck sur l'Église catholique allemande au XIX[e] siècle :

cet ouvrage demeure un précieux travail d'ensemble, dont sans cesse nous avons eu les indications sous les yeux[1]. Mais depuis trois ans d'autres publications ont paru, documents inédits ou monographies savantes, qui s'imposaient à notre étude. M. de Poschinger, dans la *Deutsche Revue*, nous a livré les vestiges imprévus d'une négociation secrète qui s'était engagée entre la Prusse et Rome, en 1853 et 1854, en vue de la conclusion d'un Concordat. Le livre du P. Pfuelf sur Claire Fey, la religieuse d'Aix-la-Chapelle, nous a montré, dans tous ses détails, la naissance d'une grande congrégation à la faveur d'une ère de liberté. L'ouvrage de M. Lauer, qui se publie en ce moment même, sur l'histoire de l'Église catholique en Bade, met sous nos yeux, dans toute leur complexité, les vicissitudes de ce catholicisme badois qui racheta certaines heures d'abaissement par d'autres heures d'héroïsme. L'intérêt qu'offrent, au point de vue religieux, les Mémoires du chancelier de Hohenlohe, égale l'importance que leur ont attachée les spécialistes de l'histoire politique. Les souvenirs qu'a publiés le P. Weiss, de l'ordre des Frères Prêcheurs, dans les *Feuilles historico-politiques* de janvier 1908, au sujet des crises intellectuelles de 1869 et 1870, font revivre, d'une façon singulièrement instructive, le tourment de certaines pensées. Enfin l'année 1906 a vu s'achever la publication de l'*Histoire du Concile du Vatican*,

1. *Geschichte der Katholischen Kirche in Deutschland* (Mayence, Kirchheim). Nous le citons sous la rubrique : Brueck-Kissling, *Geschichte*.

que le P. Granderath avait soigneusement concertée.

VIII

C'est surtout, si nous osons ainsi dire, en fonction de l'histoire même du *Culturkampf*, que le récit de ces vingt années peut intéresser un lecteur français.

Deux grands faits les dominent : l'acheminement progressif de l'Allemagne vers l'unité, et l'explosion de la question sociale. Les instigateurs du *Culturkampf* exploiteront contre l'Église la longue fidélité des catholiques à la maison d'Autriche, et dénonceront dans l'Église une ennemie de l'unité allemande. L'Église groupera contre eux des forces populaires qui lui sauront gré d'avoir été de bonne heure l'avocate des humbles et d'avoir constaté de bonne heure qu'une question sociale existait. Ainsi, c'est entre les années 1850 et 1870 que s'élaborent, dans l'histoire, les arguments d'ordre politique au nom desquels la Prusse, devenue maîtresse de l'Allemagne, combattra l'Église, et les arguments d'ordre économique au nom desquels l'Église convoquera, pour sa défense, les classes rurales et les classes ouvrières ; et nous nous préoccuperons, tout d'abord, en deux chapitres intimement mêlés à l'histoire générale de l'époque, d'étudier ce que firent les catholiques en présence de l'unité allemande qui se préparait, ce qu'ils firent en présence de la question sociale qui surgissait.

Mais les énergies catholiques, dont le dévoue ment était acquis à l'Église, ne furent pas forgées, l'heure même du *Culturkampf*, par la nécessit de combattre ; elles existaient auparavant, vigou reusement exercées par vingt années d'apprentis sage politique, et par une première résistance à cette sorte de *Culturkampf* en miniature, qu depuis 1852 se déroulait dans le grand-duché d Bade. Il sera bon de regarder d'un peu près cett lente formation pour s'expliquer, plus tard, l'allégresse triomphante qui transformera les plus dures batailles en victoires. Nous ne pourrons d'ailleurs rassembler en un seul chapitre des histoires aussi différentes que celle de Prusse, où la Constitution tient lieu de Concordat, celle de Bade, où le Concordat ne dure qu'un jour, et celle de Bavière, où le vieux Concordat, à certaines heures, est une occasion de conflit plutôt qu'une garantie de paix : les divergences mêmes qu'on observera entre les statuts juridiques de l'Église dans ces différents pays nécessiteront des chapitres distincts, où l'on verra s'équiper et s'outiller, à l'avance, les deux forces que le *Culturkampf* mettra aux prises, le peuple catholique et le « libéralisme » incroyant.

Pour ce qui regarde, enfin, la proclamation de l'infaillibilité pontificale, point de départ immédiat du conflit, l'émotion même qui en résulta dans certaines sphères religieuses et dans certaines sphères politiques de l'Allemagne apparaîtrait comme un paradoxe, si l'on n'y reconnaissait pas la conséquence et comme l'aboutissant d'une longue suite de

mécontentements auxquels le parti « vieux catholique » vint donner une expression schismatique.

Le *Culturkampf* éclata comme un coup de tonnerre, mais des grondements antérieurs l'annonçaient. Le soubresaut des catholiques fut superbe ; mais une longue période d'éveil les avait préparés. Le peuple vint au secours de l'Église ; mais depuis longtemps l'amitié de l'Église et du peuple était nouée. Et l'histoire de cette amitié, l'histoire de cette maturité parlementaire, l'histoire enfin de ces courants intellectuels qui bientôt allaient menacer l'unité catholique elle-même, nous achemineront vers le récit des luttes acharnées au cours desquelles l'âpre nom de Canossa, pauvre village de l'Émilie, commença d'assaillir les oreilles allemandes avant de venir assourdir les nôtres.

Paris, 31 juillet 1908.

N.-B. — Lorsqu'on trouvera, dans nos notes, la référence *H. P. B.*, elle s'applique, pour plus de brièveté, à la collection des *Historisch Politische Blaetter* (*Feuilles historico-politiques*).

L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE

LE CATHOLICISME (1848-1870)

CHAPITRE PREMIER

LES CATHOLIQUES ET LA PRÉPARATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE

La chute du Saint-Empire : portée de ce fait pour l'Église, portée de ce fait pour l'Allemagne. — Une revanche de l'esprit national allemand : le romantisme. — Espoirs catholiques dans la résurrection du Saint-Empire.

I. — La fraction catholique *Grossdeutsch* à Erfurt (1850). — Un premier engagement entre l'idée catholique de « Grande-Allemagne » et l'idée prussienne de « Petite-Allemagne » : joute oratoire entre Auguste Reichensperger et Haeusser. — Victoire parlementaire, à Erfurt, de l'idée prussienne de « Petite-Allemagne » ; victoire diplomatique, à Olmuetz, de l'idée catholique de « Grande Allemagne ». — Les polémiques des *Feuilles historico-politiques* contre la Prusse. — Premières manifestations de Bismarck.

II. — Action de la Prusse sur la politique religieuse des autres Etats allemands. — L'idée prussienne de la solidarité des puissances protestantes. — Première application de cette idée : rôle de Bismarck en Bade pour soutenir et encourager la politique confessionnelle protestante et, comme telle, anti-autrichienne, du gouvernement badois (1854).

III. — L'influence prussienne à la cour du roi Max de Bavière. — Ses agents : des professeurs. — Rôle de Sybel et de Bluntschli à Munich. — Efforts victorieux de la Prusse pour que la politique du gouvernement bavarois cesse d'être une politique confessionnelle catholique et, comme telle, favorable à l'Autriche.

IV. — Hostilité des catholiques contre la théorie de la « vocation allemande » de la Prusse. — Doctrine du « légitimisme allemand », opposée par les *Feuilles historico-politiques*. — Enthousiasme des catholiques pour le concordat autrichien de 1855

et pour l'alliance, dans la guerre de Crimée, de l'Autrich catholique et de la France catholique. — Colère des catholique au moment de la guerre d'Italie : leurs vœux pour que l Prusse appuie l'Autriche ; leurs invectives contre la France. – Leur tristesse en 1860.

V. — Deux initiatives anti-autrichiennes : 1° La fondation pa Sybel de l'*Historische Zeitschrift*. — L'école historique nouvell et Frédéric II. — Une mobilisation prussienne d'historiens pro testants. — Deux historiens de tendances autrichiennes et catho liques : Hurter, Klopp. — 2° La fondation du *Nationalverein*. – L'Autriche visée par les campagnes anticoncordataires de cett association. — Insuffisance ou insignifiance des groupement suscités contre le *Nationalverein*.

VI. — Efforts du prince de Hohenlohe, en 1862, pour gagner le catholiques à la cause prussienne et créer ainsi une droit dans le parti de la « Petite-Allemagne ». — Identité entre la situation de l'Autriche, menacée par la Prusse, et celle d Pie IX, menacé par Cavour. — Situation difficile des catholique prussiens. — Leur attitude dans le conflit entre Bismarck et l Parlement.

VII. — La guerre de 1866. — Sa portée d'après Reichensperger sa portée d'après Bluntschli. — L'accablement des catholique après Sadowa.

VIII. — Rumeurs hostiles sur l'attitude des catholiques prussien dans la guerre de 1866. — Sadowa interprété comme une victoir du protestantisme. — Un écrit de Ketteler : *L'Allemagne aprè la guerre de 1866*. — Dispositions de Ketteler pour l'Autrich et pour la Prusse. — Ses conseils à la Prusse ; ses conseils au catholiques.

IX. — La formule de ralliement des catholiques à la Prusse. — Particularisme tenace de Mallinckrodt. — Les catholiques prussiens et les *Freikonservative*. — Lente évolution des catholiques de Bavière. — Sentiment peu à peu dominant chez les catholiques d'Allemagne : la crainte d'une nouvelle *Ligue du Rhin*, qui ramènerait l'intervention de la France dans les affaires d'Allemagne. — Union des « Grands Allemands » (*Grossdeutsch*) et des « Petits Allemands » (*Kleindeutsch*) contre la France. Nouvelle conception catholique de l'unité allemande : une unité fondée sur la liberté des Églises.

C'est une donnée banale de l'histoire, que la campagne d'Austerlitz porta le coup de mort au Saint-Empire-Romain-Germanique. Dix siècles

l'avaient honoré, une plaisanterie de Voltaire l'avait mis à mal, l'épée de Napoléon l'acheva. Mais suffit-il d'un sarcasme et d'une armée pour effacer des esprits certaines idées séculaires? Étiquette compliquée d'une longue période d'histoire, cet imposant vocable : *Saint-Empire-Romain-Germanique*, était lourd à manier, encombrant même, si l'on veut, comme le sont toutes les synthèses qui, tant bien que mal, s'efforcent à pallier des contrastes. En quatre mots, dont chacun était gros de pensées, la formule qu'Austerlitz rendit archaïque faisait deux parts dans l'histoire du monde, l'une pour la sainteté, l'autre pour la force, deux parts dans l'organisme chrétien, l'une pour Rome, l'autre pour la Germanie, et puis elle unifiait la force et la sainteté, accouplait Rome et la Germanie, mariait le temporel et le spirituel ; et de cette alliance, enfin, la chrétienté naissait, âme collective servie par des organes collectifs, imitation grandiose de l'union de l'âme et du corps dans le composé humain.

Il y avait là un fait métaphysique, autant et plus qu'un fait politique ; il y avait là une idée, autant et plus qu'une institution. Après Austerlitz, l'institution jonchait le sol ; mais l'idée restait dans l'air. Elle avait passé outre à l'hérésie religieuse de Luther ; elle avait survécu à cette sorte d'hérésie politique qu'était l'absolutisme de droit divin, conçu et pratiqué par les Bourbons. Ni Luther ni les Bourbons n'avaient pu convaincre toute l'Europe que tout le moyen âge se fût fourvoyé ! Aus-

terlitz à son tour avait des contradicteurs, dont Goerres fut le plus illustre[1]. Leurs imaginations obstinées ressuscitaient, par leur fidélité même, le Saint-Empire enseveli ; elles le prolongeaient, elles le galvanisaient, comme une sorte de protestation contre les remaniements napoléoniens.

« La chute du Saint-Empire, écrira plus tard Ketteler, évêque de Mayence, fut, plus que la Réforme, un événement religieux, le plus grand et le plus important depuis l'existence de l'Église en Allemagne[2]. » Ketteler disait vrai : l'architecture du monde, telle que l'avait concertée la pensée du moyen âge, était en ruine. Mais l'Église universelle avait assez de ressort et de souplesse pour se passer de cette armature, dans laquelle le moyen âge l'encadrait.

« Ces deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur, » se trouvaient désormais en face d'une destinée nouvelle : le Pape, en perdant son auguste collègue, était, tout à la fois, sevré d'une protection et affranchi d'une tyrannie, et le siècle même dont l'aurore avait été sonnée par le glas du Saint-Empire exaltera, plus qu'aucun autre, la primatie de la papauté sur les âmes. Mais l'Empereur, lui, de puissance théoriquement internationale, devenait un simple chef d'État, et l'un peut-être des plus débiles, puisqu'il ne régnait même pas sur une nation, mais sur une mosaïque de peuples. La catastrophe de 1806 nuisait

1. Voir notre tome I, p. 313-366.

2. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 265-266 (Mayence, Kirchheim, 1899).

beaucoup plus au prestige des Habsbourgs qu'à celui de la Papauté.

Un autre honneur semblait atteint, une autre gloire semblait pâlie : c'était l'honneur et la gloire de l'Allemagne. Le Saint-Empire avait assuré au germanisme une sorte de primauté du monde ; de l'Allemagne, il avait fait une cime. Le pangermanisme, qui s'étale aujourd'hui comme une exubérance ambitieuse de l'idée de nationalité, n'a rien de commun avec les rêves teutoniques de domination universelle qui trouvaient leur point d'appui dans l'idée même de chrétienté ; mais derrière ces rêves, en fait, c'était une façon de pangermanisme qui déjà s'abritait. Il n'était pas indifférent à la grandeur du nom allemand que des générations entières de théologiens et de canonistes, de peintres et de poètes, eussent habitué les imaginations à saluer aux côtés du Pape universel l'Empereur universel ; que l'hégémonie du César fût apparue comme un aspect temporel du règne de Dieu ; qu'au cœur même de l'Italie, à Florence, les fresques de la chapelle des Espagnols eussent dès le XIVe siècle éclairé d'un somptueux et mystique commentaire cette cérémonie du couronnement impérial que trois cent cinquante ans plus tard le jeune Gœthe contemplait à Francfort ; et qu'enfin Dante Alighieri, *maestro e duce* de toute poésie en terre latine, eût honoré la Germanie en honorant le sceptre impérial. L'imagerie vulgaire qui représentait l'Empereur tenant dans ses mains la boule du monde était une ouvrière

d'histoire. Il ne suffisait pas que Napoléon fît tomber cette boule des mains incertaines de l'empereur François pour que ces images fussent démodées.

Le romantisme, au contraire, leur rendit une vogue ; la poésie, plus vraie que l'histoire, leur rendit une vérité. A l'arrière-garde des poètes, une génération d'historiens surgit, qui regrettaient le Saint-Empire. Les uns étaient des catholiques ; les autres, des protestants que leurs obsessions historiques inclinaient au catholicisme[1] ; et vers le milieu du siècle toutes les aspirations de cette école, anxieux élans, espoirs tenaces, s'incarnèrent dans la personne d'un grand érudit francfortois dont les travaux sur le moyen âge germanique sont demeurés classiques : le luthérien Boehmer[2]. « Mon cœur, écrivait-il en 1863, fut attaché dès ma jeunesse à l'Empereur, à l'Empire, et pour cela à l'Autriche, où résidait l'axe naturel de tout ce que je représentais, ou plutôt de tout ce que je cherchais à représenter[3]. » Toujours expectant, toujours déçu, il versifiait mélancoliquement :

> Aucun empereur ne règne plus au large,
> *Kein Kaiser herrscht mehr weit und breit*[4].

« Notre peuple de Francfort, reprenait son ami

1. Voir notre tome II, p. 226 et suiv.

2. Dans une lettre à Gerlach, du 18 décembre 1853, Bismarck se plaint de l'antiprussianisme de Boehmer (*Briefe Bismarcks an den General Leopold von Gerlach*, éd. Horst Kohl, p. 113. Berlin, Haering, 1896).

3. Janssen, *Boehmers Leben und Briefe*, III, p. 413 (lettre du 4 septembre 1863). (Fribourg, Herder, 1868). C'est le livre capital sur Boehmer (1795-1863.)

4. Pastor, *Johannes Janssen*, p. 33. (Fribourg, Herder, 1894).

Schlosser, âme de poète et d'artiste, sent d'un instinct ineffaçable que l'Autriche doit être la puissance impériale allemande. Tout ce que les gens du parti de Gotha baptisent de leur nom, ce ne sont que des fleurs artificielles en papier coloré [1]. »

Pour des esprits comme Boehmer, comme le catholique Schlosser, la dynastie des Habsbourgs était, à proprement parler, la propagatrice du germanisme ; c'est elle, et elle seule, qui pouvait porter le nom allemand, l'esprit allemand, la langue allemande, bien au delà du pays auquel une géographie banale restreignait le nom d'Allemagne. Ringseis, le professeur catholique de l'Université de Munich, ne put jamais se consoler que les dislocations politiques dont, au XVIe siècle, la Réforme fut la cause, eussent peu à peu détaché du corps germanique la Lorraine et l'Alsace, la Suisse et la Hollande, le pays belge et les provinces baltiques [2]. Son patriotisme même d'Allemand, l'attachement même qu'il portait à la grandeur nationale, semblaient encourager son intransigeance de catholique romain, et enraciner en son âme d'éternels regrets à l'endroit du Saint-Empire et de la chrétienté disloquée. Beda Weber, le curé de Francfort [3], Édouard Michelis, ancien secrétaire de l'archevêque Droste-Vischering, — et l'on en pour-

1. Beda Weber, *Charakterbilder*, p. 106. (Francfort, Sauerlaender, 1853). — Sur Schlosser, voir ci-dessus, introduction, p. XXI.

2. Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 158 et 191 (Ratisbonne, Habbel, 1891).

3. Wackernell, *Beda Weber (1798-1858) und die tirolische Litteratur (1800-1846)*, p. 390 (Innsbruck, Wagner, 1903). Curé de Francfort, il attachait une

rait citer beaucoup d'autres, — se complaisaient dans le même état d'esprit. « Plein d'espoir, tu dois vivre pour l'avenir, disait Michelis au peuple westphalien ; de ton regard de voyant, tu dois entrevoir l'Empereur ; un héroïque empereur relèvera le drapeau de l'Empire... » Vous pensez, peut-être, que ce poème, qui fut publié en 1857, deux ans après la mort de l'auteur, pourrait être interprété comme un pronostic de la prochaine grandeur des Hohenzollern. Détrompez-vous, Michelis est un prophète du passé : « Un héroïque empereur relèvera le drapeau, pour fonder à nouveau le bonheur de l'Église et le bonheur de l'Empire. » Et le poète conjure le peuple westphalien de garder loyalement le trésor de sa foi ; car « quiconque te le vole, boit le sang de ton cœur[1] ». C'est à un Empire catholique, s'appuyant sur le catholicisme, que s'appliquent ses confiantes prévisions : ni comme catholique, ni comme Allemand, il ne peut croire, lui, Westphalien, sujet du roi de Prusse, que le Saint-Empire soit mort pour toujours.

I

L'année 1848, en même temps qu'elle apportait à l'Église d'Allemagne, tourmentée, la veille

grande portée au concours pécuniaire de l'empereur d'Autriche pour la restauration du Dôme de Francfort, « grandiose symbole d'unité germanique ».

1. Michelis, *Lieder aus Westphalen*. (Luxembourg, Heintze, 1857), cité par *H. P. B.*, 1857, II, p. 236. Sur Édouard Michelis (1813-1855), voir Rassmann, *Nachrichten von dem Leben und den Schriften Muensterlaendischer Schriftsteller des 18 und 19 Jahrhunderts*, p. 211. (Muenster, Coppenrath, 1866.)

encore, par les bureaucraties d'État, la promesse et la garantie d'une liberté nouvelle, mit en deuil un certain nombre d'imaginations catholiques. L'Autriche, en qui ces imaginations plaçaient leur confiance, courut alors le premier risque d'être expulsée de l'Allemagne; et ce risque, même conjuré, était un symptôme grave. Au Parlement de Francfort, le droit de cité germanique parut chicané, marchandé, mesuré, à cette dynastie même des Habsbourgs, qui depuis des siècles représentait aux yeux du monde la Germanie. Le peuple allemand, devenu puissance politique, saluait dans l'État autrichien un allié; mais un tel salut équivalait à une disgrâce, à un ostracisme; on prétendait que l'État autrichien cessât d'être un membre du corps allemand[1]. Un catholique, le général de Radowitz, avait une part de responsabilité dans cette politique. Lorsque Frédéric-Guillaume IV, son roi et son ami, eut écarté comme un calice, avec une satiété toute romantique, la couronne impériale qu'on lui faisait offrir de Francfort, l'opiniâtre Radowitz prit une revanche en faisant convoquer le Parlement d'Erfurt pour que l'œuvre de Francfort fût reprise et pour qu'en dehors de l'Autriche une Allemagne se constituât. La revanche fut plus complète que ne le souhaitait Radowitz; le parti de Gotha, maître de la majorité à

1. « Par cette voie, disait Doellinger en 1849 au Congrès de Ratisbonne, l'Allemagne ne serait parvenue qu'à une larve factice d'unité » (*Verhandlungen der dritten Generalversammlung des Katholischen Vereines Deutschlands zu Regensburg*, p. 112. Ratisbonne, Pustet, 1849).

Erfurt, traitait l'Autriche, non plus même en alliée, mais en ennemie. En face de ce parti se dressèrent les onze catholiques de l'assemblée : avocats fidèles de l'Autriche excommuniée, ils formèrent la fraction de la grande Allemagne (*Grossdeutsch*), qui n'affectait aucun exclusivisme confessionnel, mais qui fut catholique par ses origines, par ses aspirations, par ses visées, et dont le hasard voulut, à Erfurt, qu'elle fût uniquement composée de catholiques[1].

Auguste Reichensperger, un Rhénan, fut l'âme de cette fraction[2]. Aux derniers jours du Parlement de Francfort, il avait tracé le manifeste de la « Grande Allemagne », répudié la pensée d'une Allemagne malveillante pour l'Autriche, repoussé la perspective d'un autre empire que celui dont Vienne était la capitale[3]. En termes qu'applaudirait un pangermaniste d'aujourd'hui, il avait célébré les horizons qui s'ouvraient au peuple allemand sur la mer Adriatique, sur la vallée danu-

1. Pastor, *August Reichensperger*, I, p. 319. (Fribourg, Herder, 1899). — Reichensperger (*Correspondant*, octobre 1856, p. 180), accuse les hobereaux du parti de la *Croix* d'avoir eu, à Erfurt, la même haine pour l'Autriche que le parti de Gotha, et explique que l'idée de Petite-Allemagne n'a été sérieusement combattue à Erfurt que par une douzaine de députés catholiques (cf. Ernst Ludwig von Gerlach, *Aufzeichnungen aus seinem Leben und Wirken*, II, p. 102. Schwerin, Bahn, 1903). Lorsqu'en 1849 la question allemande fut discutée à la Chambre bavaroise, ce fut Doellinger, catholique et prêtre, qui soutint l'opinion *grossdeutsch* (Friedrich, *Doellinger*, III, p. 37. Munich, Beck, 1901).

2. Les deux volumes que M. Pastor, l'historien des papes de la Renaissance, actuellement directeur, à Rome, de l'Institut historique autrichien, a consacrés à Auguste Reichensperger (1808-1895), sont l'une des sources les plus importantes de l'histoire politique et religieuse de l'Allemagne durant le dernier demi-siècle : ils nous ont été d'un secours précieux.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 307-310.

bienne, sur les mers du Levant, et rendu grâces à l'idée même de « Grande Allemagne » pour cette largeur de perspectives et cette fécondité d'espérances. Ce manifeste, lorsqu'on le relit aujourd'hui, fait mesurer la vertigineuse allure de l'histoire... Il y a quatorze ans, peu de mois avant sa mort, je vis Reichensperger à Cologne, tout chargé d'années et de souvenirs : il y avait dans sa vie tant d'arrière-plans, qu'il semblait avoir vécu plusieurs vies; mais il regardait en avant, toujours en avant. Il déconcertait la définition morose que donnent de la vieillesse les rimeurs d'*Arts poétiques*. Sa mémoire, très précise, très riche, ne lui était pas une chaîne ; elle lui donnait un élan. Il ne s'emprisonnait pas dans son propre passé. Parce qu'il avait vu l'histoire d'Allemagne se dérouler autrement que ne la construisaient les discours de sa jeunesse et même de sa maturité, pourquoi donc aurait-il boudé Dieu ? Il ne cessa d'agir qu'en cessant de vivre; il avait une inaltérable fraîcheur d'âme, qu'une longue accoutumance du parlementarisme n'avait point fanée. Octogénaire, il considérait encore sa vie comme un service, qu'il était tout prêt à continuer, tout prêt à interrompre.

Tel apparaissait, en son crépuscule toujours lumineux, le parlementaire catholique qui, dans les années 1849 et 1850, avec l'aide de son frère Pierre, avec l'aide du Badois Buss[1], premier pré-

1. Sur Buss (1803-1878), voir notre tome II, p. 269 et suiv., 372, 426.

sident de l'Association catholique d'Allemagne, donna l'effort suprême pour que la monarchie autrichienne ne fût pas rayée du nombre des puissances allemandes. Il invoqua cet esprit d'individualisme qui, d'après lui, était l'un des traits historiques de sa race[1] : l'autonomie des divers États, conséquence politique du vieil attachement des peuplades allemandes à leurs personnalités propres, lui semblait incompatible avec l'extension de la Prusse. Une Allemagne centralisée serait-elle encore l'Allemagne? Ce ne serait plus, en tout cas, si l'Autriche était exclue, qu'une moitié d'Allemagne. Reichensperger poussait le cri d'alarme[2] ; il craignait que l'axe de l'empire des Habsbourgs ne passât désormais dans les nationalités slaves, que l'année 1848 avait éveillées. Concurrentes alertes, impétueuses, elles profiteraient du mouvement de recul auquel se condamnerait lui-même le peuple allemand, du jour où il signifierait à l'Autriche un ingrat et inopportun congé. Reichensperger parlait aussi comme catholique. L'équilibre religieux de l'Allemagne était en jeu ; si l'Autriche était exilée du corps germanique, la majorité des âmes, dans le territoire qui continuerait de s'appeler Allemagne, appartiendrait à Luther. La Germanie, cette pierre fondamentale de l'antique chrétienté, achèverait de

1. Sur ce point, comparer les réflexions du même Auguste Reichensperger dans son discours de 1860 sur la question hessoise, et l'écrit des deux frères Reichensperger : *Deutschlands naechste Aufgaben* (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 407 et 417).

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 327.

déserter son rôle. Au nom des vastes ambitions de la race germanique, au nom du particularisme allemand, au nom des intérêts catholiques, Auguste Reichensperger suppliait l'Allemagne de garder l'Autriche comme tête, et l'Autriche de ne point se détacher de ce grand corps historique.

Un professeur badois, Louis Haeusser, soutint devant le parlement d'Erfurt la thèse adverse[1]; et tout de suite il fut évident que sous les noms de Reichensperger et d'Haeusser, deux conceptions de l'Allemagne se livraient un duel à mort. Haeusser était l'un des représentants les plus passionnés de cette école historique qui commençait d'affirmer comme une vérité de foi, et de prouver comme une vérité de science, ce qu'elle appelait la vocation allemande de l'État prussien. D'après lui, c'était autour de la Prusse que l'Allemagne devait se cristalliser; la Prusse, fille de la Réforme, était appelée à réparer les maux que le moyen âge catholique et que la contre-Réforme avaient infligés à l'Allemagne. Que l'Autriche transigeât, ou bien qu'elle fît sécession, peu importait à Haeusser : ce qu'il voulait, c'était que rien n'empêchât la Prusse de remplir son auguste mission. Tout obstacle paraîtrait un attentat contre la nation allemande elle-même. Ainsi deux thèses entraient en conflit, qui s'accusaient réciproquement d'un crime de lèse-germanisme; et suivant que l'une

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 330. Sur Louis Haeusser (1818-1867), voir la notice d'Oncken dans Weech, *Badische Biographien*, I, p. 340-347 (Carlsruhe, Braun, 1881).

ou l'autre triompherait, l'Allemagne du lendemain n'aurait ni la même configuration géographique ni la même personnalité confessionnelle. Avec l'Autriche au sommet, le corps germanique faisait figure catholique ; amputé de l'Autriche et cherchant à Berlin son point d'appui, il prendrait l'aspect d'une puissance protestante. On eût dit que la guerre s'engageait entre le moyen âge et la Réforme sur le champ de bataille d'Erfurt, « ville de Luther. » Reichensperger fut battu par Haeusser, la Grande Allemagne par la Petite Allemagne, l'Autriche par la Prusse, le catholicisme par le protestantisme.

Ce premier engagement n'eut d'ailleurs aucun résultat pratique, si ce n'est qu'il contribua, sans doute, à rendre plus rapide et plus âpre la revanche de l'Autriche. A Olmuetz, la Prusse dut s'humilier. Un de ses diplomates, Pourtalès, s'indignait en termes pittoresques qu'elle fût ainsi contrainte de « réunir les Chambres et l'armée, au roulement du tambour, pour recevoir un soufflet en cérémonie de gala[1] ». Du coup, les partisans de la Grande Allemagne voyaient s'éclaircir leur horizon : par une résipiscence provisoire qui n'était qu'à demi spontanée, la Prusse en écartait tout nuage. Il ne fallait rien de moins que cette défaite du gouvernement de Berlin pour leur rendre quelque sécurité.

Mais ils se faisaient peu d'illusion sur la durée

1. Rothan, *Souvenirs diplomatiques : la Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée*, p. 38-40 (Paris, Lévy, 1888).

de la résignation berlinoise. Boehmer continuait de dire : « La Prusse est proprement un pieu dans notre chair [1] », et *les Feuilles historico-politiques* de Munich, le grand organe catholique jadis fondé par Goerres, commençaient dès cette époque une longue série d'articles contre les ambitions prussiennes.

On trouverait difficilement, déclaraient-elles au début de 1852, une idée aussi peu allemande, aussi peu historique, que cette « unité allemande », qui devait être mise au jour par la révolution de 1848. La simple pensée de cette centralisation uniforme est si antipathique à l'esprit allemand, que cela seul suffirait à prouver que les deux écuyers de la philosophie de Fichte, Jahn et Arndt, à moitié Slaves l'un et l'autre, n'étaient pas de purs Allemands (*Keine Kerndeutschen*). Tout au contraire, c'est un trait spécifique du caractère allemand, que chaque tige, chaque rameau du grand arbre, aspire le plus tôt possible à s'enraciner à part, à se distinguer, à revendiquer son terrain propre... L'unité allemande a son point central, non pas dans un chef suprême national, mais dans l'Empereur, dont la dignité était une dignité ecclésiastique (*dessen Wuerde eine Kirchliche war*). Ce n'est pas le sang, ce n'est pas la langue, c'est la foi, qui tenait rassemblées les tribus germaniques [2].

Au lendemain d'Erfurt et d'Olmuetz, les *Feuilles* de Munich répondaient à l'idée d'un empire national par l'évocation fidèle, inlassable, du vieux Saint-Empire international, et elles indiquaient aux Allemands épris d'unité un moyen primordial de réaliser leur rêve : ce moyen, c'était le retour à l'Église une. Pas de sociétés de gymnastique

1. Janssen, *Boehmers Leben und Briefe*, III, p. 59 (lettre du 31 janvier 1852).
2. *H. P. B.*, 1852, I, p. 177-178.

ou de tir; pas d'exhibitions patriotiques! dira plus tard, dans un de ses mandements, Rudigier, évêque de Linz[1]. Ce qu'il faut pour unifier l'Allemagne, c'est le rétablissement de l'unité confessionnelle. Mélancoliquement, les catholiques *gross-deutsch* accusaient la Réforme d'avoir détruit la pacifique harmonie des peuples allemands. L'Allemagne sans elle eût continué d'être à la tête de la chrétienté, et Luther, empêchant l'Allemagne d'être une, l'avait empêchée d'être grande... Et le parti de Gotha de répondre que les foudroyants succès de Luther avaient au contraire unifié l'Allemagne, et que c'étaient les Habsbourgs qui l'avaient désunie, en ramenant dans leurs fourgons la contre-Réforme catholique.

Mais, sans remonter si haut et si loin, et prenant pour point de départ l'état présent de son pays, un jeune hobereau de Poméranie concluait brutalement, dès 1849, qu'entre l'Autriche et la Prusse il faudrait bien un jour qu'un fracas d'armes éclatât[2], et que cela importait à la dignité et à la grandeur prussiennes. On lui parlait de Saint-Empire, et d'un empereur qui était une moitié de pontife, et d'une hégémonie mystique de la Germanie sur les âmes, et d'une « Grande Allemagne » dépositaire de tout un auguste passé; Bismarck répondait en parlant de militarisme et

1. Meindl, *Leben und Wirken des Bischofs Rudigier*, I, p. 615. (Linz, Grand Séminaire, 1891).

2. Poschinger, *Die Ansprachen des Fuersten Bismarck, 1848-1897*, II, p. 1 (Stuttgart, *Deutsche Verlags-Anstalt*, 1900). — Cf. Denis, *La fondation de l'empire allemand, 1852-1871*, p. 164. (Paris, Colin, 1906.)

non point de sacerdoce, en revendiquant pour la Prusse un rôle de grande puissance, et pour l'Allemagne, — une Allemagne encore mal définie, — le droit de signifier enfin au reste de l'Europe ses vues et ses volontés politiques et de les faire respecter. Philosophiquement parlant, à descendre au fond des esprits, c'était l'idée de chrétienté et l'idée de nationalité, tant de fois aux prises depuis des siècles, qui de nouveau se défiaient et s'affrontaient.

II

La Prusse à cette époque — un chapitre ultérieur le montrera — ne marchandait à ses sujets catholiques ni les sourires flatteurs ni même les vraies libertés. Dans tout le reste de l'Allemagne, l'Église indiquait aux divers souverains Sa Majesté le roi de Prusse, comme un exemple à suivre. Personnellement, Frédéric-Guillaume IV aimait et voulait la tolérance, et d'ailleurs, ne fût-ce que pour séduire les catholiques rhénans et pour achever ainsi l'unification morale du royaume de Prusse, il devait traiter l'Église avec générosité. Mais en dehors de ses frontières, en tant que membre du corps germanique, la Prusse, dans les années qui suivirent 1850, parlait et agissait comme si le Dieu de Luther lui eût donné mission de surveiller le catholicisme en Allemagne, et de le contenir, et même de le réprimer. Les illusions de Ketteler et de Diepenbrock, qui vers 1852 espé-

raient une intervention du roi de Prusse en faveur des catholiques de Bade, furent bientôt démenties [1]. L'anticatholicisme était pour la Prusse un article d'exportation, qu'elle jetait sur le marché des idées, d'un bout à l'autre de la Confédération ; et les *Feuilles historico-politiques* de Munich affirmaient dès 1854 que, partout où il y avait occasion de léser ou de maltraiter l'Église, « on devait suspecter l'influence prussienne, l'intérêt prussien, les pensées d'hégémonie prussienne [2] ». Les documents privés ou diplomatiques publiés beaucoup plus tard, et qui nous ont fait connaître l'action de Bismarck à Francfort et à Carlsruhe entre les années 1853 et 1855, confirment avec éclat les soupçonneux pressentiments de l'organe bavarois.

Ce que semblait rêver Bismarck, ce n'était rien de moins que la constitution d'une sorte de *Corpus Evangelicorum*, d'une ligue des souverainetés protestantes allemandes faisant front au catholicisme et front à l'Autriche [3]. « Le combat contre *l'Ecclesia militans* [4] », contre « le papisme adorateur d'idoles, hostile aux gouvernemens protestants et hostile à la Prusse, » lui paraissait l'un de ses premiers devoirs. « Catholicisme et ennemi de la Prusse,

1. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 252, n. 1. — Cf. notre tome IV, p. 28.

2. *H. P. B.*, 1854, I, p. 579-580.

3. Voir dans Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 308-311, des réflexions très pénétrantes de Ketteler sur cette idée bismarckienne de la solidarité des puissances protestantes. — Il faut lire dans Poschinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Otto v. Manteuffel*, II, p. 199-202 (Berlin, Mittler, 1901), le rapport dans lequel le conseiller Kuepfer, en 1852, remontrait à Manteuffel que la Prusse devait, partout en Allemagne, déployer le drapeau protestant.

4. *Briefe Bismarcks an Leop. v. Gerlach*, éd. Horst Kohl, p. 108 (lettre du 25 novembre 1853).

écrivait-il à Gerlach, sont deux termes synonymes[1] ». Il notait tous les petits faits et tous les petits bruits dont il pouvait conclure qu'en Bade l'Autriche soutenait l'archevêque Vicari dans son conflit avec le gouvernement grand-ducal. Libéralités du cabinet de Vienne en faveur des prêtres badois condamnés à l'amende[2]; voyages fréquents à Fribourg du ministre Prokesch, qui représentait François-Joseph à Francfort[3]; propos de certains prêtres badois[4], et brochure du publiciste Buss[5], qui semblait dénoter une propagande pour l'Autriche : tout cela était relevé, commenté, exagéré par Bismarck, dans les dépêches que, de Francfort, il envoyait à son gouvernement. Il accusait l'Autriche de n'envenimer en Bade les querelles religieuses que pour y trouver une occasion de renverser le ministère badois[6], coupable d'une trop

1. *Briefe Bismarcks an Leop. v. Gerlach*, p. 121-124 (lettre du 20 janvier 1854). Et si l'on demandait à Bismarck ce qu'il entendait par ultramontain, il répondait : « C'est celui qui obéit au pape plus qu'au souverain » (*op. cit.*, p. 230, lettre du 15 juin 1855).

2. *H. P. B.*, 1854, I, p. 254.

3. Bismarck, *Correspondance diplomatique*, trad. Schmitt. I, p. 200 (lettre du 29 novembre 1853). (Paris, Plon, 1883).

4. Bismarck, *Correspondance diplomatique*, I, p. 199-200 (lettre du 29 novembre 1853), prétend tenir d'un officier supérieur catholique que le bas clergé de Bade et de Wurtemberg est « travaillé par quelques-uns de ses membres qui, par des voyages et des écrits qu'ils répandent, veulent tirer parti de l'attachement encore vivant dans beaucoup de ces contrées pour l'Autriche, et en faire la base d'un projet de retour à l'Empire, dans le cas où la situation politique présenterait une occasion favorable ».

5. Bismarck, *Correspondance diplomatique*, I, p. 200 (lettre du 29 novembre 1853). — Buss, au Congrès de Linz de 1850, se plaisait à rappeler publiquement qu'il était né autrichien (Jocham, *Memoiren eines Obskuranten*, p. 680. Kempten, Koesel, 1896).

6. *Briefe Bismarcks an Leop. v. Gerlach*, éd. Horst Kohl, p. 126 (lettre du 3 février 1854).

vive sympathie pour la Prusse : c'était un motif suffisant pour que Berlin soutînt ce ministère contre l'archevêque, et la *Gazette de la Croix* péchait contre la Prusse, lorsqu'elle consacrait à Vicari des articles flatteurs[1]. Au demeurant, il s'agissait d'un intérêt plus grave que l'opportunité politique du moment. Bade, peut-être, depuis 1849, n'avait pas témoigné à la Prusse la gratitude docile et dévouée que cette puissance eût méritée, mais, quoi qu'il en fût, un Hohenzollern, dans ce conflit, devait prendre parti pour Bade ; car la victoire de l'archevêque de Fribourg, affirmait Bismarck à Gerlach, serait « la défaite du protestantisme, de la souveraineté laïque » (*der landesherrlichen Gewalt*) ; ce serait la défaite de la Prusse comme puissance protectrice du protestantisme allemand (*Schutzmacht des deutschen Protestantismus*) ; sur l'heure, c'en serait fait de l'auréole du roi de Prusse comme patron militant de l'Église évangélique (*der Nimbus eines streitbaren Patrons der evangelischen Kirche geht zum Kukuk*)[2]. A tout prix, il fallait éviter cette déchéance, et ne point être dupe d'une distinction subtile, et tout au moins prématurée, entre le Souverain (*Landesherr*), que les catholiques préten-

1. Bismarck, *Lettres politiques confidentielles*, trad. Lang, p. 165 et 173 (lettres des 7 et 25 janvier 1854) (Paris, Ollendorf, 1885). Bismarck était d'autant plus mécontent que derrière les articles où la *Gazette de la Croix* montrait quelque bienveillance pour Vicari, le gouvernement badois risquait d'entrevoir l'opinion personnelle de Frédéric-Guillaume IV. (*Briefe Bismarcks an Leop. v. Gerlach*, p. 124 (lettre du 20 janvier 1854). Ce fut pour épargner au roi et à la reine cette apparence de « romanisme » que, pour un de ces articles, la *Gazette* fut confisquée (Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 185).

2. *Briefe Bismarcks an Leop. v. Gerlach*, éd. Horst Kohl, p. 107-108 (lettre du 25 novembre 1853).

daient respecter, et la bureaucratie, à laquelle ils prêtaient tous les vices. Bismarck, dans les premiers mois de 1854, se fit envoyer à Carlsruhe, puis à Wiesbaden, pour fortifier, tour à tour, la bureaucratie de Bade et la bureaucratie de Nassau, et pour les empêcher de se montrer trop conciliantes dans les négociations qu'elles ébauchaient avec Rome[1]. Il avait, au cours de ces voyages, un œil d'inquisiteur pour épier les diplomates dont il flairait l' « ultramontanisme; » leur dossier restait dans sa mémoire un dossier que rien n'effacerait[2]. Les discours les plus violents de l'ère du *Culturkampf* ne le cèdent pas à certaines des lettres que Bismarck écrivit alors à Manteuffel et à Gerlach. Il apparaît comme une sorte de commissaire d'un protestantisme politique, inflexible, intraitable.

On pressentait vaguement, dans l'Église catholique de Prusse, le rôle du gouvernement de Berlin. « L'État prussien n'a pas démenti sa nature, écrivait Foerster, évêque de Breslau. Tant que Bade fut en résistance ouverte contre l'Église, la Prusse se tenait calme et effacée. Dès que Bade parut vou-

1. Voir notre tome IV, p. 56-59.

2. Voir dans ses *Lettres politiques*, p. 205 (lettre du 16 juin 1854), ses dénonciations contre Bursian, secrétaire de la légation de Nassau, et contre Sydow, ministre de Prusse à Berne, soupçonnés de coquetteries avec l'ultramontanisme; — dans la *Correspondance diplomatique*, I, p. 201 (lettre du 29 novembre 1853), ses plaintes au sujet du secrétaire Kreidel, qu'il accuse de livrer à Vicari le secret des délibérations gouvernementales; — dans les lettres à Gerlach (*Briefe Bismarcks an Leop. v. Gerlach*, p. 114 : lettre du 18 décembre 1853), ses plaintes au sujet de Dungern, député de Nassau à la diète, qui, quoique protestant, est sympathique à Vicari, parce qu'il a deux fils au service de l'Autriche; — et sa lettre à Manteuffel (30 mai 1853) sur les tendances du diplomate hessois Muench-Bellinghausen (*Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 133-134. Stuttgart, Cotta, 1901).

loir fléchir, la Prusse exprima des réserves, et cela pour de bons motifs[1]. » En effet les motifs étaient bons, et même ils étaient doubles. Les cabinets protestants de l'Allemagne avaient désormais la preuve que la Prusse savait les appuyer, et qu'elle le voulait. Quant aux populations catholiques, on pouvait leur remontrer que des négociations avec Rome, préliminaires de la paix religieuse, coïncidaient avec une visite diplomatique de Bismarck, et leur donner lieu de penser que les conseils de Berlin avaient accéléré l'heure de la pacification. Le double jeu se laisse discerner, sans aucuns voiles, dans une lettre de Bismarck à Manteuffel, du 1er février 1854 : « Si la presse parle, suggère-t-il à son ministre, il faut faire dire que la Prusse a conseillé à Bade d'accorder plus de liberté d'action aux catholiques, et qu'en même temps elle s'est appliquée à contre-balancer les influences étrangères qui pesaient sur la liberté de Bade[2]. » La première allégation, formellement contraire à la vérité, persuaderait aux catholiques que ce que l'Autriche n'avait pas obtenu de Bade, la Prusse l'avait obtenu. La seconde phrase, plus mystérieuse, plus véridique, expliquée par les diplomates dans le huis-clos des entrevues, ferait comprendre aux gouvernements protestants du Sud que, du jour où l'Autriche « ultramontaine » les importunerait, la chancellerie de Berlin, approvi-

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 232. (Fribourg, Herder, 1896.)

2. Bismarck, *Correspondance diplomatique*, I, p. 227. — Cf. Matter, *Bismarck et son temps : la préparation*, p. 348-349 (Paris, Alcan, 1905).

sionnée de bonnes ripostes, aurait assez d'énergie pour faire contrepoids.

III

Il était naturel qu'à son tour la catholique Bavière fût visée par l'action confessionnelle de la Prusse. Les méthodes ici furent autres, parce que les circonstances étaient autres, et la Prusse, à Munich, au moins durant cette période, recourut moins à des diplomates qu'à des professeurs.

De 1837 à 1847, l'État bavarois s'était présenté comme le boulevard du « romanisme » allemand. Munich, alors, était un centre de pensée catholique où l'Allemagne venait s'instruire, un centre de politique catholique, qui surveillait la Prusse et que la Prusse redoutait ; et la Bavière, sous le ministère Abel, semblait aspirer à couvrir d'une sorte de protectorat, d'un bout à l'autre de l'Allemagne, tous les catholiques qui dénonçaient une oppression [1]. Tout autre était l'idéal de Maximilien II, que l'abdication de son père Louis Ier, en mars 1848, fit brusquement monter sur le trône de Bavière [2] ; le nouveau règne fut marqué par une réaction complète contre les influences et contre les maximes qu'avait longtemps mises en honneur le roi Louis. Un incident, même, en l'année 1855,

1. Voir notre tome II, p. 106-115.

2. Sur le roi Maximilien II de Bavière (1811-1864), voir surtout Riehl, *Kulturgeschichtliche Charakterkoepfe* (Stuttgart, Cotta, 1889), et notre tome IV, p. 136-138.

éclaira d'une lumière singulièrement crue le contraste entre les deux souverains. Ringseis et Bluntschli[1], l'un catholique bavarois, l'autre immigré protestant, polémiquaient entre eux; toute l'Université de Munich écoutait et regardait. On vit le vieux roi Louis, publiquement, prendre parti pour Ringseis, et le roi Max, tout au contraire, se ranger du côté de Bluntschli. « Il m'a l'air d'un Saxon, plutôt que d'un Wittelsbach authentique, » disait un jour Louis Ier de son jeune successeur[2], et, de fait, celui-ci parut prendre pour tâche d'asseoir en Bavière l'hégémonie intellectuelle de l'Allemagne du Nord.

Entre son accablement à Olmuetz et son triomphe à Sadowa, la Prusse gagna sur l'Autriche, progressivement, insensiblement, sourdement, une première victoire, d'abord inaperçue des états-majors et même de beaucoup de diplomates : cette victoire obtenue sur les bords de l'Isar fut la conquête morale, non point du peuple bavarois, mais de l'intelligence bavaroise, et la formation à Munich d'un parti « libéral national » nettement hostile au catholicisme et nettement hostile à l'Autriche. Ce fut là le résultat du règne de Max[3]. Des

1. Bluntschli, *Denkwuerdiges aus meinem Leben*, II, p. 231-232 (Noerdlingen, Beck, 1884). — Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 73-78. Sur le médecin Ringseis (1785-1880), professeur à l'Université de Munich, cf. notre tome II, p. 61-65. — Sur Bluntschli, voir ci-dessous, p. 26 et 50.

2. Friedrich, *Doellinger*, III, p. 178.

3. Ce résultat, d'ailleurs, dépassa les plans mêmes de Max ; car c'était moins pour leurs idées étroitement prussophiles, qu'il trouvait exagérées, que pour leur science, qu'il appelait près de lui des savants du parti de Gotha (Riehl, *op. cit.*, p. 226-227).

légendes même coururent, d'après lesquelles le Roi, personnellement, aurait failli donner un bruyant exemple : si Dahlmann[1], son ancien professeur à Gœttingue, ne l'en avait dissuadé, il se serait fait protestant. Il aurait brigué, par surcroît, l'initiation maçonnique, sans les conseils du ministre Pfordten, qui la jugeait inopportune[2]. Enchaîné à la confession catholique par sa dignité royale, par les précédents de sa maison, par les susceptibilités de son peuple, Max prit sa revanche en s'entourant de conseillers qui tous appartenaient au protestantisme. C'était le philologue Thiersch, qui, dès 1848, écrivait à la reine de Prusse que l'Allemagne ne pouvait prendre son rang que sous l'égide des Hohenzollern[3]; c'étaient deux diplomates, Doenniges[4] et Wendland, originaires l'un de Stettin, l'autre du Hanovre, et que Boehmer, impitoyable pour toute infiltration prussienne, qualifiait d'aventuriers étrangers[5]; c'était le juriste

1. Sur Frédéric Christophe-Dahlmann (1785-1860), voir, outre la monographie de Springer (Leipzig, Hirzel, 1870-1872) Janssen, *Zeit und Lebensbilder*, 4e édit., II, p. 154-202 (Fribourg, Herder, 1879).

2. Janssen, *Zeit und Lebensbilder*, II, p. 169-172. Sur le baron Louis-Charles-Henri de Pfordten (1811-1880), cf. notre tome IV, p. 178. — Le roi Max, en 1854, demanda à Bluntschli des renseignements sur la Maçonnerie, où il songeait à entrer ; finalement, il eut peur de ce pas, mais il fonda une association humanitaire, qui fut sans durée. (Bluntschli, *op. cit.*, II, p. 241). D'après Riehl, *op. cit.*, p. 213, ce n'est que par curiosité qu'il se préoccupait de la Maçonnerie.

3. *H.P.B.*, 1867, I, p. 49-51. Sur le philologue Frédéric Thiersch (1784-1860), voir H.-W.-J. Thiersch, *Fr. Thiersch's Leben*, 2 vol. (Leipzig, Winter, 1866). — Sur l'influence qu'exerçaient les *Berufene*, comme on les appelait, auprès de Maximilien II, voir Friedrich, *Doellinger*, III, p. 174-175, et Luise v. Kobell, *Unter den vier ersten Koenigen Bayerns*, II, p. 10-34. (Munich, Beck, 1894.)

4. Sur l'influence du diplomate Doenniges (1814-1872), voir Rumpler, *Allgemeine Deutsche Biographie*, V, p. 339-341.

5. Janssen, *Boehmers Leben und Briefe*, III, p. 51 (lettre du 15 novembre 1851).

Bluntschli, Suisse d'origine, épris de la représentation, des parades et des présidences, et qui plus tard, en Bade, pontifiera, solennel et respecté, dans les synodes du protestantisme libéral, dans les *meetings* du libéralisme national, dans les agapes de la franc-maçonnerie[1]; c'était enfin le célèbre historien Henri de Sybel[2].

Charger Sybel de l'enseignement de l'histoire dans la capitale de la catholique Bavière ressemblait à un coup d'audace : le roi Max hésita quelque temps. Ranke eût été le professeur de ses rêves[3]; mais Ranke refusa, et insista pour que Sybel fût appelé[4]. Une bruyante attaque contre la sainte tunique de Trèves, quelques discours et quelques écrits d'histoire qui visaient à glorifier la puissance prussienne, désignaient Sybel à la confiance du parti de Gotha, et donnaient à sa nomination le double caractère d'une victoire prus-

1. Sur le Suisse Jean Gaspard Bluntschli (1808-1881), voir, outre ses propres Mémoires, Bernhard von Meyer, *Erlebnisse*, I, p. 317-319 (Vienne, Sartori, 1875); — Georg Weber, *Heidelberger Erinnerungen*, p. 283-308 (Stuttgart, Cotta, 1886); — Robert von Mohl, *Lebenserinnerungen*, *1799-1875* II, p. 153-155 (Stuttgart, *Deutsche Verlags-Anstalt*, 1902). — C'est lui qui devait présider à Eisenach, les 6 et 7 juin 1865, le premier *Protestantentag* (Bluntschli, *Denkwuerdiges*, III, p. 129), en 1867 le synode évangélique général de Carlsruhe (*Denkwuerdiges*, III, p. 175). Son attachement aux fractions les plus incroyantes du protestantisme semble avoir été la cause pour laquelle le grand-duc de Bade l'éloigna toujours du ministère (*Denkwuerdiges*, III, p. 181-183). C'est lui qui, en 1865, au nom de la loge de Heidelberg, répondit à l'encyclique de Pie IX contre la Maçonnerie (*Denkwuerdiges*, III, p. 122-128), et qui rédigea en 1868 une nouvelle constitution pour la Maçonnerie (*Denkwuerdiges*, III, p. 238).

2. Sur Henri de Sybel (1817-1895), voir Guilland, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*, p. 150-226. (Paris, Alcan, 1900.)

3. Voir dans Dove, *Ausgewaehlte Schriften vornehmlich historischen Inhalts*, p. 111 (Leipzig, Duncker, 1898), la lettre que de Rome, le 25 janvier 1853, le roi Max écrivait à Ranke, pour l'appeler à Munich en vue de la fondation d'une école historique nouvelle.

4. Dove, *op. cit.*, p. 121.

sienne et d'une victoire protestante. M. Ernest Denis, que n'aveugle à coup sûr aucune prévention, soit en faveur de la « Grande Allemagne », soit en faveur du catholicisme, éprouve un médiocre attrait pour la personnalité de Sybel : il fait de lui, sans ambages, un « Homais » du patriotisme[1]. Le coup de plume est dur, et légèrement injuste. Si l'intelligence de Sybel et celle de Homais ont parfois un air de famille, celle de Sybel était plus meublée. A l'une comme à l'autre, d'ailleurs, le sens des nuances faisait défaut. Les cours et les articles de Sybel étaient construits comme des réquisitoires. Cet historien ressemblait à un procureur général, chargé d'entamer pour le compte de la Prusse le procès de l'ancienne Allemagne. Doctoralement, dans la première audience qu'il eut du roi Max, il traita de la politique religieuse qu'avait suivie, lors de la guerre de Trente ans, l'électeur Maximilien I[er]. C'était une politique catholique, cléricale, disait-il sans doute : le professeur et le Roi tombèrent d'accord pour la condamner[2]. De ce jour, entre eux, un pacte fut conclu, et Sybel, sous le patronage imprévu du Wittelsbach, devint à Munich un champion de la Réforme et un agent des Hohenzollern. « Être ultramontain et patriote allemand sont deux choses qui s'excluent, » écrivait-il dès 1847[3]. Tout son enseignement à Munich s'inspira

1. Denis, *La fondation de l'empire allemand, 1852-1871*, p. 132-133.
2. Dove, *op. cit.*, p. 123.
3. Guilland, *op. cit.*, p. 159.

de cette maxime. Autour de lui, à l'instigation du monarque, une école d'historiens se forma. On s'acharna sur l'histoire d'Autriche, on entassa contre les Habsbourgs de copieux dossiers ; il fut à la mode d'étudier le mal qu'avaient fait à la « vraie vie germanique » leurs « principes jésuitiques ; » on catalogua leurs péchés contre l'Allemagne, et l'érudition historique devint la servante de la politique prussienne.

Ce qui s'édifiait à Munich, par les soins de Sybel et de ses élèves, ce n'était rien de moins qu'une nouvelle philosophie de l'histoire allemande, qui concluait, politiquement parlant, à l'éviction de l'Autriche. Les « historiens objectifs, impartiaux, et qui n'ont ni sang ni nerfs », étaient priés de se taire. En 1856, dans un discours académique, Sybel les anathématisait. Ce qu'il prêchait ouvertement, c'était l'étroite union de la politique et de la science[1]. A la génération d'historiens qu'avait produite le romantisme, et qui prenait attrait aux prestigieux souvenirs du moyen âge, succédait, moins de dix ans après la mort de Goerres, dans le cadre romantique aménagé par Louis Ier, une génération dont Frédéric II, roi de Prusse, était le héros, et qui, sans nulle honte, affichait son antipathie pour la majesté du vieux Saint-Empire. Sybel aimait outrager cette majesté[2].

1. Sybel soutint cette thèse, en 1856, dans un discours académique prononcé à Marbourg (*H. P. B.*, 1858, II, p. 405).

2. Sybel, *Die deutsche Nation und das Kaiserreich* (Duesseldorf, Buddeus, 1862). — Cf. *Katholik*, 1862, I, p. 221-235; et Janssen, *Boehmers Leben und Briefe*, III, p. 383-384. — Sur la haine de Sybel historien contre les Autri-

Tout jeune encore, en 1837, dans une thèse sur Jordanès, il opposait l'idée nationale, dont cet écrivain goth s'était fait l'apôtre, aux rêves de domination universelle des empereurs du moyen âge[1]. Professeur écouté, directeur de conscience de la Bavière savante, on l'entendait, en 1859, reprocher à l'historien Giesebrecht ses complaisances pour l'impérialisme chrétien, et flétrir la conception du Saint-Empire au nom de ce qu'il appelait les intérêts nationaux allemands (*deutsch national*). Dans le pays même qui longtemps se glorifia d'avoir enrôlé l'épée de Tilly au service de l'idée impériale et catholique, une science immigrée, forte de l'appui du Roi, détruisait les convictions et les attachements qui, durant des siècles, avaient hanté l'âme populaire[2]; et l'opinion bavaroise, qui faisait la cour à Max en suivant les leçons de Sybel, emportait de ces leçons une vive antipathie contre la vocation traditionnelle de la Bavière, un remords même pour les services qu'à travers les âges le peuple bavarois avait rendus à un idéal désormais qualifié d'antinational.

Des journaux se fondaient à Munich pour soutenir les intérêts de la Prusse : Sybel, Bluntschli,

chiens, « crétins, peuple sans culture », et contre leur isolement du progrès germanique, voir Guilland, *op. cit.*, p. 184.

1. Guilland, *op. cit.*, p. 157.

2. Ranke songeait à faire créer à Munich une Académie pour l'histoire allemande; et le roi, voyant Sybel, lui parlait avec enthousiasme de ce projet (Dove, *op. cit.*, p. 123). — Auguste Reichensperger appelait Sybel « l'agent à Munich de l'hégémonie prussienne-allemande (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 412).

s'y intéressaient activement[1]. L'émotion des vieux patriotes bavarois grandisssait[2]. « Tu verras bientôt, disait à son lecteur, en 1860, l'*Almanach de Munich*, que la vraie lumière n'est pas la lumière du Nord, et tu adresseras avec moi cette prière à Dieu : Ne nous induisez pas en tentation, mais délivrez-nous de Sybel ! [3] » La prière finit par être exaucée : la disgrâce de Doenniges rendit la situation difficile pour Sybel et pour Bluntschli. Un peu refroidis à l'endroit du souverain, ils préparèrent leur déménagement[4]. Au banquet d'adieux qu'on offrit à Sybel, Bluntschli proclama que tout bon historien doit être en quelque mesure un politique[5]. Sybel, de son côté, s'amusant à doser les divers éléments dont se composait la personnalité de Bluntschli, lui disait plaisamment qu'il y avait en lui quatre septièmes de politique et seulement trois septièmes de professeur[6] ; et Bluntschli justifia le mot, en alléguant, pour motiver son départ de Munich, que le sol de Bavière, propice pour une vie de savant, l'était beaucoup moins pour un homme d'action[7]. En fait, à eux deux, avec le

1. Sur la part prise par Bluntschli à la fondation de la *Baierische Wochenschrift* et de la *Sueddeutsche Zeitung*, et sur le mauvais effet que fit à Munich, en 1861, l'attitude prussophile de ces journaux, voir Weech, *Badische Biographien*, IV, p. 44. — Cf. Bluntschli, *Denkwuerdiges*, II, p. 273.

2. Sur le mauvais accueil fait par les Bavarois aux hôtes de Maximilien, aux poètes non moins qu'aux historiens, voir Denis, *La fondation de l'Empire allemand, 1852-1871*, p. 114-115.

3. Guilland, *op. cit.*, p. 194.

4. Bluntschli, *Denkwuerdiges*, II, p. 303-305.

5. Bluntschli, *op. cit.*, II, p. 305-309.

6. Bluntschli, *op. cit.*, II, p. 309.

7. Bluntschli, *op. cit.*, III, p. 4. — Treitschke, qui se trouvait alors à Mu-

concours de tous les « éclairés » que groupaient les banquets du roi Max, ils avaient, à la cour comme à la ville, jeté le discrédit sur l'idée de la Grande Allemagne, et détruit pour longtemps toute connexion entre la politique bavaroise et la cause catholique. « Depuis 1847, écrivait Doellinger en 1859, le parti de Gotha, d'abord par Doenniges, puis par Sybel, est à proprement parler le maître en Bavière[1]. »

IV

Dresser les petits États protestants à l'idée d'une politique confessionnelle, et susciter tout au contraire, dans la catholique Bavière, la disgrâce et la ruine de cette même idée ; insurger, par là même, les États protestants contre l'Autriche, et par là même, aussi, détacher de l'Autriche la Bavière catholique ; exciter les intérêts confessionnels lorsqu'ils militaient contre l'État des Habsbourgs ; les endormir, au contraire, et les contrebalancer par d'autres influences, lorsqu'ils eussent risqué de chercher à Vienne un appui : telle était la politique prussienne. Elle reposait sur une théorie hautement affichée, d'après laquelle la Prusse avait en Allemagne une vocation spéciale (*deutscher Beruf*). Essayait-on de définir cette vocation, tout

nich, éprouva, en voyant Sybel partir, une émotion très vive, qui s'épancha en colère contre les « ultramontains » (Theodor Schiemann, *Heinrich v. Treitschke. Lehr und Wanderjahre, 1834-1866*, p. 159. Munich, Oldenbourg, 1896).

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 397.

de suite les considérations religieuses et les considérations politiques s'enchevêtraient. La Prusse était-elle une apôtre, jalouse de s'agrandir pour mieux servir la Réforme, ou bien n'était-elle qu'une conquérante à qui les intérêts de la Réforme servaient d'adroit prétexte pour soigner ses propres intérêts ? Il était assez difficile de le démêler ; mais un fait demeurait évident, c'est que la Prusse, au nom de ce qu'elle appelait « sa mission allemande », désirait s'étendre aux dépens de l'Autriche et de l'Allemagne catholique. Auguste Reichensperger, catholique et fonctionnaire prussien, détestait les gens qui soufflaient à son pays cette ambition. Il les appelait les pires ennemis de la Prusse ; et il se piquait d'être bon Prussien, meilleur Prussien qu'eux, lorsqu'il écrivait : « J'estime qu'en Allemagne l'Autriche n'est pas moins nécessaire que la Prusse ; j'estime qu'un tel dualisme est pour l'Allemagne une condition vitale, au point de vue politique et même, dans l'état actuel des choses, au point de vue religieux, au point de vue confessionnel. Il ne peut s'agir ni d'une absorption de l'Allemagne dans la Prusse ni d'une absorption de l'Allemagne dans l'Autriche ; les deux grands États doivent aller la main dans la main. Où en arrivera notre patrie, si ces deux puissances, au lieu de s'assister mutuellement, prennent des voies différentes[1] ? » On ne pouvait condamner avec plus d'émotion les premières aspirations de la Prusse à

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 365.

l'hégémonie exclusive de l'Allemagne, sous les regards impuissants d'une Autriche bannie. Cela paraissait à Reichensperger une offense contre la sainteté même du droit. A plus forte raison les catholiques des autres États, qui n'avaient pas, comme lui, des motifs sincères de ménager la Prusse, repoussaient-ils une telle éventualité avec des soubresauts de colère. Ils se voyaient déjà traités par la Prusse comme l'avaient été par les Pays-Bas leurs coreligionnaires de Belgique, par l'Angleterre leurs coreligionnaires d'Irlande[1].

Un jour de 1855, la *Gazette de la Croix* raillait les *Feuilles historico-politiques* d'être plus antiprussiennes que les Autrichiens eux-mêmes :

> C'est vrai, ripostait l'organe bavarois; toutes nos espérances allemandes sont placées dans l'Autriche, exclusivement... Ce serait une trahison de ne pas combattre la politique allemande de la Prusse avec l'extrême énergie de notre haine... Qu'adviendra-t-il ? Mystère ! Mais en tout cas, pas de « petite Allemagne » prussienne (*Klein preussisches Kleindeutschland*) ! Ce qui, aujourd'hui, gagne de plus en plus de force morale et des chances toujours plus grandes, c'est le légitimisme allemand (*der deutsche Legitimismus*)[2].

Il faut voir, aussi, comment Beda Weber, le curé de Francfort, avec son âpreté de Tyrolien, tabrouait en 1856 le publiciste protestant Diezel[3],

1. Voir *H.P.B.*, 1850, I, p. 318-320.

2. *H.P.B.*, 1855, II, p. 66-80. — Cf. *Kreuzzeitung* du 1er novembre 1856 cité dans *H.P.B.*, 1856, II, p. 1121 et suiv.). Les *Feuilles historico-politiques*, qui avaient vivement attaqué le « Bureau de presse » berlinois (*H.P.B.*, 1855, p. 632-649 et 810-819), furent prohibées en Prusse en 1856 (*H.P.B.*, 1856, II, 1135-1136).

3. Gustav Diezel, *Die katholische Kirche als geschichtliche Macht und*

qui traçait le programme d'une alliance entı l'Église romaine et la Prusse contre le slavism schismatique. C'était là faire injure à l'Églis protestait Beda Weber : voulait-on qu'elle se m à la remorque de la politique des nationalité qu'elle se réduisît à une sorte d'Islam[1], qu'el désertât l'œuvre de la Rédemption pour faire jeu du prussianisme ?

Qu'importaient d'ailleurs ces rêves fantaisist d'une Église servant la Prusse? On voyait s'éba cher une réalité singulièrement plus souriante l'Église servie par l'Autriche. Car François-Josep ratifiant les espérances qu'avaient données aı catholiques les ordonnances de 1850[2], venait signer avec Rome le Concordat. L'épiscopat d'A lemagne était dans l'allégresse. François-Josep d'un trait de plume, avait rayé tout le passé jos phiste ; Rauscher, l'archevêque de Vienne, célébra en des accents d'un autre âge cette union sincèr loyale, effective, entre l'Empire et le Pontificat dans cette université de Vienne, qui si longtem avait été le centre des idées joséphistes et fébr

die politische Unabhaengigkeit der protestantischen Richtungen in Deuts land. (Leipzig, Wigand, 1856).

1. Beda Weber, *Cartons aus dem deutschen Kirchenleben*, p. 378 et 390-3 (Mayence, Kirchheim, 1858.)

2. Sur ces premières ordonnances et sur la joie qu'elles avaient provoq parmi les catholiques, à la première assemblée de Linz, voir *Civiltà Cattoli* 11 novembre-1er décembre 1850, p. 426 et suiv. — Cf. Buss, *Oesterrei Umbau im Verhaeltniss des Reichs zur Kirche : erste Abtheilung* (Vien Braumueller, 1862).

3. Wolfsgruber, *Joseph Othmar Cardinal Rauscher* (1797-1875), p. 156 et (Fribourg, Herder, 1888). Dans la *Deutsche Revue* de juillet et août 1907, p. 12 et 210-230, M. Wertheimer a publié de très intéressants documents d agent secret installé à Vienne, relativement à la conclusion du Concordat.

niennes, le catholique Phillips formait une génération de canonistes dévoués au Saint-Siège: l'enseignement du droit, naguère dirigé contre Rome, se réorganisait[1]. La concorde de François-Joseph et de Pie IX planait sur l'Europe, comme une sorte d'exemple dominateur. Wiseman commentait ce prodige à ses compatriotes anglais, qui depuis longtemps parlaient avec sécurité du déclin du catholicisme et de la mort de la papauté[2]. L'Europe était d'autant plus attentive, que François-Joseph ne régnait pas à proprement parler sur une nation, mais sur plusieurs morceaux de nations, sur des Allemands, sur des Polonais, sur des Magyars, sur des Slovènes, sur des Italiens. Cette Autriche que d'aucuns traitaient dédaigneusement d'expression géographique, elle subsistait et s'affirmait, au milieu du grondement des nationalités, comme une sorte de microcosme de la chrétienté; elle était hétérogène comme l'antique chrétienté, et polyglotte comme elle, et bigarrée comme elle; elle avait comme elle un empereur, plus déférent même à l'endroit du Saint-Siège que ne l'avaient été beaucoup des Césars du moyen âge, et qui fêtait le vingt-cinquième anniversaire de sa naissance en donnant à l'Autriche la paix de l'Église[3]; et tandis que la Prusse, tolé-

1. *Civiltà Cattolica*, 14-28 juillet 1851, p. 372, et 24 novembre-7 décembre 1855, p. 710. — C'est sur la formation de cette génération nouvelle que comptait le nonce Viale Prela pour la destruction de l'esprit joséphiste (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 258).

2. Wilfrid Ward, *The life and times of Card. Wiseman*, II, p. 135-147 (Londres, Longmans, 1897).

3. Meindl, *Bischof Rudigier*, I, p. 126.

rante chez elle et même généreuse, travaillait au dehors, sourdement, contre l'Église, l'Autriche s'affichait avec l'Église et collaborait avec elle, dans une sorte d'étreinte qui rappelait les heures les plus pieuses d'un très lointain passé.

« Peut-être beaucoup de siècles s'écouleront, écrivait joyeusement l'évêque Rudigier, jusqu'à ce que revienne un pareil moment d'histoire[1] ». Les *Feuilles historico-politiques*, de Munich, applaudissaient à la renaissance de l'« État germanique chrétien[2] », et notant la coïncidence entre la ratification du Concordat et la chute de Sébastopol, elles se réjouissaient que la politique déloyale de la Prusse eût reçu un premier affront[3]. Le journal catholique *Allemagne*, qui paraissait à Francfort, applaudissait à l'alliance entre les deux plus grandes puissances catholiques, l'Autriche et la France[4].

Brusquement, en 1859, un nuage surgit : il venait des Tuileries, creva sur les plaines lombardes ; en quelques semaines, l'Autriche perdit racine en Italie. De longs siècles durant, par une conséquence indirecte, mais inévitable, de l'institution même du Saint-Empire, la Germanie avait fait de l'Italie un pied-à-terre : au lendemain du jour où le Concordat de 1855 avait pu apparaître à certains esprits

1. Meindl, *op. cit.*, I, p. 425. — Cf. *H. P. B.*, 1855, II, p. 1037, 1043 e 1146-1147.

2. *H. P. B.*, 1856, I, p. 2 et 7.

3. *H. P. B.*, 1856, I, p. 8. — Cf. *H. P. B.*, 1855, II, p. 472.

4. Leop. v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, II, p. 391. (Berlin, Besser, 1891 1892). — Sur les dispositions de Beda Weber et de son journal *Deutschland* voir Wackernell, *op. cit.*, p. 390.

comme la loi fondamentale d'un Saint-Empire nouveau, la Germanie, dans la personne de l'Autriche, commençait d'être expulsée du pied-à-terre séculaire. Qu'allait faire la Germanie ? Le 12 mai 1859, le catholique Mallinckrodt, dans un discours incisif à la Chambre prussienne, célébra l'Autriche, qui tirait l'épée « pour la paix intérieure, pour les traités, pour le droit historique, pour le droit de l'autorité[1] », et quelque temps il garda l'espoir que la Prusse ne la délaisserait pas. Reichensperger écrivit, dans notre *Correspondant*, qu'à son avis l'Allemagne, sous la direction du prince Guillaume, devait se porter au secours de l'Autriche bousculée par la France et par le Piémont[2]. Ketteler, aussi, qui faisait prier pour la victoire de l'Autriche[3], attendait de la Prusse un geste fraternel[4], et tous deux furent inconsolables, avec beaucoup de catholiques, en la voyant garder l'épée dans le fourreau. Le professeur Lasaulx fulminait contre cette attitude de la Prusse : il la trouvait « bourbeuse », et déclarait tout net qu'un Allemand qui voulait affaiblir l'Autriche était « un bâtard et un sot[5] ». « Debout, Allemagne, s'écriait

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, 2e édit., p. 177-178. (Fribourg, Herder, 1901.)

2. *Correspondant*, août 1859, p. 744-745. — « Je puis bien dire qu'en Allemagne, écrivait à Montalembert Auguste Reichensperger, tous les catholiques décidés se tiennent du côté de l'Autriche et désirent qu'à tout prix aide lui soit prêtée. » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 398.)

3. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 410.

4. Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 267 (lettre du 16 avril 1859). (Mayence, Kirchheim, 1879.)

5. Stoelzle, *Ernst Lasaulx*, p. 185. (Muenster, Aschendorff, 1904.) Cependant Lasaulx, dès 1856, était déjà moins hostile à la Prusse qu'il ne l'avait paru au moment de l'affaire de Cologne de 1838 et au parlement de Francfort de 1848 :

Ringseis dans un sonnet enfiévré ; debout ! ton Autriche saigne[1] ». Mais la Prusse laissait l'idée de la Grande Allemagne, — idée catholique, — se débattre et se défendre, tant bien que mal, contre les armées de la France, puissance catholique, sur les champs de bataille de l'Italie. Cette idée fut vaincue. Les champions de la Grande Allemagne ne le pardonneront point à la France.

S'il est quelques « victimes du Deux Décembre » qui, dans leur âge avancé, aiment encore à relire des invectives contre l'Empire, on peut les renvoyer aux écrits et aux lettres des catholiques allemands de l'époque. L'accent est le même que dans les *Châtiments*. « Monsieur Louis », comme disait Mallinckrodt[2] en parlant de Napoléon III, apparaît au cardinal Geissel, archevêque de Cologne, comme le « fils de Satan[3] ». Kolping, le fondateur des innombrables associations de « compagnons catholiques, » commet un calembour sur ce mot « l'empereur » et l'écrit : *Lamperoehr*[4]. Alban Stolz, le prêtre publiciste, ne décolère point à l'endroit du « sultan des Français[5] ». A Darmstadt, le doyen

il faisait l'éloge du service militaire universel et de la munificence de la Prusse pour les universités (Stoelzle, *op. cit.*, p. 190-191).

1. Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 113.

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 175.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 425. — Les sympathies du publiciste catholique Florencourt pour Napoléon III étaient considérées comme une exception (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 423).

4. Schaeffer, *Adolf Kolping der Gesellenvater*, 3e édit., p. 250 (Paderborn, Schoeningh, 1894).

5. Haegele, *Alban Stolz*, p. 183 (Fribourg, Herder, 1889). — Cf. les expressions du peintre Steinle, tristes et colères (Steinle, *Briefwechsel*, I, p. 483 et 486 ; II, p. 363. Fribourg, Herder, 1897).

catholique refusa au ministre de France de célébrer la messe pour son souverain : l'incident prit une portée diplomatique, et l'évêque Ketteler, questionné par le cabinet hessois, couvrit son subordonné[1]. « Le neveu semble vouloir copier l'oncle, même jusqu'au sacrilège », disait encore Geissel[2]. Retenons ces quolibets, retenons ces anathèmes : ils gravaient dans les âmes d'inexpiables rancunes, que nous verrons venir à la rescousse, ardentes et dociles, lorsque onze ans plus tard Bismarck, au nom d'idées politiques toutes différentes, cherchera d'autres chicanes à l'empereur Napoléon[3].

Les catholiques d'Allemagne, déçus et ulcérés, s'acheminaient vers l'année 1860 avec un profond sentiment de l'irréparable. « Où que nous regardions, gémissait Geissel, c'est une détresse sans mesure et sans fin. Le diabolique triomphe, la cause juste succombe[4]. » Foerster, prince-évêque de Breslau, lui donnait la réplique. « C'en est fait du vieux droit, proclamait-il ; le droit du poing lui a succédé. A Solférino, l'ordre du monde, tel qu'il existait jusqu'ici, a été mis au tombeau[5]. » — « Si

1. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 415.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 419.

3. « Malheur à l'Allemagne, lisait-on en 1859 dans les *Feuilles historico-politiques*, si l'Autriche cédait ! Malheur à l'Europe si une paix nouvelle consolidait le napoléonisme ! Malheur au monde, si la papauté devenait française ! » (*H.P.B.*, 1859, II, p. 157-186.) — En 1870, Joerg expliquera dans les mêmes *Feuilles* que la première faute commise remontait à 1859, à l'année où l'on avait laissé Napoléon, « ce démon de l'Europe », attaquer la première puissance allemande (*H.P.B.*, 1870, II, p. 240).

4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 419.

5. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 420.

l'Autriche périclite, écrivait Laurent, l'ancien vicaire apostolique du Luxembourg, nous ne songerons plus qu'à la fin du monde[1] ».

A ce moment même, l'idée prussienne d'une « petite Allemagne », ambitieuse de donner à l'Allemagne, à l'Europe et au monde une face nouvelle, suscitait deux initiatives qui aggravaient encore la catastrophe autrichienne : l'une, scientifique d'apparence, était la création d'une *Revue historique* sous la direction de Sybel ; l'autre, ouvertement politique, était la fondation de l'*Association nationale allemande* sous la présidence de Bennigsen. Le catholicisme allemand, solidarisé avec l'Autriche vaincue[2], allait subir l'assaut de ces deux engins, et ce n'est pas sans raison que le *Catholique* de Mayence, dans l'article par lequel il ouvrait l'année 1860, pleurait sur les douze mois écoulés comme sur les plus troubles depuis 1809[3].

V

« Du train dont vont les choses, lisait-on vers la même date dans les *Feuilles historico-politiques* de Munich, l'abîme entre catholiques et protestants

1. Moeller, *Leben und Briefe von Johannes Theodor Laurent*, III, p. 52-53. (Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1889).

2. Dans une lettre pastorale de 1861, Vincent Gasser, prince-évêque de Brixen, expliquait que si l'Autriche était l'objet de tant de haines, c'est parce qu'elle était l'État de la Providence, la grande puissance catholique, le bouclier de l'Église (Zobl, *Vincenz Gasser Fuerstbischof von Brixen*, p. 317-318. Brixen, Weger, 1883).

3. *Katholik*, 1860, I, p. 1.

se rouvrira aussi large qu'au XVIe siècle [1]. » Le nouveau périodique : *Historische Zeitschrift*, semblait encourager ce fâcheux pronostic. Dans son programme, Sybel arborait la prétention de « combattre l'ultramontanisme, qui soumet le développement national et intellectuel à l'autorité d'une Église extérieure [2] ». Les articles, les comptes rendus bibliographiques, appliquaient le programme : ils étaient nettement anticatholiques, nettement anti-autrichiens [3], sans qu'on pût bien discerner si l'anticatholicisme était la conséquence d'un parti pris contre l'Autriche, ou si le parti pris contre l'Autriche résultait de l'anticatholicisme. Au fond, les deux haines étaient connexes et parallèles ; elles ne s'engendraient pas l'une l'autre, elles formaient un bloc.

Le Thuringien Ranke, maître de Sybel, avait jadis écrit que « la Prusse était l'État dans lequel la pensée protestante avait déployé la plus grande énergie politique [4] » ; et comme autour de lui certains soutenaient que l'histoire de la Prusse moderne était la suite de l'histoire de la Réforme, il avait appuyé ces faiseurs de synthèse, en attribuant lui-même aux campagnes de Frédéric II je ne sais quel caractère confessionnel et en faisant de ce phi-

1. *H. P. B.*, 1860, II, p. 164.

2. *H. P. B.*, 1858, II, p. 400 et suiv. — Guilland, *op cit.*, p. 198.

3. Voir *H. P. B.*, 1860, II, p. 444-464; 1865, I, p. 132-141.

4. Guilland, *op. cit.*, p. 83. Dans son *Histoire d'Allemagne au temps de la Réforme*, terminée en 1843, Ranke (1795-1886) appelle la Réforme « l'acte par lequel la nation germanique a le mieux prouvé son énergie intime, puisqu'il fut une époque où le protestantisme fut la religion de tous les Allemands ».

losophe couronné une sorte de chevalier, prédes tiné par le dieu de Luther à l'humiliation de l catholique Autriche. Mais Ranke gardait un sou d'« objectivité » qui le préservait contre l'esprit d système. Un système, au contraire, c'est ce qu cherchaient et c'est ce que voulaient, en matièr d'histoire, Henri de Sybel et les rédacteurs d l'*Historische Zeitschrift*. Ils considéraient que l guerre de Sept Ans et le règne de Frédéric II avaie inauguré la vraie grandeur de l'Allemagne. Frédé ric II n'avait pas voulu la guerre, il avait été pr voqué : c'était là l'un des dogmes de l'école hist rique nouvelle[1]. Les écrits de Frédéric II, ce écrits qui, suivant le mot d'Hurter, étaient auta de victoires sur l'Autriche[2], devenaient le texte co sacré que tous les professeurs commentaient. Pr voqué, Frédéric avait remporté des succès, qui, pa la force des choses, marquaient une revanche d la Réforme sur la contre-Réforme et sur le « jésu tisme » des Habsbourgs ; et puisque jadis le pap Clément XIII avait défié l'Allemagne en mêm temps que la Réforme en envoyant au maréch Daun, commandant des troupes autrichiennes, u épée bénie[3], il appartenait à la Prusse d XIX[e] siècle de lutter à la fois contre l'ultramont nisme et contre l'Autriche[4]. Sybel, un jour de 185

1. Voir, contre ce dogme, *H. P. B.*, 1866, I, p. 676-697 et 757-771.

2. Heinrich Hurter, *Hurter und seine Zeit*, II, p. 392. (Gratz, *Vereinsdr kerei*, 1876.)

3. L'anecdote, du reste, est aujourd'hui controuvée. — Voir Heigel, *Gesc chtliche Bilder und Skizzen*, p. 27-36 (Munich, Lehmann, 1897).

4. Leopold de Gerlach, dans un paragraphe de son journal (15 août 1852), s'

était laissé aller à dire devant Auguste Reichensperger : « Quel dommage que la Prusse ne soit pas, en même temps que la France, tombée sur les Autrichiens ! On en aurait fini avec eux [1]. » L'*Historische Zeitschrift* accumulait savamment tous les arguments dont l'opinion allemande conclurait, au jour venu, qu'il fallait en finir [2].

Dans les principales universités, des professeurs d'histoire prolongeaient ces leçons et développaient ces conclusions, avec un raffinement acharné. A Berlin, Droysen remontait jusqu'à l'acquisition même du Brandebourg par les Hohenzollern, pour démontrer la « nécessité historique » qui mettait la Prusse en collision avec l'Autriche [3]. A Leipzig, puis à Fribourg, le Saxon Treitschke, menaçant de la voix et du geste les « capucinades ultramontaines », expliquait que le duel entre le catholicisme et le protestantisme symbolisait l'opposition même entre l'esclavage et la liberté ; que le protestantisme était la marque propre de l'esprit allemand ; que la Prusse, parce que protestante, était le seul État allemand de caractère purement germanique ;

te aux pages de Ranke sur la portée religieuse des campagnes de Frédéric II, en conclut que le conflit latent entre la Prusse et l'Autriche est encore un conflit religieux. (*Denkwuerdigkeiten*, I, p. 791-792.)

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 452. — Cf. *H. P. B.*, 1859, II, p. 356-357.

2. Dans la *Revue des Deux Mondes* même, le 15 septembre 1866, Sybel insérait un article pour expliquer que depuis Charles-Quint les traditions et les idées de l'Autriche n'avaient pas changé, et que Charles-Quint ne représenta jamais l'unité nationale ; il terminait en disant : « Nous, Allemands, plaçons au premier rang de nos vœux les rapports d'une sincère amitié avec la France. »

3. *H. P. B.*, 1861, II, p. 886-917 et 964-975, et 1862, I, p. 43-80. — Sur Jean-Gustave Droysen (1808-1884), voir Hintze, *Allgemeine deutsche Biographie*, XLVIII, p. 82-114.

qu'elle devenait le centre autour duquel il falla que l'Allemagne morcelée s'articulât [1]. Adieu do les rêves romantiques, adieu l'internationalism chrétien, et silence aux apôtres des trêves de Dieu Treitschke, parfois considéré comme un prophè à l'égal de Luther et de Fichte [2], proclamait qu l'Allemagne ne grandirait que par l'institution l'État guerrier, et que cette institution serait réal sée par la Prusse [3]. Les penseurs et les historie catholiques de la première moitié du siècle étaie éconduits avec dérision. Treitschke n'avait que fai de cette littérature. Il partageait sur la poés l'avis de Gervinus : il fallait qu'elle fût « pratique qu'elle servît les idées modernes, ou bien on mettrait à la porte de la nouvelle Allemagne, sans couronnes de fleurs ! Il estimait Cavour par que Cavour n'avait pas de lettres, et n'avait lu le Dante ni l'Arioste [4].

Non moins hostile à la poésie, à l'art, à to ce qui pouvait distraire l'âme allemande, l'Als cien Haeusser, l'ancien antagoniste d'Auguste Re

1. Guilland, *op. cit.*, p. 237-243 et 256. — Voir, sur Henri de Treitschke (18 1895), Bourdeau, *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1889, p. 806-832 ; Valbe *Revue des Deux Mondes*, 1er février 1898, p. 682-693, et surtout Schiema *Heinrich von Treitschke : Lehr und Wanderjahre, 1834-1866* (Munich, Old bourg, 1896 ; spécialement, pour l'enseignement de Treitschke à Leipzig et Fribourg, les pages 180-206 et 209).

2. Dove, *op. cit.*, p. 383-388.

3. Bourdeau, *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1889, p. 814. « Toute l'œu de Treitschke, explique-t-il (p. 812), vise à mettre, non pas seulement les gén organisateurs, comme Stein et Scharnhorst, mais de simples héros d'exécuti comme Bluecher, au rang des héros de la pensée, peut-être même plus haut Schiemann, *op. cit.*, p. 220-223, montre bien l'importance de l'écrit de Tr schke, publié en 1864 : *Bundesstaat und Einheitsstaat.*

4. Bourdeau, *loc. cit.*, p. 815.

hensperger au parlement d'Erfurt[1], maîtrisait et harmait la jeunesse d'Heidelberg. On saluait en ui le premier Allemand du Sud qui avait osé, dans n ouvrage savant, publié en 1854, faire l'éloge de 'rédéric II[2]; on applaudissait à ses leçons d'hisoire comme à un enseignement de politique et de atriotisme[3]; on aimait à l'entendre dire que l'hisoire et la nation devaient se rapprocher, et que la 'russe devait guérir les plaies que le moyen âge vait causées à l'Allemagne et devenir le noyau utour duquel se cristalliserait l'État allemand[4]. Jn anticléricalisme ardent l'obsédait. Ennemi du atholicisme, ennemi de l'Autriche[5], il ne faisait jue tirer la conséquence de ses leçons de l'Uniersité en dénonçant avec colère le concordat que e grand-duché de Bade, à l'imitation du cabinet le Vienne, s'était permis de conclure avec Rome[6].

1. Voir ci-dessus, p. 13. — Georg Weber, *Erinnerungen*, p. 271 et suiv., lonne une très intéressante caractéristique du tempérament de Haeusser. — Cf. lans Weech, *Badische Biographien*, II, p. 265-271, la comparaison entre la tenlance cosmopolite, universaliste, des travaux historiques publiés par Frédéric-Christophe Schlosser (1776-1861) entre 1844 et 1857 et le caractère patriotique les travaux de Haeusser.

2. Weech, *Badische Biographien*, I, p. 341-346. — Deux fois il rompit des ances pour Frédéric II, en 1859 contre Macaulay, en 1862 contre Onno Klopp.

3. Sur le rôle de Heidelberg comme citadelle avancée de l'idée prussienne, voir Guilland, *op. cit.*, p. 189-190; et comparer Mohl, *Lebenserinnerungen*, I, p. 219-231.

4. Voir, dans Weech, *op. cit.*, I, p. 342-343, le programme des articles qu'il écrivit dès 1841 pour le *Supplément* de la *Gazette universelle* d'Augsbourg, et les idées qu'il y développait sur le rôle national de l'histoire. Le 22 décembre 1870, lorsque Jolly annonça à la chambre badoise la proclamation de l'Empire, il rendit hommage à Haeusser, « l'homme qui, comme nul autre, surtout dans l'Allemagne du Sud, échauffa patriotiquement les cœurs de la jeunesse. » (Weech, *op. cit.*, I, p. 346).

5. Voir *H. P. B.*, 1861, II, p. 30-51; 1862, II, p. 185-216; 1863, II, p. 726-744.

6. On attribua même à l'influence de Haeusser sur le grand-duc, qu'il avait eu comme élève à Heidelberg, l'échec du Concordat (Weech, *op. cit.*, I, p. 345).

En face de ces types d'historiens, ouvriers bru taux d'une réalité brutale [1], maniant les documen comme on manie des armes, et méprisant la vra culture comme on méprise, en campagne, le bagages encombrants, il aurait fallu que l'Autrich de son côté, mobilisât des historiens, pour sout nir ce que Boehmer appelait, d'un très beau mo le « point de vue civique d'empire » (*den reichs buergerlichen Standpunkt*)[2]. De quel enthousiasm Boehmer l'eût secondée ! Il songeait précisémen en 1859, à fonder un journal historique *gross deutsch* [3].

Mais l'Autriche, cette année-là encore, cett année-là surtout, était en retard. « Les Prussien sont devenus les *præceptores Germaniæ* », écrivai de Vienne Frédéric Hurter, l'ancien biograph d'Innocent III [4]. Et Frédéric Hurter travaillait d son mieux. Malgré les difficultés que lui opposai parfois, — à lui, historiographe royal — l'absurd censure autrichienne, et malgré l'indifférenc pénible qu'il rencontrait dans les cercles de la cour

1. « Les historiens prussiens, a écrit Lord Acton, ont mis l'histoire en contac avec la vie. Ils lui ont donné une influence qu'elle n'a possédée nulle part ail leurs, si ce n'est en France ; leur gain est d'avoir créé l'opinion publique, plu puissante que les lois. » (*English historical Review*, janvier 1886 : cité dan Guilland, *op. cit.*, p. 239.)

2. Janssen, *Boehmer's Leben und Briefe*, III, p. 193. — Cf. III, p. 325. « Em pereur et empire, ce devrait être l'axe pour notre histoire nationale. »

3. Janssen, *Boehmer's Leben und Briefe*, III, p. 300 : Ficker, Janssen, devaien y collaborer. Il finit par se décourager : « J'ai reconnu que tout est vanité mais de plus jeunes doivent penser autrement » ; et il se consolait en lisant le articles politiques de Joerg (III, p. 396-397 : lettre du 6 novembre 1862).

4. Heinrich Hurter, *Hurter und seine Zeit*, II, p. 391 (lettre du 6 octo bre 1859). — Sur Frédéric Hurter (1787-1865), cf. notre tome II, p. 228 230.

il menait à bonne fin sa grande *Histoire de Ferdinand II*, ardent plaidoyer pour les Habsbourgs et pour la contre-Réforme[1], et il se tournait, tout de suite après, vers l'histoire de Wallenstein[2]. Un autre érudit, tout jeune encore, et qui, comme jadis Hurter, devait plus tard passer du protestantisme au catholicisme, Onno Klopp[3], osait, en face de la « Petite Allemagne », portraiturer à sa façon Frédéric II[4]; puis il vengeait à son tour Tilly et la Bavière catholique dans un ouvrage historique qui fit du bruit[5]; il jetait le gant à Sybel dans une brochure intitulée : *L'histoire allemande conçue par le parti de Gotha et le Nationalverein*[6], et lançait deux brochures[7] contre l'apologie de Frédéric II par

1. *Geschichte Kaiser Ferdinands II.* (Schaffouse, Hurter, 1850-1861). — Heinrich Hurter, *op. cit.*, II, p. 262-283.

2. *Zur Geschichte Wallensteins* (Schaffouse, Hurter, 1850). — *Wallensteins vier letzte Lebensjahre* (Vienne, Braumueller, 1862).

3. Sur l'activité d'Onno Klopp (1822-1903), comme historien *grossdeustch*, voir Wiard Klopp, *Onno Klopp*, p. 44 et suiv. (Osnabrueck, Wehberg, 1907). Le crédit de l'école de Sybel était tel, que Klopp ne pouvait espérer aucune chaire dans une université prussienne (p. 45). C'est en étudiant dès 1850 l'histoire de la Frise orientale, sa petite patrie, que Klopp était devenu *grossdeutsch* (p. 57). Ce fut Klopp qui, en 1866, fut chargé de faire le brouillon de la lettre par laquelle le roi de Hanovre, vaincu, demanda la paix au roi de Prusse (p. 92). — En 1873, il se convertit au catholicisme (p. 120-123).

4. Klopp, *Der Koenig Friedrich II von Preussen und die deutsche Nation* (Schaffouse, Hurter, 1860). Une traduction française en fut donnée en 1866 par Emile de Borchgrave (Bruxelles, Devaux).

5. Klopp, *Tilly im 30 Jahr-Kriege*, 2 vol. (Stuttgart, Cotta, 1861).

6. Klopp, *Die gothaische Auffassung der deutschen Geschichte und der Nationalverein* (Hanovre, Klindworth, 1862).

7. Sur l'émoi que provoquèrent les publications d'Onno Klopp, voir *H. P. B.*, 1861, I, p. 708-709, et 1862, I, p. 1023, et Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 375-377. — En 1867, Klopp, réimprimant son *Frédéric II*, y mit comme épilogue une étude sur la politique prussienne depuis Frédéric II; voir Biermann, *La politique prussienne jugée par un patriote allemand et protestant* (Montauban, Biermann, 1870). — Le P. Kœnig a récemment tiré des manuscrits de Klopp un volume historique : *Deutschland und die Habsburg* (Graz, Styria, 1908).

Haeusser. « Je pense, écrivait le comte Nesselrode, que le livre de Klopp pourrait exercer aujourd'hui une influence très utile, si l'on appréciait, en Prusse surtout, les vérités qu'il renferme; car, hors d'une forte et sincère union entre la Prusse et l'Autriche, point de salut pour l'Allemagne [1]. » Mais que pouvait l'effort de ces deux érudits, dont le premier — Hurter — n'enseignait nulle part, et dont le second — Klopp — professait devant des jeunes filles, contre une école historique qui régnait dans les universités allemandes, et qui agissait sur l'élite savante par l'*Historische Zeitschrift*, sur la masse ignorante par la multitude de journaux asservis au *Nationalverein ?*

Onno Klopp, obsédé, dans ses travaux historiques, par la pensée qu'en politique il existe un bon droit et que l'historien a pour mission de le défendre [2], voyait clair et voyait loin, quand, dans ses polémiques, il rapprochait la science de Sybel et la politique de l' *Association nationale allemande*. En même temps que Sybel faisait la théorie de la « vocation prussienne », le *Nationalverein* préparait l'Allemagne à s'agenouiller devant cette vocation. Soucieux au début de ne point heurter de front les susceptibilités particulières des petits États, les hommes d'action qui dirigeaient le *Verein* trouvèrent une adroite tactique [3]. C'est en

1. Wiard Klopp, *op. cit.*, p. 58.

2. Wiard Klopp, *op. cit.*, p. 120. Cf. l'avant-propos de Klopp au livre : *Frédéric II roi de Prusse*, trad. Borchgrave, I, p. XX.

3. Une caractéristique exacte de l'action du *Nationalverein* est donnée dans Unruh, *Erinnerungen*, éd. Poschinger, p. 200-207. (Stuttgart, *Deutsche Verlags-*

déchaînant, un peu partout, le courant anticlérical, qu'ils frayèrent une route au courant prussien. « Pas de concordat ! » tel était le mot d'ordre. Il fallait que tous les gouvernements allemands qui avaient osé suivre l'exemple de l'Autriche vinssent à résipiscence. On ne peut que perdre à traiter avec Rome, signifiait dès 1855 le diplomate prussien Bunsen [1]. « Pas de concordats ! » le mot sillonna l'Allemagne, éveilla dans les consciences protestantes, que ces échanges de signatures de princes et de prélats n'avaient pas tout d'abord émues, des échos soudains et turbulents. Des campagnes de presse commencèrent, des campagnes parlementaires suivirent [2]. En Bade, en Nassau, en Hesse, dans tous ces petits États qui, selon l'expression de Boehmer, « vivaient au jour le jour comme des prolétaires [3] », les ministres que la Prusse réputait insuffisamment dociles furent ébranlés ou bousculés, et la victoire religieuse ainsi gagnée sur l' « ultramontanisme » devenait le prélude de combinaisons nouvelles, qui feraient les affaires de

Anstalt, 1895). — Oncken, dans les années 1904-1907, a publié dans la *Deutsche Revue* de nombreuses lettres de Bennigsen, qui sont pour l'histoire du *Nationalverein* un document d'élite ; et certaines d'entre elles mettent en relief le rôle anti-concordataire joué dans les petits États par les hommes politiques que Bennigsen y enrôlait au service de la Prusse. Tel, par exemple, en Wurtemberg, ce Louis Reyscher, juriste à Tubingue, à qui Bennigsen écrivait le 7 février 1861 : « Si en Autriche l'abolition du concordat et la confiscation des biens monastiques — ce qui me paraît être le seul salut — sont possibles, c'est parce que l'Allemagne du sud se lève, d'un seul cœur, contre les menées ultramontaines ». (*Deutsche Revue*, 1905, IV, p. 336.)

1. Bunsen, *Zeichen der Zeit*, I, p, 171. (Leipzig, Brockhaus, 1855.) Voir ci-dessous, p. 280-282.

2. Voir notre tome IV, p. 80-91.

3. Janssen, *Boehmer's Leben und Briefe*, III, p. 46 ; cf. III, p. 54.

la Prusse. Une voix s'élevait à la première Chambre badoise pour réclamer, dès 1861, que toute l'Allemagne, exclusion faite de l'Autriche, se fédérât sous la direction de la Prusse[1] ; cette voix était la même qui depuis six ans multipliait les attaques contre tout concordat ; c'était celle de Bluntschli, qui, sur l'appel du nouveau ministère badois, venait d'émigrer de l'université de Munich dans celle de Heidelberg. Dans chacune de ces discrètes capitales où le nom même de l'Autriche, quoi qu'on en dît, produisait encore une impression de majesté, on pouvait constater que toute crise ministérielle amenée par la question cléricale ouvrait les avenues du pouvoir à des ennemis déterminés de l'influence autrichienne ; et c'est ainsi que le *Nationalverein*, par ses menées occultes auquelles les influences maçonniques n'étaient pas toujours étrangères, multipliait les coups de sape contre les fondements mêmes de l'établissement catholique. Quand Mommsen, au premier banquet de cette association, avait montré le poing à « l'engeance des *Junker* et de la prêtraille[2] », Mommsen définissait, trop haut peut-être au gré de ses collègues, la politique religieuse qu'on allait suivre. L'évêque Ketteler, très attaqué par le *Verein* qui visait, derrière lui, le ministre hessois Dalwigk, écrivait en 1862 : « Le *Nationalverein* est une association anticatholique, qui, du

1. Bluntschli, *Denkwuerdiges*, III, p. 27-28. — Weech, *Badische Biographien*, IV, p. 47.

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 184-185.

point de vue du rationalisme protestant, attaque la situation juridique de l'Église catholique en Allemagne, qui nous insulte, nous catholiques, dans notre foi, qui nous atteint dans notre droit [1]. » Tel était le jugement de l'un des princes de l'Église d'Allemagne sur le puissant groupement des « fermiers généraux du patriotisme [2] », dans lequel l'influence prussienne et les armées prussiennes trouvèrent, dix ans durant, de zélés recruteurs et de loyaux fourriers.

Religieusement et politiquement parlant, l'*Association nationale allemande* était impeccable de cohésion. De quel poids allait peser, en face d'elle et contre elle, la cohue bariolée qui s'intitulait les Amis de la Grande Allemagne, et dans laquelle figuraient, à côté d'un certain nombre de laïques et de prêtres enchaînés à l'Autriche par toutes les fibres de leur âme, des démocrates anti-cléricaux comme Maurice Mohl, soucieux de préserver les libertés populaires, dans les États du Sud, contre les convoitises du militarisme prussien [3] ? L'incohérence de cet assemblage, sur lequel au reste Ketteler semble avoir fondé peu d'espoirs [4], était une cause de paralysie. C'est à la même impuissance, provenant du manque d'harmonie réelle,

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 22. — Cf. *H. P. B.*, 1866, II, p. 181-198.

2. L'expression est d'Auguste Reichenspergor (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 451).

3. *Annuaire des Deux Mondes*, XII, p. 530-532. — Sur l'économiste et parlementaire Maurice Mohl (1802-1888), voir Truediuger, *Allgemeine Deutsche Biographie*, LII, p. 430-434.

4. Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 277.

qu'était voué, en 1863, le somptueux congrès princier convoqué à Francfort par l'empereur François-Joseph[1]. « Le peuple allemand a de nouveau entendu parler de son souverain[2] », s'écriait joyeusement le peintre Steinle. Mais les espérances que suscita cette parade furent vite évanouies. Par leurs savants travaux d'approche, par leur invisible conquête des esprits, des parlements et des cabinets, l'école historique prussienne et le *Nationalverein* déconcertaient à l'avance toute tentative adverse.

VI

L'opinion catholique en Allemagne, passablement décontenancée, se consolait et se vengeait par certaines affirmations tenaces : on n'est jamais complètement vaincu lorsqu'on a conscience d'avoir le droit pour soi, et les partisans de la « Grande Allemagne » cultivaient et fortifiaient en eux cette conscience[3].

Le prince de Hohenlohe, futur ministre en Bavière, se trouvait à Paris en mars 1862 ; et dans le recul même à la faveur duquel il observait son pays, il écrivait :

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais un programme *grossdeutsch* pratique. L'antagonisme entre la Prusse et

1. Malgré la joie de sa correspondante Sophie Schlosser (*H. P. B.*, 1866, I, p. 102), Boehmer n'attendait de ce congrès rien d'efficace (Janssen, *Boehmer's Leben und Briefe*, III, p. 413 ; lettre du 4 septembre 1863).

2. Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 381-382.

3. « Le Centre prussien est *grossdeutsch* », lisait-on dans les manifestes électoraux de 1861 (Salomon, *Die deutschen Parteiprogramme*, I, p. 52, Leipzig, Teubner, 1907).

l'Autriche peut être déploré, mais on ne peut pas l'écarter par des arguments... Tout ce qu'on raconte du rétablissement d'un empire allemand au profit de la dynastie des Habsbourgs est une vaine rêverie. Mais si on ne veut pas une république *grossdeutsch*, si l'on se rend compte que la prolongation de l'état de choses actuel conduit à la révolution, on doit se tourner vers un projet qui ne sorte point du cadre des possibilités... Alors, logiquement, on en revient à l'idée de Radowitz : un État fédératif (*Bundesstaat*) sous la Prusse, et une alliance avec l'Autriche... L'idée échoua contre la résistance du parti catholique, contre sa répugnance à accepter l'unité sous un empereur protestant. Je crois qu'en cela le parti catholique est dans l'erreur. Par son rattachement au parti *grossdeutsch*, par le maintien du programme *grossdeutsch*, il empêche la réforme, sans d'ailleurs aucune perspective de réaliser ses propres désirs. Il travaille pour la stagnation, et par là pour la révolution, tandis que, sous un empereur prussien, il ne perdra rien, et ne fera qu'obtenir une plus grande liberté pour l'Église. Il est entre les mains de ce parti, de décider si la réforme de la Confédération germanique se fera par des voies pacifiques ou révolutionnaires. S'il s'associe à l'idée du *Nationalverein*, les gouvernements sont forcés de céder. Par là, un élément conservateur s'introduira dans le mouvement, et ce sera une garantie que le mouvement restera un mouvement de réforme [1].

Très préoccupé de ces pensées, Hohenlohe les soumit à Montalembert, pour que le grand orateur agît sur les catholiques rhénans ses amis ; il ne parvint pas à le convaincre. La thèse était curieuse sur les lèvres de Hohenlohe, qui devait peu de temps après travailler à Munich pour la Prusse. On s'inquiétait, ce semble, entre libéraux de bonne compagnie, d'un certain radicalisme qui faisait des

1. Hohenlohe, *Denkwuerdigkeiten*, I, p. 122-124 (Stuttgart, *Deutsche Verlags-Anstalt*, 1907) : ces Mémoires comprennent toute la vie du chancelier (1819-1901), sur les origines politiques duquel on peut lire aussi Otto v. Voelderndorff, *Harmlose Plaudereien*, II, p. 255-262.

progrès dans le parti de la « Petite Allemagne ». Ce parti manquait d'une droite : c'était gênant pour la Prusse, et c'était effrayant pour les petits États sur lesquels il aurait pu avoir prise, et qui dès lors devenaient plus rétifs à la propagande. Hohenlohe rêvait d'une « Petite Allemagne » dans laquelle les catholiques feraient équilibre au *Nationalverein ;* il dressait l'épouvantail de la révolution, le spectre des menaces dont elle inquiétait le pouvoir, et espérait ainsi réconcilier au programme de Radowitz les fidèles de Rome, soucieux, en principe, de consolider le pouvoir jusque dans ses assises, le pouvoir qui vient de Dieu.

Mais précisément, — et c'est là ce qui affaiblissait la thèse de Hohenlohe, — les catholiques prétendaient, par leur résistance même à l'idée d'une « Petite Allemagne », représenter la cause de la légitimité : *den deutschen Legitimismus*, disait-on volontiers ; et cela voulait dire : l'attachement aux droits traditionnels de l'Empereur, aux prérogatives traditionnelles de la Diète, au statut territorial qu'avaient créé les traités de 1815 [1]. Parce que les Français, ennemis nés de l'Allemagne, avaient fait une lézarde dans l'édifice construit par ces traités, fallait-il couronner les succès de la force en désertant la cause du vieux droit ? Sur les lèvres

1. *H. P. B.*, 1861, I, p. 7 : « Les Etats moyens n'ont rien à espérer, mais seulement à craindre, d'une Prusse sans Autriche. » — *H. P. B.*, 1863, II, p. 12-13. « La Prusse ne peut atteindre le but de sa politique traditionnelle que par une trahison à l'endroit de l'Allemagne. » — Si Auguste Reichensperger, en 1852, avait voté contre la réduction du budget de la guerre prussien, c'était afin que la Prusse fût armée « pour défendre les traités de 1815 ». (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 339-340.)

de Mallinckrodt ou d'Auguste Reichensperger, ce mot de droit prenait une incomparable majesté; et très rares encore étaient les catholiques allemands qui n'étaient pas des légitimistes. Au congrès catholique de Prague en 1860 [1], au congrès catholique d'Aix-la-Chapelle en 1862, Moufang, que Ketteler avait mis à la tête du séminaire de Mayence, éleva solennellement la voix contre les théories qui prêchaient le droit absolu des nationalités [2]. A deux pas de la tombe de Charlemagne, dans ce reliquaire d'archaïsmes historiques qu'est la ville d'Aix-la-Chapelle, les représentants de toutes les associations catholiques des divers pays allemands affirmèrent leur dévouement à l'idée de Grande Allemagne [3]. « L'Autriche, lisait-on dans le *Catholique* de Mayence au début de 1863, demeure la citadelle du droit, la forteresse contre laquelle se brise la Révolution ; elle fut dans les derniers siècles le seul appui juridique du catholicisme allemand, comme elle est le loyal bouclier de la papauté [4]. »

Observons ces derniers mots ; ils indiquaient aux catholiques une raison nouvelle de garder à l'Au-

1. May, *Geschichte der Generalversammlungen der Katholiken Deutschlands, 1848-1902*, p. 132-133 (Cologne, Bachem, 1903).

2. May, *op. cit.*, p. 147 : Moufang attaqua le *National-Verein*, « mensonger dans son nom, odieux dans ses aspirations... La Prusse n'est pas toute l'Allemagne ; notre patrie doit être plus grande... » — Sur François Christophe Ignace Moufang (1817-1890), voir Brueck, *Katholik*, 1890, I, p. 481-493, et II, p. 1-25.

3. *Katholik*, 1862, II, p. 429-430. — May, *op. cit.*, p. 149.

4. *Katholik*, 1863, I, p. 3. — Cf. dans *H. P. B.*, 1862, II, p. 170 et suiv., l'article sur la brochure *grossdeutsch* du baron Ernest de Linden : *Kaiser und Reich, politische Eroerterungen* (Augsbourg, Rieger, 1862).

triche leur foi. Les défaites mêmes qu'avait récemment subies François-Joseph accentuaient l'analogie entre sa cause et celle du Pape : ils étaient victimes, l'un et l'autre, de l'absolutisme des nationalités, souveraines toutes neuves, qui avaient l'orgueil de la jeunesse. Mallinckrodt, en 1861, insistait à la Chambre prussienne, avec une éloquence passionnée, pour que la Prusse s'opposât aux progrès du Piémont ; mais le député progressiste Vincke faisait voter qu'une telle politique ne serait dans l'intérêt ni de la Prusse ni de l'Allemagne. Vincke, qui voyait loin, était soucieux de ménager à la Prusse l'alliance éventuelle de l'Italie ; son attitude, pourtant, était dictée par des raisons de principe, autant et plus que par des motifs de tactique[1]. N'était-il pas naturel, en effet, que la Prusse se dérobât lorsque les députés catholiques souhaitaient qu'elle arrêtât les projets de Cavour contre le vicaire spirituel du Christ[2] ? Elle-même, au même instant, cernait, par des manœuvres équivalentes, le descendant de ce vicaire temporel qu'avait été Charles-Quint. L'Allemagne, comme

1. *Civiltà Cattolica*, 23 février-9 mars 1861, p. 758-761. — Cf. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 186, 205-206, 285-286 ; — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 417-418. — Sur le baron Georges de Vincke (1811-1895), l'un des plus grands orateurs parlementaires prussiens, voir Petersdorff, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XXXIX, p. 743-752.

2. Les frères Reichensperger, dans leur brochure de 1860, demandaient que la Diète ne permît pas à l'Italie de prendre la Vénétie (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 415). — Sur le mouvement qui se produisit parmi les catholiques allemands, entre 1853 et 1870, en faveur de Pie IX menacé, et sur la fondation du *Michaelsverein* pour venir pécuniairement en aide au Pape, voir Joh. Friedrich v. Schulte, *Lebenserinnerungen*, p. 13-60 (Giessen, Roth, 1908); — Pfuelf, *Geissel*, II, p. 420-423; — Stamm, *Conrad Martin*, p. 152-155 (Paderborn, Junfermann, 1892) ; — Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 4 et p. 300 ; — *Katholik*, 1867, II, II, p. 765-768 ; — 1868, I, p. 119-129 et 234-239.

le disait Reichensperger, avait aussi ses « cavouriens, rêvant d'un César qui régnerait sur une moitié d'Allemagne[1] ». A Rome, la *Civiltà Cattolica* insistait sur la ressemblance. Elle remontrait aux catholiques allemands que leur pape et leur empereur étaient en butte aux mêmes intrigues, inspirées par la même hérésie politique; et au mois de septembre 1863, elle expliquait que l'Autriche seule pouvait constituer le centre de l'unité allemande ; car l'Autriche, d'ailleurs dépositaire des traditions du Saint-Empire, avait sur la Prusse ces trois supériorités d'être catholique, de posséder un territoire plus étendu, et de n'avoir jamais accru sa puissance aux dépens de la justice et du bon droit[2]. Quant à ceux que les considérations d'équité laissaient indifférents, ils pouvaient lire dans les *Feuilles historico-politiques* de Munich ce pronostic sommaire : « L'Allemagne unifiée par la Prusse serait rayée de la liste des nations[3]. » La feuille bavaroise, proposant à la Prusse une alternative peu glorieuse, lui laissait espérer quelque grandeur si elle voulait demeurer une petite puissance, et lui certifiait que dans le rôle de grande puissance elle ne serait jamais qu'insignifiante (*eine grosse Kleinmacht oder eine kleine Grossmacht*)[4].

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 477. — Par une métaphore parallèle, les *Feuilles historico-politiques* accusaient le Piémont de vouloir être la Prusse de l'Italie (*H. P. B.*, 1861, II, p. 839).

2. *Civiltà cattolica*, 12-26 septembre 1863, p. 14-17.

3. *H. P. B.*, 1861, I, p. 942-944.

4. *H. P. B.*, 1861, II, p. 50.

L'alternative était médiocrement galante, et l'on comprend que la verdeur de propos des partisans de la Grande Allemagne mît parfois les catholiques de Prusse en quelque embarras. Car ceux-ci, tout *grossdeutsch* qu'ils fussent, étaient cependant prussiens, et fort gênés dès lors quand il leur semblait entrevoir que l'attachement aux droits de l'Autriche et le souci de la prospérité de la Prusse seraient peut-être, bientôt, deux sentiments incompatibles. Ils se tiraient de la difficulté par des demi-mesures. Mallinckrodt et Auguste Reichensperger, en 1862, crurent devoir approuver les conventions militaires entre la Prusse et certaines petites souverainetés de l'Allemagne du Nord ; ils furent qualifiés de tièdes, sinon de traîtres, par les exaltés du parti de la Grande Allemagne [1]. A quoi Reichensperger objectait qu'il n'avait nulle envie de mettre son drapeau « grand-allemand » dans sa poche, mais que cependant il était magistrat prussien [2]. Pierre Reichensperger, un jour de mai 1863, essaya de concilier tous ses sentiments en suppliant Bismarck, dans une conversation, de s'entendre avec l'Autriche ; mais Bismarck répliqua que l'entente coûterait trop cher [3].

Hors de Prusse, les champions de la Grande Alle-

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 445. — Et d'autre part, Reichensperger repoussait en 1862 le traité de commerce qui serait « comme un coin entre les deux grandes puissances allemandes » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 450) ; dans la question de Hesse, Reichensperger et Mallinckrodt protestaient contre tous les manèges qui pouvaient amener une rupture entre la Prusse et l'Autriche (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 201-203).

2. Pastor, *Reichensperger*, I. p. 477, n. 2.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 461.

magne traitaient ce royaume comme on traite un parti hostile : ils le voulaient diminuer, affaiblir, humilier. Mais pour les catholiques de Prusse, la Prusse était une patrie ; et par surcroît, leurs propres théories de catholiques sur la déférence due à l'autorité, et sur les prérogatives respectives du peuple et du souverain, les rendaient plus dociles aux désirs de Bismarck, qui venait de prendre le pouvoir, que ne l'étaient les libéraux. Ainsi l'on assistait à cette étrangeté, que les catholiques, désireux d'une paix durable avec l'Autriche, ne répudiaient qu'assez mollement les fantaisies militaristes du nouveau ministre, et que les libéraux, impatients de brouiller les cartes, luttaient pourtant contre ces fantaisies. Les catholiques seuls accordaient un budget de la guerre, les libéraux seuls voulaient la guerre. Dans la Chambre insurgée contre Bismarck, c'étaient les catholiques, champions de la Grande Allemagne, qui, par loyalisme monarchiste, se montraient le moins acharnés contre le prochain réalisateur de la Petite Allemagne [1].

Malgré l'uniformité des affirmations d'ensemble, les catholiques d'Allemagne, on le voit, commençaient à se diversifier en nuances infinies. D'une part, on entendait encore, en 1862, le baron de Bernhard, beau-père de Mallinckrodt, réclamer formellement le rétablissement du Saint-Empire [2],

1. Voir Pastor, *Reichensperger*, I, p. 453 et suiv. En Silésie, même, les catholiques, aux élections, se montraient d'ardents bismarckiens (Carl Jentsch, *Wandlungen*, I, p. 235. Leipzig, Grunow, 1896).

2. *Rom und Deutschland. Meditationen ueber das Kaisertum und die Beendigung des dermaligen Zwischenreichs* (Munich, Lentner, 1862). Cf. *H. P. B.*

et d'autre part, dès 1860, en lisant la brochure d deux Reichensperger sur les devoirs prochains l'Allemagne[1], on avait pu se demander si l ministres des États du Sud, qui rêvaient de form une « triade » servant de tampon entre l'Autric et la Prusse, ne pourraient pas escompter, tôt tard, la sympathie de ces deux parlementair prussiens. Il en était du légitimisme allema comme de tous les partis légitimistes : je ne sa quelle méfiance réciproque devait fatalement s'i sinuer entre les théoriciens qui, sans transige laissaient venir le désastre, et les politiques pr tiques qui, même au prix de transactions, asp raient à le conjurer.

VII

Le désastre, c'était la guerre de l'Alleman contre l'Allemand, c'était le « duel fratricide[2] » entr l'Autriche et la Prusse.. La Prusse, dans l'été d 1866, mobilisa.

Auguste Reichensperger, en ce moment-là, fai sait un voyage d'archéologie. Soudain, tous se rêves, toutes les idées auxquelles s'était vouée s

1862, II, p. 675-684, et consulter, sur Bernhard (1801-1871), Rosenthal, *Konve titenbilder*, I, 3, p. 204-213 (Ratisbonne, Manz, 1902).

1. *Deutschlands naechste Aufgaben* (Paderborn. Schoeningh, 1860).

2. Le mot était de Rudigier, évêque de Linz (Meindl, *op. cit.*, I, p. 639). — Melchers, archevêque de Cologne, éprouvait les mêmes impressions pénibles voir sa lettre au roi Guillaume (27 mai 1866) et la réponse du roi (4 juin) dan Schneider, *L'empereur Guillaume Ier*, trad. Rabany, I, p. 348-353. (Paris Berger-Levrault, 1888.)

e, semblèrent tomber en ruines, comme ces vieux ıâteaux rhénans au pied desquels il passait en uriste.

« Quelle catastrophe ! notait-il sur son carnet la date du 20 juin. Ah ! si l'orgueil vieux-prusen (*der altpreussische Hochmuth*), qui a amené la ıtastrophe par les cheveux, pouvait être brisé ıns effusion de sang ! Le prussianisme a tant de ›tés respectables ; la marotte de sa vocation histoque, qui date de Frédéric II, l'a infecté, poussé ers l'abîme[1]. »

Puis, le 29, à la nouvelle d'une première victoire russienne :

« *Novus oritur rerum ordo*. C'est comme Dieu le eut ! Maintenant Napoléon va paraître au premier lan et réclamer sa part. Et les innombrables vies 'hommes ! La Vénétie s'effondrera, et puis Rome[2]. »

Reichensperger parlait en politique, soucieux de état de l'Europe ; le juriste Bluntschli, lui, avait e tout autres préoccupations. A ses yeux, sur les hamps de bataille de Bohême, le bruit de la anonnade allait scander une lutte d'idées. « La omination des Habsbourgs est et reste le plus grand bstacle à la civilisation, écrivait-il. La prêtraille, es féodaux, seraient les maîtres dans le sud de 'Allemagne, si l'Autriche était victorieuse[3] ».

L'Autriche, pour lui, était « l'État du moyen âge, a puissance conservatrice », la Prusse était « l'État

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 578.
2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 579.
3. Bluntschli, *Denkwuerdiges*, III, p. 160-163.

moderne, la puissance libérale »; et combattre pou l'Autriche contre la Prusse, c'était « combattr pour le passé contre le présent ; c'était aller contr le courant de l'histoire [1] ».

Reichensperger aussi parlait d'histoire, mais en parlait en traditionnaliste.

« Si l'Autriche est vaincue, notait-il, tout ce qu reste encore debout du monde *historique* s'écroule Et c'est pourquoi je regarde comme vraisemblabl la victoire de la Prusse, car le train du monde es antihistorique [2] ».

Son attachement au passé catholique, son sen du droit, sa confiance dans un Dieu juste, souf fraient cruellement.

Le 4 juillet, à la suite d'une conversation ave le peintre Steinle, il griffonnait : « On a bien d la peine à entrer dans ces décisions divines san en conclure que le droit n'a sa raison d'être que pour les petites affaires des humains; que, dans l'ensemble, c'est la violence, l'intrigue, la ruse qui sont appelées à régner, et que ni le but ni les moyens ne sont soumis à des principes moraux et religieux [3]. »

Déjà certaines désertions se produisaient, parmi les fanatiques de la « Grande Allemagne », et sans vergogne, elles s'étalaient devant Reichensperger, devant celui que naguère on accusait de tiédeur. « Un conseiller en appel a résolu de plier les

1. Bluntschli, *Denkwuerdiges*, III, p. 145 (discours du 14 mai 1866).

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 580.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 580-581.

;enoux devant le « succès », et personne peut-être ıe s'était plus enflammé, personne n'avait plus 'adoté pour l'Autriche. Ainsi va le monde [1]! »

Le monde souriait aux vainqueurs de Sadowa, et, e 9 août, Reichensperger écrivait :

« *Consummatum est !* L'Autriche est expulsée de 'Allemagne [2]. »

Endolori, ne comprenant plus, il faisait des rticles sur l'art, écoutait son ami Thimus [3] lui lire ın essai sur la vieille morale chinoise, et puis ırenait le train pour un tour de Flandre. « Le nonde *sent mauvais,* murmurait Mallinckrodt ; près avoir bien raisonné, je suis occupé à me ourber, progressivement, sous ce que Dieu per- net : qui sait quelles sont ses fins ? Attendons en atience ; je me jette sur un sopha et je lis des omans, — si seulement j'en avais de bons [4] ! » anssen, l'historien, tremblait de tous ses nerfs, t fut quelque temps à se remettre [5]. Le peintre teinle expédiait à Vienne, à son ami Brenner, une ettre qui n'était qu'un long gémissement [6]. Buss, le atholique badois, qui avait en 1848 donné le branle u réveil de l'opinion catholique, s'abandonnait à ne maladie noire, qui devait l'accompagner presque

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 581.
2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 582.
3. Le baron de Thimus (1806-1878) se fit surtout connaître par un ouvrage ır la musique antique : *Die harmonikale Symbolik des Alterthums* (Cologne, u Mont Schaumburg, 1868 et 1876).
4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 261.
5. Pastor, *Janssen*, p. 53.
6. Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 388.

jusqu'au tombeau [1]. Les *Feuilles historico-politi* *ques* de Munich cherchaient un moyen de barrica der la Bavière contre le péril prussien [2]. Kettelei de son évêché de Mayence, écrivait à l'empereu d'Autriche une longue lettre endeuillée : « Tout c qui pouvait nous rappeler le vieil empire alle mand, tout cela est détruit. Une Allemagne san Autriche, sans la maison impériale, ce n'est plu l'Allemagne. Nous n'avons plus qu'une espéranc c'est que cela ne dure pas [3]. »

VIII

Oui, tout était consommé ; oui, ce n'était plu l'Allemagne. Mais cependant il fallait vivre, et l catholicisme allemand courait un très grave dan ger. A l'encontre des illusions qu'avaient caressée certains partisans de l'Autriche [4], les sujets catho liques du roi Guillaume n'avaient tenté aucu soulèvement en faveur de cette puissance ; et l Prusse affectait, dans ses journaux officiels, d rendre d'aimables témoignages à la courageus conduite des soldats catholiques du royaume, à l

1. Weech, *Badische Biographien*, III, p. 20.

2. *H. P. B.*, 1866, II, p. 323-325.

3. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 265-266. — Et Ketteler souhaitait que l'Autriche relevât en se libérant de l'absolutisme joséphiste et des influences maçonnique

4. Weech (*Badische Biographien*, I, p. 213-217), prête de telles illusions au bar d'Edelsheim, partisan de l'Autriche, et qui fut un moment, en 1865-1866, minist des affaires étrangères en Bade. — Les *Feuilles historico-politiques*, au déb de la guerre, avaient publié une lettre d'Autriche signalant le « pacte de Judas conclu entre la Prusse et l'Italie, et sommant les catholiques de Prusse de dire leur roi : Nous ne pouvons pas (*H. P. B.*, 1866, I, p. 1011-1012).

correcte attitude des citoyens catholiques, en même temps qu'à l'esprit de tolérance de son propre gouvernement [1]. Mais à travers la presse allemande des bruits circulaient, s'accréditaient, d'après lesquels le clergé silésien aurait envoyé de fortes sommes en Autriche pour aider les armées de François-Joseph, et d'après lesquels les sœurs de charité, dans les hôpitaux militaires, auraient pris un atroce plaisir à mettre du vitriol dans les plaies des blessés prussiens [2]. En Silésie, surtout, les prêtres étaient insultés et traqués [3]. Un certain fanatisme grisé par la victoire ratifiait ainsi le verdict du Dieu de Luther et de Frédéric II, qui, dans la mêlée de Sadowa, avait su reconnaître les siens. Le rapide triomphe des armes prussiennes, ajoutait-on, avait conjuré le guet-apens que l'Autriche cléricale et concordataire avait peut-être projeté contre ses citoyens protestants. De Berlin, de Hambourg, on leur avait crié de se tenir sur leurs gardes [4]; puis la Prusse était arrivée, nouveau Gustave-Adolphe, pour les rassurer. Et les journaux du *Nationalverein* expliquaient fiévreusement qu'à Sadowa c'était la prêtraille catholique, l'esprit de hiérarchie religieuse, le papisme en un mot, qui avait été battu par la Réforme [5].

1. Voir tous les textes cités dans Franz Xaver Schulte, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen*, p. 14-21 (Essen, Fredebeul, 1882).

2. Wick, *Aus meinem Leben*, p. 54 (Breslau, Aderholz, 1895). — Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 382.

3. *H. P. B.*, 1866, II, p. 662 et 673.

4. Voir les citations dans *H. P. B.*, 1866, II, p. 654 et suiv., 788 et suiv.

5. Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 384.

Alors le catholique Ringseis, l'ancien médecin de Louis Ier de Bavière, ramassait avec âpreté tous ces récits et toutes ces thèses, et soulageait son intransigeance de patriote bavarois en anathématisant en plein casino de Munich la victoire de Sadowa, « dans laquelle l'évangile de Satan : « La force prime le droit », fut couronné de succès[1]. » — « Il faut en venir à la guerre entre l'Allemagne du Nord protestante et l'Autriche, avait crié, dès le 15 mai 1866, le recteur Becker, de l'université de Greifswald ; car en Autriche domine le catholicisme papal abrupt, qui empêche la liberté de penser[2]. » Si Becker avait dit vrai, si la guerre de Sadowa avait été une guerre de religion, pouvait-on demander aux fidèles de l'Église d'admettre que les troupes prussiennes eussent à jamais prévalu contre elle? Entre l'exaltation du *Nationalverein* e l'exaltation du « légitimisme » allemand, il y avai une sorte de complicité, pour affirmer que dan les plaines de Bohême la Réforme, incarnée dan la Prusse, avait vaincu le catholicisme, incarn dans l'Autriche, oui, incarné dans elle, redisaien certains catholiques avec des pleurs de rage incarné dans elle pour toujours, puisque derrièr Berlin Luther s'étalait.

Chevaliers plaintifs du plus oiseux loyalisme, o

1. Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 381.

2. *H. P. B.*, 1866, II, p. 659. « Une guerre de religion se prépare, disait son tour la *Gazette de la Croix*, peut-être aussi sauglante que le fut il y a de cents ans la guerre de Trente Ans. » (Bachem, *Preussen und die Katholiche Kirch* 5e édit., p. 81. Cologne, Bachem, 1887). — « Le combat de l'Allemagne pour s unité, lisait-on dans la *Gazette de Goerlitz*, fut une défaite de l'esprit hiéra chique et de l'Église catholique. » (Wick, *Aus meinem Leben*, p. 72).

vivaient-ils et qu'attendaient-ils ? L'Autriche était expulsée de l'Allemagne, allaient-ils à leur tour s'en expulser eux-mêmes ? Telle était la question. Les protestations, même celles qui larmoient, ont besoin, parfois, qu'une émigration les sanctionne ; sinon, elles risquent d'être considérées comme des protestations pour rire. Autour de Mallinckrodt, un certain nombre de féodaux catholiques parlaient de s'expatrier en Autriche [1] ; combien d'entre eux s'y décidaient ? Les émigrés de l'intérieur ne sont ordinairement dangereux que pour leur propre cause ; et l'héroïque obstination avec laquelle certains catholiques persistaient à contempler au loin, dans un pays qui avait cessé d'être terre d'Allemagne, la cime de la « Grande Allemagne » écroulée, créait au catholicisme allemand un péril de plus.

En ces heures d'ahurissement tragique, une voix enfin s'éleva, pour remettre un peu de lumière dans les esprits, un peu de paix dans les âmes : ce fut celle de Ketteler, évêque de Mayence. Westphalien d'origine, fonctionnaire du roi de Prusse en sa jeunesse, curé plus tard de la capitale prussienne, il connaissait les maximes de Berlin et détestait, surtout, l'esprit bureaucratique et militariste du gouvernement prussien [2] ; il savait, comme il l'écrira formellement en 1873 [3],

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 278. Mallinckrodt lui-même semblait répugner à cette idée d'une émigration.

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 289 : livre capital sur Ketteler (1811-1877). — Cependant, dès les années 1825 et 1826, dans ses lettres à son frère, on trouve les traces d'un certain loyalisme prussien (Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 18).

3. Ketteler, *Die Katholiken im Deutschen Reiche*, p. 4 (Mayence, Kirchheim, 1873).

que la Prusse est protestante par toute son histoire, protestante par son esprit dominant; e même, au moment du conflit entre l'archevêqu Vicari et le gouvernement badois, il avait pı observer ou deviner les manœuvres anticatholiques de Bismarck[1]. On ne pouvait le taxer d candeur ou l'accuser d'illusions. Son attachemen à la maison d'Autriche était connu[2] et venait d s'épancher une fois de plus dans le long messag de condoléances qu'il adressait à François-Josepl vaincu[3]. « Les liens qui unissent à cette maiso les cœurs des catholiques d'Allemagne, écrira-t-i encore en 1875, sont trop anciens et trop solides pour que des circonstances extérieures aient pı les briser. » Mais, d'autre part, entre Ketteler e le gouvernement de Berlin, les rapports étaien généralement fort corrects; et Bismarck, en dehor des jours de mauvaise humeur où il l'eût volontiers taxé de mauvais Prussien[4], l'estimait asse pour avoir, en 1865, rêvé de le pousser au sièg archiépiscopal de Cologne[5], ou de lui réserver l

1. Voir notre tome IV, p. 56-59.

2. En février 1853, Frédéric-Guillaume IV, apprenant que le chapitre de Bre lau songeait à Ketteler comme évêque, accusa celui-ci d'avoir insisté en 18 pour que les États du Sud n'entrassent dans le *Zollverein* que si la Prusse recevait l'Autriche, et d'avoir travaillé sur le Rhin pour les intérêts autrichien Ketteler, en fait, n'avait développé que dans un très petit cercle quelques vu sur cette question (Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 241-242; — Pfue *Ketteler*, I, p. 398).

3. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 265-267.

4. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 286. — Par exemple le 14 janvier 1854, où Bismar racontait que Ketteler, référendaire prussien, s'était vanté jadis qu'avec 6.000 ga lards comme lui on jetterait l'État prussien sens dessus dessous (Posching *Preussen im Bundestag*, IV, p. 164. Leipzig, Hirzel, 1884).

5. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 253. — Cf. ci-dessous, p. 308-310.

succession du siège de Posen[1]. Au-dessus des décombres laissés par la guerre, — et ces décombres, c'étaient ceux du vieil édifice germanique, — le langage d'un Ketteler était assuré de planer.

La meilleure solution serait une grande puissance allemande avec tous les pays qui appartiennent à l'Allemagne, et, à la tête, un empereur. Ce serait la plus convenable.

La meilleure, ensuite, est une puissance allemande-prussienne, avec la frontière nouvelle.

Je demande : Une solution dans le premier sens est-elle possible ?

J'affirme : Non, et tous ceux qui l'espèrent sont dans les nuages, attendant l'impossible, et par là exposent leur patrie au plus grand péril.

J'affirme : Non, et cela, non à cause du Bismarck de Berlin, mais à cause des nombreux Bismarcks d'Autriche.

Il qualifiait de ce nom pittoresque : les Bismarcks d'Autriche, toutes les forces qui, de part et d'autre de la Leitha, travaillaient pour le principe des nationalités : la Hongrie d'abord, puis les Tchèques, puis le « parti juif-païen[2]. »

Ainsi pensait-il, sur le papier, pour lui tout seul, dans un précieux brouillon que le P. Pfuelf, son diligent biographe, a eu l'heureuse idée de publier ; et l'opuscule qui s'intitula : *l'Allemagne après la guerre de 1866*[3], ne fut qu'une mise au net de ces conclusions, avec les précautions oratoires voulues, avec les réticences séantes.

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 258-259. — Bismarck, *Pensées et souvenirs*, trad. Jaeglé, II, p. 148 (Paris, Le Soudier, 1899).

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 277.

3. Traduit en français par l'abbé Belet. (Paris, Gaume, 1866). — Dès la publication, le futur cardinal Pie avait songé à une traduction (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 284-285).

Écho ratificateur des canonnades de la veille, cette brochure émouvait d'autant plus, par la sérénité de son accent. Ketteler, avec le ton d'un historien, exposait les divers aspects des questions pour lesquelles le sang allemand venait de couler. Il expliquait, d'une part, que l'attitude de l'Autriche dans l'affaire du Schleswig n'avait pas été inattaquable ; il osait redire, d'autre part, que la Prusse avait commis un grave tort en s'alliant contre l'Autriche avec le parti de la Révolution. Le sort en était jeté : la Prusse avait vaincu ; et voici qu'autour de lui le découragement et le pessimisme sévissaient... C'est contre cet état d'esprit que s'insurgeait l'éloquence de Ketteler : « Avec une joyeuse confiance, insistait-il, nous devons, nous, chrétiens, aller courageusement à la rencontre de toutes les nouveautés. Par là, nous sommes préservés de tout pessimisme, et nous échappons à cette triste habitude, paralysante pour toute bonne activité, de croire toujours que c'en est fait du monde si Dieu ne le dirige pas d'après nos courtes vues humaines. » Il fallait donc, comme programme pratique, admettre, sur l'heure même, une Allemagne fédérale soumise à l'hégémonie prussienne, et puis escompter, d'une fervente espérance, que la Prusse ainsi grandie s'unirait intimement avec l'Autriche, et qu'au demeurant l'Autriche, par un sévère travail sur elle-même, accroîtrait sa propre valeur d'alliée. Enfin, ce qu'attendait Ketteler de cette Prusse épanouie, c'était qu'elle éconduisît les théoriciens

enchanteurs qui donnaient à la « vocation allemande » de la Prusse une signification confessionnelle et presque philosophique, et qu'elle se montrât toujours plus fidèle à cette Constitution de 1850, « grande charte de la paix religieuse », qui assurait aux catholiques de larges libertés[1]. A ce prix seulement et au prix aussi d'un certain respect pour les autonomies politiques et sociales, toujours chères aux catholiques d'Allemagne, et toujours menacées par l'esprit militariste et bureaucratique, Bismarck se révélerait, « non seulement comme un beau joueur, capable de perdre en une nuit son gain, mais comme un architecte politique, qui bâtit pour l'avenir. »

Ainsi se déroulait la brochure. Quelques-uns la trouvèrent trop prussienne, quelques autres trop autrichienne[2] : elle fut un soulagement pour beaucoup, parce qu'elle disait ce qu'ils devaient faire. C'était un beau geste d'homme d'Église, et même mieux qu'un geste. Lorsque les événements échappent à la direction de l'Église et se déroulent contre son gré, l'Église, à moins qu'ils ne visent directement sa constitution, les accueille sans

1. Voir ci-dessous, p. 174 et suiv.

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 287. — Cf. l'art. de l'abbé Delarc dans le *Correspondant* d'octobre 1867, p. 331-342. « L'ancien officier de l'armée prussienne, écrivait l'abbé Delarc, vit toujours un peu dans le successeur de saint Boniface Mgr Ketteler a été le seul évêque à publier des pages dont les Gothariens se sont aussitôt emparés pour le déclarer gagné à la politique de Bismarck. » Mais le parti de Gotha ne se contentait pas, ce semble, à si bon marché ; car les surintendants protestants, en 1868, devaient encore se servir de la brochure de Ketteler pour l'accuser d'hostilité à la Prusse (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 319 ; — et cf la réponse de Ketteler, en mai 1868, à la *Gazette de la Croix*, qui lui faisait un pareil reproche. (Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 381).

retard, majestueuse d'impartialité. Ce n'est point une tolérance ni même une acceptation ; c'est la constatation de certaines réalités acquises, auxquelles elle met son visa comme Dieu y a mis le sien. Mais les théories qui les préparèrent ou même les ébauchèrent, théories que l'Église redoutait et combattait, deviennent alors comme des épreuves d'imprimerie, qu'on jette, le livre une fois paru. La spéculation des humains, leurs fantaisies de théoriciens, qu'est-ce autre chose que des épreuves? Le fait brut, voilà ce qui importe : alors l'ouvrage est achevé, Dieu a donné le bon à tirer. La Prusse avait atteint ses fins : c'était un fait. Ketteler ne discutait plus [1], et souhaitait seulement qu'elle jetât au panier tous les plans qui d'avance avaient dessiné sa grandeur, les plans des Sybel et des Treitschke, les plans du *Nationalverein*. La Prusse resterait grande, quand même, et les catholiques seraient rassurés. Lorsque les nouveautés ont une tare originelle, l'Église fait comme pour les hommes ; elle les en libère, par une façon de baptême, ne s'inclinant devant elles que pour se relever aussitôt. L'écrit de Ketteler enregistrait sans amertume la fondation de la « Petite-Allemagne » et mettait un barrage entre ce fait et tout le courant d'idées anticatho-

1. Le chanoine Moufang, qui vivait aux côtés de Ketteler, était moins prompt à se rallier : son discours de juin 1866 à la première chambre hessoise se résumait en ces mots : ni Prussiens, ni Autrichiens (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 261) ; et, dans une assemblée électorale du 6 mars 1866, il avait réclamé l'union, aussi intime que possible, entre les 70 millions d'Allemands (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 274).

liques qui l'avait escorté. Jamais on ne mit plus d'adresse, ni plus de dignité, dans la présentation d'une politique de « ralliement », et le démocrate Walesrode opposait à cette noblesse d'attitude la pétulance du sacerdoce protestant, qui prodiguait « au Messie du fusil à aiguille les hosannahs et les lauriers[1]. »

IX

La formule du « ralliement », telle que la proposait Ketteler, était la suivante :

« Les catholiques ne doivent pas se montrer hostiles ou indifférents aux tendances vers l'unité germanique, sous prétexte qu'ils y voient percer un esprit qui demande plutôt l'oppression de l'Église catholique que l'unité de l'Allemagne... Nous ne devons permettre à personne de nous surpasser en amour de la patrie allemande, de son unité et de sa grandeur[2]. »

Il était difficile que, sur l'heure, le conseil fût pleinement exaucé par tous les catholiques d'outre-Rhin. La presse hostile, qui continuait de fêter Sadowa comme un triomphe de Luther, retardait par là même leur adhésion active aux vœux de Ketteler. On répétait autour d'eux, et non sans preuves valables, que l'idée de Petite Allemagne était dirigée contre leur Église ; à cause de cela,

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 284.

2. Ketteler, *L'Allemagne après 1866*. Trad. Belet, p. 222-223.

on applaudissait au triomphe de cette idée[1]. ` collaborer à leur tour, ne serait-ce point un duperie ? La foule des esprits simples avait besoi d'une certaine éducation politique pour com prendre la pensée de Ketteler : le temps serai cet éducateur.

Mais les publicistes, les parlementaires étaien plus accessibles et plus dociles[2]. Au Parlemen de l'Allemagne du Nord, en 1867, il n'y avai plus qu'un catholique sur douze pour souteni intrépidement, nous ne disons même plus l'idé de Grande Allemagne, mais les revendications de petits Etats absorbés par la Prusse : c'était Mal-linckrodt. Au nom de la justice, il se piquait d « protester contre toute l'histoire[3] » ; s'il y avai péril à s'insurger contre la politique bismarc-kienne, Mallinckrodt, tout fonctionnaire prussien qu'il fût, affrontait ce péril[4] ; il plaidait pour le Hanovre[5] ; il plaidait pour le Schleswig ; il se

1. Voir dans Hildebrand Gerber, *Einigungsbestrebungen und innere Kaempf in der deutschen Freimaurerei seit 1866*, p. 6-7 (Berlin, imp. de la *Germania* 1898), certaines citations de la *Bauhuette* et d'autres publications maçonniques su la part prise par la Maçonnerie à l'unité allemande.

2. Tel Savigny, l'un des futurs fondateurs du Centre, qui, le 24 mars 1867 remontre à Mallinckrodt, sans le convaincre, que l'Autriche est dans une complète décadence et que la loyauté du roi de Prusse mérite considération (Pfuelf. *Mallinckrodt*, p. 280).

3. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 266 (lettre du 29 décembre 1866).

4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 269. — Le publiciste Florencourt voyait alors dans Mallinckrodt le centre du parti fédéraliste qui devait s'organiser dans toute l'Allemagne contre l'Etat unifié du *Grosspreussentum* (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 272).

5. C'était l'époque où le curé Schlaberg, à Hanovre, ayant dans une prédication du 7 octobre 1866 publiée sous le titre : *Ein Abschiedswort ans Vaterland*, déploré la fin de la royauté hanovrienne, dut s'exiler en Autriche (Woker, *Geschichte der katholischen Kirche und Gemeinde in Hannover und Celle*, p. 234-235. Paderborn, Schoeningh, 1889).

faisait inculper de « particularisme », en compagnie d'un ancien ministre du roi de Hanovre, Windthorst, dont nul ne pressentait alors qu'il deviendrait un jour le chef du Centre allemand [1]. Un discours de Mallinckrodt, le 12 mars 1867, émut l'assemblée, et Bismarck lui-même, d'une sorte d'épouvante. Lasker, dans le *Reichstag* de 1873, essaiera d'exploiter ce souvenir contre les « ultramontains [2] ». Mais vis-à-vis de Lasker en 1873, comme vis-à-vis de Miquel en 1867 [3], Mallinckrodt nia toujours avoir parlé comme « ultramontain » : il abhorrait ce sarcasme, qui dispensait d'une réfutation. C'est au nom du « droit » qu'il croyait, personnellement, devoir être particulariste ; c'est au nom du « droit » qu'il défendait devant la Chambre les dames de Cassel du reproche d'avoir offert un tapis à leur souverain détrôné [4]. Bismarck alors s'indignait, insinuait qu'en Allemagne il y avait des Coriolans tout prêts à devenir des traîtres [5] ; mais Mallinckrodt était assez loyal, assez robuste aussi, pour supporter à lui seul le poids de cette colère et

1. Sur leur alliance dès cette époque, voir Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 272-273, et Huesgen, *Ludwig Windthorst*, p. 63-64 (Cologne, Bachem, 1907). « Windthorst, écrivait Mallinckrodt, est un pont qui nous unit aux éléments *grossdeutsch* non catholiques. »

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 275-276. — Ernest-Louis de Gerlach (*Aufzeichnungen*, II, p. 297) admirait beaucoup ce discours, qui lui paraissait, « à maints égards, meilleur et plus vivant » que son propre écrit : *Die Annexionen und der norddeutsche Bund* (Berlin, Stilke, 1866).

3. Sur l'incident Mallinckrodt-Miquel, voir Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 282.

4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 290-291.

5. Bismarck, *Discours*, éd. franç., III, p. 72 (Berlin, Wilhelmi, 1886 : discours du 30 janvier 1869).

pour empêcher que ses collègues catholique ne fussent compromis avec lui. L' « ultramonta nisme », de 1867 à 1870, était si étranger à tout politique de « particularisme », que le prêtr Thissen, les diplomates Galen et de Loe, e d'autres catholiques encore, collègues de Mallinck rodt, appartenaient à la fraction des *Freikonser vative*, fondée par le catholique Savigny [1], et qu Kellner, le grand pédagogue catholique, faisan dans un journal l'éloge de l'école prussienne, lu rapportait allègrement l'honneur d'avoir produi les vainqueurs de Sadowa [2].

C'est en Bavière, peut-être, que le retentissemen de cette victoire fut le plus douloureux. Le princ de Hohenlohe, par la lutte même qu'il conduisait, e contre les influences « ultramontaines », et contr les tendances « particularistes », les amenait, le unes et les autres, à se coaliser et à se confondre entre elles. En 1868 encore, il soupçonnait les « ultra montains » de vouloir livrer la Bavière à l'Autriche [3], et en 1869, aux élections, le patriotisme local du peuple et la foi belliqueuse du clergé eurent les mêmes candidats [4]. Même en Bavière, cependant, les esprits comme Ringseis [5], qui continuaient, d'une

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 270-271 et 387. — Kellner, *Lebensblaetter*, p. 480-481. Charles-Frédéric de Savigny (1814-1875), fils du grand juriconsulte, avait, en août 1866, dirigé les conférences pour l'organisation constitutionnelle de la confédération de l'Allemagne du Nord et représenté la Prusse devant le parlement de cette confédération. Cf. ci-dessous, p. 313, n. 1.

2. Cité dans la *Westdeutche Lehrer-Zeitung*, 20 septembre 1901, p. 300-301.

3. Hohenlohe, *Denkwuerdigkeiten*, I, p. 295 et 319.

4. *H. P. B.*, 1869, I, p. 765-767. Voir notre tome IV, p. 187-190, et Salomon, *Die deutschen Parteiprogramme*, I, p 95-103 (Leipzig, Teubner, 1907).

5. « Nous ne voulons pas l'Allemagne sans Autriche, écrivait Ringseis à

façon provocatrice pour la Prusse, à vouloir vivre dans l'orbite de Vienne, étaient rares. Dès 1867, les *Feuilles historico-politiques* avaient commencé de rectifier les points de vue : elles avaient déposé sur le sépulcre de la Grande Allemagne un article poignant, qui débutait par un geste d'accablement et s'achevait par un mouvement de résurrection. L'article visait les concessions suprêmes que la Bavière avait été contrainte de faire à la Prusse.

La Bavière, soupirait l'auteur, a pour la dernière fois pris position dans l'histoire ; et, par la position qu'elle a prise, elle a renoncé, pour l'avenir, à toutes déterminations politiques autonomes. Dans les derniers siècles, elle était cinq fois plus petite, et pourtant elle pesait dans la balance de l'Empire ; maintenant c'est fini [1].

Non cependant, pour les catholiques de Bavière, ce n'était pas fini, et le perspicace chroniqueur terminait :

Après la prochaine grande crise, toutes les questions politiques et dynastiques passeront à l'arrière-plan devant la seule grande question, devant la question sociale. La Prusse et tous les grands États ne feront plus de guerres politiques lorsque la guerre sociale aura éclaté. Dans un temps si étonnamment grandiose, gardons-nous de la petitesse du jugement; c'est à nous, catholiques, qu'elle conviendrait le moins [2].

Les particularistes qui s'effaceraient, inconsolés,

l'époque du *Zollparlament*. Notre parenté avec les Allemands d'Autriche, nos vallées montagneuses, nous portent vers l'Autriche, et portent les frères autrichiens vers nous. » (Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 221. — Cf. IV, p. 159, 191-193).

1. *H. P. B.*, 1867, I, p. 697.

2. *H. P. B.*, 1867, I, p. 712.

du terrain politique, serviraient du moins leur foi en s'occupant des questions sociales : ce n'est point à l'évêque Ketteler, à coup sûr, que cette orientation nouvelle pourrait déplaire.

Mais la « prochaine grande crise », tout à l'heure prévue par le publiciste bavarois, la crise d'où la Petite Allemagne sortirait glorifiée sous le nom d'Empire allemand, allait bientôt, hélas ! offrir aux survivants du parti de la Grande Allemagne l'occasion de prouver, comme le souhaitait Ketteler, que nul ne les surpassait en patriotisme. L'occasion fut avidement saisie. On avait bien essayé jadis, dans quelques cercles prussiens, d'exploiter certain voyage qu'avait fait sur le Rhin l'archevêque Sibour[1], et certaine visite de Montalembert à son ami Reichensperger[2], pour accuser les « ultramontains » rhénans de sympathies françaises ; et Reichensperger souriait en constatant qu'on les traitait tour à tour d'Autrichiens, de Belges, de Français[3]. Mais l'attitude même des catholiques d'Allemagne enlevait à ces rumeurs tout crédit et toute durée. A lire leurs discours et leurs écrits avant et après Sadowa, on voit que ce qu'ils redoutaient avant tout comme patriotes, c'était que la lutte fratricide entre l'Autriche et la Prusse n'amenât une tierce puissance, une étrangère, à s'insinuer dans les affaires germaniques[4]. Dès 1863, Mallinck-

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 197.

2. Pastor, *Reichensperger*, I. p. 410.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 355.

4. *H. P. B.*, 1866, I, p. 19 : « L'Allemagne ne peut être sauvée que si aucun

rodt poussait un cri d'alarme ; la Prusse de Bismarck n'allait-elle pas se jeter dans les bras de l'étranger, dans les bras de la révolution, et amener, ainsi, le morcellement de la patrie allemande[1]? L'ancienne *Ligue du Rhin*, qui avait fait de Napoléon Ier un arbitre des destinées allemandes, se présentait à toutes les mémoires comme un cauchemar ; les *Feuilles historico-politiques*, quelque hostiles qu'elles fussent à la Prusse, écrivaient déjà, en 1863 : « Entre la France et la Prusse, pour nous Allemands, aucune comparaison n'est possible. Plutôt encore être Prussiens-impérialistes que Français-allemands et qu'enrôlés dans un *Rheinbund!* Ces États du *Rheinbund* deviendraient des pouvoirs maçonniques, tandis qu'en Prusse, l'hostilité officielle de l'État protestant n'a pas nui aux consciences de nos frères dans la foi[2] ». Les mêmes *Feuilles*, si hostiles qu'elles fussent à Bismarck, disaient en 1866 : « Avec Bismarck, on pourra discuter ; avec la France, jamais[3] ! »

doigt d'Allemand ne se tend vers l'empire français. » — *H.P.B.*, 1866, I, p. 494 : « Nous, Allemands, ne pouvons rencontrer un plus grand malheur que l'intervention de l'étranger. » — *H.P.B.*, 1866, II, p. 148 : le publiciste se lamente que de toutes façons, quelle qu'eût été l'issue de la guerre, le règlement définitif eût dépendu de Paris.

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 223. — Comparer l'expression d'une crainte semblable, en 1862, dans une lettre de Reichensperger à Montalembert (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 449).

2. *H. P. B.*, 1863, I, p. 152-156. — Cf., contre l'idée d'un *Rheinbund*, *H. P. B.*, 1865, I, p. 22-23. — Dès 1856, les *Feuilles historico-politiques* expliquaient que la *deutscher Legitimismus* consiste en ce que « les nobles races du Nord ne soient plus exposées, à chaque conflit européen, à aller de porte en porte près de l'étranger, et à lui offrir alliance, sous la condition qu'il sera avec elles contre le président du *Bund.* » (*H.P.B.*, 1856, II, p. 1132 et suiv.).

3. *H. P. B.*, 1866, II, p. 400.

Dans ses notes manuscrites sur la terribl année 1866, ce qui faisait pleurer Reichenspergei c'était l'effondrement de la Grande Allemagne mais ce qui le faisait trembler, c'était l'idée qu Napoléon, après avoir poussé la Prusse à Sadowa s'ingérerait bientôt entre les deux antagonistes[1] Ketteler, s'épanchant dans une lettre à sa sœur craignait que la guerre de 1866 ne fît perdre à l'Allemagne tout le fruit des luttes livrées en 181; pour l'indépendance[2]. Le nom même de Napoléoı rendait cette anxiété plus lancinante, plus poi- gnante; il semblait que les morts parlassent, e qu'ayant maudit l'oncle, ils insultassent le neveu

Le neveu d'ailleurs, — l'homme de Magenta e de Solférino, — n'était-il pas en partie responsabl des infortunes de l'idée de « Grande Allemagne? » Cette idée vaincue, même résignée, même abdi- quant, même pardonnant à Bismarck, gardait comme un reste de vie, pour soulever des rancunes contre l'empereur des Français.

Aussi, le jour où Bismarck entretiendra l'Alle- magne, à sa façon, d'un colloque survenu à Ems entre le roi Guillaume et le ministre de Napoléon III, les invalides de l'idée de Grande Allemagne accour- ront auprès des soldats de la Petite Allemagne, et l'étranger, naguère considéré comme l'artisan des dissensions allemandes, sera, sans le vouloir, tout de suite, l'artisan d'une grande réconciliation, d'une de ces réconciliations qui semblent effacer

1. Pastor, *Reichensperger*, I. p. 579.
2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 262.

l'histoire de la veille et préparer une sorte de table rase où s'inscrira l'histoire du lendemain. Grands Allemands et Petits Allemands, *Grossdeutsche* et *Kleindeutsche*, ne retiendront plus, dans ces noms qui les divisaient, qu'une syllabe commune : *Deutsch*. Les uns avaient pour maître Goerres ; ils lisaient Janssen, qui, dans une brochure publiée en 1861, s'efforçait de prouver, pièces en main, les aspirations historiques de la France à la possession du Rhin[1] ; ou bien ils apprenaient, dans les écrits de Ketteler, à détester dans la France un État centralisateur, absolutiste, dont l'exemple pouvait induire en tentation les souverains de l'Allemagne. Les autres s'étaient mis à l'école de Maurice Arndt ; ils lisaient Haeusser, qui avait réfuté pour l'Allemagne les travaux de Thiers sur Napoléon[2]. Entre Goerres et Arndt, entre Janssen et Haeusser, entre l'ancienne école catholique de Munich et le *Nationalverein* protestant, l'année 1870 nouait une concorde imprévue.

« Comme en Allemagne, écrivait Schelling au début du siècle, il n'existe pas de lien extérieur ayant le pouvoir de raviver l'ancien caractère national qui s'est effondré dans le particularisme, et qui se perd de plus en plus, ce caractère ne pourra

1. Janssen. *Frankreich's Rheingelueste und deutsch-feindliche Politik in frueheren Jahrhunderten* (Fribourg, Herder, 1861). — Pastor, *Janssen*, p. 34-35.

2. Dès 1845, à l'époque où le recueil de Strahlheim : *Unsere Zeit*, publié par « un ancien officier impérial français », propageait, dans l'Allemagne, le culte de Napoléon, Haeusser avait écrit un article contre l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* (Weech, *Badische Biographien*, I, p. 343).

se reconstituer que par un lien interne, une religion ou une philosophie [1] ».

Que ce lien pût redevenir le catholicisme, on l'avait sérieusement espéré, vers 1840, autour de la Table ronde de Goerres [2] : on y prophétisait volontiers que le protestantisme agonisait, que l'unité religieuse de l'Allemagne était prochaine ; et les partisans de la Grande Allemagne avaient quelque temps durant pris l'habitude de riposter aux Prussiens jaloux d'unification : « Faisons d'abord l'unité religieuse, l'unité politique suivra. » Puis les faits avaient parlé, plus décisifs sinon plus éloquents que les rêves. Ils avaient prouvé, à l'encontre du mot de Schelling, que le caractère national ne pouvait se reconstituer que par la guerre... Ketteler alors, survenant, et profitant toujours de l'école des faits, avait expliqué que, pour couronner l'œuvre, pour achever l'unité qui était comme le symbole de ce caractère national reconstitué, il fallait reconnaître l'autonomie des Églises, ce qui voulait dire, implicitement, leur diversité [3]. Il avait ainsi mis fin au quart de siècle de polémiques où, pour des raisons confessionnelles, certains Allemands donnaient leur cœur à l'Autriche, certains autres à la Prusse ; il avait présenté la vraie solution : liberté des Églises.

Puisque la Prusse, depuis 1850, accordait chez

1. Schelling, *Vorlesungen ueber die Methode des akademischen Studiums*, V, p. 260 (Tubingue, Cotta, 1803), cité dans Lassalle, *M. Bastiat-Schulze*, trad. Monti, p. 329 (Bruxelles, Kistemaeckers, 1881).

2. Voir notre tome II, p. 316-318.

3. Ketteler, *L'Allemagne après la guerre de 1866*, trad. Belet, p. 222-223.

elle l'autonomie religieuse, qui donc eût pu penser que, dans la Prusse devenue l'Allemagne, le chancelier de Bismarck appliquerait des maximes inverses, et que les catholiques *grossdeutsch*, que lui avait ralliés la voix de Ketteler, seraient récompensés par le *Culturkampf*[1] ? Serait-ce donc une loi de l'histoire, qu'avant de prétendre à quelque efficacité, avant même d'obtenir respect et créance, les « ralliements » tardifs sont mis à l'épreuve par de terribles crises et découragés sans pitié, — on pourrait presque dire : punis, — par ceux-là mêmes dont l'hospitalité semblait promise ?

1. A vrai dire, un correspondant de la *Civiltà* prévoyait dès 1868 que si un jour la Prusse n'avait plus besoin du catholicisme, les animosités protestantes s'y donneraient carrière (*Civiltà Cattolica*, 31 octobre-14 novembre 1868, p. 491 et suiv.). — Cf. ci-dessous, p. 322-323, et notre tome IV, p. 383-384.

CHAPITRE II

LA FORMATION SOCIALE DES CATHOLIQUES ALLEMANDS

Attitude de l'Église à l'endroit de la révolution de 1848 et des gouvernements réactionnaires qui y succédèrent. — Son programme d'action sociale.

I. — Une question : le rôle des laïques dans la vie de l'Église. — Les aventureuses initiatives de Hirscher : plan d'organisations synodales. — L'opinion du juriste Jarcke. — Les congrès annuels : rapports des laïques et de l'épiscopat. — Préoccupations sociales des congrès.

II. — La misère des « compagnons ». — Un réformateur : Kolping. — De l'échoppe au séminaire. — Elberfeld, berceau des *Gesellenvereine*. — Caractère de l'apostolat de Kolping : l'Église sortie du peuple et restée peuple. — Ses voyages à travers l'Allemagne. — Kolping à Berlin. — Les instructions de Kolping aux présidents des *Gesellenvereine*. — Kolping, littérateur populaire.

III. — La misère des paysans. — Un réformateur : le baron de Schorlemer-Alst. — Burgsteinfurt, berceau des *Bauernvereine*. — But du mouvement : l'indépendance économique des paysans. — Portée du mouvement : reconstitution d'organismes corporatifs. — L'idéal social des réunions de Soest.

IV. — La misère des ouvriers. — Discours du curé Thissen et vœu du congrès catholique de Francfort. — Le rôle de Ketteler. — Le Ketteler de 1848 : appel à la réforme intérieure des âmes. — Préoccupations sociales des missionnaires jésuites. — Le Ketteler de 1863 : un évêque économiste.

V. — Ketteler et le « libéralisme » de Schulze-Delitzsch. — Attaques de Ketteler contre l'esprit ploutocratique de la Maçonnerie allemande. — Ketteler et le socialisme de Lassalle. — Une lettre de Ketteler à Lassalle (janvier 1864). — Sa confiance dans l'effort du capital chrétien pour rendre les ouvriers propriétaires. — Correspondance entre Moufang et Huber.

VI. — *La question ouvrière et le christianisme* : esquisse du livre. —

L'Église catholique d'Allemagne avait bénéficié du mouvement révolutionnaire de 1848 sans jamais y avoir trempé. Au jour du bilan, elle recueillait certaines libertés définitivement conquises sur les bureaucraties. Mais, tandis que les membres de la secte schismatique des « catholiques allemands », tandis que les protestants « amis des lumières », avaient pris part aux émeutes, l'Église, en Prusse, par la voix de l'évêque Diepenbrock[1], avait formellement prêché le respect du pouvoir royal et la fidélité au devoir civique, notamment au paiement

1. *Saemmtliche Hirtenbriefe Sr. Eminenz des Cardinal-Fuerstbischofs von Breslau Melchior v. Diepenbrock*, p. 67-68 (Muenster, Aschendorff, 1853).

de l'impôt ; l'Église, en Palatinat, avait été menacée et bousculée par les bandes révolutionnaires[1], et le curé Eberhard, dès le mois de mai 1849, au congrès catholique de Breslau, proclamait que les catholiques seraient les « appuis des gouvernants[2] ».

Lorsqu'en 1849 et 1850 la réaction survint, il était naturel que les pouvoirs raffermis gardassent aux catholiques quelque gratitude pour un tel loyalisme. Un jour de mai 1849, deux fonctionnaires causaient dans une rue de Carlsruhe. « Les jésuites, disait l'un, sont les vrais ennemis de l'État ; en comparaison, les radicaux insurgés sont des amis. » Survinrent, en file menaçante, cinq cents soldats en rupture de ban, tout prêts à piller. « Nous dormirions plus tranquilles, riposta l'interlocuteur, si c'étaient cinq cents jésuites[3]. » Le mot de cet homme correct traduisait avec une bourgeoise franchise les dispositions gouvernementales de l'époque. Le général commandant de Breslau, à qui l'on demandait licence de tenir un congrès catholique, parlait comme le fonctionnaire badois[4]. Naturellement, aussi, les évêques, pour désarmer les dernières suspicions de la puis-

1. *Verhandlungen der dritten General-Versammlung des Katholischen Vereines zu Regensburg*, p. 56-62. — Remling, *Nicolaus von Weis, Bischof zu Speyer, im Leben und Wirken*, p. 88-89 et 91, note (Spire, Kleeberger, 1871).

2. *Verhandlungen der zweiten General-Versammlung des Katholischen Vereines zu Breslau*, p. 15 (Breslau, Aderholz, 1849).

3. Andlau, *Der Aufruhr und Umsturz in Baden*, I, p. 21, n. 1 (Fribourg, Herder, 1850).

4. *Verhandlungen der zweiten General-Versammlung des Katholischen Vereines zu Breslau*, p. 6,

sance civile, s'empressaient de faire valoir la fidélité qu'avaient témoignée, durant les troubles, prêtres et fidèles. Geissel, l'archevêque de Cologne, excellait à évoquer ce souvenir : il y insistait dans une lettre à Frédéric-Guillaume IV[1] ; il expliquait au roi de Hanovre, jadis hostile à l'émancipation des catholiques anglais, que les sièges épiscopaux sont toujours une garantie pour le bon ordre[2]. « Actuellement, observait le chanoine Trost au ministre prussien Manteuffel, l'Église a presque moins besoin des évêques que n'en a besoin l'État[3]. » A Mayence, à Rome, les propos du nouvel évêque Ketteler[4], ceux du cardinal Antonelli[5], donnaient la même note. Le roi de Prusse en personne pouvait être invoqué comme témoin : passant à Paderborn, en 1851, il félicitait l'évêque pour le bon esprit de son peuple, et puis tournait le dos au surintendant de l'Église évangélique, en lui jetant une remontrance sur les mauvaises têtes de ses ouailles, qui méritaient une correction. La *Civiltà cattolica*, que dirigeaient des jésuites de Rome, racontait complaisamment l'incident[6]. « On a compris à Berlin, disait-elle,

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 34 (lettre du 18 novembre 1850).

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 38-40.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 96. — Cf. la lettre de Molitor, secrétaire de l'évêque de Spire (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 371).

4. Brueck, *Die oberrheinische Kirchenprovinz*, p. 366 (Mayence, Kirchheim, 1868).

5. Brueck, *Die oberrheinische Kirchenprovinz*, p. 395. Cf. une lettre de Klindworth, agent secret de la Prusse, au ministre Manteuffel (28 avril 1854) sur une conversation avec Antonelli : celui-ci lui exprima « le sentiment très net que les besoins du temps réclament que les deux pouvoirs aillent très exactement la main dans la main. » (*Deutsche Revue*, 1906, II, p. 324).

6. *Civiltà cattolica*. 1-15 septembre 1851, p. 170-171.

que permettre les journaux radicaux était un mal et que prohiber les missions était prohiber un bien ; aussi a-t-on supprimé ces journaux et a-t-on favorisé les missions[1]. » Le livre du catholique baron d'Andlau[2] sur les émeutes badoises, et les sermons prêchés dans toute l'Allemagne, s'attachaient à établir un lien de filiation entre l'incroyance et les idées de révolte[3]; et l'on eût pu leur donner comme épigraphe ces vers du poète rhénan Guillaume Reuter : « Une couronne royale n'est assurée de loyauté, que lorsque devant la couronne d'épines, prince et peuple s'agenouillent[4]. »

Certains protestants allaient plus loin : ils s'en prenaient à la Réforme elle-même, la condamnaient sans appel, comme la devancière de la Révolution, et passaient à l'obédience de Rome; ce fut le cas, en 1852, pour deux officiers prussiens dont la conversion fit du bruit, Rochus de Rochow et Traugott de Pfeil[5]. A peine remise des chaudes alertes de 1848, l'Allemagne acclamait le catholicisme comme le soutien constant et fidèle de la notion d'autorité. L'Église s'apercevait, au jour le jour, que le reflux même de la réaction

1. *Civiltà cattolica*, 11 août-1er septembre 1851, p. 609.

2. Sur le baron Henri Bernard d'Andlau (1802-1871), voir un bon article du professeur Martin Spahn dans la *Catholic Encyclopedia*, I, p. 468 (New-York, Appleton, 1907).

3. Andlau, *Der Aufruhr und Umsturz in Baden*; voir spécialement I, p. 21-24. — Cf. Mundwiler, *P. Georg von Waldburg-Zeil*, p. 76 (Fribourg, Herder, 1906).

4. Kellner, *Lebensblaetter*, p. 507. — Cf. la préface mise par Hurter au premier volume de sa *Geschichte Kaiser Ferdinands II*.

5. Rosenthal, *Konvertitenbilder*, I, 3, p. 34-39.

politique amenait les princes et les préfets, les généraux et les riches bourgeois, à faire bon marché de leurs susceptibilités protestantes ; qu'ils accueillaient bien les missions[1], les encourageaient, les félicitaient, faisaient présenter les armes lorsque les missionnaires élevaient la croix. C'était déjà beaucoup ; et l'Église, peut-être, en retour des services politiques qu'elle consentirait à rendre, pouvait obtenir d'autres marques de faveur, ou même exiger un surcroît de libertés.

Mais une équivoque était menaçante, d'où résultait un grand péril. L'Allemagne traversait une de ces périodes de représailles qui succèdent à l'effarement des révolutions : il semble, durant ces périodes, que les nations reculent ; en réalité, elles ne font que marquer le pas ; l'effet des révolutions subsiste ; les nations, ayant repris haleine, poursuivent leur marche, au prix d'autres bousculades ; la course au progrès, vaste pièce que joue l'humanité, est coupée par les intervalles de réaction comme par des entr'actes ; mais les actes joués demeurent joués. Si l'Église s'enlizait dans une suite de coquets manèges avec les puissances politiques et sociales enfin rassurées ; si, monnayant aux masses, exclusivement, les promesses divines qui récompensent la résignation, elle obtenait en échange, des États satisfaits, certains droits inédits ou certains privilèges inattendus ; si ces victoires mêmes la faisaient apparaître aux

1. Sur les missions, voir ci-dessous, p. 186-192.

populations allemandes comme la force réactionnaire par excellence, que deviendrait-elle et quelle figure ferait le Christ au jour inéluctable où la période de réaction serait close? Alors, pour avoir trop finement joué, l'Église se trouverait à la merci des gouvernements nouveaux, et séparée de l'âme populaire par de haineux et durables malentendus. Le Verbe de Dieu, en Allemagne, avait cessé d'être enchaîné : allait-il, au lendemain de son émancipation, passer compromis avec les puissants, pour commander le silence des peuples? De la réponse que ferait à cette question l'Église d'Allemagne, l'avenir dépendait. Sous le nom de « libertés, » les années 1848 à 1850 apportèrent au catholicisme, dans plusieurs pays, de somptueux cadeaux : la façon diverse dont il en profita, sous les diverses latitudes, fixa pour longtemps ses diverses destinées...

Les catholiques d'Allemagne eurent le mérite de comprendre que, si parfois il est bien de réclamer des libertés, il importe, avant tout, d'user laborieusement de celles que l'on possède; que les campagnes d' « affranchissement » ne doivent jamais absorber la vie des hommes, des partis ou des Églises; qu'il y a dans ces parades quelque chose de négatif; que la liberté ne vaut que pour l'emploi qu'on en fait; qu'elle est un moyen beaucoup plus qu'un idéal; et qu'aux fatigues qui la conquièrent doivent succéder d'autres fatigues, moins éclatantes, mais plus méritoires, au prix desquelles on l utilise. Exaltée

par les sourires émancipateurs de l'année 1848, l'Église d'Allemagne aurait pu laisser confisquer son activité par une politique de réclamations incessantes et de marchandages tenaces. Assurément elle sut, lorsqu'il le fallait, disputer le terrain, vaillamment, à l'indiscrétion des bureaucraties et à l'importunité des majorités parlementaires, et nous verrons bientôt comment se développa, dès le lendemain de 1848 et jusqu'en 1870, l'action politique des catholiques, et comment, à l'aube du *Culturkampf*, leur apprentissage civique était achevé. Mais l'Église d'Allemagne aurait cru manquer à son devoir si elle n'avait eu d'autre souci, durant ces vingt années, que de faire valoir, vis-à-vis de l'État, ses droits théoriques de « société parfaite, » et si elle avait mis toute sa gloire à les faire reconnaître, morceau par morceau. Elle aspirait à mieux et à plus qu'à être quelque chose dans l'État, ou qu'à faire figure de personne vis-à-vis de l'État ; il semblait même qu'aux victoires qui grandissent, mais qui parfois isolent, l'Église d'Allemagne préférât l'action modeste et pénétrante, qui descend dans la vie populaire pour y faire le bien, et qu'au prestige ombrageux et boudeur des lendemains de triomphe elle préférât, lorsque c'était possible, la cordialité des contacts quotidiens avec toutes les forces vives du peuple allemand. Fidèle à la maxime de ces papes du moyen âge, qui ne voulaient être libres que pour se montrer en toute générosité les serviteurs des serviteurs de Dieu, l'Église d'Allemagne

attachait peu de prix aux satisfactions d'orgueil qu'elle aurait pu trouver dans la conquête successive des libertés les plus imprévues ; dès qu'elle était suffisamment libre pour se dévouer à sa vraie tâche d'Église, c'est-à-dire pour développer la vie religieuse des fidèles et pour imprégner de christianisme les rapports sociaux, c'est à cette besogne qu'avant tout elle s'attachait.

Lorsque aux vingt ans de calme respiration qui, dans la plus grande partie de l'Allemagne, avaient été accordés au catholicisme, succédèrent les heures essoufflées du *Culturkampf*, le clergé d'Allemagne, du moins, avait, depuis 1850, assez activement profité de ses éphémères libertés, pour qu'aux souffrances de la persécution ne s'ajoutât point le remords du temps perdu. Son esprit de dévouement aux masses ouvrières et rurales était récompensé. L'Église, guettée par le *Culturkampf*, avait déjà des racines populaires contre lesquelles le chancelier de fer devait être impuissant à prévaloir. L'Autriche, puis la France, avaient été en retard sur Bismarck ; le clergé, lui, était en avance. C'est après avoir assisté à cette besogne d'action sociale, à cette lente conquête des foules allemandes, qu'on pourra comprendre pourquoi, dans l'histoire du chancelier, après les noms de Sadowa et de Sedan, s'inscrivit celui de Canossa.

I

Comment l'Église devait-elle se conduire à l'en-

droit des laïques, et quel rôle devait-elle leur consentir dans sa propre vie? La question, au lendemain de 1848, passionnait beaucoup d'esprits en Allemagne. D'aucuns auraient volontiers introduit dans l'organisme ecclésiastique, sous la forme de synodes, un certain contrepoids démocratique à la vieille hiérarchie [1]. En tête de ces novateurs figurait le professeur Hirscher, de Fribourg : sa haute et grave piété, son attachement à l'esprit chrétien, son zèle pour l'enseignement du catéchisme [2], son expérience, enfin, en matière de théologie morale, groupaient autour de ce prêtre une nombreuse clientèle d'âmes, qui l'honoraient comme on honore un patriarche [3]. Il ne songeait à rien de moins qu'à introduire dans l'Église, comme dans l'État, certaines maximes constitutionnelles. L'allégresse des prêtres et des fidèles au sujet des libertés récemment conquises lui était suspecte ; dans leur élan pour en profiter, il soupçonnait un certain besoin d'empiètement, une soif de domination [4], et signa-

1. Voir, sur les débuts du mouvement synodal en 1848, notre tome II, p. 384-386.

2. Voir notre tome II, p. 273-278.

3. Le mot est du chanoine Lennig, dans une lettre à Doellinger (Friedrich, *Doellinger*, III, p. 8. — Cf. Haegele, *Alban Stolz*, p. 164-165 ; — Dieringer, *Die Theologie der Vor=und Jetztzeit*, p. 6. (Bonn, Henry, 1868). — Sur l'affection et l'admiration qu'avait pour Hirscher le futur archevêque Orbin, voir Weech, *Badische Biographien*, IV, p. 305 ; sur le rôle qu'il joua dans le réveil religieux badois, voir *H. P. B.*, 1854, II, p. 69-70. Il y a un beau portrait de Hirscher dans les souvenirs de Robert Mohl, qui l'avait connu à Tubingue (Mohl, *Erinnerungen*, I, p. 187). — Une étude d'ensemble fait défaut sur la vie de ce très curieux personnage (1788-1865) : mais elle a été esquissée, avec une bonne bibliographie des œuvres de Hirscher, par Frédéric Lauchert, dans la *Revue internationale de théologie*, 1894, p. 627-656 ; 1895, p. 260-280 et 723-738 ; 1896, p. 151-174.

4. Hirscher, *Die Kirchlichen Zustaende der Gegenwart*, p. 12 (Tubingue,

lait d'autres libertés à conquérir, non plus sur l'absolutisme de l'État, mais sur ce que volontiers il eût appelé l'absolutisme de la hiérarchie. Que l'État se mêlât de l'éducation des clercs, cela ne déplaisait point à Hirscher[1], parce que l'État représentait les laïques et qu'il avait, en leur nom, le droit de dire un mot. Que ces laïques eux-mêmes expédiassent quelques délégués dans des synodes qui, sous la présidence de l'évêque, concerteraient la réforme de l'Église[2], c'était là, pour Hirscher, une sérieuse garantie de contrôle dont les administrations paroissiales avaient besoin. Avec le concours et la surveillance de ces « classes cultivées », qu'un professeur comme Hirscher ne pouvait manquer de tenir en très haute estime[3], les paroisses se rajeuniraient, elles se renouvelleraient. Peu s'en fallait que les synodes, où siégeraient les simples prêtres et quelques laïques, ne fussent mis par Hirscher au-dessus même de l'évêque : la convocation périodique de ces assemblées lui apparaissait comme un droit, comme un phénomène normal de la vie de l'Église, et non point comme un acte de l'autorité épiscopale, acte dont cette autorité fixait l'heure et les conditions[4]. Quant aux associations de laïques, Hirscher rêvait qu'elles fussent interconfessionnelles[5] :

Laupp, 1849). — Heinrich, *Die Kirchliche Reform*, I, p. 3, et II, p. 238-240 (Mayence, Kirchheim, 1850).

1. Hirscher, *op. cit.*, p. 5 et 9. — Heinrich, *op. cit.*, I, p. 14.
2. Hirscher, *op. cit.*, p. 29. — Heinrich, *op. cit.*, I, p. 54-58.
3. Hirscher, *op. cit.*, p. 58.
4. Heinrich, *op. cit.*, I, p. 67.
5. Hirscher, *op. cit.*, p. 57. — Heinrich, *op. cit.* II, p. 51-55.

il semblait qu'il ne vît, dans les congrès purement catholiques, que d'inquiétantes parades d'orthodoxie.

L'on vit s'engouer, tout de suite, pour les idées de Hirscher, les vieux prêtres qui jadis avaient applaudi, dans leur jeunesse, les théories émancipatrices de Wessenberg[1], et les jeunes prêtres aussi, qui craignaient que l'épiscopat, affranchi du joug de l'État et ne dépendant plus que de Rome, n'exerçât sur le petit clergé une sorte de pouvoir absolu[2]. Grave était la question : l'autorité, dans l'Église, continuerait-elle à descendre d'en haut, ou bien, comme dans l'État, viendrait-elle d'en bas ? A Munich, le professeur Lasaulx se demandait s'il était dans le plan de la Providence que l'absolutisme fût installé à la cime de l'Église[3]. Les aspirations des simples prêtres et des laïques à former des façons de parlements ecclésiastiques mettaient en péril la charpente même de l'édifice romain. Pie IX le sentait : il voulait qu'avant de se préoccuper de réunir des synodes diocésains,

1. Voir notre tome I, p. 119 et suiv. — Heinrich (*op. cit.*, II, p. 90) reproche à Hirscher de reprendre les idées de Wessenberg et de Theiner.

2. Dans le clergé autrichien, ces craintes étaient très vives ; voir Wolfsgruber, *Friedrich Kardinal Schwarzenberg*, I, p. 306 et 349 (Vienne, Fromme, 1906), et Heinrich Hurter, *Hurter und seine Zeit*, II, p. 291-292. A Mayence, aussi, ces craintes se faisaient jour avec une certaine ténacité. Voir dans Friedrich, *Doellinger*, III, p. 23, la lettre de Moufang à Doellinger, d'octobre 1849. « Nous ne voulons pas plus longtemps être un jouet de la hiérarchie, lisait-on dans le *Mainzer Tagblatt* du 4 avril 1850 (Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 213), et lorsque en 1860 le ministre Dalwigk, dans un discours, sembla croire que l'évêque était le seul prêtre de son diocèse, de nouveau, dans le clergé, une agitation se produisit (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 21-22 et 78). — Sur des sentiments semblables dans le clergé bavarois, voir notre tome IV, p. 139.

3. Stoelzle, *Lasaulx*, p. 271. — Sur Lasaulx, voir notre tome II, p. 100.

l'on tînt des conciles provinciaux, dans lesquels les autorités des divers diocèses s'entendraient préalablement sur les questions pressantes[1]. Mais ce que demandaient au contraire Hirscher et son école, c'était que les synodes diocésains fussent réunis, d'urgence, pour donner à l'autorité, et, si besoin était, aux conciles provinciaux, sous la forme de vœux qui peut-être deviendraient impérieux, les indications nécessaires[2].

Blum, évêque de Limburg, Vicari, archevêque de Fribourg, s'inquiétèrent de ces idées, qui bénéficiaient de l'ascendant exercé par Hirscher. Ils souhaitaient que Doellinger le réfutât[3] : pour avoir raison d'un docteur comme Hirscher, il leur paraissait qu'il ne fallait rien de moins que l'intervention d'un grand savant. Doellinger se déroba; mais le canoniste Phillips, le prêtre Amberger, de Ratisbonne, le tyrolien Fessler, qui devait plus tard être évêque de Saint-Poelten et secrétaire du Concile du Vatican, expliquèrent l'exacte doctrine de l'Église romaine sur les synodes[4] ; et le prêtre Heinrich, de Mayence, discuta dans deux brochures l'idéal ecclésiastique qui obsédait la pensée de Hirscher, et

1. Bref du 17 mai 1849 (dans Heinrich, *op. cit.*, I, p. 139-141). Rapprocher l'avis de Reisach, archevêque de Munich (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 439).

2. Hirscher, *op. cit.*, p. 26 et suiv. — Heinrich, *op. cit.*, I, p. 31 et 39.

3. Friedrich, *Doellinger*, III, p. 5-7.

4. Phillips, *Die Dioezesansynode* (Fribourg, Herder, 1849) ; traduit en français par l'abbé Crampon (Paris, Lecoffre, 1853). — Amberger, *Der Klerus auf der Dioezesansynode.* (Ratisbonne, Pustet, 1849). — Fessler, *Ueber die Provincial Concilien und Dioecesan Synoden* (Innsbruck, Wagner, 1849). — Erdinger, *Dr. Josef Fessler*, p. 51 et 64 (Brixen, Weger, 1874). — Sur Phillips voir notre tome II, p. 97. — Sur Fessler, voir notre tome IV, p. 347.

montra que le seul contrôle auquel l'évêque pût être soumis était celui du métropolitain et du pape [1]. Le professeur de Fribourg s'inclina bientôt devant la condamnation dont Rome le frappa [2]. On n'entendit plus parler de synodes diocésains qu'en 1867, à Paderborn, où le synode normalement convoqué par l'évêque Martin ne renferma aucun élément laïque [3].

Les condamnations peuvent enrayer la marche des erreurs, mais elles n'étouffent pas les aspirations: ce n'était pas seulement l'esprit de 1848, c'était le réveil même de la vie religieuse, qui poussait les laïques à désirer dans l'Église un poste d'action et un rôle de dévouement : il fallait que l'Église prêtât attention à ce désir, il fallait qu'elle y satisfît. On ne sait trop comment Hirscher, si on l'avait mis à même de réaliser ses plans, aurait exclu des synodes certains laïques fort peu croyants et fort peu dévots [4]; mais les autres, — ceux dont Maurice Lieber se faisait l'écho lorsqu'à l'assemblée de Ratisbonne il protestait contre les idées révolutionnaires de Hirscher [5] — avaient besoin d'être

1. Heinrich, *op. cit.*, I, p. 79. — Sur le théologien Jean-Baptiste Heinrich (1816-1891), voir Brueck, *Katholik*, 1891, I, p. 289-307 et 403-425.

2. Reusch, *Der Index der verbotenen Buecher*, II, 2, p. 1116 (Bonn, Cohen, 1885). Ce fut Ketteler qui empêcha, après la mort de Hirscher, la condamnation de quelques autres de ses écrits (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 375-376). — L'Index condamna encore, en 1850, deux autres écrits sur la question synodale : l'un anonyme, de Wessenberg : *Die Bisthums-Synode* (Stuttgart, Cotta, 1849); l'autre du chanoine Haiz : *Das Kirchliche Synodal-Institut vom positiv-historischen Standpunkte aus betrachtet mit besonderer Ruecksicht auf die gegenwaertige Zeit* (Fribourg, Wagner, 1849).

3. Voir ci-dessous, p. 314.

4. Heinrich, *op. cit.*, I, p. 59.

5. *Verhandlungen der dritten General-Versammlung des katholischen*

instruits, orientés, de savoir quel serait à l'avenir, dans l'Église d'Allemagne, leur cadre d'action, et de connaître, enfin, toute l'étendue de leur pouvoir, et toute l'étendue, aussi, de leur devoir.

Si quelqu'un était hostile, et par sa doctrine, et par son tempérament, à ce qu'on appelait la « démocratisation de l'Église », c'était assurément le juriste Jarcke, protestant converti, et familier de Metternich ; mais il observait, cependant, que « du jour où les laïques réputeraient les affaires de l'Église comme étrangères au cercle de leur activité, il adviendrait, alors, ce qu'on voyait en Autriche : la force et la vie de l'Église seraient brisées ». Jarcke, à la veille de Pâques de 1849, s'attardait à ces pensées avec d'anxieux scrupules : comment faire pour maintenir la hiérarchie à l'abri de toute usurpation démocratique, et pour éviter d'autre part que le peuple des fidèles fût réduit à n'être plus qu'un troupeau de pratiquants, enclins à se désintéresser du sort de l'Église, nonchalants sous un masque de docilité, inertes sous les dehors d'une passive soumission ? « D'une part, reprenait Jarcke, de fausses aspirations — et des velléités de démocratiser la société religieuse ; d'autre part, un esprit d'étroitesse, de mort spirituelle ; une sorte de racornissement, — l'étouffement de toute vie dans l'Église : voilà les deux abîmes entre lesquels il faut trouver une route. Chercher la

Vereines zu Regensburg, p. 192-193 et 214-215. — Sur Maurice Lieber, voir notre tome II, p. 396, et notre tome IV, p. 29.

solution moyenne, la solution vitale : voilà, ce me semble, notre tâche d'aujourd'hui[1]. »

La solution fut bientôt trouvée : ce fut la tenue annuelle de vastes congrès qui, semblables au congrès Mayençais de 1848[2], grouperaient des représentants de toutes les associations catholiques allemandes et qui mettraient à l'étude, avec une compétence strictement délimitée, certaines questions nettement fixées. Un jour de 1854, où le cabinet de Berlin demandait à Geissel, archevêque de Cologne, d'accepter à l'avance la responsabilité de tout ce que diraient les congressistes et ne voulait autoriser leur réunion qu'à cette condition expresse, Geissel répondit par un refus ; il n'admettait pas que les évêques fussent rendus responsables de tout ce que pourraient tenter ou proposer, dans ces assemblées largement ouvertes, des orateurs de bonne volonté[3]. Ainsi se dessina, dès le début, la physionomie très spéciale des congrès ; les dignitaires de l'Église prirent l'habitude d'intervenir fidèlement à la séance d'ouverture,

1. Carl Ernst Jarcke, *Prinzipienfragen*, p. 137-138 (Paderborn, Schoeningh, 1854). Sur Jarcke (1801-1852), voir notre tome II, p. 97-98, et Rosenthal, *Konvertitenbilder*, I, 1, p. 432-455 et *Supplément*, p. 171-176.

2. Voir notre tome II, p. 358-375. Le compte-rendu du congrès de Mayence a été traduit par M. Bessières (Paris, Bloud, 1906).

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 55. — D'ailleurs, dans le programme qu'élabora dès 1849 le congrès de Ratisbonne, l'union d'action avec les évêques était affirmée (*Verhandlungen*, p. 206-210) ; et les craintes qu'exprimait Jarcke à Lieber au sujet de l'insubordination éventuelle des associations catholiques (Braun, *Die Kirchenpolitik der deutschen Katholiken seit dem Jahre 1848*, p. 40-44. Mayence, Kirchheim, 1899), purent être ainsi rassurées. La thèse de M. Friedrich, l'historien « vieux catholique », d'après laquelle ces congrès auraient été machinés par le « parti jésuitique », par-dessus la tête des évêques, pour soumettre les laïques à l' « ultramontanisme » du Saint-Siège, manque de tout fondement.

de la bénir, de sceller par quelques mots de bienvenue le lien des congressistes avec l'Église enseignante, et puis de s'effacer tout de suite, en laissant aux orateurs, quatre jours durant, une complète liberté d'initiative, comme si la hiérarchie eût craint d'intimider et de paralyser leur esprit d'entreprise en demeurant trop proche d'eux. Ayant courbé leurs fronts sous sa main bénissante, l'évêque ne voyait plus en eux que des citoyens chrétiens, discutant librement sur les moyens les meilleurs de servir leur foi.

Le discours prononcé par Dinter, dès le mois de mai 1849, au congrès catholique de Breslau, sur la participation des laïques aux luttes pour l'Église et pour la religion, apparaît à distance comme le programme d'une longue période d'histoire. Le programme a été suivi[1].

Les assemblées annuelles[2] des catholiques allemands n'ont jamais cessé, depuis cinquante ans, de se dérouler comme des actes de vie civique, et non point seulement comme des manifestations religieuses[3]. « Les associations catholiques, disait dans un *meeting*, au début de 1849, un curé de campagne westphalien, doivent s'étendre partout,

1. *Verhandlungen der zweiten Versammlung des Katholischen Vereines zu Breslau*, p. 7-12.

2. A Linz, en 1856, on proposa que les congrès n'eussent plus lieu que tous les deux ans; mais l'idée fut repoussée, et le futur cardinal Gruscha fit au contraire décider qu'ils dureraient, non plus 3, mais 4 jours (May, *Geschichte der Generalversammlungen der Katholiken Deutschlands*, p. 102-103).

3. On ne saurait mieux s'en rendre compte qu'en observant, dans une récente brochure de M. J. Cauvière : *Deux congrès* (Paris, Lethielleux, 1907) la physionomie, finement observée, nettement dessinée, de l'une des dernières assemblées des catholiques allemands.

afin que nous parvenions à avoir une volonté populaire catholique, une opinion publique catholique [1]. » Ce curé n'était autre que Ketteler. Les congrès des catholiques allemands justifièrent son vœu. Une opinion publique catholique s'y élabora ; une expérience laïque s'y développa, qui, dans chaque diocèse, ensuite, seconda les désirs de l'épiscopat [2]. Jamais des paroles dites à ces congrès ne provoquèrent de difficultés graves entre les puissants de l'Église et les représentants improvisés du peuple chrétien ; toujours, entre les uns et les autres, la confiance subsista, les congressistes s'abstenant soigneusement de toucher à des questions de foi, de discipline et d'administration diocésaine, et les évêques à leur tour veillant sur l'action des laïques avec une sollicitude amie, plus prompte à se réjouir qu'à se défier. L'expérience de ces *meetings* fit sentir aux laïques, annuellement, à quelles fonctions agissantes ils étaient appelés dans la société religieuse, et quels devoirs et quels droits ces fonctions entraînaient pour eux.

Il advint, maintes fois, que les spectateurs hos-

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 171, n. 1. Dès 1849, on constatait au congrès catholique de Breslau, quels progrès avaient, en moins d'un an, faits les associations catholiques. Déjà 40,000 Westphaliens y étaient enrôlés ; le *Piusverein*, qui les englobait toutes, fonctionnait déjà dans trente diocèses d'Allemagne et d'Autriche ; et quelques mois avaient suffi pour que, dans la seule province de Silésie, se formassent cent dix associations (*Verhandlungen*, p. 21, 23, 31).

2. A Cologne, en 1858, l'élément laïque était nombreux ; à Fribourg, en 1859, il y avait deux fois plus de prêtres que de laïques (May, *op. cit.*, p. 119 et 129). Suivant les régions où se tenaient les congrès, l'aspect des assemblées variait, mais jamais elles ne ressemblaient à la caricature qu'en traçait Bunsen lorsque, comparant les associations catholiques aux associations protestantes, il disait que les laïques n'étaient que bailleurs de fonds, et que les prêtres étaient c maîtres (Bunsen, *Zeichen der Zeit*, I, p. 30-31.)

tiles cherchèrent à diminuer la portée des congrès en les représentant comme des chambres d'enregistrement des volontés du sacerdoce ; mais les comptes rendus mêmes des discussions attestaient l'existence d'une force vraiment autonome, s'organisant pour l'initiative, s'équipant pour la lutte. Les aspirations de l'élément laïque à devenir une personnalité d'Église furent ainsi tout à la fois satisfaites et limitées ; et cette solution, tout en conjurant le péril dont l'année 1848 avait menacé la hiérarchie, permit au catholicisme de bénéficier de tout ce qu'il y avait de légitime et d'invincible dans les habitudes d'esprit que l'année 1848 avait implantées et dans les besoins d'action qu'elle avait éveillés.

Le prêtre Heinrich, de Mayence, dès 1849, assignait aux groupements catholiques un triple but : la défense des droits de l'Église, la propagation des principes chrétiens dans le peuple, et le travail social[1]. Dans ce programme, la lutte défensive figurait, si l'on peut ainsi dire, pour un tiers ; la besogne positive pour l'épanouissement religieux et social du christianisme figurait pour deux tiers. Ketteler insistait à son tour, à la même date, sur la nécessité d'introduire dans les jeunes organisations catholiques la préoccupation du relèvement populaire[2]. Les congrès périodiques qui groupaient

1. Heinrich, *Die Kirchliche Reform*, II, p. 45 et suiv. En cette même année 1849, Michelis, au congrès de Ratisbonne, parla des cercles ouvriers que le clergé fondait en Luxembourg (*Verhandlungen*, p. 77).

2. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 171, n. 1.

l'élite des prêtres et des fidèles orientaient vers les trois buts définis par Heinrich leurs études et leurs conclusions ; à mesure qu'on descend la longue série de ces congrès, on voit les questions sociales y prendre, chaque année, une plus grande place.

A Cologne, en 1858, on parla des compagnons et des émigrants [1] ; à Fribourg, en 1859, des compagnons encore, et à Aix-la-Chapelle, en 1862, des domestiques [2]. A Francfort, en 1863, une séance tout entière fut consacrée à la question ouvrière ; le régime corporatif, la situation des travailleurs des fabriques, occupèrent en 1864 le congrès de Wurzbourg ; la question de l'émigration fut traitée à Trèves en 1865 ; Innsbruck, en 1866, entendit un vicaire exposer les infortunes du prolétariat industriel [3]. L'assemblée de Duesseldorf, en 1869, eut à l'égard de l'action sociale un rôle instigateur sur lequel nous reviendrons. On ne trouvait, dans ces congrès, ni cette paresse d'esprit qui parfois passe outre aux questions délicates en alléguant qu'elles ne sont pas assez mûres, ni cette prudence conventionnelle qui souvent les écarte en objec-

1. May, *op. cit.*, p. 120. Ce congrès de Cologne eut un caractère presque international : on y vit le futur cardinal Mermillod, l'archéologue Didron et Baudon, président général des conférences de Saint Vincent de Paul (May, *op. cit.*, p. 110-112).

2. May, *op. cit.*, p. 127 et 152.

3. May, *op. cit.*, p. 154-156, 160-161, 172, 177. — Sur l'influence qu'eurent ces congrès à l'extérieur, sur l'exemple qu'y trouvèrent les catholiques de Belgique, et sur la fondation, à la suite du congrès d'Aix-la-Chapelle, auquel assistaient Jean Moeller et Dumortier, d'une œuvre belge des congrès, voir Defourny, *Les congrès catholiques en Belgique*, p. 29-34. (Louvain, Ceuterick, 1908.)

tant qu'elles pourraient diviser les catholiques. Les congressistes de Cologne et de Francfort, de Wurzbourg et de Duesseldorf, estimaient au contraire que sous la chaude lumière de la pensée chrétienne ils devaient aider les questions à mûrir, et qu'il est dans les destinées de cette pensée, dès qu'elle veut s'épanouir pleinement, de devenir un objet de division, de scandale même, a dit le Christ; et ces grandes assemblées annuelles attestaient au peuple allemand l'anxieux attrait qui courbait l'Église vers trois grandes misères : celle des compagnons, celle des paysans, celle des ouvriers d'usines.

II

De ville en ville, avec besace et bâton, d'innombrables compagnons — *Gesellen*, comme on les appelait — promenaient la gaieté de leur âge et la détresse de leur métier. Le temps n'était plus où ils appartenaient à peu près à la famille de leurs maîtres; sous le nom de liberté, une fée capricieuse — bonne ou mauvaise, on en discute encore aujourd'hui, — avait commencé son voyage autour du monde et distendu tous les liens qui parfois gênaient les hommes et qui plus souvent les aidaient à mieux s'aimer. Les « libres » compagnons d'Allemagne étaient fort isolés; parmi eux, les mauvais garçons étaient nombreux, et le conservatisme de la haute société méprisait volontiers une classe

sociale aussi mêlée. Ces disgraciés, pourtant étaient des Allemands, des baptisés : ainsi se gaspillait beaucoup d'énergie allemande, ainsi se tarissait beaucoup de sève chrétienne. Il fallait se mettre à la piste des compagnons, les moraliser les encadrer, les suivre dans leurs vagabondages, les joindre dans leurs ateliers; la tâche semblait surhumaine, parce qu'elle était comme un défi pour les mœurs nouvelles introduites par la liberté économique ; au lendemain de 1848, cette tâche cependant s'accomplit. L'histoire, ici, a tout l'imprévu d'une légende.

A l'automne de 1837, les catholiques de Cologne, atterrés par l'emprisonnement de leur archevêque, négligèrent sans doute le spectacle assez rare d'un jeune homme de vingt-trois ans, survenant au gymnase parmi les écoliers, pour se frotter aussi, lui, d'un peu de latin. Il s'appelait Adolphe Kolping[1], et, la veille encore, était compagnon cordonnier, si diligent et si pieux, que son patron le voulait pour gendre ; et dans l'échoppe, toute la famille versa des larmes lorsque Kolping, pleurant lui-même, mais parfaitement résolu, s'en retourna près de son curé lui dire qu'il désirait se faire prêtre. *Ne sutor ultra crepidam*, prononça le curé : les premiers mots latins qu'apprit le pauvre cordonnier lui fermaient le rudiment et le séminaire. Heureusement pour lui, un vicaire se rencontra,

1. Le document capital sur Kolping (1818-1865) et sur son œuvre est le livre de Schaeffer : *Adolf Kolping der Gesellenvater* (3e édit. Paderborn, Schoeningh, 1894). Voir aussi Don Laurent Janssens, *Adolphe Kolping, l'apôtre des artisans* (Lille, Desclée, 1891).

moins effrayé des ascensions sociales ; Kolping encouragé put consacrer aux déclinaisons la vingt-quatrième année de sa vie. Il précipita les étapes ; en 1841, il s'en fut, aux frais d'une dame pieuse, étudier à l'université de Munich ; ordonné prêtre en 1845, il devenait, tout de suite, vicaire à Elberfeld. Là, dans une boutique d'abord, et puis dans le local d'une société de secours, quelques jeunes compagnons, chaque dimanche, se réunissaient devant un broc de bière pour chanter la Vierge et saint Laurent, patron de la ville ; un brave instituteur, Breuer, songeait à développer la confrérie. Breuer vit Kolping, lui soumit les statuts d'une association de compagnons, où ces jeunes gens trouveraient des livres, des conférences, un enseignement primaire solide[1]. Le vicaire s'éprit du projet ; en novembre 1846 le premier *Gesellenverein* était fondé. Kolping en 1847 en devint président ; en 1849, il publiait une brochure intitulée : « *Le Gesellenverein :* encouragement pour ceux qui ont à cœur le vrai bien du peuple » ; il y décrivait la vie nomade des compagnons, les périls qu'ils couraient ; il y montrait comment leur abandon les prédestinait à des sottises et combien il était inique de les condamner au lieu de les aider ; il faisait ressortir l'importance de cette classe sociale.

« Il ne s'agit pas ici, déclarait-il, de l'importance que lui attachent nos démagogues jaloux de se hisser sur l'obélisque de la gloire. Non, c'est en un

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 61 et suiv.

tout autre sens que je parle. La classe des compagnons forme la vaste assise du peuple, sur elle repose le bien-être de la société civile. » Et Kolping réclamait pour ces jeunes gens une direction morale, un domicile, des divertissements, une culture professionnelle, une instruction religieuse, une formation charitable. Comment l'accuser d'utopie, puisque, sous ses yeux, à Elberfeld, en moins de deux ans, 251 compagnons s'étaient rassemblés, et puisque à travers la bourrasque révolutionnaire la nouvelle association s'était loyalement comportée? Kolping conjurait donc l'Allemagne catholique d'imiter l'exemple d'Elberfeld ; il entrevoyait déjà de nombreux groupements qui, ramifiés entre eux, formeraient une sorte d' « école pour une littérature populaire, plus substantielle, plus instructive, pour une littérature manquant encore. » Il terminait par un appel « à l'active charité de l'Allemagne, pour qu'elle ménageât aux compagnons des asiles de paix. »

Tout le premier, dès 1849, Kolping fit essaimer l'œuvre ; comme, à la cathédrale de Cologne, un vicariat fort mal rémunéré se trouvait vacant, il sollicita de l'archevêque Geissel ce médiocre poste. Une fois exaucé, il gagna le prêtre Vosen, professeur de religion dans un gymnase, à l'idée de fonder, à Cologne, un *Gesellenverein*. « Le bonheur dont nous jouissons à Elberfeld, il faut le donner à d'autres. Nous devons avoir de nou-

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 71-80.

veaux frères, des frères proches, des frères lointains, dont la volonté ne fera qu'un avec la nôtre, des frères que tu conduiras tous, avec nous, vers un même but[1]. » Tel fut, à Elberfeld, un jour de 1849, l'adieu des compagnons au « Père » Kolping, qui s'en allait porter son cœur et sa parole à leurs nombreux camarades de la grande ville.

A Cologne, d'abord, ils ne furent que sept. Mais chaque jour amenait des recrues. Les jeunes gens, à l'origine, ne se réunissaient que le dimanche et le lundi ; la maison, bientôt, fut ouverte toute la semaine. Le premier local devint rapidement trop petit ; on prit un immeuble d'où la franc-maçonnerie déménageait. Pour cette installation il fallut mendier : Kolping promena partout son aumônière. Les compagnons affluaient ; parce que dédaigneux de l'alcool, on les appelait les frères de l'eau ; parce que dévots, les éplucheurs de rosaire[2] ; Kolping les consolait en les appelant ses enfants. Il prêchait pour eux. « Personne ne s'inquiète, disait-il un jour du haut de la chaire, si un pauvre garçon étouffe, corps et âme, dans la fange de l'atelier. Et combien de ces malheureux sombrent sans laisser de traces ! et pourtant ce sont des hommes comme vous. Moi-même j'ai été compagnon, et je ne rougis pas du métier honnête, j'ai senti moi-même toute la misère qui pèse sur les compagnons, qui les exclut de la société humaine.[3] »

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 85.

2. Schaeffer, *op. cit.*, p. 91.

3. Schaeffer, *op. cit.*, p. 100-101.

Et une autre fois : « Je connais notre peuple à fond. Il n'est pas si mauvais qu'on le dit. Qu'on l'instruise, qu'on s'approche de lui, qu'on lui témoigne de l'amour, au lieu de garder à son égard un isolement distingué, au lieu de se réputer d'un autre bois que lui, au lieu de croire avoir les mains trop tendres et trop fines pour se dévouer au service du peuple[1]. » Adolphe Kolping prêchant à Cologne, ce n'était pas l'Église allant au peuple, c'était l'Église issue du peuple et restée peuple, parlant avec des susceptibilités plébéiennes un langage plébéien, et toute prête à s'invectiver elle-même si elle négligeait ses devoirs envers les humbles. « Vous en particulier, messieurs les ecclésiastiques, continuait Kolping, vous ne remplissez pas votre fonction, vous manquez à votre charge pastorale, pour laquelle vous êtes consacrés, pour laquelle vous êtes envoyés, si vous oubliez le peuple[2] ! » Mais cette Église, mêlée au peuple et comme unifiée avec lui, recherchait, avant tout autre concours, celui même du peuple. « C'est une bonne chose, écrivait encore Kolping, que les ecclésiastiques s'occupent partout de fonder des associations de compagnons ; mais nos meilleurs missionnaires, ce sont les compagnons eux-mêmes. S'ils ont un juste sens de ce qu'est l'association, s'ils en sentent douloureusement l'absence dans les autres villes, s'ils se réunissent, alors, pour une démarche chez le curé,

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 103-104

2. Schaeffer, *op. cit.*, p. 104.

'ils le supplient de s'occuper d'eux pour l'amour le Dieu, alors le succès est assuré[1]. »

Il fallait que partout les compagnons fussent groupés. S'il eût écouté Siegwart Mueller, le tribun catholique suisse, Kolping aurait créé un ordre eligieux pour s'occuper des compagnons, ou bien l les aurait confiés à quelque congrégation exisante ; il trouvait plus simple, plus normal, que a jeunesse prolétaire, en toute déférence, montât l'assaut des presbytères pour sommer le clergé aroissial d'imiter les exemples d'Elberfeld et de Cologne.

Quelques mois suffirent pour que le sol rhénan se peuplât d'associations : en mai 1850, elles se édérèrent en une « ligue rhénane de compagnons[2] ». L'exemple du Rhin devenait contagieux : en novembre 1851, le sud de l'Allemagne était conquis : Fribourg, Carlsruhe, Breslau, obéissaient à l'appel le Cologne ; on proclamait l'existence, à travers oute l'Allemagne, d'une association catholique de *Gesellen*[3]. Kolping, en 1852, portait aux Bavarois e salut de 1.500 compagnons rhénans[4], et puis il lescendait jusqu'à Vienne. Un jeune prêtre de Vienne, fils d'artisan, déjeunant un jour avec son ère, fut effaré de voir soudainement un inconnu, qui lui dit sans plus de formes : « Tu dois devenir, Vienne, président de l'association de compa-

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 115.
2. Schaeffer, *op., cit.*, p. 116.
3. Schaeffer, *op. cit.*, p. 117.
4. Schaeffer, *op. cit.*, p. 119-124.

gnons. » Ce tutoyeur imprévu n'était autre qu Kolping. Le jeune Antoine Gruscha, plus tar cardinal-archevêque de Vienne, obéit à son visi teur; l'association viennoise des compagnons étai fondée. De son lit de mort, le publiciste Jarcke bé nissait l'initiative nouvelle : « On discourt beaucou du bien du peuple, disait-il à Kolping; votre fon dation est le premier acte qu'on fasse[1]. » L'apôtr ambulant s'en fut à Prague, alla parler de so œuvre au congrès catholique de Muenster, et pri ensuite la route de Berlin. Il retrouva, là, quelque jeunes ouvriers connus à Cologne, et les lança su le jeune missionnaire Edouard Mueller, qui avait jusque-là, sous les auspices de la maison princière de Sagan, soigné dans cette petite ville de consciences aristocratiques; il fallut que Muelle changeât de clientèle, et qu'il dévouât sa vie à la cause des travailleurs. Mises en branle pa l'apostolique audace de Kolping, ces énergies plébéiennes devenaient invincibles; Mueller céda, e l'œuvre de Kolping s'établit à Berlin; le développement en fut si rapide qu'en 1855, le prince Frédéric de Prusse, le ministre Westphalen, le général de Gerlach, le directeur de la police Hinkeldey, honorèrent de leurs applaudissements une conférence donnée par Kolping devant les compagnons berlinois[2]. Cent quatre associations, et 12.000 membres, tel était, en 1855, le bilan de l'activité de

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 124-128.

2. Schaeffer, *op. cit.*, p. 134-145. — Kolde, *Missionsvikar Mueller*, p. 51-54 Berlin, *S. Eduard Verein*, 1908).

Kolping[1]. Le prince Boguslas Radziwill, qui lui était lié d'amitié, le protégeait auprès de la Cour. « Maintenant que vous avez organisé une aide pour les *Gesellen*, lui disait le ministre Westphalen, n'auriez-vous pas une recette pour les apprentis[2] ? »

Mais Kolping estimait que, pour les *Gesellen*, il restait encore beaucoup à faire. Ses plans s'élargissaient ; ce qu'il voulait, c'était créer dans chaque ville un hospice où logeraient les compagnons ambulants. « Notre Dieu, écrivait-il dans son journal, doit payer la maison. Il le peut, car il est assez riche ; il le veut, car il est assez bon, et il aime autant les pauvres gamins des métiers que ces gens qui descendent dans les premiers hôtels — pour de l'argent, sans doute, mais cet argent, notre Dieu n'a fait que le leur prêter... Si seulement on savait, disent certains, où notre Dieu a sa caisse, on irait voir le régisseur ! Je vais te le dire, cher lecteur. L'or de notre Dieu, il est dans ta poche ; les régisseurs, ce sont ceux à qui il a confié ses biens terrestres[3]. » Ainsi parlait Kolping, et les régisseurs ne résistaient pas ; à Cologne, en 1853, ils donnaient de quoi acheter un bel immeuble ; et cette maison, deux ans plus tard, était enrichie par le roi de Prusse de tous les privilèges légaux auxquels une bonne œuvre pouvait prétendre[4].

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 140.
2. Schaeffer, *op. cit.*, p. 145.
3. Schaeffer, *op. cit.*, p. 155-156.
4. Schaeffer, *op. cit.*, p. 159-160.

Les associations de compagnons étaient en 1858 assez nombreuses pour que leurs présidents, appelés à Cologne par le congrès catholique, tinssent une réunion spéciale d'où sortit une organisation nouvelle : elles devinrent, désormais, des institutions diocésaines, fédérées entre elles sous la direction d'un président général, Kolping[1]. On évitait toute centralisation impérieuse ; d'un bout à l'autre de l'Allemagne elles étaient inspirées du même esprit ; mais on tenait compte du caractère local pour régler tous les détails de leur fonctionnement. Kolping détestait qu' « on imposât à la grande vie populaire une morte et froide uniformité, qui étouffe toute vraie poésie[2] ». Il avait le respect de la spontanéité plébéienne : unificateur du compagnonnage allemand, il n'eût point voulu attenter à la richesse et à la variété des usages. Les instructions qu'en 1863 il adressait aux divers présidents subsistent comme un modèle d'esprit de conduite, de finesse avisée, de savoureux bon sens. Il avait gardé, de son séjour dans l'échoppe, des expressions indigènes : « Les compagnons, disait-il, sont les mieux à même de raconter où le soulier les presse[3] » ; et il engageait les prêtres à butiner, dans leurs causeries avec ces jeunes gens, une riche expérience sociale. Il remerciait Dieu, lui, de n'avoir qu'à feuilleter sa propre mémoire pour y trouver les éléments d'un petit livret de bons con-

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 186-188.
2. Schaeffer, *op. cit.*, p. 206.
3. Schaeffer, *op. cit.*, p. 213.

seils, très pratiques, très techniques, destinés aux *Gesellen* en voyage[1]; et ce qui faisait le prix, aussi, des almanachs et des journaux qu'il publiait à leur intention, c'est qu'on y retrouvait, sous la signature du prêtre, les impressions, les souvenirs, nous dirions presque le tempérament, de l'ancien compagnon[2].

Chez Kolping littérateur populaire, il y a moins de talent, sans nul doute, que chez Alban Stolz, son émule badois; mais Kolping est plus près de l'âme du peuple que ne l'est Stolz. Stolz a la volonté d'être pittoresque; Kolping est pittoresque sans le savoir. Aurait-il réussi, comme le pensait Ketteler[3], dans la direction d'un grand journal? Il est permis d'en douter, et certainement il s'y fût refusé. Kolping n'était publiciste que parce qu'il avait été compagnon; et les historiettes qu'il contait à ses jeunes gens sont une jolie apologie de l'institution même du métier; elles sont de bonnes leçons d'hygiène morale; elles donnent aux lecteurs le goût d'une société solidement organisée, ignorante de toute crise, fondée sur la stabilité des professions; elles ont pour but de maintenir ou de ressusciter en eux le goût d'être des « enracinés »; elles témoi-

1. Schaeffer, *op. cit.*, p. 226-229.

2. Sur Kolping littérateur, voir Schaeffer, *op. cit.*, p. 236-266; — *H. P. B.*, 1855, II, p. 1030-1035; — Pfuelf, *Geissel*, II, p. 303, n. 2, et p. 308. Lorsque en 1865 mourut Kolping, le peintre Steinle écrivit à son sujet : « Kolping n'était pas remplaçable : c'était une *nature ;* il était fidèle à cette nature et à la grâce de Dieu : de là ses succès. Je connais peu d'hommes chez qui toute la vie fut ainsi d'une pièce, chez qui la vocation s'épanouît si simplement, si clairement. Je ne puis me figurer Cologne sans Kolping » (*Briefwechsel*, II, p. 327).

3. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 218.

gnent, par elles-mêmes, que dans les sphères où elles se font lire, où on les accueille, où on les médite, il y a un certain fonds de santé sociale, un certain goût d'équilibre et d'encadrement, un attachement véridique à certaines assises traditionnelles. Et Kolping visait, en effet, à sauver de la petite industrie tout ce qui pouvait en être sauvé, à maintenir l'importance économique du petit métier, — de ce petit métier dans lequel Auguste Reichensperger voyait la seconde colonne de l'État[1]; il visait à former des compagnons qui deviendraient un jour des maîtres, qui auraient pignon sur rue et statuettes pieuses, peut-être, sur leurs archaïques pignons, et qui perpétueraient dans l'Allemagne moderne, dans l'Allemagne de la libre concurrence et du libre échange, certaines des alluvions sociales de la vieille Allemagne.

III

Parallèlement à Kolping, un ancien officier, Schorlemer Alst[2], entreprenait un autre travail de consolidation sociale. C'est aux paysans westphaliens qu'il donnait sa vie. Il voyait péricliter le travail, péricliter la propriété immobilière, sous

1. *Parlamentarische Reden der Gebrueder Reichensperger*, p. 459 (Ratisbonne, Manz, 1858).

2. Sur le baron Burghard de Schorlemer Alst (1825-1895), on peut consulter la plaquette de luxe publiée par M. Buer, secrétaire du *Bauern-Verein* westphalien, à l'occasion de l'inauguration du monument de Schorlemer à Muenster (Muenster, impr. *Der Westfale*, 1902).

la poussée constante d'un facteur nouveau, le capital ; il constatait que le capital payait 3 p. 100 d'impôts, que la propriété immobilière en payait 9 ; il s'inquiétait de voir les banquiers, les industriels des villes, acheter et revendre des terres. Dans cette Westphalie où d'anciennes coutumes avaient si longtemps maintenu l'intégrité des domaines familiaux, il réputait comme une ennemie personnelle l'hypothèque, qui survenait avec des airs bénins, et qui chaque jour, ensuite, se faisait plus pesante jusqu'à ce qu'elle se montrât féroce[1]. Il y avait là un phénomène nouveau, contre lequel de pauvres paysans étaient désarmés; mais Schorlemer estimait que, grand propriétaire et catholique, il était de son devoir, à lui, de les défendre. « Le grand propriétaire, déclarait-il, doit vivre en chrétien, c'est-à-dire se distinguer de ceux qui considèrent un vaste domaine comme un placement avantageux de leur capital, ou comme un moyen d'échapper aux chaleurs de l'été. Nous devons partager les souffrances comme les joies du peuple ; c'est dans ce sentiment que je trouve le véritable lien entre la grande, la moyenne et la petite propriété, et l'unité entre elles ne se fera que le jour où tous seront persuadés qu'ils sont à un certain point de vue sur le même rang, c'est-à-dire que tous sont devant Dieu des serviteurs inutiles : voilà la véritable égalité. Ce n'est

1. Voir la brochure de Schorlemer : *Die Lage des Bauernstandes in Westfalen und was ihm Noth thut* (Muenster, Aschendorff, 1864).

que dans ce sentiment que peut se constituer la véritable hiérarchie sociale[1]. »

En mai 1862, il offrit à vingt paysans de Burgsteinfurt de se grouper entre eux, pour demeurer de bons chrétiens et pour s'assurer mutuellement les moyens de garder leur lot de terre. Ainsi firent-ils ; à la fin de l'année, ils étaient déjà deux cent quinze. Les associations de paysans (*Bauernvereine*) se développèrent dans tous les districts de Westphalie ; elles furent multipliées en Bavière ; elles devinrent, très vite, une force économique et politique. « Individuellement vous n'êtes rien, disait Schorlemer à ses adhérents ; mais vous êtes le nombre et la force ; il faut que les habitants des campagnes s'organisent, comme s'organisent les ouvriers des villes, il faut qu'ils constituent des associations du sein desquelles sortiront des hommes capables de défendre leurs intérêts[2]. » Il n'est pas de province d'Allemagne qui n'ait aujourd'hui son association de paysans, pourvue d'un journal, d'un laboratoire technique, d'une institution de crédit, et susceptible, dès lors, d'offrir à bon compte les renseignements, les engrais, les primes d'assurance, les avances d'argent. L'initiative de Schorlemer Alst est à l'origine de cet immense mouvement ; elle enracina dans la terre westphalienne, en leur garan-

1. Cité dans Georges Blondel, *Études sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*, p. 237 (Paris, Larose, 1897).

2. Georges Blondel, *op. cit.*, p. 236. Cf. Kannengieser, *Catholiques allemands*, p. 123 et suiv. (Paris, Lethielleux, 1892).

tissant leur indépendance économique, les fortes populations auxquelles les prêtres et les instituteurs formés par Overberg avaient insufflé une vie religieuse toute nouvelle[1]; et c'est grâce à Schorlemer, grâce à la classe rurale autonome dont il préservait la dignité et dont il achevait l'éducation, que cette terre de libre culture, aux mauvaises heures du *Culturkampf*, devait être par excellence, sous la direction de ses évêques Brinkmann et Martin, la terre de la libre foi.

Compagnons associés, paysans associés, apparaissaient à beaucoup de catholiques comme des matériaux préparatoires pour la reconstruction d'une société allemande dans laquelle toutes les professions, tous les intérêts, auraient leur représentation corporative[2]. A l'arrière-plan des architectures de Kolping et de Schorlemer, un nouvel édifice politique semblait se dessiner, dans lequel la puissance parlementaire serait l'expression naturelle et normale de tous les métiers organisés. Un certain nombre de catholiques westphaliens, appartenant surtout à l'aristocratie, se donnèrent à Soest, de 1864 à 1866, certains rendez-vous où ce rêve s'élaborait : Mallinckrodt, le grand orateur de la Chambre berlinoise, et son beau-frère Hueffer, jouaient dans ces réunions un rôle prépondérant. Nous aurons à nous attarder à Soest

1. Voir notre tome I, p. 253-274.

2. Cet idéal était dessiné dès 1851 par les *Feuilles historico-politiques* de Munich comme le remède au paupérisme croissant (*H. P. B.*, 1851, II, p. 158); Auguste Reichensperger, aussi, se plaisait à ces perspectives d'avenir (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 340).

lorsque nous étudierons les origines politiques du Centre allemand[1]; mais il convient de noter, dès maintenant, la nuance sociale qui distinguait les congressistes de Soest. Plus préoccupés des métiers déclinants et de l'agriculture en péril que des misères du prolétariat industriel, ils inclinaient à penser, avec Mallinckrodt, que les ouvriers, après tout, n'étaient pas si mal lotis, et que, si l'on devait assurément soutenir toutes les mesures susceptibles de les aider, le relèvement du petit métier demeurait la chose capitale[2]. On retrouvera toujours cette préoccupation, sur certains bancs du Centre allemand ; les députés des petites villes, les députés des campagnes, auront une politique sociale, nous n'osons dire plus conservatrice, mais plus constructrice, que les députés des grandes agglomérations et les députés des faubourgs, soucieux d'obtenir, au jour le jour, pour les ouvriers de l'usine, des réformes urgentes. Dès l'époque dont nous nous occupons, ces deux nuances très distinctes existaient dans cet état-major catholique d'où sortira le Centre contemporain.

IV

« Aujourd'hui, écrivait dans les *Feuilles historico-politiques* de Munich l'un des représentants

1. Voir ci-dessous, p. 295-301.
2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 255-256.

de la seconde nuance, quiconque ne prend pas dans la situation interne de la grande industrie le point de départ de ses études, celui-là peut se piquer de vouloir conserver, dans la mesure du possible, un précieux morceau de la vieille société, mais il ne devrait pas dire qu'il travaille à la solution de la question sociale. » On ne pouvait marquer plus fortement qu'à côté de la besogne des Kolping et des Schorlemer, un autre travail social s'imposait : les années 1862 et 1863, où se fondèrent les premières associations de paysans, voyaient se préparer, en même temps, le congrès catholique de Francfort, où la question ouvrière, effleurée déjà dans quelques écrits catholiques[1], allait être définitivement soulevée.

Qui donc pourrait ne pas voir, s'écriait Thissen, curé e Francfort, qu'il y a autour de nous une classe de popuation dont la situation mérite à un haut degré notre symathie ? Je parle de la grande masse des artisans et des traailleurs, qui présentement soutiennent une dure lutte our la vie, et qui, à la différence de toutes les autres lasses de la société, au milieu des grandioses progrès de industrie, regardent sans consolation dans l'avenir. 70 à) pour 100 de nos concitoyens appartiennent à cette classe;

1. Le livre du converti Frédéric Pilgram (1819-1890), *Sociale Fragen betracht aus dem Princip kirchlicher Gemeinschaft* (Fribourg, Herder, 1855), attenit de l'Église, de la communauté ecclésiastique, les éléments de la réforme ciale : l'auteur, qui s'était mis jadis à l'école de Hegel, avait gardé de ce cont une logique sèche, impérieuse ; et sa thèse se déroulait avec la rigueur un u provoquante d'un théorème. Plus nuancé, et d'un tout autre caractère, it le livre de Nicolas Schueren, *Zur Loesung der socialen Frage* (Leipzig, engler), publié en 1860 avec l'approbation du cardinal Geissel ; l'auteur écriit en économiste ; il y avait dans son œuvre une série de chapitres qui ffraient aux discussions des économistes de toutes confessions ; et c'est à la seulement qu'il présentait l'épanouissement du christianisme comme l'indisısable complément du renouveau social.

beaucoup parmi eux, après une vie de misère et de faim, n'ont que la perspective d'un lit d'hôpital pour passer dans l'éternité. Ici se montre la banqueroute de l'humanité séparée du christianisme : bien loin d'estimer l'homme dans le travailleur, elle ne le considère que comme une machine, elle le traite, même, plus mal qu'une machine sans vie ; car pour une machine, chaque année, on calcule l'usure, mais quant à l'usure des forces humaines dans le travailleur, on n'y pense point. Notre mission, ici, est de mettre en acte l'amour chrétien[1].

Déférant à l'appel de Thissen et à la proposition du chanoine Heinrich de Mayence, prêtres et laïques, en septembre 1863, prirent une résolution, « recommandant instamment aux catholiques de s'occuper de l'étude de la grande question sociale, qui, certainement, ne peut être amenée vers une solution convenable qu'à la lumière du christianisme et par l'esprit du christianisme[2] ». Peu de jours après, à l'assemblée des théologiens réunis à Munich, Doellinger déposait une motion pour que le clergé « s'occupât plus à fond de la question sociale[3] ».

Une plume d'évêque, tout de suite, se mit à la besogne pour répondre à ces urgents désirs : c'était celle de Guillaume-Emmanuel de Ketteler, évêque de Mayence.

Lorsqu'en septembre 1848 l'émeute francfor-

1. May, *op. cit.*, p. 154-517. — Thissen proposa même que le congrès fondât une section pour l'étude de la question sociale. Voir, sur ce congrès et sur la personnalité du curé Thissen, deux lettres du peintre Steinle (*Briefwechsel*, I, p. 105, et II, p. 362).

2. May, *op. cit.*, p. 157.

3. *Verhandlungen der Versammlung Katholischer Gelehrten in Muenchen*, p. 81 (Ratisbonne, Manz, 1863). — Cf. notre tome IV, p. 254 et suiv.

›ise avait coûté la vie au prince Auerswald et ı général Lichnowsky, Ketteler, dans l'oraison ınèbre qu'il avait prononcée sur leur tombe, vait tenu à décharger le pauvre peuple allemand e toute responsabilité. « J'ai consacré ma vie au ərvice des pauvres, avait-il dit, et plus j'ai appris les connaître, plus j'ai appris à les aimer. Je ais quelles grandes et nobles aptitudes notre euple allemand a reçues de Dieu... Non, je ; proclame encore une fois, ce n'est pas notre rave peuple allemand qui a commis cet acte ıonstrueux. Les meurtriers, ce sont les hommes ui méprisent, tournent en dérision et bafouent ə Christ, le christianisme, l'Église, devant le euple[1]. »

Ayant ainsi, devant le cercueil même des victimes, rendu en faveur du pauvre peuple une rdonnance de non-lieu[2], il avait, quelques jours près, au congrès catholique de Mayence, premier n date de tous les congrès catholiques d'outre-thin, épanché son cœur de prêtre dans un admi-able toast à la pauvreté et à ses victimes[3]; et uis, à la fin de novembre, à la cathédrale de layence, ses prédications d'Avent sur la théorie atholique du droit de propriété et sur les devoirs e la charité chrétienne avaient appelé la vieille

1. Ketteler, *Die grossen socialen Fragen der Gegenwart*, p. 114-115 layence, Kirchheim, 1878). — Decurtins, *Etudes sociales chrétiennes : œuvres hoisies de Mgr de Ketteler*, p. XXXIX-XL (Bâle, *Basler Volksblatt*, 1892).

2. Voir notre tome II, p. 365.

3. *Congrès catholique de Mayence* (*1848*), trad. Marius Bessières, p. 221-222 'aris, Bloud, 1906).

théologie thomiste à la rescousse des revendica-tions populaires les plus modernes[1].

Rêvant alors d'être missionnaire populaire, avait l'année d'après été nommé curé de Berlin « le plus beau lieu de mission de l'Europe[2] », les catholiques qu'il groupait au pied de sa chaire de Sainte-Hedwige l'avaient entendu invoquer pour combler l'abîme entre les riches et les pauvres, le même Esprit qui jadis, dans la chrétienté primitive, créa la communauté des biens[3]

Quelque génie de précurseur qu'il révélât déjà le Ketteler de 1848 s'arrêtait à l'exposé de la doc-trine; il n'entrait pas encore dans les voies de l'action sociale. « Voyez, mes frères, disait-il au terme d'un de ses audacieux sermons, voyez comme le Christ répond à tous ceux qui veulent devenir riches par un partage des biens terrestres, ou qui veulent par quelque moyen purement extérieur améliorer la situation sociale. Lui aussi, il veut un juste partage des biens, mais non par la force; il le veut par la réforme intérieure de notre cœur[4]. » Jamais Ketteler ne s'écartera de cette idée, que les bonnes volontés sont les indispensables ou-vrières du bien social; que l'amélioration de cha-cun de nous est nécessaire pour le bonheur de tous, que la prospérité commune s'achète par les

1. Traduites par Decurtins, elles sont reproduites en grande partie dans notre livre : *Ketteler* (Paris, Bloud, 1907).

2. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 176-178.

3. Ketteler, *Predigten*, éd. Raich, I, p. 382 (Mayence, Kirchheim, 1878).

4. Ketteler, *Die grossen socialen Fragen der Gegenwart*, p. 30-34. — Goyau, *Ketteler*, p. 138.

ortifications individuelles; que la réalisation de justice sociale, forme terrestre de ce règne de ieu qu'invoque la prière, doit être amenée par le beur personnel des consciences chrétiennes; et ıe ces consciences, ainsi, doivent en retirer un érite et un honneur.

Il y a des confiances qui honorent l'homme. De 50 à 1860, les missionnaires jésuites qui sillonrent toute l'Allemagne dessinaient à leur tour, mme Ketteler, le rêve d'une société guérie par le ux effort des âmes; mais en même temps, en ıugurant çà et là des prédications pour les divers classes et pour les diverses professions, les Jétes faisaient pénétrer le christianisme dans la lité vivante des rapports terrestres[1]; orateurs confesseurs, ils aspiraient à plus et à mieux qu'à e les apôtres et les garants d'un certain « ordre blic », produit de la force; c'est à l'établissement n ordre social chrétien que visait leur zèle amant. Et c'est à quoi visait aussi Weis, évêque de re, lorsqu'il insurgeait son éloquence d'évêque ıtre la profanation du dimanche par l'industrie; squ'il écrivait aux fonctionnaires compétents, ır que, ce jour-là, les gares de marchandises sent fermées[2]; lorsqu'il appelait la pitié du roi

Sur ces missions, voir ci-dessous, p. 186-192. — « C'est un nouveau genre de ırs populaires, auquel on n'aurait pas songé il y a quelques années, écrivait rien Guillaume Henri Riehl. Les Jésuites, comme l'*Innere Mission* protes- introduisent dans l'église la politique sociale. » (Mundwiler, *P. Georg v. burg Zeil*, p. 92-93. Fribourg, Herder, 1906). — Cf. à la table de Duhr, *ıstuecke zur Geschichte der Jesuiten-Missionen in Deutschland, 1848-* (Fribourg, Herder, 1903), l'article *Standespredigten*, renvoyant à tous les ges du livre sur les prédications destinées aux diverses classes.

Remling, *Weis, Bischof zu Speyer*, I, p. 115.

lui-même sur l'étiolement de la jeunesse ouvrière sur le sort, « plus oppressif que l'ancien servage » de ceux qui sont les « salariés d'un riche fabri cant[1] ».

Que les vertus personnelles, ces vertus qui pro duisent directement la « réforme intérieure » e indirectement la réforme sociale, aient besoi d'être encadrées, protégées, défendues et parfoi suscitées par des institutions chrétiennes, c'est c que l'Église a toujours pensé ; et c'est par cett originale solution qu'elle plane au-dessus des ir terminables conflits où le XVIIIe siècle nous jeta. est également naïf, à ses yeux, de mettre tout espo dans les spontanéités naturelles de l'homme d'escompter l'efficacité souveraine des réglementa tions sociales : de part et d'autre, les illusion s'équivalent. Elle connaît trop la déchéance d l'homme pour croire aux prétendues vertus d'u fictif état de nature, elle connaît trop la grandeu de l'homme pour le décharger de toute responsab lité personnelle et pour s'en remettre à je ne sa quel « être social » du soin de le faire bon p contrainte et de le rendre heureux par surcro Le dogme dont elle est gardienne lui montre, une sorte de diptyque, les deux faces de notre n ture ; ses théologiens deviennent hérétiques d qu'ils perdent de vue, soit la hauteur de notre d gnité, soit la profondeur de notre misère. De c unique coup d'œil, qui doit être intégral pour d

1. Remling, *Weis*, I, p. 116-117.

meurer exact, et qui tout de suite serait fallacieux s'il ne sondait qu'un de nos deux abîmes, résulte ce que volontiers nous appellerions la politique sociale du christianisme, qui est tout à la fois un hommage à la moralité humaine et une protection de cette moralité. Entre le Ketteler de 1848, qui insiste sur la réforme intérieure, et le Ketteler des années 1863 et suivantes, tout entier préoccupé des développements de l'esprit d'association, il n'y a pas contradiction ; les deux phases sont comme le développement d'une même pensée chrétienne sociale, qui va s'épanouissant, s'approfondissant, se réalisant[1].

V

Au moment où Ketteler s'enfonça dans les études économiques, Schulze Delitzsch et Lassalle se disputaient la direction de la classe ouvrière allemande. Au nom du parti progressiste, le premier préconisait les associations de crédit, les associations pour l'achat des matières premières, les sociétés de consommation, les coopératives de production ; les efforts de Schulze Delitzsch n'étaient pas sans prix et ne demeurèrent pas sans efficacité[2] ; mais les petits artisans, somme toute, en tirèrent

1. Si l'on veut pénétrer dans tous les détails de cette pensée, le livre de M. Eugène de Girard : *Ketteler et la question ouvrière* (Berne, Wyss, 1896) s'impose à l'étude.

2. Sur Hermann Schulze Delitzsch (1808-1883), voir Bernstein, *Schulze Delitzsch, Leben und Wirken*, spécialement p. 99-106 et 152-161 (Berlin, Bading).

plus d'avantage que les ouvriers de fabrique, et les légères accumulations d'épargne requises pour ces divers groupements les rendaient malaisément accessibles au prolétariat. Précurseur du parti socialiste allemand, Lassalle, dans la *Réponse publique* qu'il adressait au Comité central chargé d'organiser les ouvriers de l'Allemagne, proposait, comme une solution transitoire, la création d'associations ouvrières, soutenues par l'État, et appelait de ses vœux l'heure où le suffrage universel, disposant des pouvoirs publics, leur arracherait les ressources nécessaires pour permettre aux travailleurs de devenir les propriétaires des fabriques. Les coopératives de production, telles que les voulait Schulze Delitzsch, devaient être librement fondées avec les économies librement accumulées; elles excluaient, bon gré mal gré, le prolétariat matériellement incapable d'économiser[1]. Les coopératives de production, telles que les voulait Lassalle, devaient être officiellement fondées avec l'argent prélevé sur les riches par l'État percepteur d'impôts. Telles étaient les deux écoles vis-à-vis desquelles Ketteler devait prendre position.

Il croyait passablement connaître les idées et les œuvres de Schulze Delitzsch, et n'y attachait au demeurant qu'une médiocre importance. Dans la première édition de sa brochure sur les classes

1. Ketteler, le philanthrope Huber, le socialiste Lassalle s'accordaient dans cette critique contre l'efficacité des associations de Schulze Delitzsch pour le relèvement du prolétariat. Voir Lassalle, *Discours et pamphlets*, trad. Dave et Remy, p. 203-207 (Paris, Giard et Brière, 1903); et cf. Ketteler, *La question ouvrière et le christianisme*, trad. Clocs, p. 53-55 (Liège, Grandmont, 1869).

ouvrières et l'association[1], Schulze ne mentionnait qu'une seule coopérative de production, ébauchée dans la ville d'Erfurt ; et bien qu'au cours de 1863 une seconde édition signalât quatre nouvelles coopératives, fondées à Berlin, Ketteler attendait avec une calme défiance que le prolétariat des fabriques eût effectivement bénéficié de ces initiatives. Trompe-l'œil que tout cela : tel était le fond de sa pensée. Durant un bref instant d'histoire, il avait fallu, peut-être, que certains États de l'Europe traversassent une période de « libéralisme » économique, mais ces minutes avaient passé. Ketteler, dans un brouillon qu'a trouvé le P. Pfuelf, s'essayait à noter, pour lui-même, l'histoire et le bilan du « libéralisme » ; telles quelles, ces notes, fragmentaires, incomplètes, montrent du moins le souci qu'il avait d'apporter à l'examen de cette doctrine, qui lui déplaisait profondément, l'attention qu'elle méritait en tant que phénomène social.

« L'école de Manchester, écrivait-il, la doctrine économique libérale, étaient relativement nécessaires. Les seigneuries innombrables avec leurs souverainetés absolues ; par conséquent, les frontières innombrables avec leurs douanes, tous les moyens de transports, surtout les fleuves, gênés par les douanes ; une accumulation démesurée du sol sous le joug de la mainmorte ; un corporatisme vieilli, ankylosé : tout cela avait engoncé dans une étroite camisole de force l'activité générale de ceux qui sont réduits à gagner immédiatement leur vie ; l'étroite camisole se déchira en mille endroits...

1. *Die arbeitenden Klassen und das Associationswesen in Deutschland als Programme zu einem deutschen Congress.* Leipzig, Mayer, 1re édit. 1858 ; 2e édit. 1863.

« Les principes de l'école de Manchester, les révolutions, minèrent les fondements des vieilles formes de production, les murailles tombèrent l'une après l'autre ; il ne reste plus que des décombres. Tout cela ne serait pas arrivé si les institutions convenables s'étaient parallèlement développées. La faute en fut, aussi, au défaut d'étude scientifique des intérêts économiques. On laissa les choses aller comme elles allaient.

« Dès lors, le développement fut maladif. L'eau qui fait éclater le vase trop étroit, a raison ; mais si maintenant elle se répand de tous côtés... De même la vapeur... De même, jusqu'ici, de l'économie politique libérale.

« Les conséquences se sont développées en Angleterre. Les événements de l'année 1832 furent le prélude : d'abord immense appauvrissement des travailleurs ; en second lieu, exploitation de la vie du travailleur, même de l'enfant ; véritable meurtre de toute une masse. En troisième lieu, haine entre le capital et le travail, ne reculant devant aucun moyen ; lutte à la vie et à la mort.

« La même chose exactement se produira en Allemagne »[1].

Ketteler savait que l'histoire, déchaînant impitoyablement ces trois conséquences, passerait outre aux palliatifs imaginés par Schulze-Delitzsch ; et d'ailleurs, ce sociologue et les autres tenants du « libéralisme » le choquaient par leur philosophie matérialiste, par leur orgueil aisément satisfait, par leur méconnaissance du moyen âge chrétien.

Ketteler avait aimé les libéraux de 1848 ; il détestait ceux de 1860, ceux du *Nationalverein*[2]. Il voyait en eux des jacobins, usurpateurs du mot de liberté, et toujours prompts à se servir de ce mot comme d'une arme contre l'Église. Au surplus,

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 192, n. 1.

2. Voir ci-dessous, p. 293. — Sur la part très importante prise par Schulze Delitzsch à la fondation du *Nationalverein*, voir Bernstein, *op. cit.*, p. 107-111.

Ketteler était un rural, un homme des forêts, qui souffrait en apercevant les campagnes envahies par l'industrie. Il observait, en 1863 même, l'industrie et le « libéralisme » antichrétien essayant, d'une même allure, de s'introduire dans les montagnes du Tyrol ; il se jetait sur sa plume, dénonçait l'intrusion, dans ces terres vierges et catholiques, de la « terrible force de capital possédée par les ennemis de l'Évangile », frémissait en songeant à l'air empesté que respireraient les Tyroliens, habitués hier à la fraîcheur de leurs montagnes, « prédestinés, pour demain, à l'esclavage des fabriques[1] ». Il n'y avait pas jusqu'à la personne physique, en Ketteler, qui ne s'insurgeât contre ces manifestations du progrès, il en voulait aux « libéraux » de s'en faire les adulateurs. Une brochure de 1865, qu'il intitulait : *Un catholique peut-il être franc-maçon?* nous le montre plein d'amertume contre la « poignée d'hommes d'argent » qui faisaient la force du « libéralisme maçonnique ».

« Que deviendrait le monde, écrivait-il, si cette cour princière de la richesse moderne, si cette fraction humaine qui ne croit plus ni en Dieu ni en Jésus ni à la dignité de l'âme, qui ne sert que les intérêts matériels et les plaisirs sensibles, fortifiée par une organisation secrète et inconnue, pouvait se faire passer pour l'élite du genre humain et traiter le pauvre peuple en conséquence ? » Et puis, interpellant un publiciste

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 165.

franc-maçon qui avait affirmé que la maçonnerie se souciait fort peu de recruter des bateliers, des ouvriers et des domestiques : « Voilà bien, s'exclamait Ketteler, la différence pratique qui sépare la franc-maçonnerie de l'Église. Pour nous, nous le proclamons avec joie, nous nous soucions autant des bateliers, des ouvriers et des paysans, que des princes et des rois ; nous plaçons la dignité humaine au-dessus de toute distinction, et nous déplorons amèrement cette façon de penser qui met le riche fabricant au-dessus du pauvre laboureur[1]. » La lutte doctrinale entre le christianisme et le libéralisme matérialiste apparaissait à Ketteler comme une lutte sociale, dans laquelle le christianisme avait pour lui les pauvres, et dans laquelle le libéralisme matérialiste gardait comme clientèle l'aristocratie d'argent.

Au fond de l'Évangile nouveau que prêchait aux pauvres Ferdinand Lassalle, Ketteler, sans doute, retrouvait le matérialisme, et cela même lui permettait de dire aux « libéraux » que le socialisme, qui les déposséderait, était la conséquence fatale de leur propre philosophie ; mais il ne pouvait se défendre de quelque sympathie pour la belle franchise avec laquelle Lassalle, poursuivi en 1862 devant le tribunal de Berlin, avait célébré le respect du moyen âge chrétien pour le droit à la libre science[2] ; et puis, dans la critique que faisai

1. *Un catholique peut-il être franc-maçon ?* trad. Belet. *Archives théologiques*, juillet-décembre 1865, p. 258-261.

2. Lassalle, *Discours et pamphlets*, trad. Dave et Remy. p. 81-85. — C *H. P. B.*, 1863, II, p. 743.

Lassalle de l'ordre social, très nombreux étaient les points où la pensée de Ketteler joignait aisément la sienne. Trois ans avant que Marx, dans son livre du *Capital*, ne construisît à grand renfort de chiffres la théorie du « travail marchandise », Ketteler, s'inspirant évidemment de la *Réponse publique* de Lassalle, qui date du 1er mars 1863 [1], esquissait déjà quelques-uns des traits de cette théorie. Ainsi l'évêque de Mayence, comme analyste des réalités économiques, était singulièrement proche de Lassalle ; et l'on s'explique dès lors que, préparant un travail critique sur les solutions du libéralisme progressiste et du radicalisme socialiste, il ait eu la curiosité d'entrer en rapports directs avec le célèbre agitateur et de ne juger ses plans qu'après l'avoir mis en mesure de les défendre.

En janvier 1864, une mystérieuse lettre, qui portait le timbre de la poste de Francfort, parvenait à Ferdinand Lassalle, à Berlin ; elle n'avait pas de signature. L'anonyme expliquait que, disposant de 50.000 florins, il songeait à fonder, avec ce capital, cinq petites associations de production, que ce système lui paraissait préférable à l'intervention de l'État ; et il réclamait l'avis de Lassalle. Poste restante, à Francfort, à l'adresse « M Z 35 », arriva, le 21 janvier, une réponse du tribun : le correspondant trop discret était prié de se faire connaître [2]. Ainsi fut suspendu l'échange de lettres entre Guil-

1. Lassalle, *Discours et pamphlets*, trad. Dave et Remy, p. 195-237.

2. Goyau, *Ketteler*, p. 211-213.

laume-Emmanuel de Ketteler et Ferdinand Lassalle. Une réorganisation sociale fondamentale opérée par les seules libéralités de la charité chrétienne : tel était, — cette correspondance le prouve, — le rêve grandiose de Ketteler. Ce que projetait l'évêque de Mayence, ce n'était rien de moins qu'une révolution dans l'organisation de l'industrie, c'était le capital mis à la disposition des travailleurs, les travailleurs passant de l'état de salariés à l'état de propriétaires. Et c'est au capital des chrétiens qu'il rêvait d'avoir recours, au nom même de l'idée chrétienne, pour hâter l'avènement d'une époque nouvelle où la multiplication des coopératives de production mettrait dans les mêmes mains le capital et l'outil ; c'est à la charité chrétienne qu'il s'adressait pour que, sans secousse, sans soubresaut, sans désordres, elle se fît l'ouvrière humble et dévouée d'une évolution sociale. L'histoire entière nous enseigne que des évolutions aussi graves ne s'accomplissent en général que par la brusquerie des révolutions ; Ketteler avait assez de confiance dans la logique de sa doctrine et dans la vaillance de la charité, pour demander aux gens de bien de faire faire à l'humanité l'économie d'une révolution.

Sur ses indications, le chanoine Moufang écrivit au sociologue Victor-Aimé Huber [1], qui, dans sa

1. Sur Huber (1800-1869), voir *L'Allemagne religieuse, le protestantisme*, p. 191-193 (4e édit., Paris, Perrin, 1905) et Elvers, *Allgemeine deutsche Biographie*, XIII, p. 249-258. — On trouvait six ans plus tôt dans les *H. P. B.*, 1857, I, p. 48-80 et 260-283, un article très favorable sur l'ouvrage dans lequel Huber racontait son voyage d'observations économiques de l'année 1854.

retraite de Wernigerode, avait organisé une série d'institutions philanthropiques; Huber répondit en substance que depuis longtemps il songeait combien pourrait être féconde l'action des catholiques pour l'œuvre commune de progrès social, et qu'il se réjouissait d'entendre enfin des voix autorisées donner l'impulsion [1].

VI

Pressé par ces encouragements mêmes, Ketteler, à la fin du printemps de 1864, publiait son livre : *La question ouvrière et le christianisme* [2]. Il déclarait que Lassalle et son parti « avaient le mérite incontestable d'avoir dépeint, en termes aussi énergiques que vrais, la situation des classes ouvrières réduites au strict nécessaire » ; il faisait sienne, en somme, la partie critique du système de Lassalle. Mais quant à la partie positive et, si l'on ose ainsi dire, constructrice, de ce système, Ketteler la répudiait comme périlleuse et comme illégitime, de même qu'il évinçait comme insuffisantes les solutions de Schulze Delitzsch. L'intervention souveraine par laquelle l'État prélèverait sur les riches l'argent nécessaire pour transformer les pauvres en propriétaires inquiétait, au point de vue du droit, les scrupules théologiques de l'évêque, toujours soucieux de distinguer entre les

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 186.

2. Une traduction française en fut publiée par M. Cloes (Liège, Grandmont, 1869). Nous en avons donné de nombreux fragments dans notre volume sur Ketteler.

obligations de stricte justice et les obligations de charité [1]. Au surplus, l'instinct même de Ketteler, si rapide à s'insurger contre tout absolutisme, le dissuadait encore, à cette époque, de confier à l'État centralisateur la solution de la question sociale. Parce qu'hostile à l'absolutisme, il combattait, chez le propriétaire, le *jus abutendi* et, chez l'employeur, l'exploitation des forces humaines : de là, ses hardiesses de théoricien social. Mais parce qu'hostile à l'absolutisme, aussi, il ne voulait pas d'un État subjuguant les riches par ses exigences fiscales et les pauvres par ses bienfaits gratuits ; et c'est ainsi que sa haine tenace contre toute exagération illimitée dans l'exercice des droits humains l'amenait, tour à tour, à se rapprocher de Lassalle et à se séparer de lui. Le livre s'achevait par l'exposé du beau rêve qu'esquissait naguère la lettre à Lassalle ; Ketteler souhaitait, avec une ardente confiance, que l'épanouissement même de l'amour chrétien dans les âmes se traduisît, sur le terrain social, par la création de coopératives de production, dont les premiers fonds seraient dus à d'émouvants gestes d'amour.

Dans les papiers de Ketteler remontant à cette époque, le P. Pfuelf a retrouvé un certain nombre de brouillons plus précis, plus concrets, dans lesquels l'évêque, seul devant son papier, envisageait

1. Quelques années après, le chanoine Moufang se montrera, dans son programme social du 27 février 1871, moins accessible à ces réserves, et il demandera, comme Lassalle, que l'État fasse des avances aux sociétés ouvrières. (Laveleye, *Le socialisme contemporain*, 6[e] édit., p. 151-152. Paris, Alcan, 1892.)

e fonctionnement possible de ces associations tant lésirées. Ketteler y passait en revue les divers groupements de travailleurs, et les appréciait briè-ement. « Les *Trade-Unions*, écrivait-il, sont jus-ifiées comme le sont les amputations sur le corps nalade ; elles présupposent un état de maladie, nais, dans un état de maladie, sont chose relati-ement bonne. Aussi faut-il affranchir le travail-eur de tous les obstacles que les lois opposent au .roit d'association. D'autre part il ne faut pas se aire complice de cette illusion trompeuse pour les ravailleurs, d'après laquelle, seules, les *Trade-Jnions* pourraient les aider. » Passant aux associa-ions de Schulze-Delitzsch : « Elles ont éveillé le oût de s'associer, notait-il : c'est un grand avan-age, un retour au ténébreux moyen âge. » Mais l leur reprochait d' « être dirigées contre l'in-uence religieuse », d' « enrichir, parfois, les ourgeois libéraux qui les fondaient... » Enfin, oncluait-il, « si du moins les choses s'y passent... onnêtement, elles peuvent toujours aider un eu. » Ketteler abordait aussitôt une troisième lasse d'associations, celles qui font du travailleur n associé de l'exploitation industrielle, un asso-ié de la jouissance, un *Mitherr*, un *Mitniesser*. Les romouvoir lui semblait être « l'une des tâches apitales de l'époque, l'une des plus belles tâches es nations chrétiennes ».

Son enthousiaste imagination se fixait sur des hiffres ; il projetait une grande association cen-rale qui susciterait de telles initiatives ; sur ses

ressources d'évêque, il assurerait à cette associa tion 5.000 florins pendant 6 ans. « J'ajoute que j suis prêt[1]... » Ici finit le manuscrit; ici s'arrête l crayon de Ketteler, soudainement interrompu à l seconde même où sans doute il allait noter quelqu autre sacrifice susceptible d'assurer le renouveau social. Un autre jour, il traçait un projet de banqu au capital de 10.000 florins, émettant des action de 10 florins, et chargée de faire des prêts à tou les travailleurs qui voudraient s'organiser, ou bien un plan de société qui, à titre d'essai, subvention nerait une exploitation industrielle exclusivemen confiée à des travailleurs, et qui leur réserverai ainsi, outre leur salaire, tout le profit de l'affaire[2] Un soir où le *Journal de Francfort* attaquait l'avi- dité du clergé, le *Journal de Mayence*, organe catho- lique, ripostait : « Si les fabricants millionnaire et tous les Magnats cousus d'or élargissaient un fois leurs cœurs, s'ils voulaient employer à peu près la dixième partie de leurs revenus annuel pour un but d'intérêt général, comme chaqu année fait l'évêque de Mayence avec presque tou son revenu, alors la question ouvrière serait heu- reusement résolue, et l'on verrait éclore des asso- ciations productrices de dividendes annuels pou les travailleurs, des institutions pour les ouvrier malades et invalides ; et tout ce qu'il y a de bon tout ce qu'il y a d'applicable, dans les système modernes de Schulze-Delitzsch et de Lassalle, por

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 197-198.
2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 199.

terait les plus beaux fruits sur le terrain de l'amour chrétien[1]. »

La presse catholique examina sérieusement les propositions de Ketteler ; certains de ses organes se déclarèrent tout prêts à cesser de revendiquer les biens ecclésiastiques sécularisés, si le produit de ces sécularisations était affecté par l'État à des coopératives de production[2]. Que les biens enlevés à Dieu fussent consacrés au peuple, la presse catholique, tout de suite, applaudirait !

Ainsi se découvraient des horizons imprévus ; les rêves sociaux engendraient des rêves politiques. Ketteler laissait dire les journaux et se dérouler l'histoire ; il avait voulu, lui, tout simplement, faire l'éducation sociale de la charité chrétienne. Survenant entre deux écoles réformatrices dont l'une, la libérale, parlait de *self-help*, et dont l'autre, la radicale, parlait de contrainte, le livre de Ketteler faisait de la réforme sociale un élan d'amour, et traçait à cet élan des directions auxquelles Lassalle ne pouvait qu'applaudir.

Parmi les nombreux témoignages que reçut Ketteler à l'occasion de son livre, celui qui sans doute lui parut le plus attachant ne fut pas la lettre élogieuse de Pierre Mischler, l'économiste catholique de Prague[3], ni le curieux billet d'un mécani-

1. Pfuelf, *op. cit.*, II, p. 201.

2. Becker, *Geschichte der Arbeiter-Agitation Ferdinand Lassalle's*, p. 218, (Brunschwick, Bracke, 1874.)

3. Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 299-300. — Sur Mischler (1811-1864), qui mourut peu de mois après, voir Ernest Mischler, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXII, p. 4-10.

cien protestant lui écrivant : « Si je ne puis pas vous voir sur cette terre, je veux vous visiter dans l'autre monde, et vous remercier d'être un ami des hommes[1] », ni même l'adresse par laquelle un protestant de Hambourg, président de l'association des artisans, lui exprimait une chrétienne sympathie[2], mais bien plutôt, croyons-nous, le rapide message dans lequel un curé des bords du Rhin lui rapportait quelques propos de Lassalle. Une fête socialiste avait eu lieu à Ronsdorf, le 23 ma 1864 ; Lassalle y avait réuni huit à neuf cents auditeurs. Il leur avait parlé de l'*Association générale des travailleurs allemands*, et puis des tentatives diverses faites, de-çà, de-là, pour améliorer leur destinée ; une demi-heure durant, il avait insisté sur Ketteler, cet homme qui sur le Rhin est « en odeur de sainteté », qui depuis de longues années « s'adonne aux recherches scientifiques », et « dont le nom, devant tout tribunal Rhénan, est entendu non seulement avec considération, comme ceux des savants, mais avec la plus haute déférence ». Des paroles de Lassalle, le curé racontait à Ketteler ce qu'il avait retenu :

« Un prince de l'Église Rhénane, commença Lassalle, n'a pu s'empêcher de rendre enfin témoignage à la vérité, et il a déclaré que cet évêque partageait complètement ses propres idées dans un livre intitulé : *La question ouvrière* (Lassalle ne donna pas la fin du titre, ce qui me surprit tout de suite).

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 189.

2. Raich, *op. cit.*, p. 300-303.

Ad commendationem, il parla encore un peu de la science :t de la pénétration de Votre Grandeur... Puis, il lut divers)assages de votre écrit... Lassalle était tout à fait en extase, e public applaudissait constamment; une voix cria même : /ive l'évêque de Mayence !... Vous auriez, continua l'ora-eur, élevé deux réserves contre ses idées : d'abord, vous ıuriez dit que les travailleurs gâteraient leur cause par trop le précipitation, puis, à cause du caractère divin de la pro-)riété privée, vous tiendriez l'aide de l'État pour illicite. La)remière objection, répliquait Lassalle, n'est pas fondée; il :onnaît trop bien l'esprit intelligent des travailleurs, qui se 'endraient compte eux-mêmes que tout cela doit se réaliser)ar une pacifique évolution. L'autre objection n'existe pas)our lui et pour les auditeurs, parce qu'ils ne croient pas à la livinité de la propriété privée : d'ailleurs Lassalle ne veut pas nême toucher, de quelque façon que ce soit, à la propriété ıctuelle. Lassalle commença ses réflexions sur ce point en lisant : Je ne suis pas de la prêtraille (*ich bin kein Pfaff*). Du noyen capital indiqué dans votre livre pour remédier à la nisère des travailleurs comme de tous les hommes — le :hristianisme — Lassalle n'a pas dit une syllabe, de même que, dans tout son discours, il ne fut pas une seule fois ques-.ion de religion ou de moralité [1] ».

1. Raich, *op. cit.*, p. 286-298. — Le texte précis de ce discours de Lassalle 'ut imprimé dans la suite ; on peut le lire intégralement dans la traduction de MM. Victor Dave et Léon Remy. « Il y a peu de temps, disait-il, un prince de l'Église, 'évêque de Mayence, poussé par sa conscience, est intervenu dans la question)uvrière. Sur les bords du Rhin, il est en odeur de sainteté. Depuis bien des ınnées il s'adonne aux recherches scientifiques. Point par point, il adopte mes)ropositions et mes thèses économiques et rejette celles des progressistes, avec)énétration et franchise... Il ne laisse même pas aux progressistes le choix :ntre l'ignorance et l'intention de tromper ; en conscience, il se voit obligé le déclarer que celui-là voudrait tromper le peuple, qui, connaissant les preuves que j'ai fournies, persisterait à nier l'existence de la loi d'airain !... Vous savez, mes amis, que je n'appartiens pas à la catégorie des gens pieux. Mais il n'est que juste d'accorder la plus grande valeur à ce symptôme. Malgré l'indulgence :t la retenue qui conviennent naturellement à son ministère, un évêque se voit :ependant obligé, en conscience, de s'exprimer avec la sévérité que me per-mettait ma liberté de tribun populaire... Cela est d'autant plus important que l'évêque n'appartient naturellement pas au nombre de nos adhérents. Il conteste l'utilité de nos efforts ; il en conteste la légitimité. Il conteste leur utilité parce qu'il craint le bouleversement que provoquerait la mise à exécution de nos me-sures en matière sociale. Il conteste leur légitimité parce qu'il lui paraît dou-teux que l'État ait le droit d'employer les moyens et d'user des institutions que

Le discours de Lassalle, tel que ces lignes le résumaient, montrait en quelle estime le fondateur du socialisme Allemand tenait la pensée de Ketteler. Il était naturel que cette singularité frappât la presse de l'étranger : on voyait le *Temps* du 17 octobre 1864 publier une analyse très longue, très fouillée, du livre épiscopal, sous ce titre expressif : « Un évêque socialiste. »

Au demeurant, Ketteler, — une lettre postérieure à la mort de Lassalle nous en est la preuve, — inclinait à juger assez favorablement la personnalité même du fameux tribun[1]. En 1866, trois

je réclame, d'engager ainsi dans des voies déterminées, dans des canaux rigides, la propriété future. Mais par là même l'évêque de Mayence porte en notre faveur le témoignage le plus important. Il avoue en effet que cette opinion n'est fondée que chez ceux qui, comme lui, croient la propriété d'institution divine. La doctrine actuellement en faveur dans l'État, dans la science, dans le parti libéral, voit dans la propriété privée une institution humaine. L'évêque dit que de ce point de vue on ne peut élever la moindre objection sur la légitimité des mesures que je propose. Vous devez comprendre l'importance incomparable d'un semblable aveu. » A cette époque même, Hieronymi, prédicateur de la secte des *Freireligioesen*, publiait à Darmstadt une brochure contre « Erostrate-Lassalle ». Lassalle n'en était que plus flatté du langage de Ketteler à son endroit. Bernard Becker, plus tard président de l'Association générale des ouvriers allemands, ne parle qu'avec mauvaise humeur, dans sa *Geschichte der Arbeiter-Agitation Ferdinand Lassalle's*, de l'attitude réciproque de Lassalle et des « ultramontains »; la même colère s'observe dans le livre de Brandes, *Ferdinand Lassalle: ein literarisches Charakterbild*, p. 239-240. (Berlin, Duncker, 1877.) — Cf. sur le discours de Ronsdorf, où Lassalle faisait aussi certaines avances à Bismarck, Seillière, *Etudes sur Lassalle, fondateur du parti socialiste allemand*, p. 192-194 (Paris, Plon, 1897).

1. Ainsi s'explique que les « nationaux libéraux, » à l'époque du *Culturkampf*, aient allégué le souvenir du jugement de Ketteler sur Lassalle, pour accuser l'évêque de n'être qu'un démagogue, et que même ils aient complaisamment accueilli, sur les rapports des deux personnages, d'assez curieuses légendes. Entre autres faits, une visite qu'avait rendue la comtesse Hatzfeld à Ketteler le 16 août 1864 quelque temps avant la mort de Lassalle, donna lieu plus tard à un tenace on-dit, dont en février 1873 la *Nationalzeitung* se fit l'écho, et d'après lequel Ketteler, sur la demande de la comtesse, se serait montré propice à l'idée de baptiser l'israélite Lassalle pour faciliter son mariage avec M[lle] de Doenniges. Voyez les démentis de Ketteler lui-même dans la *Germania* du 16 février 1873 et les explications complémentaires du P. Pfuelf, *Ketteler*, III,

uvriers catholiques de Duenwald, membres de *Association des travailleurs* fondée par Lassalle, onsultèrent Ketteler ; ils lui demandèrent si des atholiques pouvaient appartenir à ce groupement. ans émettre un avis formel sur une question qui egardait surtout l'évêque de leur diocèse, Ketteler nclina, non d'ailleurs sans quelque hésitation, ers une réponse négative, en raison de l'esprit ntireligieux qui dirigeait les chefs actuels du ouvement lassallien ; mais il tint à rappeler l'in-épendance de jugement qu'il avait toujours cons-tée dans les écrits de Lassalle, et même le « pres-entiment respectueux qu'avait Lassalle de la rofondeur et de la vérité du christianisme ». Sous a direction, ajoutait-il, « l'Association générale es travailleurs n'aurait, je crois, point été détour-ée de son but, c'est-à-dire de la mission de veiller ux intérêts de l'ouvrier, et on n'en aurait pas busé jusqu'à la faire servir des tendances anti-atholiques »[1]. Ainsi le cas de conscience soumis à etteler par trois prolétaires catholiques devint our l'évêque de Mayence l'occasion d'un hom-age à la personnalité disparue de Lassalle ; et out au fond de sa pensée, telle que sa réponse la isse voir, la seule objection vraiment sérieuse u'il croit pouvoir élever contre la participation es ouvriers à l'effort socialiste était tirée de la

260-263. Rien d'exact, non plus, dans la rumeur, accréditée en 1896 par cer-ins journaux, d'après laquelle Ketteler, au moment où la comtesse Hatzfeld mena de Genève le cadavre de Lassalle, aurait accompagné le corps depuis la re de Mayence jusqu'à l'embarcadère du Rhin (Pfuelf, *op. cit.*, III, p. 263).

1. Goyau, *Ketteler*, p. 254-261.

malveillance notoire des chefs socialistes contre le catholicisme lui-même.

VII

Ketteler n'était point une exception parmi les catholiques de l'Allemagne[1]. Il suffit de parcourir entre 1860 et 1870 la collection des *Feuilles historico-politiques*[2], la grande revue catholique qui s'honorait d'avoir eu Goerres pour fondateur : on constate tout de suite que cette revue, publiée dans la calme Bavière, ne redoute pas la question sociale, que tout au contraire elle évoque cette question, que sans cesse elle l'agite, qu'elle la brandit, pourrait-on dire, sous le regard des « libéraux » inquiets, et qu'en face de l'anticléricalisme bourgeois, elle se réjouit de cette agitation ouvrière assez arrogante pour demander à la bourgeoisie ses titres. « Tout le bruit qu'on fait autour de Bonaparte et de Garibaldi, de Cavour et des Cobourg, de la Hongrie et de l'Italie, tout cela passe : une seule chose subsiste, c'est la société profondément malheureuse. Oui, c'est la question sociale ! Vous l'avez oubliée, elle ne vous oublie

1. On pourrait en particulier mentionner en 1865, dans la toute nouvelle collection des *Brochures de Francfort*, une brochure de l'économiste Jean-Joseph Rossbach (1813-1869), qui avait appartenu en 1849 au parti catholique bavarois : elle s'intitulait : *Industrie und Christenthum*.

2. Cf. notre tome II, p. 108-109 et 203-206. A la mort de Guido Goerres, en 1852, Joerg était devenu le directeur des *Feuilles* (*H. P. B.*, 1852, II, p. 211-212), et M. Franz Binder, qui devait succéder à Joerg comme directeur, lui fut associé dans cette tâche à partir de 1858 (*H. P. B.*, 1858, I, p. 727-728) : on fêtait en janvier 1908 le cinquantenaire de sa direction (*H. P. B.*, 1908, I, p. v-xvi.)

pas[1]. » Ainsi s'exprimaient, dès 1860, les *Feuilles historico-politiques.* Et en 1865 : « On peut se disputer sur le Schleswig ; la plus importante de toutes les questions pour nous, c'est de savoir comment le peuple mangera, c'est la question sociale[2]. »

Il plaisait à ce grand périodique catholique de braver ainsi les « nationaux libéraux » en leur remontrant que vainement ils essaieraient d'amuser l'opinion par certains débats politiques ou d'occuper les passions populaires par des excitations antireligieuses ; qu'au-dessous des agitations superficielles où s'attardait la « bourgeoisie », une question profonde survivait, dont il faudrait bien qu'un jour elle se préoccupât. La Chambre hessoise, pour taquiner le ministre Dalwigk et l'évêque Ketteler, aimait les débats sur le cléricalisme. « Le sort des petits métiers, proclamait alors un orateur, est pour moi beaucoup plus important que la question ecclésiastique[3] » ; cet orateur n'était autre que le chanoine Moufang, auxiliaire de Ketteler dans l'administration du diocèse ; et, dans un long discours, il développait le plan d'une législation protectrice des artisans, susceptible de les aider « contre la tyrannie du capital[4] ». Les *Feuilles historico-politiques* goûtaient fort ce genre de diversion : il leur plaisait que le catholicisme

1. *H. P. B.*, 1860, II, p. 512.
2. *H. P. B.*, 1865, I, p. 117.
3. Moufang, *Die Handwerkerfrage*, p. 6 (Mayence, Kirchheim, 1864).
4. Moufang, *op. cit.*, p. 33. — Cf. ci-dessus, p. 55, n. 2.

ripostât aux importunités de l'anticléricalisme par l'importunité souveraine de la question sociale ; des députés voulaient-ils jouer au concile, ou des journalistes s'ériger en théologiens, il se trouvait tout de suite des catholiques pour leur rappeler qu'il y avait des pauvres et que Lassalle existait. Nationaux libéraux et catholiques semblaient parfois lutter d'ingéniosité, les uns pour éluder la question sociale, les autres pour l'afficher.

Aux regards des *Feuilles historico-politiques*, il était logique que le libéralisme économique fût politiquement antireligieux. « Il est impossible, y lisait-on en 1865, qu'une doctrine qui traite comme une marchandise morte la force de travail de la pauvre humanité soit amicale pour la pensée chrétienne[1]. » L'article s'intitulait : *Le système du libéralisme économique et l'essence de la bourgeoisie*. Quelques mois après, la même revue développait cette idée, que le malthusianisme est la conséquence du libéralisme, et elle concluait : « Un système d'économie politique qui est tombé jusqu'à cette profondeur de mépris pour soi-même ne peut avoir aucun avenir[2]. » Lassalle était autrement traité : « Génie séculaire, écrivait-on, il a percé, de ses pénétrantes intuitions, les profondeurs de l'histoire de la civilisation, et souvent il eut un langage qui serait tout à fait digne d'un voyant chrétien et d'un socio-

1. *H. P. B.*, 1865, II, p. 56.
2. *H. P. B.*, 1866, I, p. 514.

.ogue chrétien [1]. » Les *Feuilles historico-politiques* ɜussent volontiers fait de Lassalle un chrétien qui s'ignorait. Elles insistaient, comme lui, sur les :auses qui amenaient la dépréciation du prix du :ravail, sur l'achat des hommes pour la haute ndustrie, sur le droit accordé au « capital mort », ıur la concurrence des employeurs [2] ; elles appré- :iaient comme Ketteler la partie critique du sys- ème de Lassalle. Elles n'avaient pas même attendu e manifeste de l'évêque de Mayence pour affirmer lles-mêmes, dès 1863, que la démocratie organisa- rice faisait bien de réclamer les droits du qua- rième État, et que l'exploitation tyrannique des oules ouvrières ne devait pas durer jusqu'à la fin u monde [3]. On avait des accès d'une mordante aieté, dans les bureaux des *Feuilles*, lorsqu'on entait que Schulze Delitzsch et ses amis étaient éconcertés et gênés par Lassalle [4] : on faisait bon narché des associations fondées par Schulze De- .tzsch, qui ne pouvaient « aboutir qu'au relève- nent social d'une poignée de demi-bourgeois [5] » ; e dont il s'agissait, c'était la classe ouvrière. ,assalle avait tort de rêver d'un autoritarisme 'État qui aboutirait au despotisme militaire [6] ; nais pourtant son messianisme avait du bon [7], et

1. *H. P. B.*, 1865, II, p. 57.
2. *H. P. B.*, 1865, I, p. 123-127.
3. *H. P. B.*, 1863, II, p. 107.
4. *H. P. B.*, 1865, I, p. 1014-1016.
5. *H. P. B.*, 1865, I, p. 207-208.
6. *H. P. B.*, 1865, I, p. 274-294.
7. *H. P. B.*, 1865, II, p. 546-561.

peut-être, sur les ruines du libéralisme, Lassalle frayait-il les voies à la solution chrétienne de la question sociale. Le monde se transformait ; l'élévation des travailleurs allait « nécessiter un changement de front dans la politique intérieure de tous les gouvernements, et cette nouveauté, infiniment plus importante que les remaniements imminents de la carte d'Europe, allait survenir assez prochainement dans les États industriels [1] ». Avec allégresse, au nom du catholicisme, les *Feuilles historico-politiques* tournaient le dos aux tenaces vieilleries, aux vieilleries lentes à mourir ; « la société du libéralisme, notaient-elles en 1868, est à présent condamnée, d'une part dans les allocutions du pape à Rome ; d'autre part dans les allocutions de Jacoby, le tribun démocrate de Kœnigsberg [2] ». Cela ne déplaisait pas aux *Feuilles*, de voir les sarcasmes de la démocratie sociale contre le libéralisme faire écho aux anathèmes du *Syllabus ;* elles aimaient ces attrayantes coïncidences comme des préludes de l'avenir. On se trouvait à un tournant de l'histoire ; de là, des devoirs nouveaux pour l'Église.

Si une nouvelle période de l'histoire, disaient les *Feuilles* en 1865, invoque plus hautement que jamais l'Évangile des pauvres, pourquoi l'Église ne devrait-elle pas accepter, elle aussi, d'apparaître avant tout comme une personnalité ouvrière ? (*warum sollte nicht auch die Kirche vorherrschende Arbeiter-Gestalt annehmen ?*)

1. *H. P. B.*, 1865, I, p. 1017.

2. *H. P. B.*, 1868, II, p. 264. — Sur le radical Jean Jacoby (1805-1877), voir Wippermann, *Allgemeine deutsche Biographie*, XIII, p. 620-631.

De toutes les transformations qu'elle a déjà subies dans
a situation à l'endroit du monde, ce ne serait même pas la
lus grande. En tout cas, toutes les autres questions ecclé-
iastiques pourraient bien, tôt ou tard, disparaître derrière
elle-ci : « Comment le catholique doit-il se comporter vis-
-vis du nouveau mouvement des travailleurs ? » [1]

Le penseur audacieux, original, qui interprétait insi, pour les catholiques d'Allemagne, les preniers murmures de la question sociale, s'est éteint l y a six ans seulement : il s'appelait Joseph-Edmond Joerg [2] et avait, en 1852, succédé à Guido oerres et au canoniste Phillips dans la direction es *Feuilles*, que Montalembert appelait « le premier ecueil de l'Europe catholique » [3].

Ses études sur l'évolution du protestantisme, ubliées de 1853 à 1858 [4], témoignaient d'une chesse d'informations et d'une pénétration criique que l'Allemagne protestante ne pouvait se éfendre d'admirer [5]. Archiviste à Munich, ses rticles contre la bureaucratie lui avaient valu un oste de disgrâce dans la bourgade lointaine de eubourg : c'est de là qu'il regardait la terre tourer, les hommes s'agiter, les révolutions se prépaer. « Dites-moi de grâce qui est cet auteur, écriait Montalembert après avoir lu des pages anoymes de Joerg, afin que j'inscrive son nom parmi

1. *H. P. B.*, 1865, I, p. 416.
2. Voir sur Joseph-Edmond Joerg (1819-1901), l'article de Franz Binder (*H. B.*, 1901, II, p. 773-792) ; — et B. von Meyer, *Erlebnisse*, I, p. 315-316.
3. Montalembert, *Œuvres*, V, p. 16. (Paris, Lecoffre, 1861-1868).
4. Joerg, *Geschichte des Protestantismus in seiner neuesten Entwicklung*, ribourg, Herder, 1858).
5. Ringseis, *Erinnerungen*, IV, p. 42, n. 1.

ceux des esprits les plus sagaces que j'aie encore rencontrés [1]. » Joerg mérite de figurer, à côté de Ketteler, parmi les éducateurs sociaux des catholiques d'Allemagne.

Le livre d'informations dans lequel l'Allemagne catholique apprit à connaître et à juger les diverses écoles sociales fut le livre d'Edmond Joerg, publié à Fribourg en 1867 et intitulé : *Histoire des partis politiques sociaux en Allemagne* [2]. De proposer la solution chrétienne, Joerg ne s'en préoccupe qu'en passant ; il estimait, sans doute, ne pouvoir mieux dire qu'avait dit Ketteler. Mais la méthode même de son livre, l'esprit qui l'inspire, le point de vue où il se place, habituaient les catholiques, si l'on peut ainsi parler, à une certaine optique sociale, qu'il importe de définir avec quelque soin. Pour Edmond Joerg, l'hégémonie économique de la bourgeoisie est le mal souverain, et par bourgeoisie il entend la classe sociale qui profita de la révolution de 1848 pour renverser toutes les barrières économiques [3] et qui, dans la suite, déclara superbement que le *National Verein*, avec ses aspirations anticléricales, représentait des millions de capital [4]. En tant que catholique et en tant que sociologue, Joerg enregistre avec satisfaction la rupture, opérée par Lassalle, entre cette bour-

1. Binder, *loc. cit.*, p. 786.

2. Joerg, *Geschichte der social-politischen Parteien in Deutschland*. (Fribourg, Herder, 1867). — Sur le succès de ce livre, voir *Theologisches Literaturblatt*, 1867, p. 563-568 ; *H. P. B.*, 1868, I, p. 318-324.

3. Joerg, *op. cit.*, p. 4-5.

4. Joerg, *op. cit.*, p. 7.

geoisie et la masse ouvrière ; il mesure avec allégresse les coups portés par la nouvelle école démocratique à la tyrannie politique et sociale du capital bourgeois. Qu'on ne s'égare pas sur le sens du mot bourgeoisie ; Joerg, comme tous les catholiques d'outre-Rhin, attache beaucoup de prix au maintien des classes moyennes, mais l'un des reproches qu'il fait précisément à la bâtisse économique que Schulze Delitzsch s'essaie à recrépir, c'est que les classes moyennes elles-mêmes y sont mal logées[1]. « Certainement, dit-il, la différence du riche et du pauvre est voulue par l'ordre divin ; mais là où les fortunes moyennes se dissolvent pour qu'une petite minorité nage dans l'or, tandis que la grande masse tombe dans l'extrême misère, alors, à la place de l'ordre divin, s'installe un péché mortel contre l'humanité, l'usure[2]. »

La science économique fut complice du péché ; mais Lassalle est venu, — Lassalle, le *Luther social ;* et c'est tant pis pour le péché, si la science allemande est venue comme transfuge au camp des travailleurs[3], et s'il existe maintenant, grâce à Lassalle, une politique ouvrière, scientifique elle aussi, et émancipée de la politique de la bourgeoisie[4]. Cette science transfuge, à lire les

1. Joerg, *op. cit.*, p. 80-100.

2. Joerg, *op. cit.*, p. 81. — Pierre Reichensperger, dès 1860, avait fait un écrit contre la suppression des lois sur l'usure (Berlin, Guttentag); voir *H. P. B.* 1860, I, p. 695 et suiv. — Cf. *H. P. B.*, 1870, II, p. 360, la conclusion d'une série d'articles contre « l'effroyable ligue de spéculateurs qui enserrent le monde », et la prévision d'une terrible guerre sociale.

3. Joerg, *op. cit.*, p. 14.

4. Joerg, *op. cit.*, p. 100.

déclarations matérialistes de la presse socialiste, paraît aux antipodes de la foi chrétienne ; Joerg ne le cache pas, et il s'en attriste. Mais il ressort de son exposé que l'antagonisme du régime bourgeois contre le christianisme est singulièrement plus profond ; les catholiques doivent se convaincre — ce sont ses propres expressions — que cette « bourgeoisie, partout, nécessairement, se trouve dans une posture d'inimitié mortelle contre la morale chrétienne et contre la révélation[1] », et que « le grand précepte de l'amour, donné par le Christ, est formellement abandonné par le libéralisme économique[2]. » L'année 1867 n'a pas amené au Parlement de l'Allemagne du Nord le parti ouvrier que Lassalle avait naguère eu l'espoir de fonder; mais du moins, le fonctionnement du suffrage universel et direct pour les élections à ce Parlement fut-il une première victoire posthume du « génial » agitateur[3]. Cette victoire, pourtant, est toute négative : elle ne fait que sanctionner les critiques de Lassalle contre l'idéal politique et social devant lequel le capitalisme bourgeois voulait prosterner l'humanité. Mais quant à la réorganisation de la société, on ne saurait l'attendre du parti ouvrier fondé par Lassalle, parti déjà très divisé[4], et

1. Joerg, *op. cit.*, p. 101.

2. Joerg, *op. cit.*, p. 104.

3. Joerg, *op. cit.*, p. 189.

4. Joerg fait allusion aux décisions qui dès 1865 éclatèrent, dans le socialisme allemand, entre Schweitzer d'une part, Liebknecht, Marx et Engels, d'autre part. Voir Milhaud, *La démocratie socialiste allemande*, p. 33-37 (Paris, Alcan, 1903).

dont la brève histoire est déjà pleine de scandales ; il faut pour une société nouvelle un esprit nouveau, une force nouvelle d'amour : aux catholiques d'agir. C'est ainsi que Lassalle, dans le livre de Joerg, prend la stature d'une sorte de Messie, élu de Dieu pour préparer les décombres sociaux sur lesquels l'Église reconstruira.

Puisque, sur les décombres accumulés par les Germains dans l'Empire romain, les moines Bénédictins avaient créé une vie rurale nouvelle, pourquoi des moines, aussi, ne seraient-ils pas les liquidateurs de la faillite économique, provoquée par Lassalle? Un capucin suisse, le P. Théodose, avait naguère, en 1863, captivé les congressistes de Francfort en leur racontant l'histoire des deux tissages qu'il avait installés, à Ingenbohl en Suisse, à Oberleitensdorf en Bohême, sous la direction des sœurs de charité; il était mort en 1865, laissant ces entreprises dans un état financier très médiocre [1]. On ne se décourageait point cependant, et une curieuse brochure, publiée à Vienne en 1868, reprenait le rêve de congrégations directrices de la vie industrielle. Elle s'intitulait : *Le danger social de la question ouvrière et la possibilité de le conjurer* [2], et était l'œuvre du chevalier Bernard de Meyer, qui, exilé de Suisse après la défaite du *Sonderbund*, avait trouvé asile à Vienne

1. *Leben und Wirken des P. Theodosius Florentini, O. Cap.*, p. 118-137. (Ingenbohl, *Katholischer Buecherverein*, 1878).

2. *Die sociale Gefahr der Arbeiterfrage und die Moeglichkeit deren Abwendung* (Vienne, Sartori, 1868). — *H. P. B.*, 1868, II, p. 407-408.

et beaucoup aidé à la conclusion du Concordat autri-chien[1]. Le déchaînement du capital par l'effet de la libre concurrence, le développement des valeurs mobilières, la suppression des lois contre l'usure telle était, pour Bernard de Meyer, la triple source du mal social. Le remède proposé par Lassalle lui faisait l'effet d'une utopie : car une certaine vertu qu'il appelait la discipline volontaire, serait indispensable dans les associations productives dont rêvait le tribun socialiste ; et Bernard de Meyer savait ou croyait savoir combien est rare cette vertu. Lassalle pourtant ne se trompait qu'à demi et Bernard de Meyer reprenait avec lui : Oui, il faut que ces associations fonctionnent ; oui, il faut qu'aux généreux capitaux apportés par ceux qui possèdent se joignent des garanties d'intérêt ou même des subventions accordées par l'État. Mais le succès était impossible, aux regards de Meyer si l'on ne donnait pas à ces associations une direction complètement indépendante, si elles n'étaient pas libres à l'endroit des classes possédantes Meyer, alors, dessinait le plan d'une congrégation nouvelle qui présiderait aux nouveaux essais de vie industrielle ; et la revue *le Catholique*, de Mayence, accueillait avec intérêt cette ingénieuse combinaison, qui, sous l'ombrage pacifique de quelque rameau monastique, réaliserait en partie le programme révolutionnaire de Lassalle[2].

1. Sur Bernard de Meyer (1810-1874), voir Meyer v. Knonau, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXI, p. 551-561, et surtout les propres Mémoires de Meyer, publiés par son fils en 1874 (*Erlebnisse*, 2 vol., Vienne, Manz).

2. *Katholik*, 1868, II, p. 319-351.

VIII

Eût-il été d'une sage tactique, pourtant, eût-il été conforme à la politique réaliste de l'Église, que le christianisme social se laissât immobiliser par l'ampleur même de ses rêves, et qu'il attendît tranquillement les merveilleux coups d'État, — gestes de capitalistes généreux, ou bien violences ouvrières, — qui substitueraient au salariat un autre mode de production ? Ketteler ne le pensait point, et tout en continuant de griffonner des plans de coopératives, il envisagea sans retard la meilleure façon de prêter aide aux ouvriers dans le régime industriel de l'heure présente. A côté des brouillons dans lesquels il édifiait une « solution de la question sociale », d'autres brouillons prirent place sur son bureau, où il examinait les moyens immédiats de relever la situation du travailleur[1].

En voici un, cité par le P. Pfuelf, qui semble remonter à l'année 1865 :

A la place du *self-help* individuel du libéralisme, doit surgir le *self-help* corporatif, sans exclure un appui raisonnable

1. Pratiquement, rien de ce qui touchait à la destinée de l'ouvrier ne laissait Ketteler indifférent. Un jour, le Conseil municipal de Mayence, préoccupé de moins dépenser pour l'hôpital de la ville, voulut imposer aux ouvriers étrangers travaillant dans Mayence une cotisation qui leur assurait l'accès éventuel de l'hôpital, et se refusa à dispenser de cette charge pécuniaire ceux-là mêmes qui d'avance, pour le cas de maladie, avaient contracté des arrangements avec des fondations de bienfaisance privée. Le journal catholique de la ville publia contre ces prétentions du Conseil une série d'articles ; et la municipalité dut céder. C'était Ketteler qui, pour la circonstance, s'était improvisé journaliste, en faveur des ouvriers ambulants que les hasards de leurs voyages lui amenaient comme diocésains (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 178-179.)

de la part de l'État. Je maintiens, pour cela, la nécessité d'une organisation à laquelle tous les travailleurs doivent appartenir ; comme base la profession. Etudier son organisation. La pousser à faire des propositions. Pour cela, élaborer une constitution pour la classe des travailleurs... La profession doit assurer protection matérielle et morale à ses membres, dans le sens du *self-help* corporatif. Les professions ont, au-dessus d'elles, une fédération d'arrondissement pour toutes les professions dans l'arrondissement. Cette fédération forme pour les membres un pouvoir d'appel, administre et emploie la richesse commune, organise les rapports entre l'État et la profession... Reconnaissance de la fédération d'arrondissement par l'État[1].

Quelques lignes sont sautées, à peine déchiffrables dans le manuscrit ; d'autres trop sommaires, trop hâtives, sont à peine compréhensibles. Mais, dans l'ensemble, nous avons ici tout un plan d'organisation professionnelle, englobant tous les membres d'un même métier, les encadrant solidement, les protégeant, et garantissant à la profession même, dans le fonctionnement de la vie de l'État, une active autonomie[2]. Si Ketteler veut l'organisation ouvrière, c'est en vertu des mêmes principes d'indépendance et d'autonomie qu'il avait trouvés, tout jeune, dans une tradition féodale de bon aloi ; c'est en vertu des aspirations qui le poussent à vouloir conserver et fortifier, au-dessous de l'État centralisateur, un cer-

1. Pfuelf, *Ketteler*. II, p. 202.

2. Cf. Moufang, *Die Handwerkerfrage*, p. 33 : « Est-ce peut-être une injustice que même pour les artisans il y ait un droit propre, une législation propre ? » — Dès 1851, un article des *H. P. B.*, 1851, II, p. 112-113, signalait comme « un symptôme de convalescence », une lettre du *Buergerverein* de Stuttgart au député de cette ville, dans laquelle on réclamait, « au lieu d'une représentation factice et décevante, la représentation réelle des intérêts. »

tain nombre d'organismes vivant de leur propre vie ; c'est en vertu du goût qu'il a pour toutes les attaches naturelles subsistant encore parmi le vaste émiettement du monde moderne, attaches terriennes, attaches confessionnelles, attaches professionnelles, cimentant de petites sociétés bien unies et bien vivantes parmi l'éparpillement anarchique du vaste chaos social.

Voyez encore cet autre brouillon :

« Sage organisation des classes ouvrières ; une constitution pour elles, une direction suprême pour elles ; les élever pour une certaine autonomie. Notre État cuit la soupe, fait le beurre, cela doit cesser[1]. »

Bluntschli nous entretient avec quelque complaisance, dans ses *Mémoires*, d'un plan de constitution qu'un jour il présentait au roi de Bavière et d'après lequel certaines personnalités, désignées par le roi lui-même, auraient mission, sous le nom de patrons des travailleurs (*Arbeiterpatrone*), de représenter à la Chambre la classe ouvrière[2]. Bluntschli comptait sur une telle institution pour corriger une grande lacune, visible à tous les observateurs. Mais les catholiques, eux aussi, voyaient cette lacune. « Il n'y a dans les Chambres, expliquaient un jour les *Feuilles historico-politiques,* que des représentants de la bourgeoisie, presque exclusivement, c'est-à-dire les représentants d'une classe qui n'a qu'un critérium, ses

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 203.

2. Bluntschli, *Denkwuerdiges aus meinem Leben*, II, p. 120.

intérêts industriels et commerciaux[1]. » Et les catholiques, activement soucieux de remédier à ce mal, voulaient plus et mieux, pour le prolétariat, que des représentants d'office, institués par une personnalité souveraine ; nombreux parmi eux étaient les politiques et sociologues qui, plus confiants que Bluntschli dans la classe ouvrière, rêvaient d'une vie civique où les intérêts ouvriers seraient incarnés et défendus par des délégués ouvriers.

Ketteler est leur chef à tous : le mouvement d'organisation des classes ouvrières lui apparaît comme une revanche sur les visées absolutistes d'un État centralisateur, comme le prélude d'une réédification qui rappellera dans quelque mesure l'architecture sociale du moyen âge.

Mais la société humaine ne se rebâtit pas en un jour ; les perspectives qu'autorise le mouvement ouvrier ne se dérouleront qu'à longue échéance ; et toujours le malaise est urgent... Alors, le 25 juillet 1869, Ketteler, de plus en plus pratique, prêchant devant un auditoire ouvrier dans une chapelle de pèlerinage, détaille, comme le ferait un agitateur de profession, les revendications que les travailleurs doivent présenter aux pouvoirs publics et que déjà leur organisation rudimentaire est peut-être susceptible de faire aboutir.

Augmentation des salaires ; diminution des

1. *H. P. B.*, 1867, II, p. 834. C'est à propos des élections au Parlement de l'Allemagne du Nord que les *Feuilles historico-politiques* faisaient cette réflexion.

eures de travail ; repos dominical ; interdiction u travail des enfants et des femmes dans les ıbriques : telles sont les revendications ouvrières ue Ketteler juge le plus immédiatement réaliıbles et dont il s'attache à montrer, du haut de la ıaire, au nom même de la religion, l'indéniable quité[1]. « Sur d'autres lèvres que les vôtres, lui rivait un vicaire d'Aix-la-Chapelle, nos bourgeois ıtholiques n'auraient pu supporter de telles vérios[2]. » Mais au cœur même de ces vérités, dures our certaines oreilles, reparaissait — jamais ıbliée, ni même estompée, — la pensée fondaentale du Ketteler de 1848. Ces revendications, ntinuait-il, ne seront efficaces, et leur succès profitera aux ouvriers eux-mêmes, que si la ligion dirige et réforme leurs âmes. Ketteler attend pas de la loi je ne sais quelle magique ıissance de réforme, le progrès ne se réalisera ı'avec la collaboration des consciences ; et l'on trouve dans ce discours, comme dans toute la éologie traditionnelle, l'inflexible conviction que, ur réparer en quelque mesure les effets sociaux péché originel, il ne faut rien de moins que la

. La traduction intégrale de ce discours a été donnée par M. Decurtius dans *Études sociales chrétiennes : Œuvres choisies de Mgr. de Ketteler*. — Goyau, *Ketteler*, p. 190-203.

Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 439. — A la même date, le livre de Théodore mpf, *Die sociale Frage in Vergangenheit und Gegenwart* (Bonn, Henry, }), en même temps qu'il considérait comme l'idéal l'attribution à l'ouvrier du ìt net de son travail, réclamait que l'Etat fixât un maximum d'heures de ail, limitât le travail des enfants et des femmes, prohibât le travail du dimanche. f. *Theologisches Literaturblatt*, 1868, p. 449-453, — et *H. P. B.*, 1868, II, 06-407 ; en 1848, lisait-on dans ce dernier article, de telles idées eussent considérées comme *rouge sang*.

contrainte de la loi sociale et l'initiative des vertus individuelles.

A cette date, les idées sociales de Ketteler sont complètement mûres ; il sera en mesure, quatre ans plus tard, de donner au Centre, pour un quart de siècle, un programme économique [1].

IX

En même temps que s'achevait ainsi l'armement du théoricien, l'organisation sociale des fidèles, de 1860 à 1870, prenait un rapide développement. Des associations chrétiennes sociales s'étaient lentement formées dans certaines paroisses pour les travailleurs de l'usine ; jusqu'en 1868, elles étaient émiettées ; cette année-là, à Crefeld, trois d'entre elles s'unirent et prirent pour organe une petite revue fondée par un jeune prêtre d'Aix-la-Chapelle, Joseph Schings, et qui s'appelait les *Feuilles chrétiennes sociales* [2] ; cette discrète rencontre de quelques prêtres et de quelques ouvriers sous les auspices d'un périodique encore inconnu donna le branle à un vaste mouvement de fédération. A tous ces humbles essaims sociaux, timidement fondés par des vicaires novices, il fallait un programme

1. Sur l'influence exercée par les idées de Ketteler, dès 1867, sur le congrès catholique belge de Malines, voir Defourny, *Les congrès catholiques en Belgique*, p. 135-140.

2. R. Meyer, *Der Emancipationskampf des vierten Standes*, 2e édit., p. 3 et 364-366 (Berlin, Bahr, 1882). — Schings (1837-1876), aumônier des Carmélites d'Aix-la-Chapelle, fonda cette revue avec le concours de Nicolas Schuere (voir ci-dessus, p. 121, n. 1), et bientôt en resta seul rédacteur.

une orientation, un contact : les *Feuilles chrétiennes sociales* servirent de lien. On s'enhardit, on fit une poussée ; elle fut tout de suite si vigoureuse que les deux forces organisées de l'Église d'Allemagne, la hiérarchie épiscopale d'une part, le comité directeur des congrès catholiques d'autre part, inscrivirent la question ouvrière, en 1869, à l'ordre du jour de leurs délibérations.

Que l'Église eût son mot à dire et qu'elle le dût dire, qu'à cet égard elle eût « une mission tout à fait éminente », c'est ce qu'affirmait formellement à Ketteler, en 1868, le philanthrope protestant Huber, dans une lettre par laquelle il souhaitait que le congrès catholique de Crefeld fût mis au courant de ses publications sociales [1]. Les sociologues étrangers à l'Église se montraient désireux d'entrer en rapports avec elle. Ketteler voulut que cette grande nouveauté fût connue de l'épiscopat d'Allemagne : il prépara, en 1869, un rapport très détaillé, très formel, pour les évêques allemands réunis à Fulda, au début de septembre, en vue de la préparation du concile du Vatican [2].

Il réclamait, entre autres réformes, la participation aux bénéfices, des augmentations progressives du salaire en raison du nombre d'années de service, la sollicitude des fabricants pour les ouvrières mères de famille, l'intervention de l'État législateur en vue de l'interdiction du travail précoce

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 187.

2. *Arbeiterwohl*, juillet-septembre 1886, p. 154-166. On trouvera la traduction intégrale de ce rapport dans Goyau, *Ketteler*, p. 226-237.

des enfants, de la limitation des heures de travail, de la fermeture des locaux insalubres, enfin l'ingérence des inspecteurs d'État pour contrôler l'exécution des lois sociales. De son côté, l'Église ne devait pas rester inerte. Ketteler, dans un très beau langage, constatait qu'à l'heure présente l'action pastorale, avec ses moyens traditionnels, était insuffisante pour avoir prise sur la vaste masse ouvrière : il fallait que l'Église, soucieuse de cette masse, cherchât d'autres facilités d'accès, il fallait qu'elle les trouvât. En raison de l'antagonisme entre les principes chrétiens et les idées d'absolutisme économique, l'Église devait intervenir au nom de la foi ; en raison des périls moraux qu'entraînaient certains abus du régime industriel, l'Église devait intervenir au nom de la morale ; elle devait intervenir, enfin, au nom de l'amour. L'épiscopat de l'Allemagne écoutait et approuvait ; et Ketteler demandait que dans chaque diocèse quelques clercs fussent conviés à l'étude des questions économiques, et qu'un prêtre ou qu'un laïque catholique fût spécialement chargé d'étudier l'état de la classe ouvrière, que de temps à autre des conférences groupassent entre eux ces spécialistes des divers diocèses, et qu'ainsi l'Église d'Allemagne eût sous les yeux, sans cesse complétée, sans cesse renouvelée, la carte du monde ouvrier. Alors peut-être surgirait l'homme qui serait pour les travailleurs de fabrique ce qu'avait été Kolping pour les « compagnons » ; et de même que tous les petits « compagnons » qui sillonnaient les routes

d'Allemagne avaient appris à l'école du « père » Kolping les grandes promesses chrétiennes de rédemption, de même quelqu'un paraîtrait, que le prolétariat de l'usine acclamerait comme un « père », et qui redirait ces mêmes promesses. Si Ketteler eût pu vivre une autre vie, il eût rêvé d'être cet homme-là. « Son âme tout entière, comme un jour il l'écrivait éloquemment, était attachée aux formes nouvelles que les vieilles vérités chrétiennes créeraient dans l'avenir pour tous les rapports humains[1]. »

Quelques jours après, Melchers, archevêque de Cologne, venait à Duesseldorf, où prêtres et laïques tenaient congrès : il les entretenait de cet audacieux coup d'œil que venait de jeter l'épiscopat sur les détresses sociales. Il fut le bienvenu ; car d'un bout à l'autre du congrès de Duesseldorf, ces détresses furent montrées aux consciences. Il n'y eut pas moins de trois grands discours sur la question ouvrière : le premier fut tenu par Sepp,

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 434. — Son activité sociale demeurait inlassable ; de Rome, en plein concile, le 5 mai 1870, il écrivait longuement à Haffner, le futur évêque de Mayence, à propos d'un projet d'association charitable pour la construction de maisons ouvrières ; il conversait à ce sujet à Rome même avec l'imprimeur Mame, rencontré par hasard chez le libraire Spithœver (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 430). — « Je deviens peu à peu trop vieux, annonçait-il à Haffner, pour faire de grandes tentatives pour la solution chrétienne des problèmes sociaux, comme j'en avais le projet dans la tête et dans le cœur. Je me persuade seulement toujours davantage que ce sera là une des grandes et glorieuses tâches de l'avenir, si peu qu'on l'ait compris jusqu'ici. Mais dans ce qui me reste de temps à vivre, là où j'aurai l'occasion de provoquer quelque épisode de cette immense besogne, c'est toujours avec la plus grande joie que je m'y emploierai » (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 434). Sans cesse d'ailleurs, Ketteler recevait des lettres le consultant sur certaines questions d'ordre social ou l'encourageant à les étudier : témoin, en 1870, pendant une absence de Schorlemer-Alst, une lettre du paysan westphalien Brenker, l'interrogeant sur certaines questions d'organisation agricole (Pfuelf, *op. cit.*, II, p. 432).

le professeur de Munich[1]; le second par François-Xavier Schulte, de Paderborn, qui sera bientôt l'un des historiens du *Culturkampf ;* le troisième par Ernest Lieber, le futur chef du Centre allemand[2].

Le monde ne doit pas en douter, proclama Lieber, ce congrès sent et sait ce qu'est la question ouvrière ; et si quelqu'un doit agir, ce sont les catholiques d'Allemagne. Les responsables, dans l'existence de la question sociale, ce ne sont pas les pauvres travailleurs, c'est le parti du capital. Ce parti est étranger à l'humanité (*entmenscht*) parce qu'il est étranger au christianisme, et il est étranger au christianisme parce qu'il met Mammon à la place de Dieu. Oui, il faut que la loi d'airain soit mise de côté. Mais la vraie solution de la question sociale doit venir du Christ. Faire le travailleur chrétien, ce n'est pas si difficile, s'il y a une rénovation chrétienne du parti du capital. Le christianisme recèle la solution de la question sociale.

Jaloux de passer aussitôt à l'action, les congressistes chargèrent Schulte, Schorlemer-Alst, et le vicaire Gronheid, de Muenster, de former un comité permanent qui ferait jaillir du sol allemand de nombreuses associations, dirigerait leurs efforts économiques, guiderait les *Feuilles chrétiennes sociales* d'Aix-la-Chapelle, et s'occuperait d'organiser le crédit pour les pauvres gens. On se mit vite en besogne. C'est sans doute à l'instigation de ce triumvirat que les *Feuilles chrétiennes sociales*, en

1. Jeau Népomucène Sepp, né eu 1816, qu'avaient fait connaître la *Vie de Jésus*, à laquelle Gœrres donna une préface, et un certain nombre de travaux exégétiques, s'illustrera bientôt par son rôle actif dans les discussions parlementaires au sujet de la participation de la Bavière à la guerre de la Prusse contre la France.

2. May, *op. cit.*, p. 195-196. — Ernest Lieber (1838-1902) est une figure que nous retrouverons en étudiant le *Culturkampf*.

février 1870, publièrent un long programme. Le christianisme social visait évidemment, dès cet instant, à devenir une force politique ; les membres des associations qui se réclamaient de lui durent n'avoir aucun contact avec les groupements socialistes. Il fut établi que ces associations seraient rigoureusement confessionnelles, mais qu'elles n'auraient directement à leur tête ni des ecclésiastiques ni des laïques riches ; on voulait en faire, ce semble, des écoles d'autonomie ouvrière, soucieuses avant tout, disait le programme, de ne point paraître « flotter à la remorque du capital », et se refusant, dès lors, à condamner systématiquement les grèves[1].

Elles s'abouchèrent en mars, au nombre de quatorze, au congrès d'Elberfeld, afin de passer une rapide revue de tous les efforts jusque-là dépensés. L'aristocratie d'Allemagne, pour laquelle Ketteler venait de faire traduire un vieux livre du moyen âge sur les devoirs de la noblesse chrétienne[2], semblait représentée, dans ce congrès, par Schorlemer, l'instigateur inlassable des groupements de paysans. Kolping était mort ; mais on saluait avec respect l'instituteur Breuer, qui vingt-deux ans plus tôt, dans cette même ville d'Elberfeld, avait réuni les premiers compagnons. Ernest Lieber était là ; il fut élu président d'un comité de cinq

1. R. Meyer, *op. cit.*, I, p. 347-348.

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 398-400. — Goyau, *Ketteler*, p. 21-26. Ketteler était aussi l'instigateur de l'association westphalienne de nobles catholiques (*Verein Katholischer Edelleute*), qui jouera plus tard un rôle important au moment du *Culturkampf* (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 212).

personnes destiné à fonder des associations ouvrières. Cette Pentecôte du christianisme social se prolongea trois jours : il fut question de banques populaires, de sociétés de crédit, de caisses d'épargne; on interpella les casinos chrétiens, où les bourgeois avaient la majorité, et qui s'occupaient de besogne électorale, et on leur signifia qu'ils devaient aider à toutes les œuvres sociales[1]. L'élan était irrésistible : chaque district rhénan, dans l'été de 1870, rêvait d'avoir son congrès social. Il y en eut un à Essen à la fin de juin, un à Aix-la-Chapelle au début de juillet[2]. A Cologne, les présidents des cercles de compagnons de l'Allemagne tout entière se rassemblaient, trois jours durant, pour élargir leur champ d'activité; ils étudiaient la création de cercles de maîtres, le concours à donner aux associations ouvrières, l'établissement de caisses d'invalidité pour les compagnons malades[3]; l'immense organisme créé par Kolping et qui devait, dans son esprit, être une œuvre de conservation sur base chrétienne, devenait, toujours sur base chrétienne, une œuvre de réforme.

D'un double mouvement, les catholiques d'Allemagne étaient descendus tout au fond de leur doctrine morale et tout au fond de la réalité sociale; entre cette doctrine et cette réalité, ils avaient constaté un hiatus, qui ne pouvait être comblé que par de profondes réformes; soucieux de ne se com-

1. R. Meyer, *op. cit.*, I, p. 349-354.
2. R. Meyer, *op. cit.*, I, p. 353.
3. R. Meyer, *op. cit.*, I, p. 354-355.

porter en conservateurs qu'en tant que leur doctrine demeurait sauve et intégralement appliquée, ils étaient conduits, tous ensemble, Kolping et Schorlemer, Joerg et Ketteler, Schings et Lieber, par l'effet même du souci qu'ils avaient de donner à l'Allemagne des assises chrétiennes, à corriger la réalité pour y faire prévaloir leur doctrine ; et leur esprit d'entreprise, avec les allures quasi-révolutionnaires que parfois il affectait, n'était que la conséquence de leur intransigeance chrétienne. Le jour allait venir où la colossale Allemagne, ayant, aux dépens de la France, pris conscience de sa force, la mesurerait ensuite contre l'Église catholique, et où les masses populaires, arbitres de la composition du *Reichstag*, auraient à prendre une place dans le conflit. Elles se souviendraient, ce jour-là, que ces Lieber et ces Schorlemer, subitement contraints de s'agiter, avant tout, pour l'affranchissement des prêtres, s'étaient, jusqu'au milieu de 1870, agités, sans relâche, pour l'affranchissement des pauvres.

Dans une monographie publiée en 1879 sur l'industrie textile du Rhin, l'économiste Alphonse Thun devait écrire :

Avec le *Culturkampf*, un nouveau principe entra en scène pour la formation des partis : les tisserands de la Prusse Rhénane durent prendre position dans une question où jusque-là ils étaient neutres. Le conflit social entre fabricants et travailleurs subsista ; un conflit nouveau, entre cléricaux et libéraux, s'y joignit. Le parti libéral apparut comme le groupement des fabricants et des anticléricaux, le parti du Centre comme le groupement des travailleurs et du clergé.

Plus que jamais les ecclésiastiques hostiles aux fabricants libéraux furent rejetés vers le peuple. Les tisserands sont les adeptes de l'ultramontanisme, moins parce qu'il est un parti religieux que parce qu'il est *devenu* un parti social [1].

« Devenu » : qu'est-ce à dire ? Le passage est vrai dans son ensemble, et je connais peu de textes qui jettent sur l'histoire du *Culturkampf* une lueur aussi précieuse, mais il y a un mot de trop. Alphonse Thun aurait fait preuve d'une vue plus exacte encore, s'il s'était rappelé qu'avant même qu'il n'existât un *Reichstag* et que dans ce *Reichstag* il n'existât un Centre, le catholicisme, en Allemagne, s'était déjà épanoui comme un parti social ; et qu'il avait parlé comme tel, agi comme tel, avant que des circonstances douloureuses ne l'amenassent à s'organiser, surtout, en parti de défense religieuse.

« 15.000 paysans chrétiens, disait un orateur, le 29 juin 1870, au congrès chrétien social d'Essen, sont déjà, en Bavière, fédérés en une ligue. 15.000 maisons rurales, c'est une base solide. Il y en aura autant, bientôt, sur le Rhin et en Westphalie. 100.000 maîtres artisans sont venus à nos côtés. 80.000 gais compagnons, de l'association du Père Kolping, nous tendent la main. Les associations chrétiennes sociales compteront bientôt leurs membres par centaines de milliers. C'est une armée respectable, je vois dans l'avenir une

1. Alphons Thun. *Die industrie am Niederrhein und ihre Arbeiter. Erster Theil : die linksrheinische Textilindustrie*, p. 197-198 (Leipzig, Duncker, 1879).

elle époque. 30.000 prêtres allemands prêteront
main-forte[1] ».

On croirait, en lisant ces lignes, assister à une
revue d'appel ; il faudra moins de deux ans pour
qu'en présence des provocations de Bismarck, la
respectable armée » mobilise.

1. R. Meyer, *op. cit.*, I, p. 353

CHAPITRE III

L'ÉGLISE DE PRUSSE ET LA FORMATION POLITIQUE DES CATHOLIQUES PRUSSIENS

. — La Constitution de 1848. — Profit qu'en tire immédiatement Geissel. — Efforts des évêques pour faire introduire des avantages nouveaux dans la Constitution de 1850. — La question du serment. — Deux chapeaux de cardinaux. — Réception du nonce à Breslau. — Espérances suscitées par la prospérité du catholicisme en Prusse.

I. — Merveilleuse efflorescence d'œuvres catholiques. — Trèves, Coblentz, Aix-la-Chapelle, Cologne. — Épanouissement des congrégations. — Les grandes missions de Jésuites. — Universalité de leur succès. — Le siège des confessionnaux. — Les conversions au lendemain de 1848. — Une organisation d'apostolat : l'*Association de Saint-Boniface*. — Inquiétudes des protestants d'Allemagne. — Polémique entre l'Église protestante et le cardinal Diepenbrock. — Le premier volume d'Otto Meier sur la Propagande. — Avantage que tirent les catholiques de l'intangibilité de la Constitution.

II. — L'Église et la question scolaire. — Caractère traditionnel de l'école prussienne : une école d'État. — Réaction contre le radicalisme révolutionnaire des instituteurs. — Alliance entre l'État, chef de l'enseignement, et les diverses Églises. — Obligations religieuses des instituteurs. — Les *Regulative* de Raumer. — Résultats différents de ces innovations dans les écoles protestantes et dans les écoles catholiques. — Irréligion secrète d'un certain nombre d'instituteurs protestants. — Les visites de Rendu dans les écoles catholiques. — Formation pédagogique des prêtres. — La question de l'enseignement privé. — L'idéal scolaire de Kellner : une alliance entre l'Église et l'État.

V. — Un péril pour le catholicisme : les traditions de la bureaucratie prussienne. — Une sauvegarde : la « division catholique » (*Katholische Abteilung*). — Rôle diplomatique que joue cette institution entre l'État et l'Église. — Une autre sauve-

garde : les dispositions personnelles de Frédéric-Guillaume IV — Sa cordialité à l'endroit des princes de l'Église. — Néces sité pour l'Église d'être discrète dans sa victoire : l'inciden Muenchen.

V. — Un chef d'Église : Geissel. — Ses sentiments pour le roi. — Son esprit de pacification. — Offre faite par le gouvernemen aux évêques de Prusse d'entrer à la Chambre des Seigneurs refus de Geissel. — Effort de Geissel pour unifier l'épiscopa rhénan. — Rapports de Geissel avec le Saint-Siège, avec le car dinal de curie Reisach, avec les Jésuites. — L'Allemagn ouverte par Geissel aux souffles de Rome. — Esprit libéral don en pratique sa politique s'inspirait.

VI. — Une imitation de la France : le parti catholique rhénan — Joie de Montalembert. — Unité et variété de ce parti. — Sa puissance dès 1852 : « les ultramontains arbitres de la Chambre » (Bismarck). — Une opposition religieuse dirigée par des fonc tionnaires. — Le terrain d'action parlementaire des catholiques constitution, droit commun, liberté pour tous. — Reichensper ger et la conception de l'État chrétien. — La doctrine de l'au tonomie politique. — Contraste entre l'attitude libérale de la fraction catholique et les aspirations politiques du conserva tisme piétiste. — Un type de piétiste en province rhénane Kleist-Retzow. — Luttes de Reichensperger contre l'adminis tration piétiste.

VII. — Les luttes parlementaires pour la liberté catholique. — — Les deux circulaires Baumer (1852). — La motion Waldbott — Sympathie du roi pour les catholiques. — Portée du vot sur la motion Waldbott. — Inquiétudes de Léopold de Gerlach — Le second volume d'Otto Meier. — Lutte du protestantism féodal contre le catholicisme au nom même des idées réac tionnaires. — Un plan de campagne de Bismarck. — Le catholiques accusés d'hostilité contre le tsarisme.

VIII. — Les luttes parlementaires pour la parité. — Les reven dications pécuniaires du Conseil suprême évangélique. — La brochure de Rintel. — L'action parlementaire d'Otto. — Rap port et victoire de Mallinckrodt en 1854.

IX. — Négociations secrètes entre la Prusse et Rome coïncidan avec les premières luttes parlementaires. — Les deux voyage de Klindworth. — Correspondances entre Manteuffel et Anto nelli. — Un projet de concordat (mars-avril 1854). — Avorte ment. — Continuation des luttes parlementaires pour la parité — Un succès du chanoine Eberhard. — Mort d'Otto (1857).

X. — Un revirement à Berlin (1858) : rupture du futur empereur Guil laume Ier avec le féodalisme piétiste. — Changement de nom de la fraction catholique : l'avènement du mot *Centre*. — Progrès des

tendances anticléricales dans les partis « libéraux » ; symptômes de ces progrès. — Le bréviaire de l'anticléricalisme nouveau : *Les signes des temps*, de Bunsen. — Les premières campagnes contre le caractère confessionnel de l'école : l'activité de Diesterweg. — Prestige permanent de l'Église : place des évêques aux cérémonies du couronnement. — Affaiblissement du Centre; disparition définitive des mots « fraction catholique ». — Embarras du Centre entre le radicalisme et Bismarck. — Le Centre annihilé dans la Chambre de 1863.

XI. — Orientation nouvelle de l'activité catholique. — Deux éducateurs de l'opinion catholique : Reichensperger, Ketteler. — Deux leçons de mots en matière politique. — Les divers sens du mot « libéral ».

XII. — Un laboratoire d'apprentissage politique : les réunions de Soest (1863-1866). — Un initiateur : Alfred Hueffer. — Les conceptions politiques de Schorlemer-Alst et de Mallinckrodt. — Les progrès de la presse catholique. — Le journal catholique défini par Mallinckrodt. — Un réalisateur : Joseph Bachem. — *Les Feuilles de Cologne.*

XIII. — Raisons d'anxiétés pour les catholiques : un changement dans la « division catholique » (1861), une brèche dans la Constitution (1863), la mort de Geissel (1864). — La question de l'archevêché de Cologne : le droit des chanoines lésé par l'État. — Inquiétude de Ketteler. — Solution conciliante de Rome.

XIV. — Raisons d'espoir pour les catholiques. — L'épanouissement du catholicisme dans le diocèse de Paderborn. — Le *Mot épiscopal* de l'évêque Martin. — Les rendez-vous épiscopaux de Fulda. — Les progrès de l'*Association de Saint-Boniface.* — Satisfaction de Pie IX : ses concessions à la Prusse au sujet de l'aumônerie militaire.

XV. — Les premiers coups de cloche du *Culturkampf.* — Les discussions scolaires à la Chambre prussienne (1868). — L'assaut du couvent de Dominicains de Moabit. — Les pétitions contre les congrégations. — Le rapport de Gneist. — Les manifestations oratoires de Pierre Reichensperger, Mallinckrodt et Windthorst, des 8 et 9 février 1870. — Souci de Bismarck, à la veille de la guerre, de ne point ébranler la confiance des catholiques dans la liberté et la sécurité de leur culte.

L'histoire religieuse de l'Allemagne, au cours des vingt années qui précédèrent le *Culturkampf*, présente un aspect fort différent, suivant qu'on observe la Prusse ou les autres souverainetés. En

Bade, en Wurtemberg, en Hesse, l'Église, procla mant son affranchissement à l'endroit de la bureau cratie, a besoin d'une charte qui règle ses rap ports à l'endroit du pouvoir civil; une telle charte d'après elle, ne peut être rédigée que d'accor avec Rome; et l'on voit les divers États, concer tant leur politique religieuse d'après une sorte d rythme uniforme, ajourner d'abord le concordat puis le négocier et le signer, et finalement l déchirer. Les passions religieuses, les passion antireligieuses, se déchaînent autour de la ques tion concordataire; et c'est parmi ces polémique acharnées que se prépare et que s'éveille, dan l'Allemagne du Sud, l'esprit de lutte contre Rome dont la Prusse et Bismarck recueilleront plus tar l'héritage. Tout au contraire, dans la Prusse d 1850 et de 1860, on ne discute pas sur les principes fondamentaux qui régissent les rapport entre l'Église et l'État. La bulle *De salute animarum* de 1821[1] donne à la vie de l'Église prussienne des lois très générales, un cadre très sommaire, que l'État ne conteste point; il s'est d'ailleurs obligé, par la Constitution de 1850, à respecte l'autonomie des diverses confessions, et c'est su le terrain de cette Constitution, c'est-à-dire sur la base même proposée par l'État, que se place l'épiscopat lorsqu'il apporte ses griefs ou ses requêtes; c'est sur ce terrain, encore, que se forme et qu'évolue, pour les soutenir et les faire triompher, le

1. Voir notre tome I, p. 148-150.

roupe parlementaire catholique. Tandis qu'ailurs le statut de l'Église est indécis, flottant, sans esse remis en question, et que ces litiges mêmes ntretiennent une malveillance profonde contre « ultramontanisme », la Prusse nous offre le pectacle d'initiatives catholiques s'essayant sans lâche à grandir le prestige de l'Église et à augenter ses libertés ; et de même qu'il faut se transorter au sud de l'Allemagne, — nous le constateons dans un prochain chapitre, — pour surprendre s premiers grondements de l'esprit du *Culturmpf*, de même c'est en Prusse que nous allons oir les catholiques, à la faveur de leur demi-sécuté, faire l'apprentissage d'une action politique rieuse et savante.

I

La constitution prussienne du 5 décembre 1848[1] essayait à mettre un peu d'ordre dans le désordre ussien, et l'essai ne réussit qu'à demi, puisque 1850 Frédéric-Guillaume IV, redevenu le aître, affirma sa souveraineté par l'octroi d'une nstitution nouvelle, qui amendait la première. is l'acte constitutionnel de 1848, quelle que fût fragilité, avait du moins affirmé, d'une façon finitive, l'autonomie des Églises. C'était une lle parole, et seul le catholicisme en profitait,

Voir le texte dans les *Beitraege zum preussischen Kirchenrechte*, 2 (Paderborn, Schoeningh, 1854).

car le ministère prussien, gardien tenace d prérogatives épiscopales qu'exerce dans l'Égli évangélique Sa Majesté le Roi, s'était hâté signifier aux consistoires que l'établissement pr testant ne pouvait bénéficier de l'article 15, relat à la liberté des nominations ecclésiastiques. Ains parmi les effets des proclamations de 1848, il n en avait pas qui fût plus stable, ni plus inco testé, ni plus jalousement saisi, que le dro reconnu désormais à l'Église romaine de se go verner elle-même, de communiquer avec son che de conférer librement les cures.

Geissel, archevêque de Cologne, prit acte de c libertés, et tout de suite en profita : l'année 18 n'était pas écoulée, que déjà fonctionnait, dans curie archiépiscopale, un tribunal d'officiali complètement organisé. Il inaugura 1849 en fixan par une ordonnance, les concours entre prêtr pour l'attribution des cures, puis en prescrivan pour une bâtisse d'église, une collecte soustrai à tout assentiment de l'État ; de mois en mois, s initiatives s'émancipaient : on le voyait tour à to nommer un chanoine, et puis un doyen, et pui même, proposer au pape le choix d'un coadjuteu sans réclamer de Berlin le moindre signe d'adh sion ; il prenait des mesures personnelles po l'administration des biens d'Église, et finalemen le 1er février 1850, il reconstituait son vicari général[1]. Quinze mois avaient suffi, dans le di

1. Pfuelf, *Geissel*, I, p. 664-667. Ce fut sur le désir du Saint-Siège que G sel, qui songeait à marchander à l'État prussie le droit de nommer le p

cèse de Cologne, pour que, sur les ruines du vieux droit auquel l'État protestant avait voulu soumettre l'Église, le droit canon rentrât, discret mais victorieux, par la porte nouvelle qu'avait ouverte la révolution.

Des « éclaircissements » à la constitution, publiés dès le 15 décembre 1848 par le ministre Ladenberg[1], avaient paru mettre en péril certaines des prérogatives restituées à l'Église, et rendre efficacité au vieux droit de patronat, qu'en principe l'acte constitutionnel avait aboli. Aussitôt l'épiscopat s'alarma : Diepenbrock, prince-évêque de Breslau, fit étudier l'affaire par une commission de théologiens et de canonistes[2], et Geissel, du 6 au 9 mars 1849, réunit les évêques de sa province. Sans fracas ni provocation, l'Église de Prusse se concertait; elle mûrissait un avis commun, et cet avis fut publié, en août, dans un mémoire collectif adressé au roi; la question de patronat y était traitée; les droits du clergé en matière scolaire, affirmés ; on revendiquait, pour les institutions confessionnelles de bienfaisance, une pleine liberté de fonctionnement; et l'obligation de procéder au mariage civil avant la célébration religieuse était déplorée comme une contrainte[3]. Les prélats sans

ôt et la moitié des chanoines, droit reconnu à l'État par la bulle *De salute animarum* de 1821, cessa d'insister sur ce point (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 669-73).

1. *Beitraege zum Preussischen Kirchenrechte*, I, p. 3-12. — Sur Adalbert de Ladenberg (1798-1855), voir Wippermann, *Allgemeine Deutsche Biographie* XVII, p. 499-502.

2. Reinkens, *Diepenbrock*, p. 412-415. (Leipzig, Fernau, 1881).

3. *Denkschrift der katholischen Bischoefe in Preussen ueber die Verfas-*

doute n'espéraient guère que la constitution future tiendrait compte de ces nouveaux désirs ; du moins, jugeaient-ils indispensable de faire entendre leur voix.

D'autant que la Chambre haute les inquiétait : une majorité s'y formait, pour restreindre aux « affaires intérieures » de l'Église l'autonomie garantie par l'article 12 de la constitution de 1848. « On voudrait nous ramener, disait anxieusement Geissel, dans les vieux canaux d'avant les journées de mars, dans les canaux de la protection d'État, à la Eichhorn et à la Bodelschwingh. Nous ne nous laisserons pas faire[1]. » De fait, le 5 octobre 1849, le ministre Ladenberg, parlant à la Chambre haute du mémoire épiscopal, expliqua qu'il le considérait comme non avenu, et que « le gouvernement ne traitait pas avec les dignitaires de l'Église par la voie de la librairie[2]. » On était si peu accoutumé, encore, à une intervention de ces dignitaires, que les membres catholiques de l'assemblée n'opposèrent au discours ministériel qu'un silence embarrassé, qui risquait de passer pour une adhésion.

Mais Geissel, qui connaissait les vraies forces, avait confiance dans la seconde Chambre : par son recrutement, elle était plus proche du peuple, de

sungs-Urkunde vom Dezember 1848 (Cologne, Bachem, 1849). — Pfuelf, *Geissel*, I, p. 678-682.

1. Pfuelf, *Geissel*, I, p. 674. — Geissel craignait, en particulier, que l'article 4 de la Constitution de 1848 : «La science et l'enseignement de la science sont libres », ne fût le point de départ d'une émancipation des facultés de théologie à l'endroit des évêques ; et l'article stipulant que toutes les institutions d'enseignement étaient sous la surveillance de l'État, lui inspirait aussi quelques craintes.

2. Pfuelf, *Geissel*, I, p. 682-684.

ce peuple catholique qui, troublé par l'impertinence de Ladenberg, multipliait les marques d'émoi. « Notre clergé, écrivait- il, qui partout est en éveil pour les droits et les libertés de l'Église, notre peuple catholique, qui tient à son Église par dessus tout, sont à nos côtés [1]. » Il y avait dans cette seconde Chambre soixante-dix catholiques, éparpillés, sans doute, mais soucieux de leur foi : ils n'obtinrent pas, en général, que les améliorations souhaitées par le mémoire épiscopal fussent introduites dans la prochaine constitution [2], mais du moins, grâce à leurs efforts, l'article qui affranchissait l'Église fut réintégré, tel quel, dans le projet nouveau, sans es surcharges restrictives par lesquelles la Chambre aute s'était efforcée de le raturer. Geissel et plusieurs évêques, au début de 1850, écrivirent au roi our présenter de rechef les amendements qui leur enaient à cœur ; ce fut en vain ; la constitution roclamée le 5 février n'accrut pas les libertés que 'année 1848 avait assurées à l'Église, non plus u'elle ne les diminua [3].

Le 12 février 1850, le ministère exigea de tous s fonctionnaires qu'ils promissent fidélité à cette çon de charte. Mais puisque l'Église ne la jugeait as entièrement satisfaisante, les ecclésiastiques

1. Pfuelf, *Geissel*, I, p. 683.

2. En ce qui regardait le mariage civil, cependant, la Constitution de 1850 borna à prévoir une loi qui l'établirait, et s'abstint d'édicter immédiatent, comme l'avait fait celle de 1848, qu'il devait être antérieur au mariage igieux.

3. Voir le texte de la Constitution de 1850 dans les *Beitraege zum preussischen rchenrechte*, I, p. 2 ; et cf. Pfuelf, *Geissel*, I, p. 684, n. 1.

que leurs fonctions scolaires ou universitaires contraignaient au serment pouvaient-ils en conscience le prêter? Certains évêques décidèrent que le prêtre, en jurant, devrait ajouter une réserve au sujet des lois de l'Église; Ladenberg, par une circulaire du 29 mars, repoussa formellement toute addition. Mais les prélats de la province rhénane, réunis à Cologne du 16 au 18 avril, prirent une attitude devant laquelle Ladenberg capitula; il fut décidé que les prêtres, suivant l'ingénieux exemple donné par les professeurs de la faculté de théologie de Breslau, pourraient tout d'abord, par un acte spécial inséré au protocole, maintenir préjudiciellement les droits de l'Église, et qu'ensuite ils prononceraient, sans restriction, la formule de serment[1]. Peu s'en était fallu que la constitution même qui émancipait l'Église ne fût l'occasion d'un conflit entre l'Église et l'État; mais ce biais pacifique, concerté par la conciliante fermeté des évêques, rasséréna Rome et Berlin.

Dégagée des complications qu'elle avait un instant redoutées, l'Église de Prusse s'abandonnait à la joie, sans dissimulation ni réticence. Pie IX lui donnait deux cardinaux, Diepenbrock, de Breslau, Geissel, de Cologne; elle assistait, surprise et reconnaissante, aux honneurs que recevait à Breslau le nonce de Vienne, Viale Prela, lorsqu'en novembre 1850 il portait à Diepenbrock les insignes cardinalices[2]. Dans cette Prusse qui si longtemps

1. Pfuelf, *Geissel*, I, p. 688-693; cf. Reinkens, *Diepenbrock*, p. 439.
2. Foerster, *Diepenbrock*, p. 172-175 (Ratisbonne, Manz, 1878).

avait repoussé comme un messager de l'Antéchrist tout envoyé du pape, militaires et fonctionnaires s'associaient officiellement aux pompes qui fêtaient Viale Prela. A Berlin même, pour la première fois depuis la Réforme, une procession de Fête-Dieu, conduite par le curé Ketteler, se déroulait tout le long des Tilleuls et s'en allait par Charlottenburg jusqu'à Spandau[1]. De tels épisodes faisaient un bruit lointain, que Rome accueillait avec un parti pris d'optimisme. « Le mouvement de l'Allemagne vers le catholicisme, lisait-on dans la *Civiltà Cattolica*, est aujourd'hui si fort, que les peuples et les gouvernements cèdent à une impulsion commune, sans peut-être s'en rendre compte eux-mêmes[2]. » — « L'église catholique à Magdebourg, notait un témoin protestant, est peut-être aussi pleine que toutes les églises protestantes[3]. » — Des espérances indicibles s'éveillaient et s'exaltaient ; le prélat Prosperi Buzi, qui avait, en qualité d'ablégat, fait le voyage de Cologne pour remettre la barette à Geissel, et qui voyait à Rome beaucoup de Prussiens, écrivait en toute simplicité : « Il est très bon qu'ils viennent, car ils en rapportent des dispositions bienveillantes pour les catholiques et pour le pape. J'ai grande confiance qu'une bonne partie de la Prusse

1. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 198. — Le pape se réjouissait du fait dans une allocution (Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 105). — Sur la Fête-Dieu à Spandau depuis 1817 et la part traditionnelle qu'y prenaient les catholiques de Berlin, voir Kolde, *Missionsvikar Mueller*, p. 76-81.

2. *Civiltà cattolica*, 1-15 décembre 1851, p. 707-709.

3. Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 157.

reviendra à la foi catholique[1]. » Geissel, moins prompt à l'optimisme, disait du moins à ses diocésains, dans une lettre pastorale de belle allure : « La religion a pris un nouveau développement, la foi même a produit parmi nous de nouvelles fleurs et de nouveaux fruits[2]. »

II

A travers l'histoire, ces fruits ont un nom : ils s'appellent bienfaisance, charité, amour. La Prusse catholique ne dérogea pas à cette loi ; tout de suite les congrégations charitables y pullulèrent.

Les Sœurs de Saint-Charles Borromée de Nancy ouvraient à Trèves, en 1848, une maison mère qui possède aujourd'hui soixante-dix filiales dans toute l'étendue de l'Empire et règne sur à peu près un millier de membres[3]. En 1850 furent jetés, à Coblentz, les premiers germes de la congrégation des Frères de la Charité, qui se dévouent à soigner tous les malades sans distinction de religions, et dont la maison mère, installée à Trèves depuis 1853, gouverne aujourd'hui 300 Frères[4].

Pauline de Mallinckrodt, la sœur du grand ora-

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 27 (lettre du 13 avril 1852).

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 42 (lettre du 2 février 1852).

3. Wilhelm Hohn, *Die Nancy-Trierer Borromaeerinnen in Deutschland* (Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1899).

4. Hammerstein, *Winfrid oder das sociale Wirken der Kirche*, p. 90-94 (Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1890). — Ludolff, *Die Barmherzigen Brueder und ihre 50 jaehrige Wirksamkeit in Coblenz*. (*Goerres-Druckerei*, 1900).

teur, s'était exercée aux bonnes œuvres en s'occupant à Paderborn des pauvres malades et des aveugles : elle fondait en 1849 les Sœurs de l'amour chrétien, hospitalières et enseignantes, qui vingt ans après étaient au nombre de 250, essaimées dans vingt maisons[1].

Sous l'impulsion de ses deux amies, Claire Fey et Françoise Schervier, se développaient à Aix-la-Chapelle les Sœurs du Pauvre Enfant Jésus et les Pauvres Sœurs de Saint-François. Un simple vicaire, André Fey, qui faisait sortir de terre, aussi, un cloître du Bon Pasteur et un monastère de Rédemptoristes, aidait vigoureusement ces deux fondatrices d'ordres. Il avait un prestige immense : chaque fois que les petits enfants apercevaient un prêtre, ils couraient vers lui en l'appelant Fey ; ainsi glorifiaient-ils, avec leur naïve ignorance qui recouvrait une vérité profonde, cet André Fey qui demeurait pour eux le type du sacerdoce, — du sacerdoce les laissant venir à lui[2]. L'influence d'André Fey, celle de Laurent, l'évêque exilé de Luxembourg, celle du curé Sartorius, créateur du « mois de Marie » dans les églises rhénanes[3], celle du député Lingens, introducteur des conférences Saint-

1. Alfred Hueffer, *Paulina v. Mallinckrodt*, p. 21-87 (2e édit., Muenster, Aschendorff, 1903) : livre capital sur Pauline de Mallinckrodt (1817-1880).

2. Sur Claire Fey (1815-1894), et André Fey (1806-1887), voir Pfuelf, *Clara Fey* (Fribourg, Herder, 1908) ; sur Françoise Schervier (1819-1876), voir Jeiler, *Die selige Mutter Franziska Schervier* (Fribourg, Herder, 1898) ; et sur le rôle de Laurent (1804-1884), voir Moeller, *Leben und Briefe von Johannes Theodor Laurent*, III, p. 17-30 (Trêves, *Paulinus Druckerei*, 1889).

3. *Civiltà Cattolica*, 10-30 août 1852, p. 575. Sur le curé Sartorius (1805-1880), voir Moeller, *op. cit.*, III, p. 28-34 ; c'est en 1842 que Sartorius avait

Vincent-de-Paul, et celle de l'instituteur Hoever, qui fondera bientôt les Pauvres frères de Saint-François [1], faisaient d'Aix-la-Chapelle la ville d'Allemagne qui donnait à l'Église le plus de vocations.

Pauline de Mallinckrodt, Claire Fey, Françoise Schervier, étaient les élèves de cette Louise Hensel[2] qui avait autrefois discipliné l'aventureuse nature de Clément Brentano. Sous l'influence de Louise Hensel, Brentano s'était fait, dans un livre célèbre, l'apologiste des nonnes[3]; les nonnes désormais se multipliaient sur le sol prussien; un de ceux qui en félicitaient Geissel n'était autre que Aulike, le directeur même de la « division catholique » au ministère, et la guerre de Schleswig, en 1864, devait être pour ces jeunes congrégations de femmes l'occasion de beaux actes de dévouement [4].

Beaucoup des grandes œuvres charitables dont l'Allemagne catholique se glorifie datent de ces premières années de liberté : tel, par exemple, à Berlin, l'hôpital Sainte-Hedwige, fondé pour cinquante malades en 1846, et qui fut, en 1851, réorganisé par le curé Ketteler dans une bâtisse nouvelle, et tout de suite pourvu de trois cents lits [5];

inauguré le premier « mois de Marie » pour les pauvres qu'attirait la cuisine populaire de Saint-Jean, qu'il avait fondée (Pfuelf, *Clara Fey*, p. 23).

1. Sur Philippe Hoever (1816-1864), voir *Charitas*, 1897, p. 224-228.

2. Voir Binder, *Luise Hensel*, 2e édit., p. 226-249 (Fribourg, Herder, 1904).

3. Voir notre tome II, p. 94.

4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 48. — *Katholik*, 1864, I, p. 375 et suiv.

5. Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 194-204 (appel de mars 1850). — Hille, *Erinnerungsblaetterzum goldenen Jubilaeum : St. Hedwig Krankenhaus, 1846-1896* (Berlin, impr. de la *Germania*), 1896. — Franz Bock, *Die Entwickelung und Thaetigkeit des St.-Hedwig Krankenhauses zu Berlin in seinen ersten*

elle, à Muenster, la fraternité de Saint Vincent de 'aul, qui, dès 1849, groupait 1.300 catholiques de onne volonté pour aviser au placement des pauvres nfants[1].

Il n'était pas jusqu'aux ordres d'hommes devant esquels ne s'abaissassent les frontières prussiennes. e diocèse de Cologne — pour n'en citer qu'un seul – abrita des Lazaristes dès 1851, des Franciscains ès 1853, et déjà les Jésuites les avaient devancés[2].

Il n'y avait en Allemagne, au printemps de 348, que deux Jésuites autorisés : le couple rincier qui régnait dans la petite ville de Koethen s avait longtemps couverts de sa protection. Ce ouple étant mort, les Pères, du jour au lendeain, avaient dû s'éclipser : Koethen, le seul coin e terre allemande où les Jésuites pussent vivre, était fermé tout de suite à eux[3]. Soudaineent la vague révolutionnaire s'était épandue ır l'Allemagne, et l'on constatait, à l'heure du flux, qu'elle avait amené avec elle quelques petits saims de Jésuites, et qu'elle les y laissait derrière

Jaehren statistisch dargestellt. En 1896, l'hôpital, de nouveau reconstruit 1887, avait reçu 147.108 malades.

. Schmedding, *Die barmherzige Bruderschaft zum heil. Vincent von Paul Muenster i W. waehrend ihres fuenfzigjaehrigen Bestehens von 1848-1898* uenster, Aschendorff, 1898).

. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 43-44. — Six ans suffirent pour qu'en Silésie surgist treize cloîtres, douze hôpitaux, douze orphelinats (May, *op. cit.*, p. 126). Sur les créations monastiques à Paderborn sous l'épiscopat de Martin, voir mm, *Conrad Martin*, p. 163 et 168.

. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 43. — Sur Frédéric-Ferdinand, duc d'Anhalt-Koen (1769-1830) et sa femme Julie, de la famille de Hohenzollern (1793-1848), r Rosenthal, *Konvertitenbilder* I, 1, p. 457-462, et *Supplément*, p. 178-184. P. Beckx, futur général de la compagnie (1795-1887) (*Stimmen aus Maria ıch*, XXXII, 1887, p. 265-266) avait passé plusieurs années à Kœthen comme é.

elle, et qu'ils subsistaient. Dès le mois d'août 184
une de ces colonies s'inaugurait à Cologne, sous
houlette de Geissel. Un premier noviciat s'ouvr
en Westphalie en 1850. Aix-la-Chapelle eut d
Jésuites en 1852 ; à Cologne, en 1853, ils fondèren
une importante maison ; ils en installèrent deu
à Bonn, en 1854 [1].

De grandes missions s'inauguraient, générale
ment prêchées par ces Pères : elles redisaient au
populations allemandes ce qu'étaient Dieu,
Christ, l'Église et le devoir. Le P. Duhr a publi
les actes de ces missions : ils donnent l'impressio
d'un immense éveil d'âmes, subitement réchau
fées dans leur frileuse solitude [2]. Le rationalism
du XVIIIe siècle avait fait oublier l'Église ; le roman
tisme l'avait fait plutôt désirer que connaître ; de
bataillons de Jésuites survenaient, qui l'annon
çaient et qui la montraient. Épisodiques d'abor
et tout exceptionnelles, les missions, dans cer
tains diocèses, devenaient peu à peu régulières
elles réapparaissaient tous les dix ans, par exempl
ou bien tous les six ans, comme un acte norma
de la vie de la paroisse [3].

On évitait les polémiques : les fonctionnaire
craintifs étaient bien vite rassurés [4] ; les prote

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 43-44.

2. *Aktenstuecke zur Geschichte der Jesuiten-Missionen in Deutschlan 1848-1872. Herausgegeben von* Bernhard Duhr, S.J. (Fribourg, Herder, 1903

3. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 273. — Stamm, *Conrad Martin*, p. 144.

4. Mundwiler, *P. Georg von Waldburg Zeil*, p. 79 et 90 (Fribourg, Herde 1906). — Cf. dans Duhr, *op. cit.*, tous les passages auxquels renvoie, à la tabl l'article *Behoerden*.

ınts[1], les israélites[2], paraissaient eux-mêmes au ied des chaires, et généralement s'en retournaient atisfaits. Il était assez commun qu'au moment du épart, après avoir entendu les confessions des atholiques, les missionnaires reçussent les félicitations des hérétiques : tantôt des lèvres protesıntes buvaient à leur santé, tantôt les autorités de ı ville leur réclamaient le texte de leurs prédiations pour en faire jouir le roi de Prusse[3]. Parɔis même des protestants s'unissaient aux cathoques pour solliciter d'un curé l'organisation d'une ıission[4]. L'église souvent était trop petite : alors 'était sur la place qu'on s'attroupait, ou bien, s'il leuvait, les missionnaires donnaient simultanéıent, dans trois églises différentes, trois sermons la fois[5]. Les officiers leur demandaient de prêher aux soldats[6]. Les garde-chiourmes leur ouraient les maisons pénitentiaires; devant les Jéuites s'abaissaient les grilles verrouillées; et là, omme ailleurs, leurs prédications affranchissaient es âmes. On se racontait les scènes émouvantes uxquelles donnait lieu, dans les geôles, l'intrusion e ces apôtres[7]; et ces récits mêmes attiraient

1. Mundwiler, *op. cit.*, p. 84-85. — Cf. le témoignage de Menzel dans le *irchenlexikon*, V, p. 1640 (art. du P. Baumgartner), et, dans Duhr, *op. cit.*, ›us les passages auxquels renvoie, à la table, l'article *Protestanten.*

2. Mundwiler, *op. cit.*, p. 88-89. — Cf. dans Duhr, *op. cit.*, tous les passages ıxquels renvoie, à la table, l'article *Juden.*

3. Mundwiler, *op. cit.*, p. 109.

4. Beda Weber, *Cartons*, p. 456.

5. Mundwiler, *op. cit.*, p. 99-100.

6. Voir dans Duhr, *op. cit.*, tous les passages auxquels renvoie, à la table, article *Militaer.*

7. Voir dans Duhr, *op. cit.*, tous les passages auxquels renvoie, à la table, ırticle *Strafanstalt* ; et cf. Mundwiler, *op. cit.*, p. 112-114.

vers eux la foule immense des pécheurs, — ce autres prisonniers.

Le missionnaire, en descendant de chaire, s faisait confesseur. En un an, le P. Zeil entendi plus de seize mille pénitents[1] : son confessionnal s reconnaissait aux fleurs dont le décoraient les foule dévotes. Paysans et domestiques, à flots pressés assiégeaient et cernaient le P. Zeil — le « prince » comme ils l'appelaient — : puisque dans ses ser mons il décrivait si bien leur situation, puisque ce aristocrate était leur père[2] et qu'à leur sujet i savait tout, ils voulaient que ce fût lui, encore lui qui connût et comprît leurs péchés ; et l'on vit de ouvriers chômer quatre jours durant, attendan que leur tour fût venu d'avouer et d'être absous[3]

On lisait dans la *Civiltà Cattolica*, dès la fin d 1850 : « Tous les jours arrivent des nouvelles de fruits immenses que produisent les missions dan les diverses régions de l'Allemagne. » — « Chaqu mois, redisait-elle en avril 1851, on voit là-bas l naissance d'une institution catholique nouvelle[4]. » Et s'il se trouvait quelque prêtre d'humeur mo rose pour regretter cet immense déploiement d'ora teurs congréganistes[5], Heinrich, l'ami de Ketteler.

1. Mundwiler, *op. cit.*, p. 131-135.

2. Mundwiler, *op. cit.*, p. 128.

3. Mundwiler, *op. cit.*, p. 107. Cf. dans Duhr, *op. cit.*, tous les passages auxquels renvoie, à la table, l'article *Beichtstuhl*.

4. *Civiltà Cattolica*, 1-16 décembre 1850, p. 675 ; — 15-27 janvier 1851 p. 214 ; — 14-28 avril 1851, p. 380-381 ; — 16-30 juin 1851, p. 110-112.

5. Tel, dès 1846, le prêtre bavarois Antoine Ruland (1809-1874), dans sa brochure : *Der fraenkische Klerus und die Redemptoristen* (Wurzbourg, Voigt. Voir Leitschuh, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XXIX, p. 632-634.

bjectait tout de suite à l'imprudent la bulle *Auc-rem Fidei*, du pape Pie VI, où les adversaires es missions populaires étaient formellement con-amnés[1].

Plusieurs de ces missionnaires n'avaient endossé surplis qu'après avoir connu les orages de la po-tique et du monde : leur ascendant même en bé-éficiait. Le P. Hasslacher, dont les homélies pieu-es et les conférences scientifiques obtenaient un gal succès, avait été compromis, dans sa jeunesse, armi les étudiants révolutionnaires d'une *Burs-ienschaft :* les cercles démocratiques et une pri-on fortifiée avaient été pour lui l'antichambre de Compagnie de Jésus[2]. A côté de lui, émigré d'un eau manoir, le P. de Waldburg Zeil[3] représentait la us haute aristocratie allemande : « Seigneur, j'ai ut quitté! s'écriait-il un jour du haut de la chaire. ais les âmes, ces âmes qui sont là, donne-les moi, eigneur. » Et les âmes se donnaient, agenouillées evant cette vocation qui avait été un grand re-oncement[4]. Le P. Roh, lui, Valaisan d'origine, vait, dans sa première jeunesse, péché contre la ompagnie ; de son éducation chez les Jésuites, il vait rapporté l'horreur de ses maîtres. Mais quel-

1. Heinrich, *Die kirchliche Reform*, II, p. 179.

2. Beda Weber, *Cartons*, p. 461 et suiv. — Sur Pierre Hasslacher (1810-1876), sonnier de 1833 à 1840 pour « menées démagogiques », novice chez les uites à Saint-Acheul en 1840, prédicateur à Strasbourg en 1844-1849, mis-nnaire en Allemagne de 1850 à 1863, supérieur, à Paris, de la maison alle-nde de la rue Lafayette de 1866 à 1870, voir Hertkens, *Erinnerungen an Hasslacher* (Muenster, Aschendorff, 1879).

3. Sur le P. Georges de Waldburg-Zeil-Trauchburg (1823-1866), le livre du Mundwiler est un document précieux.

4. Mundwiler, *op. cit.*, p. 82.

que mauvais pamphlet, tombé par hasard entre ses mains, lui parut tellement inique à leur égard, qu'un soubresaut de colère le ramena vers les Pères ainsi maltraités, et Roh se fit Jésuite. Les vexations scellèrent sa décision : comme Jésuite et parce que Jésuite, les troubles du *Sonderbund* et de 1848 le forcèrent de déménager souvent : à Lucerne, à Novare, à Linz, à Innspruck, il fut tour à tour fugitif devant la révolution qui avait l'air de le traquer. Le raffermissement de la paix civique rendît un gîte à ce vagabond ; ce gîte fut Fribourg-en-Brisgau ; et de là, seize ans durant, rayonnèrent à travers toute l'Allemagne, et même jusqu'en Danemark, les courses apostoliques de ce « nouveau Boniface [1] ». Beda Weber, qui l'appela pour prêcher à Francfort, disait de lui qu'il était la dogmatique vivante [2]. « Ce qu'il nous faut, expliquait à Francfort même un publiciste d'une secte baptiste, ce sont des discours populaires, pleins de fraîcheur, gagnant les cœurs, purifiant les esprits, des discours attaquant directement l'incroyance et l'athéisme : tels sont ceux du P. Roh [3] ». Le P. Anderledy, un autre Valaisan, qui devint plus tard général de la Compagnie, était réputé pour son charme [4] : le rhénan Pottgeisser, un mathématicien, prêchait des

1. L'expression est du peintre Steinle (*Briefwechsel*, I, p. 327).

2. Weber, *Cartons*, p. 457 et suiv. — Sur le P. Pierre Roh (1811-1872), voir Knabenbauer, *Petrus Roh* (Fribourg, Herder, 1872).

3. *H.P.B.*, 1858, II, p. 313. Cf. Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 208 et 377. — Les conférences de Roh à Stuttgart en 1868 ont été publiées en trois volumes (Ravensburg, Alber, 1905.)

4. Sur le P. Antoine Marie Anderledy (1819-1892), devenn général de l'Ordre en 1887, voir Baumgartner, *Stimmen aus Maria Laach*, XLII, 1892, p. 241-265.

ermons qui ressemblaient à des flots de logique. ..es gens cultivés que secouait le Bavarois Georges ..oder affirmaient qu'il y avait en lui du Démos..ıène ; et les petites gens qui écoutaient Maximilien .. Klinkowstroem[3] ou le Valaisan Antoine Allet[1], ..ateurs populaires par excellence, disaient sim..lement qu'ils prêchaient fort bien.

Si la Compagnie de Jésus dépensait pour le pres..ge personnel de ses membres la moitié des efforts .. des artifices qui mettent en relief les réputa..ons humaines, des orateurs comme Roder, comme ..asslacher, ou comme Roh, prendraient une place ..élite dans l'histoire ecclésiastique du dernier ..ècle. De grandes missions comme celles de Co..gne en 1850, de Heidelberg en 1851, de Franc..rt en 1852, d'Augsbourg en 1853, remuaient ..ofondément l'Allemagne religieuse. Au sortir ..un sermon du P. Hasslacher, le peintre Steinle ..rivait à Emilie Linder : « Mon opinion que les ..suites dans l'Église sont, à proprement parler, .. sel de la terre, s'est confirmée d'une éclatante ..çon[2]. » L'évêque Martin, de Paderborn, allait ..entôt proclamer que « la renaissance de l'Alle..agne catholique était la gloire du P. Roh et du .. Hasslacher. » Il ajoutait que par leurs missions,

.. Sur le P. Jules Pottgeisser (1813-1894), voir Weber, *Cartons*, p. 462-463.
Le P. Roder vécut de 1812 à 1887. — Sur le P. Maximilien de Klinkowstroem ..19-1896) et son frère le P. Joseph (1813-1876), voir A. v. Klinkowstroem, *Frie..ch August v. Klinkowstroem und seine Nachkommen* (Vienne, Manz, 1877.) .. P. Allet vécut de 1820 à 1890.

.. Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 230. — Une mention doit aussi être consacrée .. P. Adolphe de Doss (1825-1886), qui à partir de 1855 s'acquit à Muenster, ..s à Bonn, enfin à Mayence une grande réputation comme directeur d'œuvres .. jeunesse (Pfuelf, *Erinnerungen an A. v. Doss*. Fribourg, Herder, 1889).

les Jésuites « avaient plus fait pour la pacificatio
de la société, que tous les diplomates, bureaucrate
et politiques ensemble [1]. »

Le bruit que faisaient les missions étouffait le
discrets chuchotements qui racontaient certaine
conversions ; mais dans l'Église même, les gen
avertis notaient avec joie la venue de certaines âme
protestantes auxquelles l'honneur du monde atta
chait quelque prix, et qui faisaient exode, l'un
après l'autre, vers l'Église catholique. C'étaient e
1849 Frédéric Kehler, qui allait bientôt, avec l
prince Radziwill et le prêtre Mueller, réveiller le
catholiques berlinois et qui devait plus tard joue
un rôle dans le parti du Centre [2]; Aurèle Meinhold
fils de pasteur, et que sous peu la prêtrise devai
séduire [3]; le Hambourgeois Petersen, plus tard mis
sionnaire jésuite à Bombay [4]. En 1850, la comtess
Ida de Hahn-Hahn, se jetant aux pieds de Kette
ler, cherchait dans l'Église romaine un asile contr
les tourmentes qui trop longtemps avaient bous
culé son cœur et ballotté sa vie [5]. Le protestantism
Mecklembourgeois voyait s'égrener, loin de lui, tou
un chapelet d'âmes que l'on considérait comm

1. Martin, *Zeitbilder*, I, p. 190 et suiv. (Mayence, Kirchheim, 1879) e
Ein bischoefliches Wort II, p. 225. (Paderborn, Schoeningh, 1864).

2. Sur Frédéric Kehler (1820-1901), voir Rosenthal, *Konvertitenbilder*, I, 2
p. 478-483 et *Supplément*, p. 41-45, et Johann Friedrich Schulte, *Lebenserin
nerungen*. p. 60-61.

3. Sur Aurèle Meinhold (1829-1873), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p. 484-489
et Meer, *Charakterbilder aus dem Clerus Schlesiens*, p. 290-294 (Breslau
Aderholz, 1884).

4. Sur Petersen (1825-1870), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p, 490-493.

5. Sur Ida de Hahn-Hahn (1805-1880), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p. 495
527, et ci-dessus, p. VIII-X.

distinguées : le journaliste Gloeden[1] ; le futur sociologue Vogelsang, qui devait fonder en Autriche l'école chrétienne sociale[2] ; Buelow et Suckow, deux prochains Jésuites[3] ; le futur canoniste Maassen[4] ; le baron de Kettenburg[5]. On apprenait de Bruxelles que le baron de Schaezler venait d'entrer dans l'Église, où son activité de philosophe allait bientôt faire du bruit[6]. Un médecin juif de Silésie, Rosenthal, se faisait catholique en 1851, et se disposait à écrire la longue histoire de tous les convertis du siècle[7] ; en 1851, François Chassot de Florencourt, en 1852 son fils Bernard[8], entraient dans l'Église et dans le journalisme catholique, et la conversion d'Auguste Lewald, qui avait longtemps dirigé l'un des principaux journaux littéraires de l'Allemagne, surprenait certains cercles mondains[9]. A son tour le démocrate Giese arrivait

1. Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p. 489.

2. Sur le baron de Vogelsang (1818-1890), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, . 528-536 ; — Wiard Klopp, *Die socialen Lehren des Freiherrn Karl v. 'ogelsang* (Saint-Poelten, Chamra, 1894) ; — et la traduction d'extraits de ogelsang donnée par MM. de la Tour du Pin et de Pascal sous le titre : *torale et économie sociale ; Politique sociale* (Paris, Bloud, 1906).

3. Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p. 538.

4. Sur Maassen (1823-1900), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p. 537, et *Supplément*, . 47, et Teichmann, dans Bettelheim, *Biogr. Jahrbuch*, V, p. 242-244.

5. Sur le baron Kuno de Kettenburg (1811-1882), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, p. 587-593 ; — *H.P.B.*, 1852, II, p. 302-316, et 1853, I, p. 101-118. Cf. notre me IV, p. 35-37.

6. Sur Constantin de Schaezler (1827-1880), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, . 562-563, et notre tome IV, p. 284-285.

7. Sur David Auguste Rosenthal (1821-1875), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, 571-574, et *Supplément*, p. 50-52.

8. Sur Bernard de Florencourt (1835-1890), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, 594-596. — Sur François de Florencourt (1803-1886), qui mourra vieux cathoque, voir Sass, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XLVIII, p. 594-600.

9. Sur Auguste Lewald (1792-1871), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 3, p. 22-33.

jusqu'à l'Église, et il y arrivait de loin : las des sectes incroyantes, il s'était dévoué aux œuvres sociales du pasteur Wichern ; il avait vu, là, comment l'orthodoxie protestante, par une demi-résipiscence, aspirait à retrouver et à ressaisir certaines institutions catholiques ; et d'un élan de logique, il se donnait au catholicisme lui-même. On savait, dans certains milieux, que le prince Paul, frère du roi de Wurtemberg, était mort catholique à Paris[2] ; et d'étranges rumeurs circulaient, qui prêtaient assez étourdiment au prince régent de Bade l'intention de se faire catholique[3].

Ces évolutions n'étaient que des évolutions individuelles : des consciences venaient à l'Église, et l'Église les accueillait. Mais il semblait que, profitant des libertés nouvelles, elle allait s'équiper elle-même pour courir en pleine terre protestante, au-devant des âmes.

Entre les États de l'Allemagne, les barrières se faisaient plus basses, ou même elles disparaissaient ; la libre circulation des hommes devait amener une certaine compénétration des confessions chrétiennes ; et sur l'immense surface protestante qu'offrait aux regards l'Allemagne du Nord, il était à prévoir que dans un assez proche délai s'éparpilleraient des catholiques, sous la

1. Sur Bernard Martin Giese (1816-1873), voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 3, p. 141-147. — Cf. Nippold, *Welche Wege fuehren nach Rom?*, p. 405 (Heidelberg, Bassermann, 1869).

2. Sur Paul de Wurtemberg (1785-1852) et sa conversion sous l'influence du P. de Ravignan, voir Rosenthal, *op. cit.*, I, 2, p. 585-586.

3. *Civiltà Cattolica*, 10-31 mai 1852, p. 571.

poussée des nécessités de la vie. Seraient-ils aussi fidèles, aussi tenaces que ces Allemands du Rhin et du Palatinat, jadis installés près de Stettin par le grand Frédéric pour des travaux de desséchement, et qui, privés de tout prêtre un demi-siècle durant, s'étaient agenouillés, croyants et dévots, aux pieds du missionnaire que leur avait, en 1846, adressé l'œuvre lyonnaise de la Propagation de la foi[1] ? Cette œuvre avait commencé de pourvoir, dans la mesure de ses ressources, aux besoins de ces âmes essaimées ; elle avait, en huit ans, dépensé 782.360 francs dans 55 villages[2]. Mais l'Allemagne catholique voulait désormais que, pour les Allemands catholiques, une œuvre allemande existât. Michelis, ancien secrétaire de l'archevêque Droste-Vischering, souleva la question dans le congrès de Mayence en 1848 ; le congrès de Breslau la reprit, en mai 1849 ; quelques mois après, le congrès de Ratisbonne la trancha, et le congrès de Linz, en 1850, concerta les derniers détails d'organisation. Une association fut fondée sous le patronage de saint Boniface. Michelis et Buss auraient souhaité que partout, à travers le monde, elle vînt en aide aux consciences allemandes et aux apôtres allemands ; mais les professeurs Doellinger et Baltzer, le chanoine Moufang, le futur cardinal Gruscha, firent décider que le rayonnement de son action serait restreint à l'Allemagne. Le comte Joseph Stol-

1. Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 189.

2. Kleffner et Woker, *Der Bonifacius Verein*, I, p. 7-8 (Paderborn, *Bonifacius Druckerei*, 1899).

berg, fils de l'illustre converti, en fut le président : un zèle impérieux l'animait et faisait des prodiges. « Son langage était celui d'un prophète, écrit un contemporain ; et, devant ses prières instantes, personne ne pouvait rester indifférent[1]. » Il parcourut l'Allemagne, l'Autriche, où le journaliste Sébastien Brunner[2] lui prêta main-forte ; il frappait aux portes des évêchés et multipliait les appels ; en huit mois, 11 comités furent fondés. A Nordhausen, à Muenster, dans l'Ermeland, des essais pareils furent tentés ou même réalisés, qui tôt ou tard se fondirent avec la grande entreprise de Stolberg. Paderborn en fut le centre ; l'ancien boulevard du paganisme saxon devint une capitale pour l'apostolat catholique de l'Allemagne moderne[3]. Grâce à la merveilleuse activité du vicaire Edouard Mueller, cet apostolat, tout autour de Berlin, s'occupait de créer, pour les catholiques épars, des centres d'enseignement et de prière[4]. Dès 1852, les recettes de l'œuvre atteignaient 111 159 marks ; la progression, d'année en année, fut à peu près régulière ; en 1869, elle encaissera 396.346 marks et en dépensera 354 334. L'Association, à ses débuts, soutenait 49 paroisses timidement écloses en terre protestante : à la mort de Stolberg, en 1859, elle en soutenait déjà 152 et l'installation définitive d'un évêque à Osna-

1. Jocham, *Memoiren eines Obskuranten*, p. 681 (Kempten, Koesel, 1896).
2. Voir sur Sébastien Brunner (1814-1893), notre tome II, p. 408.
3. Voir, sur le *Bonifacius Verein*, Kleffner et Woker, *op. cit.*, I, p. 8-60.
4. Sur la statistique des progrès catholiques en Brandebourg et l'activité de Mueller (1818-1895), voir Kolde, *Missionsvikar Mueller*, p. 40-51 et 54-82.

brueck semblait créer une seconde capitale pour les missions du nord de l'Allemagne [1].

L'organisation même d'un tel apostolat, qui cherchait en pays protestants, parmi la foule des âmes protestantes, les rares consciences catholiques, et qui visait à les grouper, à les cimenter, et, de ces consciences, à faire des églises, attestait que c'en était fini, à tout jamais, de l'ancien droit d'État, d'après lequel la religion du souverain devait être la seule religion des sujets. Mais un certain nombre de protestants, qui considéraient volontiers l'exclusivisme territorial comme une sauvegarde pour le protestantisme, accusaient Buss de célébrer la jeune Association comme une armée d'occupation catholique en Prusse [2]; et l'on se demandait si le réveil de l'Église catholique n'était pas le prélude d'une offensive.

« Les missions et les conversions se multiplient, disait-on dans la *Gazette de la Weser* en 1851 ; il faut être aveugle pour ne point voir quels périls court le protestantisme. Parmi tous les pays de l'Europe, il n'y a que l'Angleterre, la Sardaigne, et quelques cantons suisses, qui fassent une certaine résistance au pape [3]. » — « Les victoires de l'Église Romaine s'accroissent toujours », notait

1. Sur cette installation de l'évêque Melchers en 1858, résultat de longues négociations, voir Brueck-Kiessling, *Geschichte*, III, p. 187-188.

2. Michaud, *Der gegenwaertige Zustand der roemisch-katholischen Kirche in Frankreich, unter Beruecksichtigung der einschlaegigen Verhaeltnisse Deutschlands bearbeitet von* Fridolin Hoffmann, p. 131 (Bonn, Neusser, 1876).

3. Cité dans *la Civiltà Cattolica*, 11 août-1er septembre 1851, p. 609-610. — « Poméranie protestante, réveille-toi ! » s'écriait la *Gazette de l'Allemagne du Nord* (Kolde, *Missions-Vikar Eduard Mueller*, p. 50).

en son journal, le 12 juillet 1851, Léopold de Gerlach ; il s'en prenait aux « erreurs politiques de l'époque »; il s'en prenait aux luthériens chez qui se dessinait, comme chez les anglicans de 1840, une sorte de « puseyisme », et qui commençaient à souhaiter une forte hiérarchie ; il s'en prenait aux sectes irvingiennes répandues en Bavière. La révolution, le néo-luthéranisme, l'irvingianisme, tout cela menait au « jésuitisme romain », et Gerlach déplorait d'autant plus la recrudescence du zèle confessionnel, qu'il y voyait un obstacle à cette reconstitution des partis politiques que souhaitait son conservatisme évangélique [1]. Le futur empereur Guillaume Ier, recevant une letlre anonyme où l'on expliquait que le « parti romain, pire que tous les démocrates, voulait anéantir la Prusse en vingt ans », s'empressait de transmettre cette lettre au ministre Manteuffel : « Ces allégations, insistait-il, me paraissent très justes, très importantes [2]. ». A Rome, certaines allégresses retentissaient comme un écho des anxiétés berlinoises ; apprenant que des moines venaient de s'installer à Breslau, la *Civiltà* concluait : « Ainsi se dissout le protestantisme ; et peut-être Dieu prédestine-t-

1. Leopold von Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, I, p. 650-651 et 751 (12 juillet 1851 et 15 avril 1852). Sur ces convergences de certaines fractions protestantes vers Rome, voir Doellinger, *L'Église et les Églises*, trad. Bayle, p 298 (Paris Casterman, 1862); Nippold, *Welche Wege fuehren nach Rom ?* p. 419. La *Civiltà Cattolica*, 26 décembre 1856-10 janvier 1857, p. 236-248, annonce même un mouvement orthodoxe, parmi les protestants de Saxe et de Bavière en faveur de la confession auriculaire. — Cf. sur le Hanovre, Perraud, *Correspondant*, septembre 1863, p. 63-91.

2. Poschinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Manteuffel*, II p. 76-77.

il à être les principaux instruments de la conversion de l'Allemagne des apôtres sortis du cloître, pour se jouer avec plus d'éclat des semences jetées par un apostat monastique[1]. »

Il était naturel que les alarmes protestantes fissent éclat. Stahl parle quelque part de cette attitude de gladiateur Borghèse que prend volontiers, vis-à-vis du catholicisme, le protestantisme allemand[2] : l'heure était proche où le gladiateur allait se cambrer, provoquer et foncer. Dès 1851, des réunions à Hambourg, à Elberfeld, signalèrent à l'Allemagne protestante les progrès du catholicisme[3]. Ce fut à Breslau, dans le diocèse du pacifique Diepenbrock, que l'attaque se produisit. Son vieux maître Sailer[4] avait toujours caressé des rêves d'union des Églises, dans la ferveur desquels il entrait même quelque rêverie ; Diepenbrock était demeuré, comme lui, un homme de douceur, de paix et d'union, et tel de ses mandements, en 1848, avait eu le privilège d'être lu dans les chaires protestantes[5]. Mais les missions de Jésuites qu'il avait depuis lors instituées furent dénoncées par le surintendant général protestant comme une agression catholique, à laquelle les pasteurs devaient belliqueusement riposter.

Diepenbrock, déjà fort malade, répondit par une lettre pastorale, admirable de sérénité ; au

1. *Civiltà Cattolica*, 1-15 décembre 1851, p. 709.
2. Doellinger, *L'Eglise et les Églises*, trad. Bayle, p. 353.
3. *Civiltà Cattolica*, septembre-octobre 1851, p. 251 et 383.
4. Voir notre tome I, p. 291-309.
5. Reinkens, *Diepenbrock*, p. 402-403.

cri de guerre, il opposait encore un cri de concorde : « Malgré la séparation des confessions, disait-il, séparation malheureuse mais voulue par Dieu, et que nous devons dès lors supporter avec patience en esprit de pénitence pour les fautes communes, tous les esprits droits peuvent et doivent professer une estime réciproque, une tolérance humaine, une charité chrétienne, fondée sur la supposition que les uns et les autres ont des convictions loyales [1]. » Le Conseil suprême évangélique de Berlin, quelques semaines après, tenta, non sans embarras, de justifier contre Diepenbrock la conduite du surintendant général de Silésie, et puis le cardinal mourut, et trouva que la paix des élus était plus facile à obtenir que ne l'est ici-bas celle des hommes de bonne volonté.

L'assemblée de la Société Gustave-Adolphe, au mois d'août 1852, multipliait à l'adresse du catholicisme les invectives bruyantes, et parfois injurieuses ; et derechef, en septembre, le congrès protestant de Brême s'insurgeait [3]. Ces provocations étaient relevées, au congrès catholique de Muenster, par le prêtre Edouard Michelis, l'ancien compagnon de captivité de l'archevêque Droste-Vischering : il persistait à parler un langage pacifique. Otto Meier, professeur de droit à la Faculté de Ros-

1. *Saemmtliche Hirtenbriefe Sr. Eminenz des Cardinal-Fuerstbischofs Diepenbrock*, p. 121-130. — Foerster, *Diepenbrock*, p. 176-179. — Pfuelf *Geissel*, II, p. 207-208.

2. Sur la Société Gustave-Adolphe, voir notre tome II, p. 315-316.

3. Voir May, *Geschichte der Generalversammlungen der Katholiken* p. 86-91.

tock, publiait à la même époque le premier volume d'un travail considérable sur « la Congrégation romaine de la « Propagande, ses provinces et son droit [1] ». On trouvait dans ce livre un grand appareil d'érudition, que les fouilles de l'auteur dans les archives prussiennes avaient singulièrement contribué à enrichir. Le but de Meier était de remontrer à l'opinion la marche croissante des aspirations catholiques : les faits de l'histoire, habilement groupés par sa plume vigoureuse, semblaient monter à l'assaut des lecteurs pour les convaincre que l'Église Romaine montait à l'assaut de la Prusse. Luthérien fervent, Otto Meier s'inquiétait. Rien de commun, chez lui, avec ces « libéraux » qui seront les plus violents apôtres du *Culturkampf :* Meier était une âme religieuse qui épanchait des inquiétudes religieuses. A ses yeux la Prusse était engagée sur une mauvaise route ; elle se trompait en considérant que le protestantisme et le catholicisme pouvaient s'allier fraternellement pour une lutte contre l'impiété ; elle se trompait en s'imaginant qu'un État évangélique pouvait nouer amitié avec l'Église Romaine. Sous le nom d'autonomie, ce que désirait cette Église, c'était le droit de combattre la Réforme, et ce qu'elle masquait sous des revendications de « parité », c'était son désir d'une domination absolue ; et Meier était tout près de conclure à une

1. *Die Propaganda, ihre Provinzen und ihr Recht.* (Goettingue, Dieterich, 1852.) Le livre est aujourd'hui suranné depuis la publication des papiers des nonciatures. Sur Otto Meier (1818-1893), mort président du consistoire de Hanovre, voir Zorn, *Allgemeine deutsche Biographie*, LII, p. 297-301.

incompatibilité entre les libertés de l'Église et la sécurité de l'État prussien [1].

Mais pour supprimer ces libertés, il fallait toucher à la Constitution, et c'eût été, aux yeux du peuple, toucher à l'héritage de la révolution. Même parmi les masses protestantes, moins anxieusement préoccupées des questions confessionnelles que ne l'était leur clergé, on aurait conclu, sommairement, que la moindre suppression de ligne, dans cette charte achetée par du sang, était une mesure de réaction. Les théoriciens de l'État évangélique avaient beau s'insurger, la Constitution vivait et vivrait.

A vrai dire, parmi toutes les promesses qu'elle faisait, il n'en était aucunes qui passassent plus immédiatement en pratique que celles dont bénéficiait l'Église Romaine : l'esprit d'apostolat des prêtres et des fidèles les stimulait à prendre jouissance, immédiatement, des bienfaits qui leur étaient offerts. Les effets politiques de l'acte constitutionnel de 1850 furent lents à se faire sentir : il fallait du temps et quelque violence sur elle-même pour que la royauté prussienne devînt effectivement constitutionnelle, et l'on pourrait encore se demander, aujourd'hui, si cette évolution est complètement achevée. La Constitution de 1850 n'empêcha pas Bismarck de gouverner

1. C'est à ces maximes qu'obéissait sans doute la municipalité de Danzig lorsque après neuf ans de pourparlers elle refusait définitivement de faire donner l'enseignement catholique aux orphelins catholiques, ses pupilles, ou de les confier à des familles catholiques (Redner, *Skizzen aus der Kirchengeschichte Danzigs*, p. 71-80 (Danzig, Boenig, 1875).

contre la Chambre; elle ne gêna pas une seule fois, entre 1850 et 1870, les initiatives autoritaires de la royauté; on savait, lorsque besoin était, donner des coups de canif dans cet auguste papier. Mais les effets religieux de la Constitution furent immédiats, et l'expérience même, au cours des années, en accrut et en révéla l'immense portée. Si déchiqueté que fût ce papier, jadis gribouillé par une assemblée frondeuse, et plus tard raturé, puis signé, par un monarque à demi mécontent, les catholiques s'en servirent, à de fréquentes reprises, soit contre la bureaucratie, soit contre les majorités parlementaires qui menaçaient l'autonomie religieuse. Tandis qu'en général les constitutions fraîchement octroyées opposaient une barrière à l'arbitraire des rois, ce fut plutôt, en Prusse, le caprice des députés, — leur caprice en matière religieuse, — qui trouva, dans la Constitution de 1850, une limite et une entrave; et les catholiques du reste de l'Allemagne enviaient cette bonne fortune à leurs coreligionnaires prussiens.

III

Dès 1851, Geissel résumait la situation de l'Église dans une lettre à l'évêque d'Augsbourg : « Le gouvernement, disait-il, nous laisse, sur le terrain ecclésiastique, une liberté de développement, qui donne les résultats les plus satisfai-

sants : preuve qu'un État ne fait pas naufrage lorsqu'il renonce à faire intrusion dans l'Église. Les principes que nous avons énoncés à Wurzbourg[1], nous les avons partout, chez nous, mis en pleine vigueur, et l'État y gagne, puisque nos liens avec lui, qui jadis étaient des liens de commande, sont devenus volontaires et par là même plus solides. » Mais l'archevêque de Cologne ajoutait, non sans quelque mélancolie : « Ce n'est qu'en ce qui regarde l'école que nous sommes en suspens[2]. » La Constitution prévoyait en effet que dans les écoles publiques on devrait tenir compte des circonstances confessionnelles et que les écoles privées seraient soumises à une certaine surveillance de l'État : c'étaient là des formules plus élastiques que précises, et que l'application seule permettrait de juger.

Dès qu'en Prusse l'autorité s'était ressaisie, elle avait constaté tout de suite, avec de sévères regrets, que le radicalisme révolutionnaire trouvait parmi les instituteurs de nombreuses recrues ; et, sans retard, elle voulait aviser. Depuis Frédéric-Guillaume Ier, l'enseignement, en Prusse, était considéré comme chose d'État : l'État entretenait les écoles, courbait tous les futurs citoyens sous le régime de l'obligation scolaire, et coupait court aux scrupules de conscience des parents, en dispensant le petit catholique de l'enseignement religieux pro-

1. Sur l'assemblée épiscopale de Wurzbourg, voir notre tome II, p. 376-397, et Sauze, *L'assemblée épiscopale de Wurzbourg* (Paris, Poussielgue, 1907).

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 78.

testant et le petit protestant de l'enseignement religieux catholique. La religion, dans l'école primaire, était une matière obligatoire d'instruction. Jamais la Prusse n'avait accueilli le projet d'une sorte d'enseignement religieux vague et général, borné à quelques affirmations métaphysiques, et commun à toutes les confessions. L'on s'arrangeait en général pour que la confession du maître fut celle de la majorité ou de l'unanimité des élèves : le prêtre ou pasteur du village inspectait l'école, par la volonté même de l'État[1].

Le radicalisme philosophique, qui, de 1840 à 1848, avait détaché des Églises beaucoup d'instituteurs[2], avait fini par les détacher de la monarchie prussienne elle-même : parallèlement aux sectes de « catholiques allemands » (*deutschkatholisch*) et d' « amis des lumières[3] », ils étaient devenus, de schismatiques dans l'Église, des schismatiques dans l'État. Soucieux de les ramener à la fidélité politique, l'État fut conduit, tout naturellement, à fortifier les liens entre l'école et l'établissement religieux. C'était l'époque où l'on se demandait, en Allemagne comme en France, si l'étude des classiques païens était bonne pour la

1. Rintelen, *Das Verhaeltniss der Volksschule Preussens zu Staat und Kirche*, p. 16-60 (Paderborn, Schoeningh, 1888). — Rudolf Gneist, *Die confessionelle Schule, ihre Unzulaessigkeit nach preussischen Landesgesetzen und die Nothwendigkeit eines Verwaltungsgerichtshofes*, p. 14-29 (Berlin, Springer, 1869).

2. « La grande majorité des maîtres sont pour la proscription de l'enseignement religieux, » écrivait Diesterweg en 1850 dans la quatrième édition du *Wegweiser für deutsche Lehrer* (Sallwuerk, *Adolf Diesterweg*, III, p. 222, n. 1).

3. Sur ces diverses sectes, voir notre tome II, p. 293-309.

formation de la jeunesse ; on était préoccupé d'implanter un système d'éducation solidement assis sur les principes chrétiens ; on insinuait, dans certains congrès, qu'il serait bon que les philologues eussent appris la théologie ; on réclamait, en face des gymnases païens, des gymnases « chrétiens évangéliques[1] ». D'autant plus impérieuse devenait cette préoccupation chrétienne, lorsqu'on avait affaire à des instituteurs primaires dont avait chancelé le loyalisme civique en même temps que la foi religieuse. De là, certaines avances aux Églises, dont on trouvait déjà la trace, en 1849 et 1850, dans les discours du ministre Ladenberg sur la Constitution[2], et dans le projet de loi scolaire qu'il déposa ; de là surtout, après 1850, la politique scolaire du ministre Raumer[3].

« La prospérité de l'école primaire dépend de son union intime avec l'Église », affirmait Raumer

1. Sur ce curieux mouvement, dont le premier manifeste, de dix ans antérieur au *Ver rongeur* de Mgr Gaume, fut le livre de Eyth ; *Classiker und Bibel in den niederen Schulen* (Bâle, Spittler, 1838) ; sur les thèses soutenues à cet égard par l'*Evangelische Kirchenzeitung*, de Hengstenberg, et ratifiées en 1851 par la fondation d'un gymnase chrétien à Guetersloh ; sur les discussions du *Kirchentag* d'Elberfeld et de la *Philologenversammlung* d'Erlangen, en 1851, au sujet des rapports entre la philologie et la théologie, voir Schmid, *Geschichte der Erziehung von Anfang an bis auf unsere Zeit*, V, I, p. 325-329, (Stuttgart, Cotta, 1901).

2. Rintelen, *op. cit.*, p. 67-79. Tandis que la Commission du parlement de Francfort avait proclamé la liberté de l'enseignement, et avait laissé aux communes le soin de décider si, dans leurs écoles publiques, l'enseignement devait être confessionnel, la Constitution du 31 janvier 1850 reconnut la liberté d'enseignement, mais sous des conditions d'aptitude morale, scientifique et technique, contrôlées par l'Etat, et sous la surveillance de l'État. Elle stipula que dans l'érection des écoles publiques il fallait tenir compte, le plus possible, des circonstances confessionnelles (Rintelen, *op. cit.*, p. 65).

3. Sur Charles Otto Raumer (1805-1859), voir Wiese, *Lebenserinnerungen und Amtserfahrungen* (2 vol, Berlin, Wiegand, 1886), et Wippermann, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XXVII, p. 418-420.

lans une circulaire du 1er octobre 1851[1]. Sans ıucune loi nouvelle, une série d'actes administraifs donnèrent à l'école prussienne, implicitement, ın caractère de plus en plus confessionnel : en ›rincipe, elle fut toujours établissement d'État; nais dans le langage courant, on se mit à parler l'écoles catholiques, d'écoles protestantes. L'eneignement religieux y prit une importance croisante; la surveillance des Églises sur toutes les ›ranches de l'enseignement, — surveillance exer-.ée d'accord avec l'État, mais d'après les maximes les Églises — devint plus assidue; entre les cler-;és et le personnel scolaire, se nouèrent de plus ;troites attaches. Les bureaux prirent l'habitude, ›our déterminer le caractère confessionnel d'une :cole, de rechercher, dans le passé, la trace des 'ondations religieuses grâce auxquelles elle avait ;té instituée, ou des biens sécularisés aux dépens lesquels elle vivait, ou des statuts, enfin, qu'elle ıvait reçus au moment de sa fondation. L'école ,imultanée, groupant des enfants des deux con-'essions, était considérée comme une anomalie[2]. L'État prussien, chef de l'enseignement primaire, nettait sur les institutions d'enseignement des ;tiquettes d'Église; à la faveur de ces étiquettes, 'une ou l'autre Églises pénétraient dans la vie ļuotidienne de l'école, et la formation religieuse

1. Rendu, *De l'éducation populaire dans l'Allemagne du Nord*, p. 66-67. Paris, Hachette, 1855). — Une politique scolaire analogue était inaugurée, à la ıême époque, en Hanovre (ordonnance de 1850) et en Saxe (loi du 3 mai 851) : voir Rendu, *op. cit.*, p. 38 et 70.

2. Gneist, *op. cit.*, p. 39-65.

des enfants était dès lors assurée. Les instituteurs négligents ou incapables devaient accepter l'aide et les leçons des ministres du culte[1]; des conférences mensuelles étaient recommandées, où le directeur de l'école et le représentant du clergé traiteraient des intérêts scolaires[2]. Défense était faite aux instituteurs de sortir de l'office durant la prédication : ils devaient, au contraire, être au premier rang des auditeurs, et s'assurer, le lendemain, si les enfants l'avaient bien écoutée et s'ils en avaient tiré profit[3]. Car ils avaient pour mission, lisait-on dans une feuille pédagogique, d' « enraciner dans les jeunes âmes les croyances fondamentales, de les développer avec amour, de telle sorte que, plus tard, sous l'impulsion de Dieu et de la conscience, elles se révélassent en chaque jour de la vie, et fussent pour l'homme un appui et un bouclier[4] ». On savait, dans le personnel scolaire, que, pour les gratifications, pour l'avancement, l'État tenait compte de « l'esprit religieux et ecclésiastique » des maîtres (*religioesen kirchlichen Sinn*)[5] ; et la formation même qu'il leur donnait dans les écoles normales réorganisées les préparait à être, si l'on ose ainsi dire, des fonc-

1. Rendu, *op. cit.*, p. 87 (circulaire du Conseil supérieur de l'Eglise évangélique, 21 juillet 1851).

2. Rendu, *op. cit.*, p. 94 (circulaire de la régence de Potsdam, 8 juin 1853).

3. Rendu, *op. cit.*, p. 39, et 216-217.

4. *Schulblatt für die Provinz Brandenburg*, 1852, p. 565. — Rendu, *op. cit.*, p. 212.

5. Rendu, *op. cit.*, p. 39.

ionnaires religieux accomplissant une besogne 'État.

En octobre 1854, plusieurs circulaires, connues ous le nom de *Regulative*, furent publiées par e ministre Raumer[1]; elles traçaient des prorammes et fixaient un idéal. L'État prussien conessait que l'enseignement primaire devait chaner de méthode et presque de but.

« Elle s'est montrée stérile et funeste, écrivait expresséent Raumer, cette idée que l'éducation générale résulteit du développement abstrait de la force intellectuelle. La e du peuple exige une régénération fondée non plus sur s théories, mais sur des réalités immuables et sur les ses du christianisme, véritable soutien de la famille et de tat. Les élèves doivent sortir de l'école chrétienne, animés l'esprit de Dieu et aptes à toute bonne œuvre... L'école émentaire avait suivi la direction intellectuelle de l'époque... is, de même que la vie générale du siècle est arrivée à ce int où une révolution décisive (*ein entscheidender Umschng*) est devenue nécessaire, de même l'école, si elle ne veut xposer, en se rattachant à une opposition vaincue, à meurer impuissante et à dépérir, doit entrer dans le nouau et salutaire mouvement qui lui permette tout ensemble recevoir et de donner la vie[2]. »

Si telle devait être l'école, il fallait adapter à ces igences nouvelles le séminaire où se préparaient futurs maîtres. Ici encore, Raumer prévoyait commandait le changement; il souhaitait que candidats à ces séminaires fussent d'avance

Stiehl, *Die drei preussischen Regulative*, p. 15-24. (Berlin, Hertz, 1854). Stolzenburg, *Beitraege zur Geschichte der Regulative und Schul-Verordgen für die Geistlichen und Lehrer des Liegnitzer Regierungs-Bezirkes*, 31-40 (Breslau, Duelfer, 1860).

Rendu, *op. cit.*, p. 218-227.

spécialement instruits sur leur religion par le pasteurs de leur village[1], et il ajoutait :

« Il faut que le séminaire présente dans son ensembl une communauté de vie chrétienne et évangélique... Le idées purement spéculatives, individuelles, idées infruc tueuses au point de vue d'une instruction simple et sain du peuple, resteront étrangères aux séminaires. En s'ap puyant sur la base du principe chrétien, ils deviendront d plus en plus ce qu'ils doivent être : des pépinières de maître pieux, dévoués, intelligents, ne s'écartant pas de la vi réelle du peuple, ayant le désir, la vocation et la capacit de se consacrer à l'éducation de la jeunesse, avec abnéga tion et en vue de Dieu[2]. »

Ce dont il s'agissait, c'était, suivant l'expressio d'un pédagogue qui dirigeait à Berlin l'école nor male, de « former une race nouvelle dans laquell renaquît la vie religieuse et morale[3] ». Il conve nait, pour une telle fin, comme l'expliquait toutes les autorités scolaires de sa province le pré sident supérieur de Koenigsberg, que « l'instruc tion religieuse restât le noyau et le centre d toute l'activité primaire ; l'enseignement de autres matières ne devait venir qu'ensuite, et san visées trop hautes, pas plus dans les séminaire que dans les écoles populaires, mais se cantonne au contraire, dans certaines limites, très simple marquées par les circonstances[4]. »

Les circulaires de Raumer ne visaient que le

1. Rendu, *op. cit.*, p. 248.
2. Rendu, *op. cit.*, p. 292 et 306.
3. Rendu, *op. cit.*, p. 212.
4. Kellner, *Lebensblaetter*, p. 323-325.

écoles évangéliques : il y avait quelque étroitesse dans l'idée dont elles s'inspiraient ; l'école qu'elles voulaient organiser était celle dont rêvait le conservatisme piétiste. Stiehl[1], qui les avait élaborées et proposées à la signature de son ministre, s'émut bientôt des attaques qu'elles provoquaient ; dans une lettre anxieuse, il pria le pédagogue catholique Kellner de rompre une lance dans la presse en faveur de ces documents ministériels, de ces « enfants, comme il disait, qui lui coûtaient tant de douleur ». Mais Kellner se déroba : « A plusieurs égards, note-t-il simplement dans ses *Souvenirs*, le désir exprimé par Stiehl contredisait à mes sentiments[2]. » Il n'était pas de l'intérêt du catholicisme, de prendre trop impérieusement le parti de l'État évangélique contre les maîtres indociles ou frondeurs des écoles protestantes. Un seul fait importait à l'Église : c'était que l'État, en vertu même des maximes générales que Raumer se plaisait à professer, ouvrît à l'influence du curé, à ses conseils, à sa surveillance, les écoles peuplées de petits catholiques. Ainsi faisait l'État prussien, sans réserves, sans ambages, et d'une façon toute spontanée. Dans les écoles des deux confessions, un rôle essentiel était désormais

1. Sur Antoine Guillaume Ferdinand Stiehl (1812-1878), de pasteur devenu pédagogue, et qui depuis 1844 jusqu'à 1872 joua un rôle important au ministère des cultes pour toutes les questions d'enseignement, voir *Allgemeine deutsche Biographie*, XXXVI, p. 180-184.

2. Sallwuerk, *op. cit.*, I, p. 110. — Kellner, *Lebensblaetter*, p. 402 et 501-503. — Sur le pédagogue catholique Laurent Kellner (1811-1892) qui pendant plus de trente ans dirigea l'enseignement dans le pays de Trèves, voir son propre livre : *Lebensblaetter, Erinnerungen aus der Schulwelt* (Fribourg, Herder, 1892), Sander, *Allgemeine deutsche Biographie*, LI, p. 505-507.

reconnu aux deux clergés ; et le clergé catholique, en fait, bénéficia plus largement et plus vite de cette hégémonie scolaire que ne put le faire le clergé protestant.

Car, parmi les instituteurs protestants, un certain nombre encore suivaient secrètement l'impulsion de certains pasteurs d'avant-garde, comme Uhlich, comme Wislicenus[1], à l'école desquels leur orgueil de primaires s'émancipait de tout dogme révélé.

« Le monde est affranchi de l'Église, chantait le pasteur Uhlich. Dans les trilles des rossignols, dans l'armée des étoiles, dans le sourire de l'enfant, dans l'image de la beauté que nous révèle l'art du peintre, dans les rêves du cœur vers un avenir plus beau, dans tout cela nous sentons l'esprit de Dieu. Et chaque homme est le prêtre de sa religion, la religion de l'amour et de l'humanité. Adieu les formules du vieux christianisme[2] ! » La demi-science des maîtres d'école aimait cette ambitieuse emphase, qui les invitait à se hausser jusqu'à devenir des façons de prêtres, et jusqu'à rendre jaloux, si possible, le vicaire et le curé. Tel d'entre eux, dans la Saxe prussienne, lisait aux enfants, avant de leur enseigner le catéchisme, une page de Wislicenus sur la « décrépitude de l'Église, désormais réduite à quatre soutiens, les États, les capitaux, la routine et le

1. Voir, sur ces agitateurs, notre tome II, p. 303 et 308.

2. Rendu, *op. cit.*, p. 178 et 204-205.

sentiment[1] ». L'État prussien pouvait bien fermer les classes que les petites sectes schismatiques du protestantisme avaient ouvertes dans les dernières années[2]; mais l'influence des Uhlich ou des Wislicenus devenait plus périlleuse encore, si elle se glissait dans certaines écoles de l'évangélisme officiel. Eugène Rendu, qui faisait alors à travers l'Allemagne du Nord de longs voyages d'exploration scolaire, notait avec précision, chez plusieurs instituteurs protestants, certains symptômes de rébellion grondeuse contre les ordres de l'Église et de l'État.

Mais tout au contraire, les écoles catholiques lui laissaient une excellente impression. La conscience catholique était beaucoup plus éveillée, beaucoup plus intense, chez les maîtres catholiques, que ne l'était la conscience protestante chez les maîtres évangéliques. Le piétisme avait beaucoup à faire pour lutter contre les instituteurs qui mettaient le christianisme en façade et demeuraient d'ailleurs des incroyants; de tels soucis étaient généralement épargnés à l'Église Romaine. A Kempen, grande école normale où se formaient les instituteurs catholiques rhénans, la piété de ces jeunes hommes édifiait Rendu[3]; elle les prédisposait à accepter de bonne grâce, et même à solliciter avec confiance les indications et les

1. Rendu, *op. cit.*, p. 20-21.

2. Rendu, *op. cit.*, p. 206, n. 2.

3. Rendu, *op. cit.*, p. 27. Voir dans Rendu, *op. cit.*, p. 258-279, les règlements des écoles normales catholiques de Fulda et Breslau, destinées aux futurs instituteurs.

conseils des doyens et des chapelains, auxquels le vicariat général de Cologne prescrivait expressément de bien surveiller les écoles [1].

Le développement des études catholiques de pédagogie, la multiplication des journaux pédagogiques catholiques, affermissaient d'ailleurs l'influence de l'Église sur l'instruction [2]. Il ne suffisait pas aux prêtres d'outre-Rhin — Ketteler, dans son diocèse de Mayence, insista beaucoup à cet égard — de vouloir, parce que prêtres, régir l'école ; ils se préparaient, ils s'outillaient, pour acquérir eux-mêmes, en matière scolaire, une véritable compétence technique ; ils lisaient les livres et les articles de Kellner ; lorsqu'ils se présentaient dans l'école, l'instituteur saluait en eux, tout à la fois, non seulement des hommes d'Église, non seulement des collaborateurs de l'État, mais des pédagogues; et leurs propres connaissances rehaussaient leur office.

A côté de ces écoles primaires catholiques dont l'État et l'Église se partageaient amicalement la gérance, à peine était-il besoin, pour le catholicisme prussien, de créer des écoles privées [3] : elles furent

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 64. C'est vraisemblablement dans une heure de pessimisme que Geissel écrivait à Viale Prela en 1855 : « La plaie, chez nous, la question des écoles publiques ; et peu ou point d'espoir. » (Pfuelf, *Geissel*, II p. 260.)

2. Voir Kellner, *Lose Blaetter*, p. 208, éd. Goergen (Fribourg, Herder, 1895) et remarquer, spécialement, le curieux passage où il explique qu'il ne faut pa trop vanter, *a priori*, tout effort pédagogique par cela seul que cet effort es catholique.

3. Sur le caractère et les limites du droit qu'avaient à cet égard les catholiques et les conditions auxquelles était soumis l'exercice de ce droit, on trouvera un très bon exposé juridique dans Rintelen, *op cit.*, p. 186-192. — E 1866, il n'y aura encore, en Prusse, que 1 500 écoles privées (Kellner, *Theologisches Literaturblatt*, 1866, p. 215).

oujours en petit nombre et demeuraient d'ailleurs soumises à une certaine surveillance de l'État.

Des discussions longues et confuses s'étaient engagées au congrès catholique de Breslau de mai 1849 [1]. Comme les évêques réunis à Wurzbourg, les congressistes de Breslau gardaient encore l'impression très vive des menaces que les radicaux de Francfort avaient fait planer sur le caractère chrétien de l'école ; la prépondérance des partis avancés demeurait assez solide pour que l'institution d'écoles non confessionnelles apparût comme un péril prochain ; et si cette crainte s'était vérifiée, le monopole de l'enseignement entre les mains de l'État eût marqué un désastre pour l'Église. Le principe de la liberté de l'enseignement aurait alors surgi comme une sorte de

1. Ce que proposait au congrès de Breslau le rapporteur Pelldram, futur évêque de Trêves (1812-1867), c'était de reconnaître, tout d'abord, le principe de la liberté de l'enseignement, de proclamer, ensuite, le droit du père à faire élever ses enfants comme il l'entend, et d'en conclure au devoir de l'État de respecter le droit des pères catholiques.

Ce genre de déduction fut vivement critiqué : fallait-il que l'Église reconnût à tous les pères le droit de faire élever leurs enfants loin de l'Église et hors de l'Église ? Les principes « libéraux » sont une arme à deux tranchants ; on vit surgir, à Breslau, les discussions qui toujours s'engagent lorsque des catholiques allèguent en leur faveur ces principes. Baltzer préférait qu'on proclamât le devoir pour les pères de faire donner à leurs enfants une éducation catholique, et que, de ce devoir, on déduisît les droits qu'ils avaient, comme citoyens, vis-à-vis de l'État. Le vœu qui fut voté, à l'instigation de Baltzer et d'Himioben, se référa, précisément, à la décision de l'assemblée épiscopale de Wurzbourg recommandant aux parents catholiques l'éducation catholique de leurs enfants : l'assemblée décida qu'il fallait maintenir les écoles catholiques existantes, en fonder de nouvelles, empêcher que l'État ne détournât de leur but les fonds destinés aux écoles catholiques, et veiller à ce que les impôts acquittés par les citoyens catholiques fussent équitablement employés à la dotation d'écoles de toute nuance, catholiques ou autres, suivant les besoins et les circonstances. Quant au droit de surveillance de l'État sur l'enseignement confessionnel, la question demeura sans solution : Moufang, à juste titre, la trouvait prématurée (*Verhandlungen*, p. 73 et suiv.). Cf. ci-dessous, p. 319, n. 2, des discussions analogues, qui se produisirent au congrès de Trêves de 1865.

barricade derrière laquelle l'Église, retenant autour d'elle les enfants de ses fidèles, leur aurait assuré, dans des écoles à elle, cette éducation religieuse, marchandée ou refusée par les partis politiques; et le congrès de Breslau avait mis au concours la rédaction d'une brochure populaire sur cette liberté. Si les troubles politiques se fussent prolongés, si les théories de certains parlementaires sur l'enseignement neutre eussent reçu une consécration légale, l'Église était résolue, partout où elle le pourrait, à opposer ses écoles à celles de l'État.

Mais la déférence de l'administration prussienne envers les besoins et les exigences des confessions chrétiennes dissuada bientôt les catholiques de Prusse d'engager une lutte contre la conception même d'un enseignement d'État; et pendant une assez longue période, leur politique en matière d'enseignement primaire consista, bien plutôt, à favoriser une sorte d'entr'aide entre l'État et l'Église pour la commune besogne d'enseignement. Un passage significatif de Kellner témoigne quel fut à cet égard leur idéal et quelle fut au demeurant, durant une quinzaine d'années, la réalité.

« L'école populaire, écrivait-il, est le sommet d'un angle dont les deux côtés sont l'État et l'Église; tous deux s'unissent en ce sommet, ils en sortent, et ne peuvent ni l'un ni l'autre se passer de lui. Si l'État attire l'école complètement à lui, l'angle disparaît, pour faire place à deux lignes parallèles ou divergentes, à deux facteurs dont chacun doit avoir ses écoles particulières. L'Église est ensuite amenée à réclamer pleine liberté d'enseignement, et à faire élever ses

fidèles par des écoles qu'elle fonde et dirige elle-même. Qu'une telle séparation vaille mieux que l'avantage d'une association entre les deux facteurs, reposant sur leur estime et leur confiance mutuelle, il serait hardi de le soutenir. Ecoles confessionnelles, étroite liaison de ces écoles avec l'Église sous la tutelle de l'État : telle doit être notre parole [1]. »

Les faits ratifiaient ce mot d'ordre : l'école publique catholique fut une force pour le catholicisme prussien [2]. Sous la co-direction de l'État et de l'Église, elle éduqua, tout à la fois, des citoyens et des catholiques ; elle forma des âmes religieuses capables, en même temps, de s'associer aux préoccupations nationales et de se mêler à la vie nationale ; elle développa tout à la fois, dans les consciences, le sentiment de leur dignité personnelle et le respect pour la dignité de l'autorité civile; elle les mit en garde contre cet esprit de fronde et d'anarchie qui d'avance énerve et discrédite les résistances légitimes pour les heures où ces résistances s'imposent ; et lorsque les catholiques de Prusse, dressés ainsi dès l'enfance, devront, sous le *Culturkampf*, tenir ferme contre la tyrannie de l'État, ils apporteront, dans cette ténacité même, un sens civique sincère, aiguisé, qui finira par désarmer les malveillances politiques, et qui sera l'une des conditions et l'une des raisons de la victoire.

1. Kellner, *Lose Blaetter*, p. 13-14 et 162. — Cf. dans *Theologisches Literaturblatt*, 1866, p. 212-216, la réponse de Kellner à l'ouvrage du prêtre bavarois Lukas contre l'obligation scolaire. — Le pédagogue Bogedain (1810-1860), évêque auxiliaire de Breslau, était beaucoup moins favorable à l'hégémonie scolaire de l'État (Meer-Jungnitz, *Charakterbilder aus dem Clerus Schlesiens*, II, p. 201-202. Breslau, Aderholz, 1898).

2. Cf. Spahn, *Der Kampf um die Schule*, p. 21 et sq. (Kempten, Koesel, 1907.

IV

Que la Constitution, qui garantissait à l'Église la liberté, ménageât aux catholiques, en fait, l'accès des libertés nécessaires, et que les règlements scolaires qui, pour longtemps, tinrent lieu d'une loi, assurassent aux petits baptisés le bénéfice d'une forte éducation catholique : c'était beaucoup, déjà, pour l'Église. Mais les suspicions mêmes que ces progrès inspiraient au protestantisme pouvaient faire craindre qu'ils ne fussent entravés par une force terrible, susceptible à son gré d'être très intrigante ou très inerte, très souple ou très lourde, et d'adopter suivant les heures la tactique active du combat, ou la tactique passive d'une résistance assoupie ; cette force s'appelait l'administration prussienne.

Nourris dans les traditions de la vieille Prusse, recrutés et stylés par le gouvernement de Frédéric-Guillaume III, les bureaucrates s'imaginaient qu'en surveillant et en matant l'Église, ils travaillaient pour le service de l'État. Supposez la Déclaration des droits de l'homme appliquée par des intendants de l'ancien régime : ils eussent accumulé les contresens et multiplié les entorses. La déclaration des droits de l'Église, telle qu'elle résultait des Constitutions de 1848 et de 1850, était indéchiffrable, inintelligible, pour une génération de bureaucrates qu'avait dressés le régime antérieur. Ils avaient des formules toutes faites pour com-

mander l'obéissance des religions à l'État, des armes toutes prêtes pour l'imposer; 1848 avait disloqué ces formules, émoussé ces armes; et leur esprit de routine demeurait tout déconcerté : il leur semblait qu'en leur personne, l'État fût désormais humilié. Mais que certaines voix s'élevassent, dénonçant l'Église romaine comme une antagoniste de la civilisation, cet esprit de routine, alors, se donnerait à lui-même l'illusion d'être un esprit de progrès, et la bureaucratie se flatterait de travailler pour l'avenir en appliquant de nouveau, pour la gestion de l'établissement religieux, certaines recettes antiques et démodées.

C'était un cas très isolé que celui d'un Duesberg, président supérieur à Muenster, qui, grâce à son catholicisme notoire, achevait la difficile assimilation des provinces westphaliennes au royaume de Prusse[1]. Un Bodelschwingh, administrateur dans la Saxe prussienne, préparant la disgrâce du fonctionnaire Guillaume Volk, parce qu'en 1855 Volk se faisait catholique[2], ou bien un Kleist-Retzow,

1. *Erinnerungen aus alter und neuer Zeit, vom einem alten Muensteraner*, p. 210-211 (Muenster, *Westfaelischer Merkur*, 1880). Sur François de Duesberg (1793-1872), ami du cardinal Diepenbrock, et qui fut, de 1850 à 1871, président supérieur à Muenster, voir Hueffer, *Allgemeine Deutsche Biographie*, V, p. 450-451. — Cf. sur le grand développement du catholicisme westphalien à cette époque, une lettre du peintre Steinle à Mme Brentano, du 20 septembre 1859 (Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 89-90).

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 57 et suiv. — Sur Guillaume Volk (1804-1869), voir Rosenthal, *Konvertitenbilder*, I, 3, p. 159-202, spécialement p. 197, n. 1, et le livre de souvenirs publié par Volk lui-même sous le pseudonyme de L. Clarus : *Simeon, Wanderungen und Heimkehr eines chrislichen Forschers*, 3 vol. (Schaffouse, Hurter, 1862-1863). Volk pourtant dirigeait une feuille populaire tout à fait prussienne: *Der alte Fritz;* mais l'*Oberpraesident* Bodelschwingh estimait qu'« un catholique ne peut pas être un bon prussien », et on lui faisait un grief de s'être converti à Aigen, en territoire autrichien.

président supérieur dans la province rhénane, représentaient beaucoup plus exactement les tendances coutumières auxquelles s'abandonnait, dans son ensemble, la haute administration prussienne.

De ce fait, la situation de l'Église n'était pas sans péril ; mais ce péril même rendait précieuse pour elle l'existence au ministère des Cultes d'un bureau spécial qui s'appelait la division catholique (*Katholische Abteilung*), et dans lequel les évêques trouvaient portes ouvertes et bon accueil.

En créant, au début de son règne, cette curieuse institution[1], Frédéric-Guillaume IV, « évêque souverain » de l'établissement évangélique, avait paru admettre, implicitement, que, pour traiter avec l'Église romaine, il était bon de lui appartenir ; que, pour savoir l'écouter et la comprendre, il était utile d'être de longue date familier avec son langage ; et qu'en remettant à des bureaucrates catholiques le soin de le représenter vis-à-vis de l'Église, l'État préviendrait les malentendus. Aulike, député catholique à la Chambre berlinoise de 1848, dirigea la « division catholique, » de 1846 à 1865, avec autant de dévouement à l'Église que de loyauté à l'endroit de l'État[2]. Il ne tint pas à lui qu'en 1859 on ne lui adjoignît comme conseiller le grand orateur catholique Mallinckrodt ; mais l'éclat même de ce nom inquiéta le ministère, qui préféra un autre fonctionnaire, moins belliqueux,

1. Voir notre tome II, p. 259.

2. Sur l'hostilité d'Aulike aux idées joséphistes, voir J.-F. Schulte, *Lebenserinnerungen*, p. 66.

mais non moins pieux, Joseph Linhoff[1]. Lorsque mourut Aulike en 1865, un magistrat de Bromberg, excellent catholique aussi, et que d'aucuns accusaient même de sympathie pour le polonisme, Kraetzig, lui fut donné comme successeur[2].

On peut, à travers le XIXe siècle, épier dans les divers pays les innombrables attitudes, nuancées, complexes, changeantes, qu'observèrent respectivement l'Église et l'État : chez aucun peuple, à aucun moment du siècle, on ne rencontre une institution semblable à cette « division catholique ». Il y eut des pays et des heures où l'Église trouvait en face d'elle, comme chargés d'affaires de l'État, des agents provocateurs, guettant avec une adroite malice le lent échauffement des passions religieuses, pour justifier ensuite les représailles de la puissance laïque. Préposés aux rapports entre les deux pouvoirs, ils semblaient mettre tous leurs soins à concerter les divers actes d'une brouille, jusqu'à ce que, victimes de leur propre succès, ils vissent s'effondrer leur fauteuil directorial parmi les ruines mêmes qu'ils avaient semées. L'Église, plus communément, rencontrait un autre genre d'interlocuteurs. Catholiques fort corrects, fidèles à la messe du dimanche, et s'y rendant même par-

1. Sur Joseph Linhoff (1819-1891), voir Pfuelf, *Josef Linhoff, der letzte Veteran der Katholischen Abteilung* (Fribourg, Herder, 1901). Aulike (1807-1865) attend un biographe. Sur Kraetzig, voir *H. P. B.* 1886, I, p. 549, n. 2.

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 160-163 et 169. — Cf., sur l'*Abteilung*, l'art. de Kraus dans la *Beilage de l'Allgemeine Zeitung*, 1er août 1895, et aussi, dans la même *Beilage*, 12 août 1895 et 9 juin 1900, deux articles sur Stieve, fonctionnaire de l'*Abteilung*.

fois avec de gros livres que peut-être ils avaient hérités de quelques ancêtres jansénistes, ils incarnaient surtout l'esprit légiste, et croyaient n'être loyaux envers l'État que s'ils arboraient avec quelque pédanterie les traditions et les précédents des vieux Parlements. Subtilement pointilleux, doctement chicaniers, ils voulaient que l'État gardât son « quant à soi » vis-à-vis de Dieu ; et leur observance personnelle des préceptes religieux ne les empêchait point, en tant que fonctionnaires, de traiter avec l'Église comme avec une partie adverse. Les Aulike, les Linhoff, les Kraetzig, ne répondent ni à l'un ni à l'autre de ces deux portraits. Le roi protestant qui les appointait était sincèrement désireux qu'aucune des deux confessions n'eût à se plaindre. Si la Catholique se disait mécontente, c'était pour lui une contrariété ; si la Protestante murmurait, il éprouvait alors un peu plus que de l'ennui, presque du remords. Il appartenait à la « division catholique » de garantir la paix religieuse et la sérénité d'humeur de l'État : c'était là sa besogne. Il ne s'agissait point, pour elle, de surveiller ou de contenir les progrès de l'Église et d'être prompte à les qualifier d'empiètements ; elle avait un rôle plus élégant, plus utile aussi. Bismarck, plus tard, accusa les membres de cette « division » de s'être transformés de sujets catholiques du Roi en légats du Pape[1]. La boutade était

1. Bismarck, *Discours*, V, p. 33 (discours du 10 mars 1873) et VI, p. 90 (discours du 16 avril 1875). (Berlin, Wilhelmi, 1885-1889). Mirbt, *Die preussische Gesandschaft am Hofe des Papstes*, p. 36-37 (Leipzig, Braun, 1899),

trop malveillante pour être véridique ; mais, s'il voulait dire que le jeu même des circonstances avait amené ces bureaucrates à s'improviser diplomates, il n'avait pas tort.

C'est auprès des membres de la « division catholique » que les évêques de Prusse tâtaient le terrain pour savoir ce qu'ils pouvaient demander à l'État, et sous quelle forme ils devaient le demander, et ce qu'il serait opportun de dire, opportun de taire. Des catholiques, des rhénans surtout, avaient peine, parfois, à deviner l'état d'esprit du vieux protestantisme prussien, tout comme il était malaisé pour un pouvoir évangélique de comprendre ou d'interpréter les paroles ou les réticences catholiques : la phraséologie, de part et d'autre, risquait d'être différente. La « division catholique » ressemblait à un bureau de traduction, qui expliquait à l'État ce que voulait l'Église, à l'Église ce que pouvait l'État : bureau correct et sûr, où siégeaient des gens fort habiles, et dont tout le travail reposait sur cette unique maxime que pour préparer la paix il faut désirer la paix[1]. Lorsque Bismarck, quelques années après, voudra déchaîner le *Culturkampf*, il commencera

allègue que la « division catholique » annihilait la légation de Prusse à Rome. Kraetzig et Linhoff, en 1869, ne prirent aucune part aux anxiétés des anti-infaillibilistes et attendirent en paix la décision du concile (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 305).

1. Par exemple, Aulike, en 1850, redoute la répercussion que pourraient avoir certaines manifestations de l'épiscopat rhénan (Schulte, *Lebenserinnerungen*, p. 63-65) ; en 1858, il éclaire Geissel sur les dispositions de Guillaume à l'endroit du congrès catholique de Cologne (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 522) ; en 1863, il lui signale que le projet de réforme fédérale est muet sur la parité (II, p. 565) ; en 1864, il lui signale une brochure sur les ordres qui accuse la « division catholique » de sacrifier les droits de l'État (II, p. 626-627).

par supprimer la « division catholique » en chargeant le pauvre Kraetzig de toutes sortes de méfaits ; il accusera cet organe d'avoir toujours dupé l'État[1]. Frédéric-Guillaume IV, au contraire, avait trouvé, jusqu'à son dernier jour, que la « division catholique » le servait très bien.

C'est qu'il avait un sincère parti pris d'éviter les difficultés et les crises, et tandis que dans chaque province les « gens du roi » causaient de l'inquiétude aux catholiques, le Roi lui-même leur donnait confiance. De longue date, il avait eu de l'affection pour Diepenbrock[2] ; il aima Geissel à mesure qu'il apprit à le connaître. L'absence de nonciature amenait l'opinion prussienne à considérer ces deux prélats comme étant à quelque degré les porte-paroles de Rome : leur pourpre leur tenait lieu de lettres de créance, et publiquement, officiellement, Frédéric-Guillaume IV leur témoignait une chaude cordialité[3]. « Notre Roi est un cœur généreux, écrivait Geissel en 1856. Il veut du bien aux évêques et même à ses sujets catholiques ; il n'y a pas, dans son humeur, cet acide d'odeur calviniste, qui mord, qui brûle, et qui, au contact des choses ou des personnes catholiques,

1. Poschinger, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 184 (Breslau, Trevendt, 1895). — Kraetzig, en 1871, sera membre du Centre.

2. Voir, dans Reinkens, *Diepenbrock*, p. 402-405, la lettre amicale et pieuse de Frédéric-Guillaume IV à Diepenbrock à l'occasion de son jubilé sacerdotal. Réciproquement, dans son mandement de 1852, Diepenbrock faisait du roi un très grand éloge (Diepenbrock, *Saemmtliche Hirtenbriefe*, p. 128-129). — Un journal anglais, le *Leader*, publiait à cette époque un pamphlet : « Le roi de Prusse est-il un protestant? » (Poschinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Manteuffel*, II, p. 77.)

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 18.

entre tout de suite en bouillonnement[1]. » Lorsque, cette même année, au congrès catholique de Linz, parmi les hommages à François-Joseph qui venait de signer le Concordat, un curé de Cologne élevait la voix pour célébrer Frédéric-Guillaume IV comme le prince qui le premier avait affranchi l'Église, ce curé traduisait exactement les sentiments récents des catholiques rhénans[2]. Voyageant dans les provinces rhénanes en 1855, le roi et la reine de Prusse rendaient à la jeune congrégation des Sœurs du Pauvre Enfant Jésus une visite très remarquée[3]; et ce n'était point simplement par déférence que Martin, évêque de Paderborn, à son banquet de consécration, buvait à la santé du roi. « Ce généreux prince, proclamait-il, a rompu les chaînes par lesquelles était entravé le contact de ses sujets catholiques avec Rome, centre de l'unité. Il suivit, en cela, l'impulsion de son grand cœur : il suivit, aussi, cette intelligente conviction : que l'Église doit être libre[4]. »

Il est malaisé pour une Église d'être humble dans sa victoire : elle l'identifie, tout naturellement, avec la victoire de Dieu. Cette pensée la soulève,

1. Stamm, *Aus der Briefmappe des Bischofs Martin*, p. 149 (Paderborn, Junfermann, 1902). Cf. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 135. — « L'imagination et le cœur du roi sont déjà catholiques », disait de lui, après l'avoir entretenu, le nonce Viale Prela (Fantoni, *Della vita del cardinale Viale Prela*, p. 67). « Nous avons perdu un roi juste, bon, doux », écrira Geissel à la mort du roi (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 538).

2. May, *op. cit.*, p. 105. — Cf. Jocham, *Memoiren eines Obskuranten*, p. 680 : « On vit comment les Rhénans catholiques étaient, en peu de temps, devenus les plus zélés *Rheinpreussen* ».

3. Pfuelf, *Clara Fey*, p. 267-276.

4. Stamm, *Conrad Martin*, p. 73.

l'exalte ; elle interprète comme une revanche de la Providence les vicissitudes de la destinée ; elle y voit, au jour le jour, l'accomplissement des psaumes vengeurs, murmurés au bréviaire, entonnés à l'office, de ces psaumes qui suspendent sur les ennemis de la race élue la puissante menace du bras divin.

Au lendemain même des tourmentes persécutrices acceptées comme un âpre privilège et presque comme une grâce d'élection, comment les Églises ne seraient-elles pas tentées de scander par des *Alleluias* provocateurs la retraite ou les capitulations de l'ennemi ?

Le règne de Frédéric-Guillaume IV succédant à celui de Frédéric-Guillaume III, c'était, pour l'Église de Prusse, l'amende honorable succédant à l'outrage. L'histoire le constate, l'histoire a le droit de le dire[1] ; mais ce droit, l'Église elle-même ne l'avait pas. Lorsque, en 1852, le roi de Prusse désira que le chanoine Muenchen, discrédité jadis par ses complaisances à l'endroit du gouvernement de Frédéric-Guillaume III, devînt prévôt du chapitre de Cologne, le chanoine, à la demande du Saint-Siège, signa une rétractation de ses anciens errements. Immédiatement, à Berlin, on répudia le projet de nomination de Muenchen, parce que sa rétractation apparaissait comme une condamnation

1. Des historiens comme Sybel et Dove s'en plaignent avec amertume (Sybel, *Die Begruendung des deutschen Reichs*, II, p. 108-109. (Munich, Oldenbourg, 1889.) — Dove, *Ausgewaehlte Schriften vornehmlich historischen Inhalts*, p. 189. — Comparer, au contraire, l'éloge de cette politique, dans Alfred v. Reumont, *Zeitgenossen*, II, p. 17 (Berlin, Decker, 1862).

publique des maximes de l'ancien règne[1]. Frédéric-Guillaume IV voulait bien faire une résipiscence, mais non point la souligner. Les changements les plus profonds, en matière de politique religieuse, sont ceux auxquels l'unanime discrétion des partis permet d'être imperceptibles ; on les sent plutôt qu'on ne les prouve, on les devine plutôt qu'on ne les constate. Les succès les plus durables sont consolidés par le silence et compromis, au contraire, par les éclats de l'allégresse ; à peine ceux qui les recueillent ont-ils le droit de s'en honorer de leur vivant ; c'est presque les remettre en question que d'en parler. « Ne voyez pas trop en rose », écrivait en 1854 l'historien Boehmer à son jeune ami Janssen, dont la joie s'abandonnait à trop d'exubérance[2].

Pour profiter de la constitution, pour asseoir dans l'école primaire l'hégémonie confessionnelle, pour tenir en échec les susceptibilités de l'administration, pour faciliter aux membres de la « division catholique » leur politique de cordialités efficaces, pour aider enfin les sympathies royales à s'épanouir tout à leur aise, l'Église de Prusse ne devait voir ni « trop en rose », ni trop en noir ; elle devait jouir sans emphase de ses libertés nouvelles, s'en réjouir sans arrogance, les défendre sans provocation, les accroître sans étalage, et c'est merveille de voir comment elle fut guidée, dans cet apprentissage délicat et subtil, par un fils de paysan, qui avait conquis

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 156 et suiv.
2. Janssen, *Boehmers Leben und Briefe*, III, p. 120.

de sérieuses amitiés à la cour de Munich et à la cour de Berlin, par un Bavarois d'origine, que le roi de Prusse se plaisait à considérer comme une façon de primat religieux, par un Allemand du Sud, dont la houlette savait planer, majestueuse et discrète, sur les vastes étendues de l'Allemagne du Nord.

V

Il s'appelait Jean Geissel, occupait depuis 1842 le siège de Cologne, et l'assemblée épiscopale de Wurzbourg en 1848 avait concentré sur lui les regards de l'Allemagne[1]. Lorsque en 1850 il avait été fait cardinal, l'étiquette de la cour berlinoise avait condescendu à lui décerner le titre d'Éminence[2], et le protestantisme avait appris à honorer le Sacré Collège dans la personne de Geissel, premier cardinal prussien. Entre souverains on s'enviait Geissel, on se le disputait. La Bavière, qui l'avait fait tout d'abord évêque de Spire, multiplia les efforts, en 1855, pour le reprendre au roi de Prusse et à l'Église de Cologne et pour l'installer à l'archevêché de Munich[3]. Maximilien de Bavière[4], Frédéric-Guillaume IV de Prusse, et plus tard la

1. Sur Jean Geissel (1796-1864), cf. notre tome II, p. 214-216, 260-262, et 376-396.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 37. — Sur la nouveauté de cette nomination cardinalice et sur sa portée, voir Pfuelf, *Geissel*, II, p. 5.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 369-377. — Voir notre tome IV, p. 150-154.

4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 367-369.

reine Augusta de Prusse[1], lui témoignèrent attachement et confiance. « Mon cher cardinal de Cologne », disait le roi de Prusse en parlant de lui[2], et Frédéric-Guillaume IV, comme romantique et comme ami, se plaisait à visiter la cathédrale où ce « cher cardinal » officiait[3]. Rien qui rappelât, ici, les sentiments dont un souverain condescendant honore un préfet correct et dévoué. Geissel, que chacun des rois de l'Allemagne eût rêvé de donner comme évêque à son peuple, n'avait rien d'un préfet en soutane. En lui s'incarnait la puissance nouvelle de l'Église, puissance distincte de celle de l'État, reconnue comme personne indépendante dans ses tractations avec l'État. « Les deux pouvoirs se complètent, proclamait Geissel au moment de sa nomination cardinalice ; ils s'achèvent pour nous dans leurs cimes, le roi et le pape. Nous avons le bonheur de posséder, dans notre noble roi Frédéric-Guillaume IV, et dans notre pape digne d'amour, deux princes qui reconnaissent clairement et accomplissent fidèlement leur haute mission[4]. » Les rapports entre les deux pouvoirs, tels qu'ils résultaient des événements de 1848, étaient en quelque sorte des rapports diplomatiques.

L'État naguère donnait des ordres, auxquels l'Église souvent était contrainte de désobéir ; mais

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 609 et suiv.
2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 135.
3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 144.
4. Pfuelf, *Geissel* II, p. 21

désormais l'État avait cessé d'être tyran, l'Église d'être indocile. L'État et l'Église négociaient, au jour le jour, pour leurs menues difficultés. Lorsque le roi de Prusse recevait Geissel, représentant de plusieurs millions de consciences, il ne voyait pas en lui un sujet, mais un ambassadeur; et dans ce seul fait il y avait une victoire pour l'Église de Prusse. Geissel fut, dans toute la force du terme, l'homme d'Église, l'homme de l'Église, en face des hommes de l'État; il n'avait pas, à leur endroit, l'attitude soupçonneuse d'un adversaire éventuel; il apparaissait devant eux comme un interlocuteur de bonne compagnie, scrupuleusement désireux d'aménager au jour le jour les meilleures conditions de paix. Lorsqu'en 1852 Rome eut souci de rétablir en Allemagne, dans toute sa rigueur, la législation sur les mariages mixtes, et d'édicter que ces mariages seraient célébrés sans bénédiction, et non plus dans l'église, mais à la sacristie, Geissel, qui connaissait les susceptibilités protestantes, obtint du Saint-Siège, après deux ans de pourparlers, que chaque évêque pût à son choix, suivant les circonstances, introduire dans son diocèse ces sévérités nouvelles ou maintenir, au contraire, les tolérances de la pratique coutumière; la négociation resta secrète, mais dans cette Allemagne qu'agitaient si aisément les questions relatives aux mariages mixtes, il était utile pour la paix que la solution de Geissel eût triomphé[1]. Le

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 114-122.

roi de Prusse et Geissel, c'étaient deux autorités qui s'accordaient.

Les vieux mots des canonistes d'État : *jus circa sacra, jus in sacra*, tombaient lentement en désuétude. Deux personnes augustes que l'ordonnance sociale contraint de voisiner entre elles, l'État et l'Église, traitaient de concert, à l'amiable, les questions courantes de mitoyenneté.

La causerie ne donnait pas l'impression d'un duel ; les satisfactions accordées à l'Église n'étaient pas accueillies par des fanfares de triomphe. Geissel, qui aimait mieux continuer à vaincre que se flatter d'avoir vaincu, était soucieux, avant tout, de ne jamais pousser la victoire au delà de ce qu'exigeaient les intérêts effectifs de son Dieu. Un jour de 1852, au moment même où les cardinaux français venaient de prendre place dans le sénat organisé par Louis-Napoléon, les évêques de Prusse furent l'objet d'une séduisante proposition : ils étaient invités à faire partie de la Chambre des Seigneurs, à Berlin. Quinze ans après l'emprisonnement de l'archevêque Droste-Vischering, son successeur Geissel pouvait, de droit, devenir législateur. Nous avons, sur cette question, un long mémoire de Geissel à Diepenbrock : il entrevit tout de suite combien il serait dangereux pour les évêques d'avoir à dire leur mot dans les conflits politiques dont l'issue pouvait être une crise ministérielle et d'être nécessairement considérés, soit comme des frondeurs, soit comme des réactionnaires. Que l'Église eût des satisfactions de façade et, si l'on

ose ainsi dire, des revanches de vanité, cela n'intéressait pas Geissel, non plus d'ailleurs que Diepenbrock. L'évêque de Breslau, qui avait passé sa vie en Bavière, savait ce que faisaient, à la Chambre de Munich, les membres de l'épiscopat ; ils étaient rapporteurs, parfois, sur des questions de notariat ou sur les affaires des eaux et forêts ; mais ils n'étaient pas arrivés, en trente ans, à obtenir l'exécution du Concordat[1] ! A quoi bon, dès lors, pour un aussi mince résultat, habiller de pourpre, ou de violet, quelques chaises curules ? L'épiscopat prussien avait mieux à faire que de se mêler périodiquement aux jeux de la politique. S'il n'avait eu d'autre souci que de souligner la fin d'une période et le début d'une ère nouvelle, ou d'étaler aux yeux de ses fidèles, en guise de représailles, la splendeur renaissante de la puissance religieuse, il aurait accepté, comme un honneur fait à l'Église, la proposition du gouvernement ; mais derrière l'honneur, Geissel discernait un péril. Avant d'accepter le cadeau du Roi, il se demandait ce que le peuple penserait. L'enquête fut brève, la réponse formelle : l'épiscopat prussien, qui n'avait qu'à tendre la main pour posséder une parcelle de la puissance publique, refusa cette conquête imprévue[2].

Il ne convenait pas à Geissel et à ses collègues de faire, dans un Parlement, figure de minorité, ou d'être l'appoint d'une majorité ; mais lorsque

1. Voir notre tome IV, p. 134-136.
2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 83-87.

l'archevêque de Cologne s'en allait à Berlin entretenir le roi de Prusse ou ses ministres, on savait que derrière lui il y avait l'épiscopat prussien ; c'était là sa force, et cette force suffisait. Aussi consulter ses collègues, les grouper, les unifier, était pour Geissel un souci quotidien ; les discussions qui parfois survenaient entre eux lui étaient pénibles [1]. L'assemblée de Wurzbourg avait inauguré quelque cohésion dans l'épiscopat allemand ; le concile de Cologne, en 1860, révéla ce qu'était une province ecclésiastique dûment organisée, et quelle harmonie unissait au métropolitain les suffragants, et comment tous ces vieux rouages, que les traités de droit canon démontaient pour les décrire, et qu'une longue négligence avait comme rouillés, pouvaient redevenir, très vite, des principes et des véhicules de vie [2].

Au delà de la Prusse, Geissel regardait l'Allemagne. Il aimait que sa province ecclésiastique de Cologne fût considérée comme une terre privilégiée dans laquelle se dessinaient, pour l'Église, certaines conditions de vie prospère, et qu'elle créât des précédents auxquels le reste de l'épiscopat allemand pourrait recourir avec fruit. Ce que la Prusse protestante accordait en terre rhénane, comment les autres États seraient-ils fondés à le refuser? Mais dès lors, puisque la force des

1. Telles, par exemple, ses propres divergences d'avec Diepenbrock au sujet du gunthérianisme et de l'institution prussienne de l'aumônerie militaire (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 124-126).

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 438-459.

choses, puisque l'ascendant même de Geissel faisaient qu'en travaillant pour son diocèse il travaillait pour les autres diocèses allemands[1], ses actes prenaient une portée qui ne pouvait être soustraite au contrôle de Rome. Geissel le sentait; sa correspondance avec le Saint-Siège était incessante.

« En ce qui regarde l'uniformité d'action vis-à-vis des gouvernements, écrivait-il, je crois qu'une telle uniformité ne peut être obtenue efficacement que par des directions que Rome ferait parvenir aux évêques. » Il reçut en 1852 la visite de l'archevêque Sibour, de Paris, qui trouvait de plus en plus indiscrète l'intervention des congrégations romaines dans la juridiction des évêques, et qui aurait souhaité que Geissel s'en plaignît à Rome. Geissel soupçonna Sibour de gallicanisme et lui conseilla d'aller lui-même porter ses griefs *ad limina*[2]. « Aujourd'hui, insista-t-il, nous ne pouvons être forts vis-à-vis de l'État et parmi notre clergé, que par une union étroite et sans réserves avec le Saint-Siège, par une union de cœur et d'âme. De Rome nous vient notre force, notre indépendance, notre liberté[3]. »

Il avait un grand commerce épistolaire avec

1. Wedekin, l'évêque de Hildesheim, expliquait dès 1850, à Geissel, qui d'ailleurs assistait à son sacre, son intention de marcher la main dans la main avec les évêques de la province ecclésiastique de Cologne (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 30); et l'on vit en 1860, au concile de Cologne, Melchers, évêque d'Osnabrueck, et Foerster, évêque de Breslau.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 197-205.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 200.

Viale Prela, nonce à Vienne[1], et il trouvait un ami précieux, — un frère, disait-il même[2], — dans un personnage dont l'action fut décisive pour la pénétration de l'Allemagne par l'influence romaine : Charles-Auguste de Reisach. Archevêque de Munich jusqu'en 1856, Reisach devint, cette année-là, cardinal de curie à Rome[3] : la fin de sa vie fut consacrée à renseigner Rome sur l'Allemagne et l'Allemagne sur Rome. Nul comme lui ne connaissait la Ville éternelle ; jeune, il avait étudié au collège Germanique[4] et dirigé

1. C'est une curieuse figure que celle du Corse Viale Prela (1798-1860), originaire de Bastia, auditeur de nonciature en Suisse en 1828, chargé d'affaires en Suisse en 1830, attaché à la secrétairerie d'Etat en 1836, et, comme tel, très mêlé aux discussions auxquelles donnèrent lieu les difficultés entre Rome et la Prusse au sujet des mariages mixtes, internonce à Munich en 1838, nonce à Munich en 1841, nonce à Vienne en 1845. Metternich disait qu'il voudrait avoir à son service un diplomate de pareil talent (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 467 et suiv.); et lorsque Metternich, après la révolution de 1848, songea un instant à s'établir en Belgique ou en Angleterre, ce fut sur les conseils de Viale Prela qu'il se réinstalla à Vienne. Viale n'avait accepté la nonciature de Vienne, sur les sollicitations de Metternich, qu'à la condition qu'un concordat fût préparé ; et de concert avec Rauscher, archevêque de Vienne, Viale mena à bon terme les négociations de 1855 pour le concordat autrichien (Fantoni, *Della vita del cardinale Michele Viale Prela, arcivescovo di Bologna, commentario*, p. 33-35 et 53, Bologne. Tip. di S. Maria Maggiore, 1861); — Wolfsgruber, *Kardinal Rauscher*, p. 132-177). Viale Prela était bien vu à la cour de Prusse ; Manteuffel, en 1850, lui avait conféré l'Aigle Rouge. S'il en faut croire une notice sur Viale Prela parue dans la *Guida del Popolo*, journal de Bastia (août 1860, p. 12), « le roi Guillaume » — il faut lire sans doute : Frédéric-Guillaume IV — aurait demandé à Viale s'il pouvait, en conscience, retirer la constitution accordée à ses sujets, et Viale aurait répondu formellement que non. Mais Alessandri, l'auteur de cette notice, raconte ensuite que Viale Prela se rendit à Cologne pour soutenir les droits de « Droste-Vischering », et cet anachronisme rend très suspect le reste de son récit. Il serait souhaitable qu'une étude d'ensemble fût un jour écrite sur ce prélat qui, avant de monter sur le siège de Bologne en 1856, fut l'un des agents les plus éminents de la diplomatie romaine au XIXe siècle.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 405. — Sur le cardinal de Reisach (1800-1869), voir Goetz, *Kardinal Karl August Graf von Reisach als Bischof von Eichstaett*. (Eichstaett, Broenner, 1901), et notre tome IV, p, 128 et suiv.

3. Goetz, *op. cit.*, p. 96-103.

4. Sur sa reconnaissance à l'endroit de ce collège, voir Goetz, *op. cit.*, p. 18, n. 1.

le collège Urbain de la Propagande[1]; vieillard il luttait aux côtés de Pie IX, pour la défens de l'esprit romain dans l'Allemagne catholique Jeune, il avait aidé Grégoire XVI à traiter avec le États de l'Allemagne la question des mariage mixtes[2]; blanchi sous la pourpre, il reprenai auprès de Pie IX ce rôle de consulteur. Il suffisai à Reisach de confronter sa vieillesse avec sa jeunesse pour mesurer la différence des temps. Jadis sur le siège de Cologne, s'étaient succédé Spiegel un ami du roi de Prusse, que le pape avait dû désavouer, et puis Droste-Vischering, un fidèle du pape, que le roi de Prusse avait fait enfermer; aujourd'hui Geissel était, tout ensemble, l'ami du roi de Prusse et le fidèle du Pape. Le personnage d'Église le plus apprécié à Berlin était le même qui provoquait Reisach à lui confier les désirs de Rome[3], qui s'appliquait à les devancer, qui avait, dès le lendemain de 1848, donné l'exemple d'autoriser dans son diocèse des résidences de Jésuites[4], et qui se faisait remarquer, tant à Cologne qu'à Rome, par ses bons rapports avec ces Pères[5].

C'était à Rome même, en 1857, aux côtés de Reisach, à proximité de Pie IX, que Geissel élaborait le plan du futur concile provincial de

1. Goetz, *op. cit.*, p. 23-24.

2. Goetz, *op. cit.*, p. 24.

3. Sur la cordialité de rapports entre Geissel et Reisach, voir Pfuelf, *Geissel*, II, p. 414.

4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 43-44.

5. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 403, n. 1 et p. 655. — Meurin, secrétaire de Geissel de 1848 à 1853, entra chez les Jésuites (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 461).

Cologne[1]; de retour en son diocèse, il invoquait le concours du Père Wilmers et du Père Roh, Jésuites[2], pour en achever la préparation; et l'infaillibilité pontificale était affirmée par ce concile, dix ans avant d'être définie[3].

Nul ne contribua plus que Geissel, dans l'épiscopat de l'époque, à ouvrir l'Allemagne aux souffles de Rome. D'autres à sa place auraient peut-être, sous les formes convenues du respect, tenté de mesurer à ces influences leur champ d'action, et l'on aurait pu voir l'Église de Cologne s'installer dans une certaine attitude de défensive, ou tout au moins de surveillance, vis-à-vis des exigences des congrégations romaines comme vis-à-vis des empiètements de Berlin. Un Diepenbrock, subtil et nuancé, se fût peut-être laissé tenter par ce rôle, s'il eût vécu. Mais Geissel envisageait l'histoire contemporaine de l'Église avec le coup d'œil sommaire et sûr d'un homme de gouvernement. Les manèges frondeurs n'étaient point son fait; il sentait à l'avance qu'ils seraient déjoués par la vie collective de l'Église universelle, définitivement aiguillée dans une certaine direction; qu'une incoercible force d'amour poussait la foule des âmes pieuses à s'abandonner à la maîtrise de

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 441. — Sur l'importance qu'attacha la presse protestante elle-même à ce voyage de Geissel à Rome, voir Pfuelf, *Geissel*, II, p. 412.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 444 et 445, n. 2. — Sur Roh, voir ci--dessus, p. 189-190; sur Wilmers, voir notre tome IV, p. 369.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 449. — *Collectio Lacensis,* V, col. 311-312 (Concile de Cologne, titre VI, chap. XXIV).

Pierre et de Pie IX, et que les élans de ce suffrage universel devaient passer outre, victorieusement, aux susceptibilités de l'aristocratie intellectuelle, aux doctes chicanes de certains théologiens, aux érudites réserves de certains canonistes. « Ce n'est pas le moment, disait-il un jour à l'abbé Bautain, d'entrer en de petites discussions avec Rome au sujet de telles ou telles mesures d'importance secondaire; partout, en France comme en Allemagne, notre devise doit être : l'unité avec le Saint-Siège, absolue, publique, loyale[1]. » Plénipotentiaire des consciences catholiques de Prusse auprès du roi de Prusse, il devenait en quelque façon le plénipotentiaire de l'Église elle-même, par le docile souci qu'il affichait de n'avoir d'autres inspirations que celles de Pie IX.

Il faudrait remonter jusqu'à saint Boniface pour trouver en Allemagne une personnalité sacerdotale dans laquelle l'esprit romain fût aussi fidèlement incarné; car, à la différence de certains prélats de l'époque, qui ne prenaient à Rome que des leçons de fermeté, on admirait, en Geissel, comment à l'intransigeance romaine se joignait la souplesse romaine, et comment se conciliaient, dans sa conduite, avec la stricte inflexibilité des principes, les alertes compromis de l'action quotidienne. Il ne fut jamais une gêne, mais toujours un soutien, pour le groupe de députés catholiques qui, dans la Chambre berlinoise, réclamaient la liberté

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 202.

pour toutes les confessions ; jamais il ne lui vint à la pensée de les inculper d'un « libéralisme » coupable ou de les accuser de ne point défendre les droits de l'Église comme les droits d'une « société parfaite » méritent d'être défendus ; et sa pondération d'esprit, qui savait comprendre toutes les nécessités tactiques, permit aux catholiques rhénans de se mettre, politiquement, à l'école de Montalembert.

VI

Henri Heine, en 1835, affectait de distinguer le parti catholique français et les « drôles qui portaient le même nom en Allemagne[1]. » L'insolence visait Goerres et ses amis. Elle cessa bientôt d'être de mise : car, aux alentours de 1848, c'est au contraire le parti catholique français, et spécialement l'Association fondée par Montalembert[2], qui concentraient les regards des catholiques prussiens et qui suscitaient leur imitation. La France leur donnait des leçons et des exemples ; ils avaient, comme Montalembert et ses amis, une façon catholique d'être libéraux, une façon libérale d'être catholiques. Liberté de la parole, liberté de la

1. Henri Heine, *L'Allemagne*, I, p. 4 (Paris, Lévy, 1855).

2. Voir les lettres échangées entre l' « Association catholique d'Allemagne » et « Association pour la liberté religieuse », de Paris (*Verhandlungen der ersten Versammlung des Katholischen Vereines Deutschlands am 3, 4, 5 und October zu Mainz*, p. 169-172. Mayence, Kircheim, 1848 ; — *Verhandlungen der zweiten Versammlung des Katholischen Vereines Deutschlands am [illegible], 10, 11 und 12 Mai 1849 zu Breslau*, p. 149-151. (Breslau, Aderholz, 1849).

presse, liberté de réunion, tel était le programme tracé devant le congrès catholique de Breslau, dès 1849, par le juriste Hardung, de Cologne[1]. Oppressé par le grand silence de l'Empire, Montalembert se rajeunissait et se consolait en regardant au loin la fraction catholique prussienne ; il lui semblait que son ambition constante de voir le catholicisme jouer un rôle dans la vie publique avait enfin trouvé, sur les bords de la Sprée, un écho durable et un terrain propice. C'est le 30 novembre 1852[2] que la fraction s'était formée : « Vous réalisez, écrivait-il à Auguste Reichensperger dès le 26 décembre, le vœu le plus ardent de mon âme, et vous avez déjà atteint le but en vue duquel j'ai travaillé pendant toute ma vie politique[3]. »

La Chambre prussienne, telle que la composèrent les élections de 1852, posséda bientôt un parti de soixante-dix députés — dont dix-sept prêtres[4] — qui s'intitula, sans plus d'ambages, fraction catholique. La préoccupation de la liberté religieuse était entre eux un lien ; et chacun au contraire, dès que cette liberté n'était pas en jeu, pensait et votait à sa façon[5]. Ils eurent même de la peine à

1. *Verhandlungen der zweiten Versammlung zu Breslau*, p. 35.

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 341.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 345, n. 1.

4. Un bureau de sept membres était à la tête du parti : il comprenait les deux frères Reichensperger, Osterrath, Rohden, Wilderich de Ketteler, le comte Joseph Stolberg, le baron de Waldbott-Bornheim-Bassenheim (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 66).

5. Les deux Reichensperger auraient voulu que tous les membres de la fraction s'engageassent à voter avec la majorité ou à s'abstenir : cette proposition échoua (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 341).

s'entendre au sujet de la tactique parlementaire que devait suivre leur groupe[1]. Il y avait là des Rhénans, plutôt libéraux [2]; des Westphaliens, plutôt conservateurs ; des Trévires, plutôt démocrates[3]; les nuances s'harmonisaient et se fondaient, et cette diversité même faisait espérer à Mallinckrodt que « la conception catholique la plus variée, la plus harmonique, la plus flexible, la seule vraie, pouvait devenir la charpente d'un état de choses nouveau, d'un état de choses durable[4] ». Tout de suite, cette fraction panachée devint une puissance. A la fin de 1852, dans le scrutin pour la présidence de la Chambre, elle eut un rôle décisif[5], et la poussée d'espérances qu'elle suscitait dans les âmes inspirait à un curé des bords du Rhin, dès l'année 1853, tout un petit poème qui s'intitulait : *la Victoire de la Vérité*, et dans

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 94.

2. « Les Rhénans, dans l'ensemble, ont une plus grande dose de libéralisme que moi », disait un jour Mallinckrodt (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 236).

3. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 68-69. — Dans les débats relatifs au mariage civil, les Rhénans, attachés à l'état de choses qui était en vigueur chez eux depuis cinquante ans, se distinguaient des autres catholiques en n'intervenant pas contre le mariage civil (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 100-101); dès 1849, au Congrès de Breslau, on se rendit compte que, sur cette question, un accord était impossible entre tous les catholiques d'Allemagne (*Verhandlungen*, p. 129).

4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 90-91. — « Cela ne m'attriste pas, écrivait Montalembert à Reichensperger, de voir que les catholiques, dans la Chambre prussienne, ne sont pas unis sur toutes les questions politiques. Cette variété, cette indépendance, font précisément leur force, en empêchant qu'ils ne soient exploités par un parti quelconque. Il peut être utile pour la cause catholique d'avoir les champions dans tous les partis, et de cette façon, d'apprendre à tous à compter avec elle. » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 345.)

5. « Les deux partis, écrivait à Geissel, le 2 décembre 1852, le chanoine Trost, membre de la fraction, respectent notre fraction et se disputent notre concours pour l'élection présidentielle » (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 95). « Sans la fraction catholique, écrivait Reichensperger, la gauche est tout à fait impuissante. » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 347).

lequel l'action des députés catholiques était comparée à la délivrance d'Israël[1]. Montalembert à la même date écrivait avec allégresse : « La Prusse, pour l'instant, est, après la Belgique, le pays où les intérêts catholiques sont le mieux compris et garantis[2] » ; et Bismarck s'attristait que les ultramontains fussent les arbitres de la Chambre[3].

Leurs chefs les plus illustres, Mallinckrodt, Auguste Reichensperger, Pierre Reichensperger[4] étaient des fonctionnaires : le premier dépendait de l'administration de l'intérieur; les deux autres de celle de la justice. Il y eut des heures où leur indépendance d'orateurs porta préjudice à leur avancement[5]. Mais jamais ne pesa sur eux aucune menace de révocation : l'État prussien s'honorait en supportant le franc parler de ces hommes qui par ailleurs étaient à son service[6] ; et dans cette Prusse où la notion d'État était si fortement ancrée

1. *Der Sieg der Wahrheit, der ehrenw. Kathol. Fraction der IIten Kammer zu Berlin ehrfurchtsvoll gewidmet* (Coblenz, Hergt, 1853). L'auteur, qui signe Gedeon von der Heide, était le prêtre Jean-Baptiste Berger, curé de Boppard (Bruehl, *Geschichte der Katholischen Literatur Deutschlands*, 2e édit., p. 559 et suiv., Vienne, Manz, 1861).

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 354.

3. Bismarck, *Lettres politiques*, p. 129 (lettre du 8 décembre 1852).

4. Sur Pierre Reichensperger (1818-1892), voir, outre les deux volumes de Pastor consacrés à son frère, Kaufmann, *Allgemeine deustche Biographie*, LIII, p. 281. — Sur Hermann de Mallinckrodt (1821-1874), le livre capital est celui du P. Pfuelf, dont il faut consulter la seconde édition.

5. Voir dans Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 112, les discours de Lingens et Reichensperger, en 1855, sur les difficultés d'avancement auxquelles se heurtait un fonctionnaire catholique.

6. Il était question d'une nomination de Reichensperger à l'*Obertribunal* de Berlin au moment même où il combattait les procédés de la police et la façon dont les générosités faites sur la cassette royale lésaient la « parité ». (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 356).

ans les consciences, ce fut une bonne fortune pour e parti catholique d'avoir à sa tête certains peronnages dont le métier était de servir l'État et ui, par là même, lorsqu'ils intervenaient pour 'Église, ne pouvaient être suspects d'indifférence l'endroit de la vie civique ou de l'ordre public.

Ils manœuvraient savamment entre les divers artis. Ils faisaient peu de bruit. « Nous ne nous osons pas en héros, écrivait Mallinckrodt en évrier 1853, à moins que fumer ne soit signe l'héroïsme[1]. » Non moins que les gestes qui comromettent, ils abhorraient les partis pris qui nchaînent. « Nous sommes indépendants du Minisère, indépendants des droites, indépendants des auches », disait encore Mallinckrodt; « mais quant faire de l'opposition pour le plaisir d'en faire, ela, c'est exclu[2] ! »

Libre à certains radicaux de s'enliser « dans les ails d'une opposition purement négative[3] » ; les atholiques voulaient une politique positive.

La Constitution prussienne de 1850 était leur puscule de chevet; elle était leur argument. On urait aisément trouvé, dans la fraction, un certain ombre d'esprits auxquels la théorie même du égime constitutionnel était étrangère ou désagréae; mais puisque, en fait, la constitution prus-

. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 70.

. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 68. — « Les Reichensperger, écrit M. Pastor, laient autant que possible éviter de devenir des hommes d'opposition. Ils vaient, comme le disait sarcastiquement Vincke, le sain juste milieu » stor, *Reichensperger*, I, p. 337 ; — cf. I, p. 344).

. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 352.

sienne garantissait l'indépendance de leur Église puisqu'elle les appelait à un rôle politique et puisqu'elle ouvrait une tribune, enfin, aux revendications de leurs coreligionnaires[1], il était naturel qu'elle trouvât en eux des champions. Aussi durant la période de réaction qui suivit 1850, toutes les tentatives des anciens partis conservateurs pour modifier la Constitution ou pour en fausser le mécanisme se heurtèrent aux discours et aux votes catholiques. Pourquoi il ne convenait pas que la Chambre fût élue pour six ans, et que le budget fût voté pour deux ans[2] ; pourquoi il était inadmissible que la durée des sessions fût raccourcie[3] et que la compétence du Parlement en matière de politique extérieure fût méconnue[4], c'est ce qu'expliquèrent dans une série de discours, entre 1850 et 1855, aux applaudissements de toute la gauche, les deux frères Reichensperger. La pratique loyale et complète du régime parlementaire n'avait pas de défenseurs plus fervents

1. Voir Pastor, *Reichensperger*, I, p. 337-338 : théoriquement, Auguste Reichensperger considérait le constitutionnalisme comme une des plus grandes aberrations du temps ; mais, pratiquement, il se félicitait que ce régime amenâ une concentration des catholiques. Cf. Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 306-307. — « Je partage votre avis, lui écrivait Ketteler, sur la valeur de la constitutio pour la liberté de l'Église. » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 356). — Dès janvie 1852, Reichensperger contribuait à faire voter l'ordre du jour pur et simple au sujet de la pétition silésienne demandant la révision de la Constitution (*Parlamentarische Reden der Gebrueder August und Peter Reichensperger*, p. 318-320. Ratisbonne, Manz, 1858), et dans sa correspondance avec Montalembert des plaintes constantes reviennent sur l'atttude du journal catholique *Deutsch Volkshalle*, qui attaquait le système parlementaire (Pastor, *Reichensperger* I, p. 357 et 361).

2. *Parlamentarische Reden der Gebrueder August und Peter Reichensperger*, p. 391-403 (séance du 10 février 1853).

3. *Parlamentarische Reden*, p. 764-768 (séance du 23 avril 1855).

4. *Parlamentarische Reden*, p. 214-218 (séance du 19 septembre 1849).

que ces deux orateurs ; et c'est grâce à eux qu'il fut de mode à Berlin, quelque temps durant, lorsqu'on voulait désigner les membres de la fraction catholique, de les appeler « les libéraux rhénans[1] ». Montalembert les encourageait : « La tâche des catholiques allemands, écrivait-il en 1853, est de planter le drapeau de la bonne politique et de la vraie liberté, déserté par beaucoup de catholiques français[2]. » — « Le régime constitutionnel est ce qui convient le mieux à la Prusse », lisait-on quatre ans après dans la *Civiltà Cattolica*[3].

A cette loyauté même, leurs revendications catholiques empruntaient une force. L'existence des diverses confessions était pour eux un fait ; le rêve d'un éclectisme vague dans lequel se fondraient les divergences confessionnelles leur semblait « plus archaïque que la paix de Westphalie[4] » ; mais la fermeté même avec laquelle ils accentuaient leur catholicisme les amenait à reconnaître, à côté d'eux, la personnalité des confessions voisines et le droit de ces confessions à l'autonomie. En février 1851, Ernest-Louis de Gerlach, mentionnant dans son journal un discours de Raumer sur l'indépendance à laquelle l'Église évangélique pouvait légitimement espérer, observait avec joie que parmi la majorité qui se groupait autour des idées de Raumer figuraient les

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 342.
2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 354.
3. *Civiltà Cattolica*, 14-28 novembre 1857, p. 627-628.
4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 221-222.

catholiques romains[1]. Reichensperger ne professait à l'endroit des protestants aucune hostilité systématique ; il préférait même, durant les périodes électorales, les protestants d'esprit indépendant, à certains de ses coreligionnaires tout prêts à se donner au plus offrant[2]. Les catholiques ne réclamaient aucun droit pour eux-mêmes, qu'ils ne le réclamassent en même temps pour autrui. Lorsqu'en 1854 Reichensperger se plaignait que l'élément catholique fût lésé dans l'attribution des fonctions publiques[3], ou dans la fixation des listes de notables qui devaient élire les tribunaux de commerce[4], il se plaçait toujours au point de vue du droit commun ; la « parité » qu'il revendiquait entre citoyens des deux confessions n'était qu'une sanction de l'égalité civique. Mallinckrodt, au nom même de la Constitution, demandait formellement l'éligibilité des Israélites dans les représentations municipales et provinciales[5] ; il protestait contre les vexations policières auxquelles la secte dissidente des *Deutschkatholisch* était en butte à Berlin[6] ; et Auguste Reichensperger, toujours au nom de la Constitution, souhaitait expressément pour cette

1. Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 120. — Outre ces deux volumes de notes, on peut consulter, sur Ernest-Louis de Gerlach (1795-1877) Wippermann, *Allgemeine Deutsche Biographie*, IX, p. 9-14.

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 369.

3. *Parlamentarische Reden*, p. 703-706 (séance du 21 février 1855). Cf. *Die Paritaet in Preussen, Eine Denkschrift*, p. 5-7 (Cologne, Bachem, 1907).

4. *Parlamentarische Reden*, p. 1025-1031 (séance du 3 avril 1857). Cf. *Die Paritaet in Preussen, Eine Denkschrift*, p. 6-8. — Sur la parité en Prusse à cette date, cf. *H.P.B.*, 1854, I, p. 469-509.

5. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 97. — Cf. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 343.

6. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 97-98.

secte le droit de donner aux enfants de ses fidèles l'enseignement religieux[1]. Deux Israélites se rencontrèrent, en 1858, pour publier à leurs frais, en un volume massif, tous les discours prononcés par les frères Reichensperger en dix années d'activité parlementaire[2]. Dans cette Allemagne archaïque où des juristes comme Stahl, avocats étroits et farouches de l' « État chrétien »[3], frappaient Israël d'ostracisme, Reichensperger s'appuyait sur le christianisme même pour attaquer cette conception : « Le christianisme, disait-il, est cosmopolite par essence, il n'est pas susceptible d'être nationalisé, et c'est à mes yeux l'un des traits principaux qui le distinguent du paganisme. » Déjà, au Parlement d'Erfurt, il s'était insurgé contre le vœu d'Ernest-Louis de Gerlach, qui voulait que le christianisme fût proclamé religion nationale[4] ; il semblait à Auguste Reichensperger que la religion du Christ ne comportait ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

Les protestants, enfin, n'avaient rien à envier aux Juifs lorsque d'aventure un de leurs droits était lésé ; alors encore, la fraction catholique intervenait. On vit Mallinckrodt lui-même, malgré l'hostilité du rapporteur, faire prendre en considération la pétition de quelques familles

1. *Parlamentarische Reden*, p. 1080-1082 (séance du 16 mai 1857).

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 385.

3. Sur Stahl (1802-1861), voir Jacobowski, *Der christliche Staat und seine Zukunft* (Berlin, Duncker, 1894).

4. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 324-325.

protestantes qui demandaient que leur commune fût obligée de subventionner une école évangélique de treize enfants [1] ; et lorsqu'il le fallait, il se faisait l'avocat des « fraternités » protestantes fondées par le grand philanthrope Wichern, au nom des mêmes principes qui militaient pour la liberté des ordres religieux catholiques [2]. Kolping, le fondateur des associations de compagnons, apprit un jour que cette attitude de Reichensperger et de Mallinckrodt déplaisait à certains catholiques : son journal, tout de suite, se prononça hautement pour leur politique large et tolérante [3].

L'année 1848 n'était pas encore loin, année fiévreuse, année confuse, où les événements s'étaient précipités comme à la course, exaltant et troublant les âmes par un certain besoin d'équité, de générosité, d'entr'aide pour le bon droit ; et puis, brusquement, courbées sous le vent des réactions inévitables, les âmes avaient paru s'affaisser. Mais l'un des groupements dans lesquels s'attarda le plus longuement l'esprit idéaliste de 1848 et dans lesquels se prolongèrent le plus fidèlement, avec une sorte d'impénitence, certaines idées de justice

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 156-157. — Inversement, un jour que des pasteurs protestants réclamaient pour eux des exemptions d'impôts, Reichensperger intervenait et s'opposait : « Je crois pouvoir dire, comme catholique, que du côté du clergé catholique, on ne réclame pas de privilèges (*Correspondant*, juin 1857, p. 341-342).

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 215-217. Sur Wichern, voir *L'Allemagne religieuse : le protestantisme*, p. 189-191.

3. *Rheinische Volksblaetter*, 1858, n° 49. — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 391.

et d'égalité devant le droit commun, fut la fraction catholique de la Chambre prussienne. Elle estimait, comme l'expliquaient en 1858 les *Feuilles historico-politiques* de Munich, « que la liberté de l'Église succomberait si elle ne cessait pas peu à peu d'être une exception et si l'autonomie politique ne devenait pas la règle[1] ». Les revendications des catholiques formaient ainsi comme un chapitre d'un vaste programme politique, encore à peine esquissé, qui concluait à la représentation publique de tous les groupements autonomes[2], et c'était un chagrin pour Reichensperger de constater, trop souvent, l'indifférence passive avec laquelle le peuple, au jour du vote, suivait l'impulsion des bureaucrates. « Par sa faiblesse et son indolence, écrivait-il tristement à Montalembert en 1855, le peuple a trop montré qu'il n'est pas mûr pour des institutions libérales[3]. » Il aurait voulu inculquer à tous ses coreligionnaires la doctrine de l'autonomie ; il déplorait « l'inexplicable aveuglement de la grande majorité de l'aristocratie catholique[4] », qui

1. *H. P. B.*, 1858, I, p. 1000.

2. Intervention de Mallinckrodt et de Reichensperger, en 1853 et en 1856, pour l'introduction du principe de la représentation des intérêts dans la loi municipale westphalienne (*Parlamentarische Reden der Gebrueder Reichensperger*, p. 454-467, 516-525, 872-932 (séances du 11 avril 1853, du 7 janvier 1854, du 31 mars 1856). — Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 94-96, 121-122. — Mallinckrodt réussit, en 1853, à faire repousser un projet qui aurait installé dans les grandes villes la prépondéranee bureaucratique des *Landraete*.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 369 (lettre du 19 novembre 1855). — Cf. l'article du *Correspondant*, février 1858, p. 347, où Reichensperger espère qu'à la faveur de l'alliance anglo-prussienne l'habitude des institutions libres et du *self government* s'acclimatera en Prusse.

4. *Correspondant*, octobre 1858, p. 403. L'aristocratie s'abstint, en 1858, d'assister au congrès catholique de Cologne. — Cf. Steinle, *Briefwechsel*, I, p. 501.

s'unissait aux piétistes pour combattre les institutions modernes. Que ne constatait-elle, plutôt, que « la doctrine de l'autonomie avait montré son acte de baptême catholique en mettant au monde, comme premier fruit, la liberté de l'Église[1] ? »

Toutes les pensées et tous les efforts des catholiques, tous leurs discours et tous leurs actes, devaient viser à mûrir les autres fruits qu'ils attendaient de cette doctrine ; et les patriotes prussiens pouvaient se rassurer : car le plus précieux de ces fruits serait la paix religieuse entre les confessions.

Observons, en face de cette attitude et de cet idéal, pour les faire mieux comprendre et leur servir, si l'on ose ainsi dire, de repoussoir, l'attitude et l'idéal qu'étale sous nos regards, à la même époque, l'un des meilleurs préfets du parti conservateur évangélique, Kleist-Retzow[2].

Président supérieur dans la province rhénane de 1851 à 1858, sa piété rigide et sincère faisait l'unité de sa vie. Parce que protestant croyant et dévot, il s'insurgera plus tard contre les maximes du *Culturkampf*, qui lui paraîtront aussi menaçantes pour l'orthodoxie protestante et pour l'idée même du surnaturel que pour l'orthodoxie romaine[3]. Mais parce que protestant croyant et dévot, il se don-

1. *H. P. B.*, 1858, I. p. 1000. — Cf. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 386.

2. Sur Kleist-Retzow (1814-1892), voir Hermann v. Petersdorff, *Kleist-Retzow, Ein Lebensbild* (Stuttgart, Cotta, 1907).

3. Petersdorff, *op. cit.*, p. 408-436. — Kleist-Retzow dira en 1872 : « J'aime mieux être avec les gens du Centre qu'avec ceux qui sont contre l'école confessionnelle » (Kellner, *Lebensblaetter*, p. 518).

nait comme tâche, au temps où il administrait les pays rhénans, d'y fortifier l'établissement religieux protestant, et d'y rendre plus ardente, plus vivante et plus susceptible la conscience évangélique. Il aimait peu la répression ; il temporisait longuement avant de suspendre, à Cologne, le journal catholique dont les autorités berlinoises lui dénonçaient les tendances autrichiennes [1]. Mais ce qu'il détestait et qu'il prétendait empêcher, c'était la descente du catholicisme dans la vie publique : associations catholiques, congrès catholiques, trouvaient dans Kleist-Retzow un inflexible ennemi. Il fut seul responsable, en 1854, de la prohibition officielle du congrès catholique qui devait se tenir à Cologne. Léopold de Gerlach l'en blâmait : « Ce n'est jamais sage, lui disait-il, ce n'est jamais une bonne chose de se mêler des affaires de l'Église romaine, si on n'y est pas absolument forcé. » Kleist-Retzow, pourtant, demeurait inflexible [2]. Il achevait de s'aliéner le clergé rhénan lorsqu'il défendait aux catholiques d'Aix-la-Chapelle d'élever une colonne commémorative de la proclamation de l'Immaculée Conception [3]. Que des prêtres pieux formassent un peuple pieux, Kleist-Retzow y consentait, et même il y

1. Petersdorff, *op. cit.*, p. 210-212. — Sur les mesures de la Prusse à l'endroit des journaux catholiques et sur l'attention qu'on y prêtait à Rome, voir *Civiltà Cattolica*, 11-25 août 1855, p. 587; — 26 décembre 1856-10 janvier 1857, p. 253.

2. Petersdorff, *op. cit.*, p. 271-272. — Voir *Civiltà Cattolica*, 23 février-8 mars 1856, p. 713. — Sur le général Leopold de Gerlach (1790-1861), on peut consulter, outre ses deux volumes de *Mémoires*, Hartmann, *Allgemeine deutsche Biographie*, IX, p. 16-19.

3. Petersdorff. *op. cit.*, p. 272. — *Civiltà Cattolica*, 14-28 novembre 1857, p. 634.

tenait ; mais si le catholicisme, sortant de ses sacristies, prétendait devenir un élément de l'opinion publique, un facteur de la vie politique, alors halte-là ! Le piétisme aurait aimé que l'Église évangélique jouât un semblable rôle dans la vie nationale ; elle ne le pouvait à cause de la subordination constitutionnelle qui l'attachait et l'enchaînait à l'État. « Devant l'Église romaine, nous sommes dans une posture humiliée, lisait-on dans une feuille piétiste ; là où elle règne, elle obtient de bonnes élections ; là où les nôtres passent comme députés, ce n'est point parce que chrétiens, mais quoique chrétiens[1]. » Et une fois députés, dans certaines discussions comme celles sur le mariage civil ou le divorce, où l'idée religieuse était intéressée, on voyait les catholiques parler en représentants de la morale catholique, et voter ou repousser les projets législatifs suivant que le comportaient les intérêts de cette morale, tandis qu'en face d'eux l'Église évangélique, intéressée cependant à ces débats, se montrait gênée, impuissante et d'une « lamentable faiblesse[2] ».

1. Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 224. — Cf. une lettre écrite en 1856 par Ernst v. Ernsthausen, alors *Landrat* en pays rhénan, sur l'utilité de fonder, en terre rhénane, un parti évangélique-conservateur, et sur les sacrifices que font les catholiques pour leur presse (Ernst von Ernsthausen, *Erinnerungen eines preussischen Beamten*, p. 195. Bielefeld, Velhagen, 1894).

2. L'expression est d'Ernst Ludwig v. Gerlach, *op. cit.*, II, p. 211. — Comparer, sur la situation de l'Église évangélique, la communication d'Uechtritz, président de l'*Oberkirchenrat*, en janvier 1852 (Poschinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Manteuffel*, II, p. 185-188). — Sur cette attitude respective des catholiques et des protestants dans les débats relatifs au mariage civil et au divorce, voir E. L. v. Gerlach, *op. cit.*, II, p. 198-199 et 211 ; Pastor, *Reichensperger*, I, p. 377 et 393 ; Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 171 ; Stamm, *Aus der Briefmappe des Bischofs Martin*, p. 153. — Qu'au bout de cinquante ans le protestantisme allemand se plaint encore de n'être pas une influence

Pour devenir une maîtresse de l'opinion, l'Église protestante aurait dû cesser, tout d'abord, d'être une branche de l'administration[1]. Ce que l'Église protestante ne pouvait devenir, il ne fallait pas que l'Église catholique le fût ; il ne fallait pas qu'à la faveur de son autonomie, elle déployât plus d'énergies que n'en pouvaient déployer, dans l'armature d'État qui les enserrait, les Églises évangéliques. Toute la philosophie politique et religieuse du piétisme se résumait en une jalousie qui devait s'exacerber, naturellement, aux heures où l'Église romaine était libre, et s'assoupir, au contraire, aux heures où elle recommençait d'être opprimée. L'administration de Kleist-Retzow dans les provinces rhénanes coïncidait avec un soubresaut de jalousie[2]. Elle eut cet effet de tenir en haleine les forces catholiques, de les rendre d'autant plus redoutables qu'elles avaient conscience d'être redoutées, et d'enraciner plus profondément encore, dans les âmes rhénanes, un certain esprit d'autonomie démocratique, dont l'émancipation catholique allait profiter. « Le parti des hobereaux veut le moyen âge, sans ce qui était alors la force

politique et de ne pas dire son mot dans la vie publique, et qu'il attribue ce malheur à l'hégémonie qu'exerce l'État dans l'établissement religieux : c'est ce que prouvait, en avril 1907, une thèse présentée à la conférence de Carlsruhe (*Chronik der Christlichen Welt*, 2 mai 1907).

1. Sur la politique autoritaire que perpétuait Frédéric-Guillaume IV dans le gouvernement de l'Église protestante, et qui semblait à beaucoup d'égards contredire les aspirations de son ami Bunsen, souvent partagées par le roi, voir Geffken, *Staat und Kirche in ihrem Verhaeltniss geschichtlich entwickelt*, p. 614-616 (Berlin, Hertz, 1875).

2. Voir dans Pastor, *Reichensperger*, I, p. 367, les plaintes d'Auguste Reichensperger.

créatrice, l'Église[1] », écrivait avec dédain le Rhénan Auguste Reichensperger ; il était, lui, pour le peuple contre les hobereaux. C'est sur les bords du Rhin que se dessinait avec le plus de relief l'opposition entre l'esprit d'allègre tolérance des hommes politiques catholiques et l'impérieuse raideur des fonctionnaires inféodés au conservatisme évangélique et d'ordinaire étrangers au sol rhénan par leur naissance même[2] ; le contraste s'accentuait dans les moindres détails, puisqu'on vit un jour l'administration piétiste défendre à des musiciens ambulants de faire danser les paysans, et Reichensperger monter à la tribune pour plaider la cause des bals champêtres[3].

VII

L'été de 1852 mit aux prises les catholiques et les champions de l'État évangélique. Dès le mois de mai Frédéric-Guillaume demandait à Manteuffel[4], chef du ministère, s'il ne convenait pas de prendre quelques mesures restrictives contre les missions catholiques prêchées par des prêtres étrangers. Ernest Louis de Gerlach était là : il remontra, tout de suite, qu'on n'était pas assez puissant pour

1. *Correspondant*, octobre 1856, p. 179 : tout l'article est à lire.

2. *Parlamentarische Reden der Gebrueder Reichensperger*, p. 703-706. (Séance du 21 février 1855.)

3. *Parlamentarische Reden*, p. 960-966. (Séance du 12 janvier 1857.)

4. Le rôle d'Otto Théodore Manteuffel (1805-1882) est désormais susceptible d'étude grâce à M. de Poschinger qui a publié, en 1900-1902, trois volumes de *Mémoires* et trois volumes de documents diplomatiques (Berlin, Mittler).

s'opposer aux missions, et qu'on ne le devait point : les fonctionnaires avaient des attributions de police qu'ils étaient libres d'exercer ; cela suffisait [1]. On savait d'ailleurs, à Berlin, qu'à la suite de certains sermons, des voleurs avaient restitué, ce qui était bien, et que des radicaux s'étaient convertis, ce qui était mieux. Cependant les suspicions protestantes prévalurent ; et Raumer, ministre des Cultes, par deux circulaires du 22 mai et du 16 juillet, leur donna une sorte de sanction officielle. La première circulaire, adressée à tous les présidents des provinces, les invitait, non seulement à surveiller de très près les missions, mais à les prohiber lorsque les paroisses catholiques où elles devaient être prêchées étaient situées dans des provinces protestantes. La seconde circulaire, qui visait spécialement la province de Coblentz, interdisait aux clercs d'aller étudier au Collège germanique de Rome ou dans un séminaire dirigé par les Jésuites sans en avoir obtenu l'agrément de l'État, et refusait aux Jésuites étrangers le droit de s'installer en Prusse [2].

Les fonctionnaires de la « division catholique », suspects peut-être de complaisance pour l'Église, n'avaient pas été associés à la préparation de ces circulaires : elles s'étaient élaborées par-dessus leur tête [3]. Dans ce procédé, ne fallait-il voir qu'une

1. Ernst-Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 149.

2. *Die Ministerial-Erlasse von 22 Mai und 16 Juli 1852*, p. 5-6 (Paderborn, Schoeningh, 1853).

3. *Die Ministerial-Erlasse*, p. 67 et 173.

exception? ou bien inaugurait-il, au contraire, une demi-disgrâce de cette précieuse « division catholique » qui négociait si utilement entre l'Église et le roi? et la Prusse, déjà, se sentait-elle assez victorieuse de la révolution, pour faire impunément bon marché de l'Église?

« Le gouvernement prussien, écrivait Auguste Reichensperger au peintre Steinle, est comme un convalescent qui à sa première sortie s'enivre et qui, pour faire montre de sa force, maltraite les passants inoffensifs[1]. »

Geissel, aussi, était très contrarié. Raumer, de 1845 à 1848, avait administré la province du Rhin : jamais il n'avait produit sur l'archevêque l'impression d'un sectaire[3]. Dans ces deux ukases imprévus, Geissel entrevoyait avec ennui la conséquence de certaines maladresses catholiques : « Çà et là dans nos journaux, écrivait-il au nonce Viale Prela, on a fait trop de bruit des effets des missions en se targuant emphatiquement de la victoire du catholicisme et en pronostiquant la fin prochaine du protestantisme[3] ». Il avait suffi de quelques exubérances de langage pour remettre en question la liberté même qu'avait accordée aux catholiques la Constitution prussienne : les évêques, en août, rédigèrent un mémoire dans lequel ils s'appuyèrent sur la constitution royale contre l'acte minis-

1. Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 306.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 77.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 94.

tériel[1] : et ce fut l'émoi des évêques, partagé par les laïques, qui amena les députés catholiques à se constituer en une fraction[2]. Cinq d'entre eux, le 11 décembre, s'en furent voir Manteuffel pour demander le retrait des circulaires : de leur audience ils remportèrent bon espoir. Le chanoine Trost, qui trois jours après vit Raumer, revint beaucoup plus pessimiste[3]. On se lassa de négocier ; la fraction perdait patience ; Trost, le 20 décembre, expédiait à Geissel le texte de la motion parlementaire par laquelle Waldbott allait porter devant la Chambre elle-même les doléances catholiques[4].

Évêques et députés avaient la partie belle : le Roi leur était propice. Le bruit se répandit, en décembre, que Frédéric-Guillaume IV consultait Radowitz sur les choses catholiques, et qu'il songeait à le choisir comme intermédiaire pour des négociations avec les évêques[5]. L'intolérance piétiste s'alarmait : « Cela peut nous mener, écrivait Léopold de Gerlach, à toutes les faiblesses de concession, et aux pires conséquences. » « Voilà long-

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 90 et suiv. — Les évêques expliquaient que les circulaires Raumer avaient l'approbation de ceux « dont les visées politiques tendaient à détruire tout l'ordre établi. »

2. Voir ci-dessus, p. 240. Duesberg, président en Westphalie, craignit tout de suite le mauvais effet électoral de ces édits (Poschinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Manteuffel*, II, p. 257). — « Sans les édits Raumer, disait Reichensperger, il ne nous serait pas venu à l'idée de former une telle fraction. Avant les édits, nous n'y avons même pas songé ; nous avions la Constitution » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 342).

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 97. — Manteuffel et quelques autres ministres souhaitaient une conciliation avec les catholiques ; mais Raumer, et Westphalen, le ministre de l'Intérieur, y étaient moins enclins (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 344).

4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 98.

5. Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, I, p. 832-833. — Sur le général de Radowitz (1797-1853), voir notre tome II, p. 233-235 et 338-342.

temps, observait Westphalen, que l'*Ecclesia militans*, là où elle n'est pas déjà *triumphans*, est en marche[1]. » Jusqu'où pousserait-elle sa marche? Certains redoutaient une conversion du roi au catholicisme ; d'autres, comme Niebuhr[2], grossissant, par une sorte d'hallucination, la force de la nouvelle fraction catholique, évaluaient à 93 le nombre de ses membres. Bodelschwingh songeait à créer, dans la Chambre, une fraction évangélique pour rappeler à l'État prussien son devoir[3]. Car, au milieu du bruit qu'on faisait des deux circulaires, les gens informés discernaient une voix, chuchotant à qui voulait l'entendre que la portée de ces actes était restreinte[4], et qu'en fait, l'État et les catholiques s'entendraient : cette voix n'était autre que celle de Raumer. Après avoir inquiété les catholiques par ses circulaires, il inquiétait les protestants par ses propos.

Le débat provoqué par Waldbott[5] s'engagea devant la Chambre, en février 1853. Les deux frères Reichensperger s'unirent à lui pour attaquer les circulaires. Ils furent plus convaincants dans leur

1. Petersdorff, *Kleist-Retzow*, p. 270 (lettre du 8 novembre 1852). Sur le ministre Ferdinand Otto Guillaume Henning de Westphalen (1799-1876), voir Thimme, *Allgemeine deutsche Biographie*, XLII, p. 221-226.

2. Sur l'ardent réactionnaire qu'était Marc Carsten Nicolas Niebuhr (1817-1860), voir Wippermann, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXIII, p. 662-664.

3. Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, I, p. 831-833. — Sur les deux frères Bodelschwingh (1794-1854 et 1800-1873), voir Bodelschwingh, *Allgemeine deutsche Biographie*, III, p. 3-5.

4. Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 166-168.

5. Waldbott, vice-président de la Chambre, avait jadis joué un rôle comme maréchal du *Landtag* rhénan, en y maintenant à l'ordre du jour la question religieuse malgré le commissaire du gouvernement (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 66).

exposé qu'impérieux dans leurs conclusions[1]. Devant la Commission comme devant la Chambre, Raumer avait donné des explications si rassurantes pour les missionnaires et si rassurantes pour les séminaristes, que les circulaires semblaient destinées à demeurer à peu près lettre morte ; et Gerlach reconnaissait que les plaintes des catholiques n'étaient pas sans fondement. Cela suffisait à Mallinckrodt ; il n'était pas d'avis de pousser trop loin la victoire, de crainte qu'ensuite la réaction protestante ne se déchaînât avec trop de violence. Au vote, la motion catholique succomba ; mais, en fait, les catholiques, fortifiés par l'appui des gauches, étaient exaucés : « Notre cause, écrivait l'évêque Foerster, a remporté une victoire morale, qui dépasse en importance les plus brillants succès de façade[2] ». Montalembert, félicitant Auguste Reichensperger, considérait cette discussion comme « l'une des plus belles pages dans l'histoire politique des temps modernes[3] » ; et Mallinckrodt, dans une sorte d'épilogue qu'il écrivait pour le compte-rendu des débats, proclamait l'importance historique d'une telle manifestation parlementaire et s'en remettait, pour l'issue finale, à l'esprit

1. Les débats sont publiés dans la brochure *Die Ministerial-Erlasse*, p. 19-165. — La motion Waldbott, signée par 88 députés (tous les membres de la fraction catholique, 12 Polonais et quelques catholiques des autres partis), recueillit 123 voix contre 175. Voir dans Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, II, p. 9, les impressions de ce représentant du piétisme, très hostile à la fraction catholique.

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 347-348. — Le chanoine Trost, dans une lettre à Geissel, se montrait beaucoup plus découragé (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 99.)

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 349.

d'équité du roi[1]. C'était en vain que Léopold de Gerlach, s'entretenant avec Raumer de la question des Jésuites, dénonçait obstinément l'esprit querelleur des Romains, et la manie de division qui les poussait à dogmatiser sur l'Immaculée Conception[2], et c'était en vain qu'il boudait et bousculait le Roi lui-même, qui rêvait toujours de dépêcher aux évêques le catholique Radowitz pour conclure entre l'État et l'Église un bon traité. Le Roi, lorsque Gerlach était trop gênant, l'appelait gravement : « Monsieur le lieutenant général » ; et du sectaire qu'était Gerlach, il ne restait plus qu'un militaire, qui se taisait[3]. Il se taisait, jusqu'à ce qu'il recommençât ; il se taisait d'un silence pesant et douloureux, sentant que l'incident des circulaires avait fortifié la cohésion du parti catholique, que malgré les attaques ou les réserves de certains catholiques[4], ce parti durerait, et qu'au scrutin, les protestants appartenant aux partis libéraux avaient confondu leur vote avec ceux des Romains.

Au lendemain de ce débat, Otto Meier publiait le second volume de son livre sur *la Propagande*[5] :

1. *Die Ministerial-Erlasse*, p. 174-176. — Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 71-79, révèle que ces pages non signées sont de Mallinckrodt ; elles sont même le seul écrit qu'on ait de lui.

2. Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, II, p. 20 : il estimait que l'Église de l'avenir ne pouvait être une Église de prêtres (*Denkwuerdigkeiten*, II, p. 7).

3. Voir dans Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, II, p. 16-17 et 21-23, le récit très curieux de ses conversations avec le roi, les 3 et 13 mars, au sujet de Radowitz.

4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 67. — Pfuelf, *Geissel*, II, p. 104-105. On essaya, chose curieuse, — comme Bismarck le tentera dix-neuf ans plus tard contre le Centre — d'alléguer que la fraction catholique n'était pas *persona grata* au Vatican.

5. Voir ci-dessus, p. 201.

il était très sérieusement inquiet. Sa préface gourmandait les députés protestants qui s'étaient permis de voter pour la motion Waldbott. Meier souffrait en voyant les catholiques ouvrir leurs voiles à l'espérance : où donc en était la Prusse, et qu'était donc devenue l'intégrité du protestantisme, pour que Walter, le canoniste « ultramontain[1] », osât joyeusement prévoir l'heure prochaine où des plumes protestantes se feraient les avocates des Jésuites eux-mêmes ? Déjà une soldatesque manœuvrait, qui avait nom le parti catholique, et qui marchait, indifféremment, à droite ou à gauche, pourvu qu'enfin la Prusse capitulât devant « cette Église que le cardinal Bellarmin considérait comme un État au même titre que la République de Venise » ; et Meier déniait à cette fraction parlementaire, servante d'un État qui n'était pas la Prusse, le droit de se considérer comme réellement prussienne.

Il n'était pas possible que cet État essentiellement protestant qu'était la Prusse laissât l'Église catholique vivre selon ses propres lois : tel était l'axiome que formulait le surintendant Eichler, dans une brochure où s'étalait un intolérant dogmatisme [2]. Eichler disait, même, que les sujets catholiques, qu'il croyait mécontents de la proclamation de l'Immaculée Conception, applaudiraient tout

1. Sur Ferdinand Walter (1794-1879), voir notre tome II, p. 210-211.

2. Eichler, *Kein wohlgeordneter Staat kann die roemisch katholische Kirche frei nach ihren Gesetzen leben lassen : Aus 107 paepstlichen Gesetzen gegen die Rechte der Fuersten und gegen das Wohl der Voelker nachgewiesen.* (Darmtasdt, Leske, 1854). — Brueck-Kissling, *Geschichte*, III, p. 85-86.

de suite à la suppression de ces « libertés ecclésiastiques » qui déguisaient, à ses yeux, le despotisme romain.

Pour les féodaux de la vieille Prusse, pour un Léopold de Gerlach, pour un Bismarck, l'alliance d'un certain nombre de protestants avec la fraction catholique était impardonnable. Toute la philosophie de leur parti se résumait en une formule : l'État prussien est un État évangélique. Les protestants étaient la classe dominante, et cette hégémonie devait être sanctionnée par l'institution d'une Église d'État, avec laquelle dissidents et catholiques ne seraient pas sur un pied d'égalité [1]. Qu'eût dit Frédéric II s'il avait prévu qu'un jour les dépenses nécessaires pour l'armée auraient pour arbitre un curé, un futur évêque, le chanoine Eberhard, de Trèves, rapporteur du budget militaire en 1855 [2] ? Et si Dieu — le Dieu de la Réforme — avait permis qu'un mouvement de réaction vengeât l'État prussien des menaces de la Révolution, ne convenait-il pas que ce mouvement, tout en même temps, exaltât l'Évangile de Luther ? Bismarck, que les débuts parlementaires des ultramontains rendaient anxieux, souhaitait de toute son âme que l'opposition libérale, dangereuse pour l'État, et l'ultramontanisme, dangereux pour l'Évangile, apparussent à l'opinion publique comme solidaires, et que ces

1. Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, II, p. 262 (28 décembre 1854). — « L'Etat *paritaetisch*, écrivait-il encore (1er décembre 1853), ne peut pas se maintenir en Prusse. »

2. Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 162-163 et 197.

deux forces, qu'il traitait l'une et l'autre en ennemies, se compromissent l'une par l'autre. « Dans nos provinces de l'Est, disait-il, si l'on arrive à confondre le jésuitisme et le libéralisme, ce dernier perdra le peu de sympathies qu'il possède encore[1] ». Foncièrement protestant et foncièrement réactionnaire, ainsi s'affichait le parti féodal. L'hostilité contre le romanisme prenait l'aspect d'un fanatisme civique. Bismarck ne pouvait pas, ne voulait pas admettre que la lune de miel entre l'Église et l'État prussien fût durable. « L'expérience apprend, écrivait-il à Manteuffel le 29 novembre 1853, que le clergé catholique ne désarme qu'à la condition d'exercer une domination absolue. L'Église romaine jouit en Prusse d'une indépendance qu'elle n'a guère trouvée jusqu'ici sous un prince catholique, et pourtant on ne peut dire que la paix entre l'Église et l'État y soit assurée[2]. » Il était aux affûts, dénonçant, par exemple, l'influence du cardinal de Cologne sur la police de l'endroit[3]. « Avec les ultramontains, insistait-il encore, il n'y a point d'alliance durable ; toute concession, jusqu'à la soumission absolue, leur fera l'effet d'un acompte, d'un encouragement[4]. » Et encore : « L'esprit envahisseur qui règne dans le camp catholique nous forcera, à la longue, à

1. Bismarck, *Lettres politiques*, p. 125 (lettre du 15 novembre 1852).

2. Bismarck. *Correspondance diplomatique* I, p. 197 et suiv. (Lettre du 29 novembre 1853). — Cf. notre tome IV, p. 35-37 et 56-59.

3. Bismarck, *Lettres politiques*, p. 175 (lettre du 25 janvier 1854).

4. Bismarck, *Lettres politiques*, p. 129 (lettre du 8 décembre 1852).

livrer une bataille rangée[1]. » Léopold de Gerlach pensait et parlait comme Otto de Bismarck : ce qu'il reprochait à l'Église romaine, c'était de ne point être l'alliée de l'absolutisme ; ce dont il la soupçonnait, c'était de coquetterie à l'endroit des révolutions[2]. Le luthéranisme des féodaux prodiguait à l' « orthodoxe » Russie courtoisies et tendresses : il y avait là, du moins, de l'autre côté du Niémen, un absolutisme inflexible, sur lequel on pouvait compter, une religiosité rigoureusement conservatrice, de poigne solide et d'exemple efficace. Le gouvernement de Berlin provoquait les protestations des évêques en soupçonnant les catholiques prussiens de conspirer contre le bon ordre en Russie[3] ; et les affinités électives de la Prusse évangélique avec la Russie schismatique opposaient un contrepoids à d'autres affinités, naturelles celles-là, et d'autant plus périlleuses qu'invisibles, qui rapprochaient, disait-on, la théocratie papiste et la turbulente démocratie. A l'issue des rêves où s'attardaient laborieusement les conservateurs, on aurait vu le protestantisme, confession d'État, fort de son alliance étrangère avec le césaro-papisme

1. Bismarck, *Lettres politiques*, p. 125 (lettre du 15 novembre 1852).

2. Leopold v. Gerlach, *Denkwuerdigkeiten*, I, p. 673, 807, 832 : il s'en prenait, formellement, à la doctrine de l'Église sur le pouvoir civil ; II, p. 23, il dénonçait l'esprit révolutionnaire du bas clergé lombard et d'une partie du clergé hongrois, français et allemand.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 130 et suiv. — L'*Annuaire des Deux Mondes*, V, p. 568, donne la traduction de la circulaire du ministre Westphalen sur l'alliance du clergé avec la démocratie en vue d'exciter les esprits contre la Russie. — L'hostilité des chefs de l'opinion catholique contre la Russie en 1854 avait donné lieu à ces soupçons injustifiés. Florencourt, qui inclinait vers la Russie, avait dû quitter le journal *Deutsche Volkshalle* (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 92).

de Pétersbourg, opprimer d'une sorte de dictature, au dedans même du royaume de Prusse, les consciences sujettes de Rome.

VIII

Le premier acte de ce programme dictatorial était la concession à l'Église évangélique d'une série de faveurs budgétaires : elles donnèrent lieu, tout de suite, à de graves escarmouches, dans lesquelles les fidèles de l'Église romaine se révélèrent comme une force.

La Prusse, « État évangélique, » commettait une anomalie en donnant annuellement à l'Église catholique 719.465 thalers, et 328.770 thalers à l'Église évangélique. Le conseil suprême évangélique réclamait que les subventions accordées à chaque Église fussent au moins proportionnelles à leur chiffre respectif de fidèles ; il réputait légitime, au profit du protestantisme, une augmentation de 870.338 thalers, et se déclarait d'ailleurs tout prêt à se contenter si on lui en accordait 274.000[1]. Un protestant converti au catholicisme, Rintel[2], discuta cette pétition ; il remontra, dans sa brochure, que la somme inscrite à la loi de finances pour la confession romaine représentait en réalité, dans sa presque totalité, une dette juridique de l'État ;

1. *Die Katholischen Interessen bei den Budgetverhandlungen in den preussichen Kammern des Jahres 1852-1853*, p. 13-21 (Paderborn, Schoeningh, 1853).

2. Sur Charles Gustave Nicolas Rintel (1809-1894), voir Rosenthal, *Konvertitenbilder*, I, 2, p. 178.

que, dans le budget de l'Église évangélique, il y avait à peu près 300.000 thalers octroyés par une générosité gracieuse ; que, dans le budget de l'Église catholique, le cadeau parallèle accordé par l'État ne dépassait pas 94.000 thalers ; que l' « imparité » de traitement entre les deux confessions tournait donc au détriment de l'Église romaine ; et qu'enfin les médiocres libéralités faites à cette Église n'étaient qu'une faible rançon pour la sécularisation d'innombrables biens ecclésiastiques[1].

Le ministère prussien donna raison au conseil suprême contre Rintel : il déclara que l'évangélisme avait droit à 210.000 thalers de plus, et qu'en raison de l'état des finances on lui en octroierait, pour l'instant, 50.000[2]. Le geste était moins généreux que les paroles. Encore qu'on affectât de le baptiser protestant, l'État prussien, bon économe, marchandait visiblement ses thalers. Mais la satisfaction de principe qu'il avait accordée encourageait les réclamations, et tout de suite, dans la Chambre, 94 signatures furent groupées, réclamant des subventions pour les missions prussiennes évangéliques répandues à travers le monde[3]. Les catholiques s'émurent. Depuis 1821, la Prusse devait constituer en biens fonciers la dotation de

1. Rintel, *Beleuchtung der Denkschrift des evangelischen Oberkirchenrathes betreffend die Vermehrung der Dotation der Evangelischen Kirche in Preussen vom Standpunkte des Rechtes und der Paritaet* (Ratisbonne, Manz, 1852).

2. *Die Katholischen Interessen*, p. 54-55.

3. Proposition Noeldechen et Stolberg-Wernigerode (*Die Katholischen Interessen*, p. 63-65).

eurs évêchés. Elle s'y était expressément engagée; Frédéric-Guillaume IV, en 1847, avait encore, par un acte formel, reconnu cette dette et l'urgente nécessité de la liquider[1]. Rien encore pourtant n'était fait. Le juriste Otto et ses collègues catholiques réclamèrent de l'État prussien, le 9 mars 1853, qu'il allât plus vite en besogne, que par surcroît il distinguât sérieusement, dans ses budgets, les subventions concédées aux Églises en vertu d'un droit nettement établi et les subventions accordées par générosité pure, et qu'enfin les 50.000 nouveaux thalers que l'État prussien croyait pouvoir affecter au bien des âmes fussent équitablement répartis entre les diverses confessions[2]. En mai 1853, la Chambre passa outre, repoussa la motion Otto[3]. Au terme de cette première passe d'armes, l'Église protestante avait obtenu un cadeau, et l'Église romaine attendait encore une bonne parole. Tout au plus avait-on voté, pour adoucir la déception, une motion peu compromettante, d'après laquelle les 121.083 thalers d'allocations supplémentaires votés chaque année pour les ecclésiastiques et les instituteurs, et dont un quinzième seulement profitait à la confession catholique, seraient désormais répartis avec moins

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 108. — Dès 1852, Geissel et les évêques du Rhin avaient adressé, sur cette question de la dotation de l'Eglise, un mémoire au roi (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 105-111).

2. Le texte et l'exposé des motifs de la proposition Otto sont publiés dans le recueil : *Die Katholischen Interessen*, p. 65-77. — L'intervention d'Otto fut provoquée par Geissel (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 101).

3. *Die Katholischen Interessen*, p. 135-206 (séance du 6 mai 1853).

d'exclusivisme[1]. Grand pourchasseur de détails et grand éplucheur de chiffres, Otto envisageait aussi, dans un long rapport, les questions relatives à l'enseignement, et démontrait que, sur cet autre terrain, la confession évangélique était une privilégiée[2] : l'État demanda un délai et promit de faire de son mieux avant l'année suivante, pour donner quelque satisfaction à l'idée de « parité » confessionnelle.

La promesse était trop belle pour être aussi vite tenue. L'État n'en avait ni le temps, ni peut-être le goût ; et, puisque l'inertie des bureaux semblait invincible, la fraction catholique obtint qu'une commission parlementaire se chargeât de ce délicat travail. Le choix même des commissaires fut un premier succès pour la fraction : elle put faire élire neuf de ses membres, et la commission ainsi constituée nomma comme président Auguste Reichensperger, comme rapporteur Mallinckrodt[3].

Le directeur général des contributions, le protestant Kuehne, fut le premier à souhaiter, quand en avril 1854 le rapport de Mallinckrodt se discuta[4], que les plaintes des catholiques fussent renvoyées à l'examen du ministère et que, dès la prochaine

1. *Die Katholischen Interessen*, p. 268-271 et 219-227 (séance du 7 mai 1853).

2. Le rapport d'Otto (5 avril 1853) est publié dans le recueil : *Die Katholischen Interessen*, p. 236-310.

3. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 108. — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 357. — Le rapport de la commission, daté du 21 avril 1854, est publié dans le second recueil : *Die Katholischen Interessen in den preussischen Kammern des Jahres 1853-1854*, p. 71-124 (Duesseldorf, Engels, 1854).

4. *Die Katholischen Interessen in den preussischen Kammern des Jahres 1853-54*, p. 177-181 (séance du 28 avril 1854).

session, le ministère apportât son avis. Il en fut ainsi décidé, à une forte majorité[1] : le courage oratoire de Mallinckrodt avait enlevé ce vote.

IX

Avocats et adversaires des revendications catholiques, au moment même où ils s'escrimaient sur la scène parlementaire, ignoraient, les uns et les autres, que des négociations occultes s'étaient ébauchées, à Rome, entre le Saint-Siège et le gouvernement prussien, et qu'il ne s'agissait de rien de moins que de la conclusion d'un concordat. Un certain Georges Klindworth, ancien agent du roi de Wurtemberg, était passé au service de Manteuffel ; et, dès le début de 1853, il avait pris le chemin de Rome, pour causer. Klindworth causait avec le Pape, en février 1853, pendant que se déroulaient, à la Chambre prussienne, les débats sur la motion Waldbott : « Le Pape veut des négociations, écrivait-il à Manteuffel ; il veut une paix, un traité. Il m'a promis de mettre fin sans retard, par un bref, ou par une circulaire d'Antonelli, au trouble que font les catholiques dans la Chambre, autant que cela dépendrait du Saint-Siège. » A vrai dire, la fraction catholique, qui venait de lutter avec énergie contre les circulaires

1. *Die Katholischen Interessen in den preussischen Kammern des Jahres 1853-54*, p. 189-196 (séance du 28 avril 1854). — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 357.

Raumer, ne reçut du Pape aucun monitoire ; mais Pie IX, le 21 février 1853, expédiait au roi de Prusse un courrier, pour lui dire quelles « consolations » lui avait procurées la démarche de Klindworth ; et sans retard, la plume royale de Frédéric-Guillaume IV répondait très gracieusement à la plume papale. Manteuffel, le 31 mars 1853, dans une lettre au cardinal Antonelli, exposait les principes d'un accord : la Prusse se déclarait toute prête à reconnaître, par un loyal traité, l'autonomie de l'Église ; à achever le paiement de ses dettes, telles que jadis elle les avait reconnues, et même à secourir l'Église par des allocations, chaque fois que le besoin s'en ferait sentir ; elle demandait, en revanche, que l'Église évitât tout empiétement, et que les deux pouvoirs se concertassent pour le règlement des questions mixtes. « Une bonne entente avec la Cour de Rome, disait Manteuffel en terminant, est un des vœux les plus chers du gouvernement du roi : nous sommes pénétrés du besoin d'une telle entente, et nous pouvons, le cas échéant, rendre au Saint-Siège des services essentiels. »

Il semble que le gouvernement prussien, qui accordait aux députés catholiques plus de bonnes paroles que de concessions, affectât, aux yeux de Rome, de réserver ses générosités pour le jour où un concordat serait conclu ; et même Manteuffel, au printemps de 1853, paraissait mettre au service du Saint-Siège l'influence politique de la Prusse sur les autres États de l'Allemagne. Tant à Rome

qu'à Berlin, on n'avait qu'une inquiétude : on redoutait que ces pourparlers ne fussent ébruités à Vienne et que l'Autriche, prévenue, ne troublât les fiançailles entre Rome et Berlin.

Un an durant, ces fiançailles se prolongèrent : le 30 mars 1854, Klindworth avait deux heures d'audience auprès de Pie IX : « Le Pape et Antonelli, écrivait-il à Manteuffel, veulent plus que jamais que l'État et l'Église se prêtent un mutuel appui. [1] » Tout le mois d'avril, Klindworth négociait avec le prélat Ferrari ; le projet de concordat qu'ils élaboraient de concert proclamait l'indépendance de l'Église, déterminait le droit des évêques en matière d'enseignement, et, pour la collation des cures, garantissait à l'Église les dotations déjà promises par la Prusse en 1821, assurait aux séminaristes la permission de faire leurs études à Rome, mettait en vigueur, en ce qui regardait les mariages mixtes, le bref de Pie VIII et l'instruction du cardinal Albani [2], et stipulait que le roi ferait part au Saint-Siège, pour les aplanir à l'amiable, des contestations qui pourraient survenir entre l'État et l'Église de Prusse. Un *pro-memoria* supplémentaire stipulait que le Pape continuerait de pourvoir à certaines dignités ecclésiastiques conformément à la bulle *De salute*

1. En novembre 1853, Frédéric-Guillaume IV, présentant à Pie IX son neveu, le futur empereur Frédéric III, se plaignait dans sa lettre, de certaines « accusations fausses » dont sa politique religieuse était l'objet, promettait même d' « apporter tous ses soins au bien-être de l'Église », et ajoutait : « Les Églises et les rois ont aujourd'hui les mêmes ennemis à combattre » (Pocchinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Manteuffel*, II, p. 389-391).

2. Voir notre tome II, p. 151.

animarum, qu'il serait toujours disposé à rappeler au clergé et aux fidèles leur devoir, qu'on veillerait à ce que l'ordre ne fût pas troublé par les missions. Ce *promemoria* enregistrait, enfin, le double désir du Saint-Siège d'avoir un vicaire à Berlin et d'y installer un représentant.

Klindworth expédia tous ces documents; il prévenait Manteuffel, aussi, que Pie IX n'aimait pas les Jésuites, et que si Berlin voulait leur refermer les frontières prussiennes, il suffirait d'y mettre certaines formes pour que Rome n'y vît aucun mal[1]. Le prélat Hohenlohe, dans une lettre du 28 avril 1854, insistait auprès de Manteuffel pour qu'un accord fût rapidement conclu; mais, pour des raisons inconnues, les causeries demeurèrent en suspens et ne furent jamais reprises[2]. Est-ce du Vatican, est-ce de Berlin, que vint l'initiative du silence? Le Vatican sut-il, d'aventure, qu'à l'époque même où la Prusse lui faisait ainsi des avances, Bismarck, au nom de la Prusse, dissuadait le grand-duc de Bade de s'entendre avec Rome pour une pacification religieuse? Ou bien d'autres courants prévalurent-ils à Berlin?

Si la mission de Klindworth doit être regardée, à distance, comme une sorte de répétition de la comédie diplomatique que jouera plus tard Bismarck, chancelier de l'Empire, et par laquelle il essaiera de susciter contre le Centre un blâme du

1. Poschinger, *Deutsche Revue*, septembre 1907, p. 330.

2. Tout cet épisode a été révélé par les documents qu'a publiés Poschinger dans la *Deutsche Revue* de juin 1906, p. 317-328.

Pape, ou de donner le change à l'opinion sur l'existence d'un tel blâme; si peut-être la Prusse de Manteuffel n'avait déployé tant de gracieux manèges que pour obtenir du Saint-Siège une parole ou un acte contre la fraction catholique, elle dut se rendre compte, rapidement, que Rome n'exaucerait pas cet espoir et ne condescendrait pas à énerver les énergies catholiques par des mesures de défiance ou des conseils d'effacement.

Il était heureux, d'ailleurs, que la fraction catholique n'eût aucun soupçon de ces pourparlers; si elle les avait connus, elle aurait eu, peut-être, je ne dis pas moins de courage, mais moins d'aisance dans l'action. « Nous ne désirons aucun concordat, disait un jour Geissel. Nous sommes maintenant plus libres qu'avec un concordat nous ne le serions. Notre constitution est notre meilleur bouclier[1]. » Lorsque l'État prussien, inexpugnable en ses lenteurs, eut oublié les engagements qu'il avait pris à la Chambre, lorsqu'il eut laissé venir l'année 1855 sans avoir sérieusement entrepris l'étude des griefs catholiques, la fraction, toujours libre de toute entrave, toujours supérieure à tout découragement, et toujours tenace, enfin, à vouloir tirer parti de la constitution, se mit en mesure, fidèle à son propre passé, de recommencer l'assaut. Elle le recommençait, même, avec d'autant plus d'âpreté, que les indications données par la Chambre en faveur d'une politique de

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 519-520.

« parité » n'empêchaient pas les fonctionnaires, en Prusse orientale, en Posnanie, en Silésie, de multiplier les actes administratifs favorables au protestantisme[1].

Otto, en février 1855, reparla des revendications catholiques[2] : le ministère répondit, ou à peu près, que tout était pour le mieux ; et quelques membres catholiques des autres fractions parlementaires, acquis naguère à la motion d'Otto, se laissèrent facilement rassurer par l'optimisme ministériel[3]. Otto, le vainqueur de 1854, n'était plus en 1855 qu'un vaincu. La motion de son collègue Eberhard, le futur évêque de Trèves[4], eut plus de chance : il s'agissait de faire reconnaître par la Chambre que, sur la rive gauche du Rhin, les paroisses catholiques dont les biens, confisqués par la Révolution française, avaient passé entre les mains de l'État prussien, n'étaient pas plus richement subventionnées par l'État que les paroisses protestantes de la même région qui n'avaient pas été victimes des mêmes spoliations. Eberhard voulait qu'en conséquence la Prusse accordât des subsides, sur la rive gauche du Rhin, à soixante et

1. Lettre de Foerster à Geissel (11 mars 1854), dans Pfuelf, *Geissel*, II, p. 215-216.

2. *Die Lage der Katholiken in Preussen am Schlusse der III Legislatur-Periode*, p. 114-116 (motion Otto du 19 février 1855), (Duesseldorf, Engels, 1855).

3. *Die Lage der Katholiken in Preussen am Schlusse der III Legislatur-Periode*, p. 146 (séance du 30 mars 1855).

4. Sur le prédicateur et député Matthias Eberhard (1815-1876), évêque de Trèves à partir de 1867, et prisonnier sous le *Culturkampf* : voir les deux monographies de Kraft (Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1878) et de Ditscheid (Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1900).

une paroisses catholiques[1]. En 1854 et 1855, la Chambre émit un vote en ce sens[2]; mais le gouvernement, rétif à ce genre de dépenses, n'inscrivit au budget que six paroisses catholiques nouvelles[3]. Deux ans après, Otto, du haut de la tribune, renouvelait encore ses revendications contre les privilèges pécuniaires accordés au culte évangélique, lorsque, le 17 mars 1857, un coup d'apoplexie le terrassa[4]; et ce fut une grande perte pour la fraction que celle de cet excellent *debater*, mort à la tribune confesseur de la « parité ».

X

Le 8 novembre 1858, une allocution du prince Guillaume[5], régent depuis un mois, désavoua for-

1. Le texte de la motion Eberhard (16 avril 1854) est publié dans le recueil : *Die Katholischen Interessen in den preussischen Kammern des Jahres 1853-54*, p. 227-233.

2. *Die Katholischen Interessen*, p. 234-250 (séance du 20 avril 1854 : la motion Eberhard est votée à une voix de majorité). — *Die Lage der Katholiken*, p. 95-107 (séance du 30 mars 1855 : la motion Eberhard est votée à vingt voix de majorité).

3. Manteuffel, au début de 1856, marquait au roi une certaine lassitude pour cette politique religieuse qui, disait-il, accroissait, tout à la fois, la puissance et le mécontentement des ultramontains (*Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Manteuffel*, III, p. 100-102).

4. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 131. — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 378.

5. Les catholiques avaient d'assez bonnes raisons de n'être point inquiets de l'avènement du futur empereur Guillaume Ier (*H. P. B.*, 1858, II, p. 574). Le nouveau prince régent avait assisté, sans aucune gêne, au mariage catholique de la princesse Stéphanie de Hohenzollern (Pfuelf, *Geissel*. II, p. 522). Un des premiers actes de son gouvernement était la nomination d'Auguste Reichensperger à Berlin, et c'est en toute franchise que Geissel, écrivant à Louis de Bavière, se disait satisfait des dispositions de Guillaume (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 528). On savait, au surplus, la sympathie de la princesse Augusta pour les congrégations catholiques (Pfuelf, *Clara Fey*, p. 271-276). Mais le dernier acte personnel de Frédéric-Guillaume IV avait été de nommer Bunsen baron, et de

mellement les théories intolérantes qui représentaient l'État prussien comme évangélique en son essence[1] : entre la cour de Berlin et le parti de la *Gazette de la Croix*, la rupture était accomplie. Le *Preussisches Wochenblatt*, journal de Hohenzollern, président du conseil, qui était un catholique, professait que la Prusse, au lieu de s'afficher comme « évangélique », devait mettre à sa base la parité des confessions[2] : le trône de Berlin cessait de s'appuyer exclusivement sur l'autel du Dieu de Luther. On insinua, en haut lieu, que l'existence d'une « fraction catholique » dans le Parlement devenait dès lors un anachronisme peu cordial pour les pouvoirs publics et risquait de troubler la paix confessionnelle : puisque l'État cessait de s'étiqueter protestant, pourquoi un groupe parlementaire persisterait-il à s'étiqueter catholique[3]? La majorité des membres inclinait à chercher un autre nom. Les Westphaliens s'y opposaient. Mallinckrodt mit tout le monde d'accord en faisant décider, en janvier 1859, que la fraction s'appellerait *Centre*,

l'appeler à la Chambre des Seigneurs (Baronne de Bunsen, *Christian Carl Josias v. Bunsen*, III, p. 507. Leipzig, Brockhaus, 1871); et les catholiques en demeuraient très anxieux (*Civiltà Cattolica*, 14-28 novembre 1857, p. 630, et 13-27 mars 1858, p. 119) ; car le personnage qu'honorait ainsi la couronne avait consacré sa vie de diplomate à brouiller la Prusse avec le Saint-Siège et à fédérer par-dessus les frontières les Eglises évangéliques issues de la Réforme, quelle que fût leur nationalité, leur nuance et leur foi. Rome, au XIX[e] siècle, connut peu d'adversaires aussi dangereux que lui.

1. Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 223-224. « Il faut, disait le prince Guillaume, que s'établisse entre les deux confessions la parité la plus grande possible... Les droits de l'Eglise catholique sont constitutionnellement garantis; des empiètements sur ces droits ne doivent point être tolérés. » — Cf. Reichensperger, *Correspondant*, avril 1859, p. 745-750.

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 167 et suiv.

3. *H. P. B.*, 1858, II, p. 947-949.

et qu'on maintiendrait, à côté de ce nom, la parenthèse « fraction catholique[1] ». Dans les statuts aussitôt élaborés, on eût vainement cherché quelque clause excluant du nouveau *Centre* les députés non catholiques ; et Auguste Reichensperger, à la Chambre même, le 14 mai 1861, protestait contre la pensée d'une telle exclusion[2]. Ainsi le caractère confessionnel de la fraction avait désormais quelque chose de moins rigide, de moins accusé ; il y avait, dans son objet, je ne sais quoi de moins exclusif ; elle déclarait dans ses affiches électorales que la Prusse « avait la haute et difficile mission de réconcilier les oppositions confessionnelles qui, par la permission de Dieu, séparaient en deux moitiés le peuple prussien[3] » ; et si les questions religieuses, à la faveur de la « parité » promise par le nouveau régent, passaient effectivement à l'arrière-plan, l'heure approchait où la fraction devrait élaborer un programme politique et prendre position à l'endroit de tous les problèmes nationaux qui commençaient d'émouvoir l'Allemagne.

Mais tout de suite une question se posa : en fait, la répudiation de l'idée d'un État évangélique était-elle une victoire pour les catholiques ? N'en était-ce

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 168. — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 391-392. — « Notre parti, écrivait Reichensperger à Steinle le 9 février 1859, malgré son changement de nom, peut-être même, en quelque mesure, à cause de ce changement, est plus un que jamais. » (Steinle, *Briefwechsel*, II, p. 317.)

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 420.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 389. — La *Civiltà Cattolica*, 12-26 mars 1859, p. 123-124, expliquait que le plus grand nombre des catholiques regrettaient le changement de nom de la fraction, mais elle en expliquait en même temps les bonnes raisons.

pas une, plutôt, pour certains « libéraux » volontiers hostiles à toute action de l'idée religieuse dans la vie sociale? En rompant avec le parti de la *Gazette de la Croix*, à qui souriait l'État et pour qui travaillait-il ? Pour ceux qui voulaient assurer au « papisme » une part d'influence, ou bien pour ceux qui rêvaient d'une sorte d'athéisme d'État ?

Le nombre de ceux-ci s'accroissait parmi les libéraux; Reichensperger le sentait, il le notait. Il s'était un instant flatté, en 1855, que « le contraste abrupt entre les ultramontains et les libéraux de toute confession avait pour ainsi dire disparu[1] »; en 1858 encore, son illusion durait[2]; mais, dès 1859, il prévoyait qu'une lutte se préparait entre la foi et l'incroyance[3]. Il était encore vice-président de la Chambre nouvelle ; certaines malveillances pourtant s'étaient fait jour, qui avaient diminué l'éclat de sa victoire[4], et qui annonçaient le lointain début d'une campagne antireligieuse. La Chambre précédente, où les piétistes régnaient, avait refusé, malgré Reichensperger, d'accorder aux sectes dissidentes les libertés légales auxquelles elles avaient droit. On mit d'autant plus de hâte, en 1859, à les gratifier de ces libertés[5], et l'on refusa d'accepter

1. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 368.

2. *Correspondant*, février 1858, p. 348.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 393. — Mallinckrodt, lui, écrivait à Hueffer, dès le 18 novembre 1858 : « L'opposition entre catholiques et libéraux mûrira même avec le temps. A présent, nos gens ne s'en rendent pas compte encore. » (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 165.)

4. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 393 et 449. Pour l'élection à la vice-présidence, il eut moins de voix au vote définitif qu'il n'en avait eu au vote provisoire.

5. Kampe, *Geschichte des Deutschkatholicismus und freien Protestantis-*

un amendement de Reichensperger, qui exigeait, pour les en faire profiter, qu'elles fussent véritablement des sociétés religieuses, c'est-à-dire qu'elles professassent, au moins, la croyance en Dieu[1]. Le symptôme était significatif : la Chambre de 1859 mettait sur le même rang que les Églises les groupements antichrétiens se couvrant d'une vague étiquette religieuse. « Je crains que notre libéralisme national, écrivait Reichensperger peu de temps auparavant, sitôt parvenu derechef à l'influence politique, ne prenne plus ou moins comme modèle le libéralisme belge[2]. »

La fermentation des passions anticléricales justifiait ce pronostic. Les catholiques redoutaient Bethmann-Hollweg, ministre des Cultes, soupçonné de fanatisme protestant; ils redoutaient Flottwell, le ministre de l'Intérieur, qui, jadis, au Parlement de Francfort, avait fait campagne contre le célibat des prêtres[3]; et la présence, à la tête du ministère, du catholique Antoine de Hohenzollern ne suffisait pas à les rassurer. « S'il ne s'agit pas

mus in Deutschland und Nordamerika von 1848-1858, p. 359-366 (Leipzig, Wagner, 1860). — Joerg, *Die neue Aera in Preussen*, p. 64-90 (Ratisbonne, Manz, 1860).

1. Reichensperger, *Correspondant*, avril 1859, p. 446. — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 393. C'est que, pour les membres de la fraction catholique, une religion sans confession n'était pas une religion. (Cf. dans Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 155, le discours prononcé par Mallinckrodt dans la discussion sur la séparation confessionnelle des prisons.)

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 389,

3. Sur la religiosité de Maurice-Auguste Bethmann-Hollweg (1795-1877), ami et collaborateur du philanthrope Wichern, voir Wiese, *Lebenserinnerungen*, I, p. 228, et cf. Wach, *Allgemeine deutsche Biographie*, XII, p. 762-773. — Sur l'attitude de Flottwell à Francfort, voir Erdinger, *Fessler*, p. 41, n. 2. (Brixen, Weger, 1874). « Si la motion contre le célibat triomphe, disait-il, c'en sera fait de l'Eglise catholique. »

d'une simple amorce pour leurrer les catholiques, écrivait Ketteler, la situation du prince de Hohenzollern me paraît inexplicable. Je crains qu'à cette amorce beaucoup de poissons ne mordent ; ils seront amèrement déçus[1]. » Mais certaines rumeurs hostiles, certains cris de proscription contre les Jésuites[2], tenaient les catholiques en haleine et en défiance ; ils sentaient sourdre et grossir un courant de fanatisme antireligieux. Plus se multipliaient, à Rome, les désastres politiques du Saint-Siège, plus augmentait à Berlin, dans la majorité parlementaire, la crainte de l' « ultramontanisme[3] ». « L'aveuglement de nos libéraux confine à l'incroyable, disait encore Reichensperger en mai 1860 : avant tout, ils ne remarquent pas que leur jeu ne peut que profiter à la démagogie et au despotisme. La haine contre tout ce qui est autorité, tradition, avant tout contre l'Église, me paraît la raison principale de cet aveuglement[4]. »

Les deux volumes du baron de Bunsen[5] sur les *Signes des temps* étaient, depuis 1855, le bréviaire du libéralisme anticlérical. « Vous combattez le bon combat contre le vieil Antechrist de Rome », lui écrivait Ernest-Maurice Arndt ; et l'imagination du vieux poète national, s'exaltant une der-

1. Poschinger, *Denkwuerdigkeiten des Ministerpresidents Otto von Manteuffel*, III, p. 345-346.

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 412-413.

3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 412 : « Malgré tous les coups qui frappent le Pape, la crainte de l'ultramontanisme augmente plutôt. »

4. Pastor, *Reichensperger* I, p. 409.

5. Sur le passé de Bunsen (1791-1860), voir ci-dessus, p. 276, n. 4, et II, p. 132-136.

nière fois pour cette guerre nouvelle, s'essayait à soulever contre « l'invincible monstre », pour l'abattre à coups redoublés, « la septentrionale massue du dieu Thor[1] ». Bunsen d'ailleurs était sévère pour toute orthodoxie religieuse : le rigorisme protestant des Stahl ou des Hengstenberg lui déplaisait au même titre que le papisme[2]; mais le « péril jésuitique et papiste », plus immédiat, plus grave, soulevait surtout ses anxiétés. Les protestants qui se faisaient les complices d'une telle menace lui paraissaient doublement dignes d'aversion ou de pitié[3], et c'est vers l'aversion qu'inclinait son premier mouvement. Deux phénomènes s'offraient à son regard, qui l'épouvantaient : l'épanouissement des associations catholiques, et l'affermissement de la hiérarchie catholique[4]. Il lui semblait que les peuples ripostaient, par leur élan toujours plus fort vers la liberté des consciences[5], et par leur désir de fonder certains édifices de « communautés chrétiennes », dont « les pierres seraient les libres consciences des individus croyants » ; mais il n'était pas sûr que Rome ne parvînt pas à briser cet élan. Il remontait bien haut dans l'histoire et dénonçait en saint Boniface, messager d'ultramontanisme, un homme

1. Baronne de Bunsen, *Christian Carl Josias v. Bunsen*, III, p. 426 (Leipzig, Brockhaus, 1871).

2. Bunsen, *Die Zeichen der Zeit*, II, p. 73, 82, 85, 103, 109, 139, 243 (Leipzig, Brockhaus, 1855).

3. Bunsen, *op. cit.*, II, p. 276-278.

4. Bunsen, *op. cit.*, I, p. 24.

5. Bunsen, *op. cit.*, I, p. 35, et II, p. 25.

néfaste à la Germanie[1]. Les missions, aussi, faisaient peur à Bunsen : un correspondant les lui avait signalées comme pertubatrices pour le pays. Ce correspondant n'était autre que le vieux Wessenberg, mortifié dans son impuissante solitude par le souvenir de ses rêves avortés[2].

L'activité scolaire de l'Église était elle-même critiquée ; l'école primaire existante, solidement attachée à l'une des deux Églises reconnues, commençait d'apparaître comme un cadre trop étroit, qu'un jour ou l'autre il faudrait démolir.

Le pédagogue Diesterweg[3], qui s'était fait connaître depuis six ans comme l'adversaire acharné de l'école confessionnelle, siégeait dans la Chambre nouvelle comme représentant de Berlin ; il espérait enfin pouvoir développer avec succès la conception laïque de l'école, que depuis près de quarante ans il avait mûrie, tantôt dans les séminaires d'instituteurs auxquels il présidait, tantôt dans les journaux pédagogiques auxquels il collaborait. Beaucoup d'instituteurs l'aimaient : il les traitait en apôtres, non en salariés, et cela les touchait[4]. Il tenait à les émanciper de l'influence du

1. Bunsen, *op. cit.*, I, p. 84, 216 et 232.

2. Brueck, *Geschichte*, I, p. 153, n. 2. Cf. Baronne de Bunsen, *op. cit.*, III, p. 429. — Voir, sur Wessenberg, notre tome I, p. 119 et suiv.

3. Sur Frédéric Diesterweg (1790-1866), directeur de l'école normale de Meurs en 1820, fondateur des *Rheinische Blaetter* en 1827, directeur de l'école normale de Berlin en 1832, mis en disponibilité en 1847, et connu surtout, depuis lors, par ses trois brochures de 1855 contre les *Regulative* de Raumer, voir E. v. Sallwuerk, *Adolf Diesterweg, Darstellung seines Lebens und seiner Lehre und Auswahl aus seinen Schriften* (Langensalza, Beyer, 1899-1900). Dès 1844, il avait été attaqué pour irréligion par le pasteur Pieper (Sallwuerk, I, p. 66-67).

4. Kellner, *Lebensblaetter*, p. 276.

prêtre, lors même que le prêtre avait une compétence pédagogique[1]. L'idée d'autorité religieuse était pour lui l'ennemie, et Diesterweg entendait par là l'autorité du dogme, aussi bien que celle du ministre du culte. Des dogmes dans le cerveau de l'enfant lui semblaient aussi encombrants que « des pierres dans son estomac ». Du moment qu'à ses yeux la vie religieuse reposait, non sur un dogme ecclésiastique, mais sur le fond de l'âme humaine ; du moment que le but de l'école était de former l'homme dans l'homme, et non le membre d'une Église ou d'un parti, de développer la communion générale entre tous les hommes, et non la communion spéciale entre quelques-uns ; Diesterweg concluait que les chefs des Églises diverses ne pouvaient ni ne devaient exercer sur l'école aucune espèce d'autorité[2]. La religion dont il rêvait (*Natur und Vernunft Religion*) était une sorte d'humanitarisme supraconfessionnel, « qui fortifierait la confiance de l'homme dans la nature et qui créerait l'union entre les citoyens[3], » isolés et séparés les uns des autres par les barrières confessionnelles. Cette religion demeurât-elle un inconnu, on aurait toujours, en se mettant à sa recherche, la douce sensation d'un voyage en pleine mer[4]. Diesterweg détestait le régime sco-

1. Sallwuerk, *op. cit.*, II, p. 53, n. 1. — Diesterweg, *Œuvres choisies*, trad. Goy, p. 118-119. (Paris, Hachette, 1884.)

2. Diesterweg, *op. cit.*, p. 109.

3. Sallwuerk, *op. cit.*, I, p. 60-61, et II, p. 186 et suiv.

4. Rendu, *op. cit.*, p. 34-35.

laire que le ministre Raumer avait fait prévaloir ; il reprochait aux *Regulative*, dans le rapport parlementaire que tout de suite il avait rédigé contre eux, de porter préjudice à l'intelligence enfantine en la surchargeant de notions religieuses auxquelles toutes les autres connaissances étaient sacrifiées [1]. Avec Diesterweg pénétrait dans la Chambre prussienne l'esprit de lutte contre l'école confessionnelle et le rêve tenace d'un système scolaire qui installerait à l'écart, ou plutôt à l'encontre de la religion révélée, une « école nationale allemande », semence de la « patrie allemande [2] ».

On s'explique dès lors qu'au cours de l'année 1860, les catholiques de la Chambre prussienne, sans d'ailleurs nouer formellement alliance avec le parti conservateur, réputassent rompus ces liens de cordialité qu'ils avaient, dans les années précédentes, entretenus avec la fraction « libérale », à laquelle le comte Schwerin présidait [3]. Schwerin [4] d'ailleurs était, dans son propre parti, singulièrement dépassé ; le chef de la veille devenait une

1. Le rapport est publié dans Sallwuerk, *op. cit.*, II, p. 303-321. — Cf. Stolzenburg, *op. cit.*, p. 42-44. — Stiehl, *Aktenstuecke zur Geschichte und zum Verstaendniss der drei preussischen Regulative*, p. 8-45 (Berlin, Hertz, 1855), donne l'historique des premières pétitions faites dès 1855 contre les *Regulative*.

2. Sallwuerk, *op. cit.*, I, p. 63-64.

3. La non-réélection de Reichensperger comme président en janvier 1860 fut le signal de cette évolution. « Naturellement, écrivait-il, nous nous garderons de conclure avec le parti de la *Croix* une alliance ; mais nous n'avons plus d'égards à conserver envers les libéraux. » (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 402.)

4. Sur le comte Schwerin (1804-1872), voir Granier, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XXXIII, p. 429-435. Dans le manifeste électoral de 1861, le centre prussien indiqua très nettement sur quels points il se rapprochait, soit des conservateurs, soit des libéraux (Salomon, *Die deutschen Parteiprogramme*, I, p. 52-53).

personnalité d'arrière-garde ; et, sous la bannière anticléricale, le libéralisme tournait au radicalisme. Geissel, son collègue Foerster, prince-évêque de Breslau, se confiaient les plus sombres pressentiments : « Dans la prochaine Chambre, écrivait Geissel le 20 août 1860, on voudra, par des lois nouvelles, ramener la liberté des catholiques à ce qu'elle était avant mars 1848. La revue *Protestantische Blaetter*, de Gelzer, dont le ministre des Cultes passe pour le premier collaborateur, a déjà tracé l'ordre de bataille pour la campagne parlementaire contre l'Église, et quelques bureaucrates, sur le Rhin, prenant les devants, ont déjà pris des mesures incroyables d'absurdité[1]. »

La façon courtoise et cordiale dont, au château de Koenigsberg, en octobre 1861, l'épiscopat catholique fut associé aux fêtes du couronnement du roi Guillaume, était assurément un fait tout nouveau dans l'histoire des Hohenzollern : pour la première fois en Prusse, des représentants de l'Église romaine prenaient part à des solennités dynastiques[2]. Le cardinal Geissel était solennellement décoré de l'Aigle Noir ; et le protocole le dispensait de toute forme de serment dont ses susceptibilités catho-

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 535-536. — C'est du fait de la bureaucratie, aussi, que les catholiques, entre 1859 et 1864, étaient de plus en plus lésés en ce qui regardait l'établissement de gymnases confessionnels (voir les statistiques données par Hammerstein, *Das preussische Schulmonopol*, p. 147 (Fribourg, Herder, 1895), et dans *H. P. B.*, 1896, II, p. 102-112.

2. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 544 et suiv. — C'était d'ailleurs un catholique, Stillfried (1804-1882), auteur d'un grand ouvrage sur les Hohenzollern, qui avait organisé tout le cérémonial ; cf. Gruenhagen, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXXVI, p. 246-247.

liques eussent pu s'inquiéter. Mais était-ce, pour l'Église, la promesse de jours heureux, ou bien, au contraire, la sanction naturelle de treize ans de paix destinés peut-être à n'avoir point de lendemain ? Il semble que les pompes de Koenigsberg ne laissèrent à Geissel aucune impression de griserie et que, bien plutôt, il en revint pessimiste : il rapporta chez lui, au témoignage de son coadjuteur, « le sentiment obscur des jours troubles et périlleux qui se préparaient pour l'Église[1] », et, dans ses propos confidentiels, ce sentiment s'épanchait sans relâche.

Les élections de novembre 1861 à la Chambre prussienne annihilèrent, ou peu s'en fallait, la vieille droite évangélique. Libéraux et progressistes formèrent les deux tiers de la Chambre : le Centre, avec 55 voix, leur tenait tête[2]. Au renouvellement de mars 1862, amené par la dissolution, le Centre n'avait plus que 27 membres[3]. Le conflit politique entre la Chambre et le cabinet au sujet des dépenses militaires absorbait les préoccupations des électeurs. Quelque impérieuses que fussent les aspirations anticléricales de beaucoup de progressistes, c'est sur des questions purement poli-

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 550 ; comparer l'impression de Foerster, évêque de Breslau, p. 536. Cependant les Jésuites ouvraient à Maria Laach, en 1863, une grande maison d'études, ce qui semblait signifier quelque confiance dans l'avenir.

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 200 : la Chambre de 1861 n'avait plus que 15 conservateurs féodaux.

3. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 203 : la Chambre de 1862 comprenait 135 progressistes avancés, 96 progressistes plus modérés, 35 sauvages, 27 membres du Centre, et seulement 10 conservateurs féodaux. C'était un effondrement, non seulement pour le conservatisme, mais pour les pâles libéraux qui n'accordaient à la révolution que de lointaines coquetteries (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 440).

tiques qu'on votait; et, parmi ces nouvelles circonstances, il semblait à Mallinckrodt que le Centre fût desservi par cette parenthèse : « fraction catholique », qui demeurait attachée à son nom. Il demanda qu'elle disparût. Des oppositions s'élevèrent parmi ses collègues; elles désarmèrent, à la condition que la fraction rédigerait un programme[1]. Mallinckrodt et Auguste Reichensperger se mirent au travail. Lorsqu'ils le présentèrent, les conflits éclatèrent de nouveau ; certains membres de la fraction voulaient que, par une phrase formelle, le Centre fût fermé aux non-catholiques. Cet ostracisme trouva onze partisans ; seize voix le répudièrent ; mais quelques-uns des vaincus firent mine de démissionner[2]. Pour sauver l'intégrité du groupe, on mit le programme dans un tiroir, et l'on se constitua en « société parlementaire » avec un bureau. C'était un expédient provisoire, non une solution. Le Centre n'était plus un parti proprement religieux et n'était pas encore un parti proprement politique. Ce qui lui faisait défaut, ce qui oscillait en lui, c'était ce que l'Allemand nomme volontiers la « conscience de soi-même » (*Seblstbewusstsein*). Dans la complexité de la crise, il s'auscultait, étudiait ses sentiments à l'endroit du libéralisme et du radicalisme, ses sentiments à l'endroit de la bureaucratie gouvernementale.

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 204. — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 442-443. Le Comité directeur des progressistes avait décidé de n'admettre dans aucune commission Mallinckrodt et les deux Reichensperger tant qu'ils appartiendraient à la fraction catholique.

2. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 204.

Le gouvernement prussien déplaisait aux membres du Centre par ses procédés administratifs[1], par son déploiement de militarisme, par son hostilité notoire ou soupçonnée contre l'Autriche et contre la Diète ; et Bismarck, à cette date, apparaissait à Reichensperger comme un aventurier[2]. Loin de vouloir que les catholiques se laissassent enrôler sans réserve au service d'un tel cabinet, Reichensperger souhaitait, tout au contraire, que le catholicisme empêchât la Prusse de descendre au niveau des États de fonctionnaires, et que le protestantisme, un jour, sût gré à l'Église romaine d'avoir rendu ce service au peuple prussien[3]. Mais le radicalisme rebutait plus profondément encore les membres du Centre, par ses doctrines politiques et ses aspirations antireligieuses, par ses sympathies pour le Piémont et sa haine contre Pie IX[4]. « S'il ne s'agissait pas, écrivait Geissel, des plus hauts intérêts de l'Église et de l'État, nous pourrions mettre les mains dans nos poches et crier au gouvernement : *Habeatis vobis!* Mais les rouges nous fouetteraient avec des scorpions ; ils nous couperaient à tous le cou ; c'est pourquoi nous avons le devoir de leur faire face, même si cela, indirectement, fait du bien aux bureaucrates, dont le gouvernement, il est vrai, est tout prêt d'être intolérable[5]. »

1. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 556 (lettre de Geissel à Reisach, 6 mai 1862).
2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 465.
3. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 370.
4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 557.
5. Stamm, *Aus der Briefmappe des Bischofs Conrad Martin*, p. 161 (lettre

Entre ces deux ennemis « intolérables » qui se combattaient entre eux, le Centre ne savait quelle conduite tenir. La « fraction catholique », dont le Centre était sorti, s'était formée à une époque où l'assimilation des pays rhénans et westphaliens au royaume de Prusse était encore très incomplète. En dix ans, cette assimilation s'était peu à peu achevée[1]; et les députés de ces pays devaient désormais, à la Chambre, avoir non seulement une attitude religieuse, mais un *Credo* politique déterminé, et non plus seulement ébaucher avec les divers partis certaines combinaisons propices aux intérêts religieux, mais envisager directement, face à face, les intérêts politiques du royaume, et se comporter en parti politique. Le moment où cette nécessité s'imposait était un moment de crise où toute décision devenait particulièrement difficile.

Aussi, dès 1862, un certain nombre de membres du Centre songeaient à une abstention passive[2]. Reichensperger, rebelle à l'idée d'effacement (*Nichttun*), les conjurait de rester en ligne, et puis il s'apercevait, en 1863, que, dans le duel entre la Chambre et le ministère, le Centre jouait un rôle

e Geissel, du 19 avril 1862). — Ernest Louis de Gerlach pensait de même orsqu'il notait le 17 mai 1862 : « C'est aux catholiques romains qu'incombe maintenant la défense de la cause conservatrice. » (*Aufzeichnungen*, II, p. 246.)

1. Voir à cet égard une page très originale de Martin Spahn, *Das deutsche Zentrum*, p. 13-15. (Mayence, Kirchheim, 1906.)

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 438-439. — Dès 1861, Reichensperger constatait que tout le poids de la fraction catholique retombait sur lui. (Pastor, *Reichensperger*, I; p. 424.)

assez ingrat[1] : « Nous sommes pour ainsi dire les seuls soutiens du gouvernement dans la Chambre, écrivait-il. Sans nul doute la cause catholique en est mal récompensée. Mais les autres partis sont encore plus dangereux pour le droit et pour la liberté[2]. » Il s'agissait bien, à cette date, de droit et de liberté ! Bismarck machinait alors l'histoire, et seule, la force avait un langage : un coup de force contre la Chambre, un coup de force contre l'Autriche, allaient changer la face de la Prusse, de l'Allemagne, de l'Europe. Qu'importait dès lors que dans la Chambre prussienne qu'amenèrent les élections de 1863, Chambre tumultueuse et méprisée, insolente et débile, le Centre fût réduit à presque rien, et que Mallinckrodt en fût exclu lui-même par une retraite provisoire[3] ? Plusieurs années durant, dans la Prusse de Bismarck, la parole ne serait plus aux partis, et l'instant où le parlementarisme allait devenir un leurre était celui où le Centre s'évanouissait.

1. Sur les efforts du Centre en 1862 et 1863 pour éviter tout conflit avec la couronne au sujet des dépenses militaires, tout en maintenant les droits du Parlement, voir Pastor, *Reichensperger*, I, p. 454-456 ; — Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 209-229. Mallinckrodt se distinguait de ses collègues : plus préoccupé du prestige de l'autorité monarchique que de la Constitution violée, il n'aimait pas qu'on chicanât le ministère au nom des prérogatives constitutionnelles du Parlement, et qu'on risquât ainsi de faire le jeu des gauches avancées.

2. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 463. — Dès 1861, il notait certains « coups de pied » anticléricaux du gouvernement, et se plaignait que Berlin se servît du Centre comme d'une doublure, sans lui donner aucun avantage (Pastor, *op. cit.*, I, p. 424-426). — Mais d'autre part : « Je ne puis m'identifier avec notre parti du *Fortschritt*, disait-il en 1863. En une question capitale, le droit formel est de son côté, mais je suis pleinement convaincu que lorsqu'il lutte contre le gouvernement, ce n'est pas pour le droit et pour la vérité, qu'il est en son essence beaucoup plus absolutiste et plus violent que le gouvernement de Bismarck, quelque antipathie que j'aie pour ce ministre » (Pastor, *Reichensperger*, I p. 467).

3. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 234-235.

XI

Cette période d'éclipse fut heureuse pour le Centre. Dans le domaine de l'action, il n'y avait pour lui rien à faire, momentanément, entre le radicalisme révolutionnaire et l'absolutisme bismarckien. On était à l'une de ces heures où les partis qui veulent être assurés du lendemain doivent consacrer à un travail de pensée, à une diffusion d'idées, toute leur force vitale, s'exiler des turbulences momentanément stériles de l'action, profiter de leur retraite pour une sorte d'examen de conscience, et conclure cet examen par des déclarations de principes, destinées à faire connaître ce qu'ils veulent, ce qu'ils peuvent, ce qu'ils sont. Le succès qu'obtint, en 1862 et 1863, un petit livre d'Auguste Reichensperger, montre que les catholiques comprenaient cette nécessité.

Ce petit livre s'intitulait : « *Phrases et formules, livret utile et indispensable pour les lecteurs de journaux*[1] ».

Reichensperger passait en revue tous les termes mystérieux et fascinants, qui, dans les colonnes de la presse incroyante, semblaient braver l'esprit

1. *Phrasen und Schlagwoerter. Ein unentbehrliches Noth und Hilfsbüchlein für Zeitungsleser.* (Paderborn, Schoeningh, 1862.) Ce petit livre fut traduit en français en 1873 par le Dr de Noue sous le titre : *Les Rengaines ou piperies du langage, petit aide-mémoire à l'usage des lecteurs de journaux.* (Liège, Grandmont.) Cf. Pastor, *Reichensperger*, I, p. 431-437, et *H. P. B.*, 1863, II, p. 654-660.

catholique ; il expliquait, avec une amusante iro
nie, la piperie de ces grands mots. Le jeune histo
rien Janssen le félicitait d'avoir ainsi démasqué l
faux libéralisme moderne, d'avoir écarté les dra
peries dont ce faux libéralisme s'enveloppait. C
petit lexique du verbiage parlementaire devenai
un cours de saine politique ; Reichensperger dres
sait les catholiques à passer outre au mirage de
mots, à regarder les idées. Car l'idéal de ce lutteu
n'était point un ordre social dans lequel tous le
votes catholiques, patriarcalement dictés par le
hautes influences locales, seraient servilemen
embrigadés au service de l'Église : Reichensper-
ger voulait éveiller et former l'intelligence poli
tique des masses catholiques ; et la victoire
ensuite, viendrait, par l'élan spontané d'un peupl
politiquement instruit. Reichensperger prétendai
toujours rester un homme de pensée libre (*frei*
sinnig), mais non point un libéral, puisque désor
mais les libéraux, sous le nom de « libre recher
che », d' « humanité », de « libre science », d
« progrès », de « culture », et même de « liberté »
adoraient des idoles que Reichensperger jugeai
très vilaines.

Il était fort utile que ces distinctions fussen
faites, et que l'Église, en combattant les libérau
de 1860, ne perdît pas auprès du peuple les sym
pathies qu'elle s'était acquises, en souriant, jadis
avec un mélange de générosité et de gratitude,
certaines idées libérales de 1848.

« Le libéralisme de 1848, dira plus tard Ketteler, était ıne déclaration de guerre au vieux despotisme né du xvi[e] siècle et répandu sur toute l'Europe. Il combattait loyale-nent pour la liberté de tous. Il n'avait, il est vrai, qu'une idée mparfaite de la vraie liberté. La liberté est quelque chose le mystérieux, sous un certain rapport. Pour en bien juger a nature intime, pour reconnaître en elle le bien moral ıui attire mystérieusement l'âme humaine, il faut l'envisa-ger dans ses relations les plus diverses, surtout dans ses elations avec Dieu. Les libéraux d'autrefois ne voyaient ıu'un côté des choses. Comme les libéraux français qu'ils renaient pour maîtres et pour modèles, ils faisaient con-ister la liberté dans la possession de quelques droits poli-iques. Ce n'était là qu'un misérable lambeau de liberté. Iais ils étaient honnêtes et accordaient aux autres ce qu'ils éclamaient pour eux-mêmes... Le libéralisme en 1848. ussi, n'était pas lié aux hommes d'argent, comme le furent es libéraux ultérieurs, dont l'activité pourrait se résumer insi : Règne de l'argent, esclavage de l'Église. Au contraire, e jeune libéralisme de 1848 avait l'honnêteté de reconnaître a liberté de l'Église [1]. »

C'est dans un discours de l'année 1871 que nous rouvons, sous la plume de Ketteler, ce parallèle ntre deux libéralismes. Mais déjà, en 1862, au noment même où Auguste Reichensperger pu-liait son piquant opuscule, Ketteler, du fond de on évêché de Mayence, adressait aux catholiques, ous le titre : *Liberté, autorité, Église*, un livre loctrinal dans lequel il étudiait la position de la ensée chrétienne en face des divers sens du mot liberté ». Ce livre expliquait l'accueil qu'avait ait l'Église aux loyales cordialités des hommes

1. Ketteler, *Liberalismus, Socialismus und Christenthum*, p. 7-12 (Mayence, irchheim, 1871). — *Le Culturkampf ou la lutte religieuse en Allemagne*, par gr von Ketteler, traduit de l'allemand par M. l'abbé X..., p. 1-9 (Paris, Haton, 375).

de 1848 et la barrière qu'elle dressait contre un libéralisme qui, tout au contraire, mettait l'Église hors de la liberté[1]. Ketteler voulait faire « de la clarté », et Geissel, archevêque de Cologne, l'en félicitait : « En aucun temps, lui disait-il, un exposé clair et décisif du chaos où notre Allemagne vit surexcitée ne fut plus désiré qu'aujourd'hui. C'est un vrai service que vous avez rendu à l'ordre public religieux et civil, en éclairant les vrais points de vue, et en ramenant ainsi à leur valeur toutes les fantaisies, toute la phraséologie vide qui partout s'étalent[2]. » Ketteler en théologien, Reichensperger en journaliste, avaient fait, par ces deux livres, une seule et même œuvre ; et l'accord était si spontané, si intime, que les pages de Ketteler sur la liberté religieuse et la liberté de conscience apparaissaient comme une justification de la conduite qu'avait tenue, dans les dix dernières années, la fraction catholique de la Chambre prussienne[3]. « L'Église, répétait l'historien Janssen au

1. *Freiheit, Autoritaet und Kirche*. (Mayence, Kirchheim, 1863.) L'ouvrage fut traduit en français par l'abbé Belet (Paris, Vivès). — « Dans la crise où l'Allemagne est engagée, écrivait Albert de Broglie, Ketteler met aux mains des catholiques la bannière qu'ils doivent tenir ; cette bannière, du plus loin que nous l'apercevons, il nous appartient de la reconnaître et de la saluer ; car c'est la nôtre, celle de la liberté ». (*Correspondant*, mars 1862, p. 604). Albert de Broglie disait encore (p. 611) : « Ketteler donne aux pensées dont le *Correspondant* est l'organe la forme la plus heureuse, en même temps que cette autorité théologique dont son rang dans l'Eglise et sa science lui permettent de mettre l'empreinte sur toutes ses paroles. »

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 160. — C'est encore parce qu'il voulait faire de la « clarté », que dans son livre sur *L'Allemagne après la guerre de 1866* (voir ci-dessus, p. 69-73), il habituera les catholiques à dissiper l'équivoque à laquelle donnent lieu les mots *conservateur* et *libéral* et à se rendre compte que ce qu'il faut aimer dans le vrai conservatisme, c'est l'autonomie, et que ce qu'il faut détester dans le libéralisme, c'est la centralisation.

3. Ketteler, à la suite du *Syllabus*, devait revenir sur ces questions dans

congrès de Francfort de 1863, n'a besoin d'aucuns privilèges, mais seulement de la liberté; elle n'a besoin d'aucune attache au pouvoir absolu, qui de tout temps a nui à l'Église[1]. » En face de ce libéralisme nouveau dont allait sortir bientôt, avec son cortège d'intolérances, le parti « national libéral », de telles déclarations résonnaient comme des appels à la vraie liberté. Reichensperger, Ketteler, par le bruit prolongé que faisaient leurs livres, occupaient l'opinion catholique; et pendant qu'à leur école elle s'exerçait à discuter les thèses adverses, un travail s'inaugurait, dans l'ombre, pour élaborer les programmes futurs. La Chambre prussienne était muette, et muets aussi, les locaux berlinois où les députés catholiques avaient coutume de tenir conciliabule. Mais leur groupement ne s'était évanoui que pour se préparer à renaître.

XII

De la Chambre berlinoise, il nous faut, tout de suite, dès le début de l'année 1864, émigrer dans une salle basse, au fond d'un village de Westphalie : c'est là, durant l'interrègne parlementaire, que devait se compléter et s'achever l'éducation politique des catholiques prussiens.

quelques chapitres de son livre : *L'Allemagne après la guerre de 1866*, dont la lecture complète utilement celle du premier ouvrage : *Liberté, Autorité et Eglise* : voir Goyau, *Ketteler*, p. 1-98. Ketteler, entretenant Ernest-Louis de Gerlach le 7 août 1868, lui développait encore ces mêmes idées sur la liberté confessionnelle. (Ernst Ludwig v. Gerlach, *Aufzeichnungen*, II, p. 303.)

1. Pastor, *Janssen*, p. 44.

Le 16 décembre 1863, Wilderich de Ketteler et Alfred Hueffer, beau-frère de Mallinckrodt, convièrent quelques-uns de leurs coreligionnaires westphaliens à se réunir un mois plus tard à l'auberge, dans la bourgade de Soest, pour d'urgentes causeries. On ne devait pas, à ce rendez-vous, s'occuper de campagnes électorales ; ce que voulait Alfred Hueffer, l'instigateur véritable de cette originale tentative, c'était que les catholiques se missent d'accord sur certains principes fondamentaux, sur certaines doctrines politiques et sociales. En quinze ans d'activité parlementaire, le loisir leur avait manqué pour ce travail d'études ; mais, puisque l'hiver de 1863 paraissait les condamner, pour quelque temps, à un certain chômage politique, l'heure était venue de scruter les « assises positives chrétiennes » sur lesquelles la société devait être consolidée, ou même reconstruite. Hueffer aimait les besognes discrètes : peu lui importait, pour l'instant, que la salle d'auberge dans laquelle il allait grouper une originale clientèle demeurât inaperçue dans la vaste Allemagne. Il détestait les façades ; il jugeait parfaitement inutile de créer à Soest une association de plus ; des causeries amicales devaient suffire, et ce serait affaire aux interlocuteurs, rentrés chacun dans leur coin de Westphalie, d'insinuer ou de propager les conclusions élaborées à Soest. C'est le 12 janvier 1864 qu'eut lieu la première rencontre ; l'aubergiste eut ce jour-là douze convives, qui allaient devenir douze apôtres. En février, en

avril, de nouveaux noms s'inscrivirent sur les listes de Hueffer, mais on ne tenait pas à être nombreux, ni à manifester ; on s'entr'aidait pour arriver à une bonne formation et pour ébaucher un bon programme.

L'initiative de Hueffer trouva dans la personne de Schorlemer Alst un auxiliaire chaleureusement convaincu. Dans une lettre du 28 février 1864, l'organisateur des associations agraires de Westphalie expliquait tout ce qu'il espérait des réunions de Soest. Il voulait qu'on portât remède à la confusion d'esprit où se trouvaient les catholiques; il demandait qu'un échange de vues sur les questions fondamentales les préparât à la fixation de certains points doctrinaux que méditeraient toutes les intelligences, que défendraient tous les bons vouloirs. Autour d'eux, les autres fractions lui semblaient courir au suicide ; à eux de s'organiser en prenant nettement conscience de ce qu'ils étaient et de ce qu'ils voulaient. Ils s'étaient fait honneur, en 1848, par les déploiements tactiques qu'ils avaient improvisés; ils avaient ensuite, par de brillants manèges diplomatiques, lutté pied à pied, dans les couloirs des Parlements et dans les antichambres des ministères, pour accroître ou défendre les libertés conquises ; mais ce qui leur manquait, comme l'expliquaient Hueffer et Mallinckrodt dans un rapport du 16 avril 1864, c'étaient des idées nettes sur les grands problèmes politiques. Ils les voyaient, ces problèmes, et ils avaient des principes chrétiens à la lumière des-

quels ils pouvaient les résoudre : un effort d'observation, puis d'adaptation, et la lumière serait. On étudia tour à tour, dans les réunions de 1864, la question du Holstein, qui passionnait l'Allemagne d'alors, les questions d'organisation communale, et la rédaction d'un programme, dont Mallinckrodt fut chargé. Son projet, tel qu'il le développa au mois de septembre, pouvait se ramener à deux formules : revendication de la parité sur tous les terrains; reconstruction organique de la société.

Que l'Ouest fût traité comme l'Est, les gens du Rhin comme ceux de la Vieille Prusse; que les fidèles du Pape fussent traités comme ceux de Luther; que l'égalité des droits et des prérogatives ne fût pas seulement proclamée, mais réalisée, et non pas seulement théorique, mais effective ; que l'État couvrît d'une impartiale protection tous les groupements sociaux dont il était comme la synthèse; que tous les États allemands, enfin, les petits comme les grands, fussent également autonomes, également maîtres chez eux, à la faveur d'un équitable fédéralisme, telles étaient, pour Mallinckrodt, les conséquences de l'idée de parité. Mais cette idée même serait d'autant plus respectée, que les divers groupements entre lesquels elle devait maintenir l'équilibre acquerraient plus de cohésion, plus de force, plus de vie. La société humaine tendait à se morceler en atomes : chacun pour soi. Il convenait, en face de ce péril, de ressusciter, avec toutes sortes d'exigences, l'autonomie

du groupement local, l'autonomie du groupement corporatif. Vive donc le district et vive donc le métier ! Vive donc l'unité terrienne, et vive donc l'unité professionnelle ! A l'encontre du principe d'émiettement (*Prinzip der Atomisierung*), il fallait restaurer le principe de groupement (*Prinzip der Gruppierung*). Faute de ce principe, la représentation du pays n'avait ni puissance ni point d'attache ; il fallait que le représentant prît racine dans une société qui fût, à proprement parler, un assemblage organique (*in der organisch zusammengesetzten buergerlichen Gesellschaft*).

« Si nous devons nous avouer, écrivaient, à la date du 26 avril 1864, Hueffer, Mallinckrodt et le prêtre Klein, que la grande confiance naguère inspirée par la fraction du Centre s'est un peu refroidie, la raison en est, pour nous, — abstraction faite de ce que la fraction, hors des questions religieuses, manquait d'entente au point de vue politique, — qu'elle était trop complètement isolée de ses électeurs, et que, dans la presse, elle n'était pas défendue. »

La critique était fine et portait loin. Le Centre ne s'était assigné d'autre raison d'être que la défense religieuse : l'opinion, la presse, s'intéressaient à d'autres questions. Les colloques de Soest devaient être l'école qui familiariserait avec elles les hommes du futur Centre, et qui les aiderait à prendre contact, — un contact directeur, — avec les préoccupations de la presse.

Schorlemer, en 1865, traitant de la question communale, reprit les idées du programme de Mallinckrodt : au « mécanisme » de l'État représentatif, il opposa l' « organisme » de l'État corporatif, et s'arrêta sur une des pièces maîtresses de cet organisme, la commune. Entraîné par son imagination d'architecte social, il alla jusqu'à dire, à Soest encore, en 1866, que le système constitutionnel était tout près de faire banqueroute. Ici Mallinckrodt l'arrêta, pour couper court, surtout, aux conclusions que certains commensaux de Soest voulaient tirer de ce pronostic : un courant se dessinait parmi eux, en faveur de l'abstention des catholiques aux élections politiques. Hueffer et le propre frère de Mallinckrodt inclinaient à cet effacement. Mais Mallinckrodt représenta victorieusement que si, dans la Chambre nouvelle, il n'y avait pas de place pour une fraction catholique, il était du moins nécessaire de faire entrer dans cette Chambre des « personnalités directrices, dominantes, qui fussent de bons catholiques ». Aucune décision nette ne fut prise : le duel de l'Autriche et de la Prusse troublait trop profondément les fidèles de Rome pour qu'il leur fût facile, à Berlin, de concerter une attitude parlementaire. Hueffer ne s'était pas trompé lorsqu'il les avait invités, trois ans auparavant, à transformer une modeste salle d'auberge en un laboratoire d'études. Dans cette retraite de Soest, ils s'étaient préparés à plus et à mieux qu'à être un parti de défense religieuse ; ils avaient, à la lumière même de la pensée reli-

gieuse, mûri certaines idées politiques et sociales sur l'assise desquelles un puissant parti parlementaire pourrait un jour s'édifier. A l'école de Hueffer et des maîtres d'élite groupés par lui, toute une fraction du futur Centre allemand avait, si l'on ose ainsi dire, fait son catéchisme[1].

C'est durant cette même période de fécond effacement, que la presse catholique tenta ses premiers essais de diffusion. Un peu partout en Allemagne, on essayait de remédier à son indigence : de 1863 à 1865, vingt journaux de cette nuance y furent créés[2], et les intéressantes brochures de vulgarisation connues sous le nom de brochures de Francfort gagnèrent en peu de temps vingt-sept mille abonnés. Mais en Prusse plus qu'ailleurs le catholicisme réussit à fonder un journal qui devait bientôt assurer à l'opinion catholique un organe de haute valeur ; il avait nom les *Feuilles de Cologne*. Le créateur de ce journal, dont le premier numéro remontait à 1860, s'appelait Joseph Bachem ; il avait, en 1848, fait son apprentissage de publiciste dans un périodique allemand paraissant à Paris[3], et puis, de 1849 à 1855, dirigé à Cologne

1. Nous avons puisé tous nos renseignements sur les réunions de Soest dans Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 251-257, et dans les papiers que M. le professeur Georges Hueffer, fils d'Alfred Hueffer, a eu la bonne grâce de nous communiquer.

2. May, *op. cit.*, p. 164 et 171. — Sur la fondation en Silésie des *Breslauer Hausblaetter*, voir Wick, *Aus meinem Leben*, p. 37 et suiv. Le vicaire Edouard Mueller créa pour les catholiques berlinois, en 1857, le *Maerkische Kirchenblatt*, et en 1863, le *Bonifatius Kalender*, dont le produit servit à établir une petite congrégation hospitalière et enseignante en Poméranie (Kolde, *op. cit.*, p. 75).

3. La *Deutsche Abendzeitung*, fondée par le Dr Berthold, de Dresde, et dont le futur sénateur Lambert de Sainte-Croix était l'un des rédacteurs. Voir, sur Joseph Bachem (1821-1893), *Koelnische Volkszeitung*, septembre 1893.

une première gazette catholique, que la Prusse avait supprimée[1].

Les questions de politique étrangère étaient, pour une presse catholique prussienne, singulièrement délicates à traiter. Au jour le jour, il fallait prendre parti, en donnant un avis sur les litiges publics ou latents qui divisaient les membres de la Confédération germanique. L'opinion « ultra montaine » tout entière risquait d'être rendue responsable pour les peccadilles de jugement ou pour les délits d'information que le journal commettait[2]. Et puis, la façon même dont négociaient les députés et les ministres, l'épiscopat et la haute bureaucratie pour le règlement amiable et cordial des difficultés religieuses, comportait un certain secret, et contraignait à quelque réserve le journalisme militant. L'archevêque Geissel refusait d'accepter le protectorat d'une association de presse[3]. Mallinckrodt, de son côté, n'avait aucune hâte de voir surgir, parmi les catholiques, une « feuille de parti » : le journal qu'il rêvait devait être un jour-

1. Hermann Mueller, premier rédacteur de la *Deutsche Volkshalle*, s'était jadis fait connaître comme publiciste au moment de l'affaire de Cologne, de 1838 ; il fut expulsé de Cologne, en 1850, sous l'inculpation de tendances autrichiennes (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 315-318 ; *H.P.B.*, 1850, II, p. 804-812 et 1851, I, p. 129-135). Le journal lui-même, dont Montalembert disait en 1852 : « Je n'en connais pas de meilleur en Europe » (*Stimmen aus Maria Laach*, XLV, 1893, p. 316), fut supprimé en 1855 (*H.P.B.*, 1855, II, p. 255-262 ; — Pastor, *Reichensperger*, I, p. 347), ainsi que le *Messager du Rhin et de la Moselle* (*Rhein und Moselbote*) de Coblentz ; et le journal *Deutschland*, fondé à Francfort en 1856 par le curé Beda Weber, mourut en deux ans (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 325-326).

2. En 1863, Aulike, de la *Katholische Abteilung*, attirait l'attention de Geissel sur la nécessité pour les *Feuilles de Cologne* de montrer une grande prudence dans la question *grossdeutsch* (Pfuelf, *Geissel*, II, p. 337).

3. Pfuelf. *Geissel*, II, p. 318-322.

nal de discussions, non de chicanes, « exempt de toute tendance égoïste, de toute passion, susceptible de supporter la contradiction, s'intéressant à toutes les questions importantes, mais ne s'engageant à fond que sur les questions capitales, et cela le plus rarement possible ». Mallinckrodt concevait ce journal comme une salle de conversation, où les avis s'échangeraient avec liberté ; comme une école très large, très aérée, où le public religieux apprendrait à penser, et qui ferait, insensiblement, l'éducation de ce public. Il y aurait là une gestation longue et discrète, et, plus tard, « le parti surgirait, comme sortit Minerve, bottée, éperonnée, du crâne de Jupiter[1] ».

Tandis qu'en Autriche et dans les États du Sud, où l'agitation anticoncordataire provoquait quotidiennement les plumes catholiques, on songeait à multiplier les journaux ; tandis qu'à Vienne le nonce de Luca[2], tandis qu'à Mayence l'évêque Ketteler et le chanoine Heinrich[3] dessinaient de vastes projets de journalisme ; tandis qu'à Fribourg une brochure[4] et qu'à Munich un discours de congrès[5] prodiguaient les reproches aux ca-

1. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 166-167.

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 216-217 (lettre de De Luca à Ketteler, 29 janvier 1862).

3. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 217-218.

4. *Die Katholische Presse in Deutschland* (Fribourg, Herder, 1861). — Cf., dans *Katholik*, 1861, II, p. 110-114, certaines réflexions sur la difficulté d'orienter un journal catholique dans un temps où « l'antichristianisme se couvre du manteau de la liberté et de la nationalité, où l'absolutisme se couvre du manteau de l'ordre ».

5. May, *op. cit.*, p. 139 (discours du baron de Moy). On constata, au congrès de Munich de 1861, qu'alors que le clergé allemand avait 60.000 membres, la presse catholique n'avait pas encore 60.000 abonnés.

tholiques pour l'état médiocre où ils laissaient leur presse, le catholicisme prussien, plus étranger aux agitations turbulentes, plus patient, plus serein, rêvait moins d'un journal de lutte que d'un journal de direction, qui travaillerait à former, parmi les fidèles, une sorte de conscience collective, très exercée, très délicate, très vivante.

Ce fut Joseph Bachem qui réalisa ce rêve. Montalembert, qu'il avait beaucoup vu durant son séjour en France, lui avait laissé de bonnes leçons d'énergie, et le coup de mort donné à son premier journal par la préfecture de Cologne n'avait pu le décourager. Il constatait avec quelque amertume que dans les congrès catholiques il n'y avait jamais de table pour la presse ; et lorsqu'il y assistait, il se servait de la coiffe de son chapeau pour prendre des notes sur les discours les plus importants[1]. Ceux-là mêmes qui déploraient la détresse et la disette de la presse confessionnelle redoutaient pour le catholicisme même les exubérances ou les pétulances du journalisme. Le journal que fonda Bachem habitua les catholiques à se moins défier de la presse ; ce journal ne les compromettait pas, il les représentait et les servait. Les *Feuilles de Cologne* inscrivaient dans leur programme : « Respect de tous les droits bien fondés, obéissance et loyauté envers les puissances placées par Dieu dans l'Église et dans l'État, défense des droits de

1. *Koelnische Volkszeitung*, 6 septembre 1893

l'Église et de la patrie, horreur pour tout despotisme, pour les tentatives révolutionnaires violentes, pour les intrigues démagogiques occultes. » Bachem avait des collaborateurs experts, dont s'honorait le catholicisme allemand[1] ; mais lorsque plus tard quelques-uns d'entre eux demeurèrent rebelles au dogme de l'infaillibilité, son autorité personnelle fut assez prépondérante sur le public pour empêcher qu'ils ne fussent suivis par la foule des lecteurs[2]. A partir du 1er janvier 1869, le journal s'intitula *Gazette populaire de Cologne ;* il eut, quelque temps durant, le concours d'un jeune prêtre Silésien, Paul Majunke, futur prisonnier du *Culturkampf*[3] ; dès la fin de l'année 1869, le propre neveu du directeur, M. Julius Bachem, qui devait être, peu d'années après, l'une des personnalités les plus importantes du Centre, entra dans l'équipe de Joseph Bachem ; et sous le nouveau nom de *Gazette populaire*, le journal s'achemina vers de hautes destinées, dont l'épanouissement dure encore.

1. Voir Pfuelf, *Geissel*, II, p. 335-336. Fridolin Hoffmann, ancien élève du séminaire de Mayence, qui devint plus tard vieux-catholique, fut le premier rédacteur des *Feuilles*. — Les articles de politique étrangère étaient rédigés par le protestant Henri Schmidt, dont le frère, Frédéric, était converti et travailla plus tard comme architecte à la cathédrale de Vienne : les articles de Schmidt étaient très remarqués dans les cercles militaires.

2. *Koelnische Volkszeitung*, 10 septembre 1893. — « Si nous avions gagné la *Koelnische Volkszeitung*, disait plus tard un des chefs du vieux-catholicisme, toute l'Allemagne eût été vieille-catholique » (*Koelnische Volkszeitung*, 8 septembre 1893). — Cf. notre tome IV, p. 267-268.

3. Sur Paul Majunke (1842-1899), voir Bettelheim, *Biographisches Jahrbuch, 1899*, p. 258-259. (Berlin, Reimer.)

XIII

Des indices nombreux, durant les années qui précédèrent la guerre, attestaient aux catholiques prussiens que les circonstances les amèneraient, bientôt, à donner à leur presse une allure militante, et puis, profitant des leçons prises à Soest, à renouveler leur ancien groupement. Sourdement une offensive antireligieuse se préparait, singulièrement menaçante pour cette liberté de l'Église prussienne dont en 1865 Auguste Reichensperger, au congrès de Trèves, remerciait encore le roi Guillaume[1]. Ketteler se rendait compte — il l'écrivait à Mgr Bartolini[2] — que si la Prusse, publiquement, ne faisait contre le Pape aucun geste qui pût choquer ses sujets catholiques, elle accomplissait sa mission d'État protestant en favorisant secrètement les visées italiennes.

A Rome même, sur le Capitole, la Prusse tenait à s'afficher comme un État protestant. L'historien Reumont[3], qui avait un instant, en 1858, géré par intérim la légation de Prusse auprès du Saint-Siège, souhaitait de devenir titulaire de cette léga-

1. *Verhandlungen*, p. 296-297 (Trèves, Lintz, 1865). — Cf. dans Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 274-275, le discours de Mallinckrodt au Parlement de l'Allemagne du Nord, le 12 mars 1867, sur la liberté de l'Église prussienne.

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 296-299. Sur la politique italienne de la Prusse, voir La Marmora, *Un peu plus de lumière*. trad. Niox (Paris, Dumaine, 1873).

3. Sur Alfred Reumont (1817-1897), voir Herman Hueffer, *Alfred von Reumont*. (Cologne, Bachem, 1904.)

tion : Impossible, lui répondait-on, parce que vous êtes catholique ; cela serait gênant si quelque différend survenait entre la Prusse et Rome, et puis vous ne pourriez, comme catholique, couvrir d'une sympathie cordiale, joyeuse, complète, certains établissements prussiens de Rome, qui ont un caractère exclusivement protestant. Le poste de Rome était même refusé à un diplomate dont la femme était catholique[1].

La Constitution prussienne, la « division catholique », la personnalité même de Geissel, avaient été des éléments de paix ; ces éléments s'amoindrissaient ou disparaissaient. Une brèche s'était ouverte dans le réseau de garanties que ménageait aux catholiques la Constitution ; ils se heurtaient désormais, dans leurs requêtes, à un jugement rendu par le tribunal suprême en 1863, d'après lequel, en dépit de l'article 15 de l'acte constitutionnel, les textes de loi hostiles à l'autonomie ecclésiastique qui n'étaient pas formellement abrogés demeuraient en vigueur[2]. La cordialité de la « division catholique » à l'endroit des évêques risquait parfois d'être paralysée, depuis qu'en 1861 on avait créé, comme intermédiaire entre le ministère des Cultes et le chef de cette division, un sous-secrétaire, qui appartenait à la confession évangélique[3]. Enfin la disparition du cardinal

1. Hueffer, *Alfred von Reumont*, p. 178-179 (lettre de Thile, du 8 janvier 1863).

2. *Archiv für Katholisches Kirchenrecht*, XI (1864), p. 1-93 (article de Pierre Reichensperger).

3. *H.P.B.*, 1886, I, p. 546.

Geissel en 1864[1] laissait l'Église prussienne sans tête : dans le rôle qu'il jouait avec une inimitable souveraineté, personne ne pouvait le remplacer.

On put se demander un instant si cette disparition même n'allait pas amener un conflit entre l'État prussien et la majorité des chanoines de Cologne, défenseurs de la liberté de l'Église. La pratique qu'avait inaugurée, un quart de siècle plus tôt, le gouvernement de Frédéric-Guillaume IV, fut subitement remise en question[2]. Fidèle aux précédents, le chapitre de Cologne, par 10 voix contre 6, fit choix, le 26 octobre 1864, de cinq personnalités ecclésiastiques dont la nomination au siège archiépiscopal lui paraissait digne d'être étudiée[3]. La liste fut soumise au gouvernement. Lorsque, huit ans plus tôt, l'évêché de Paderborn était devenu vacant, trois des noms proposés par les chanoines du diocèse avaient été effacés par le gouvernement, à titre de *personæ minus gratæ*[4] ; et le droit électoral du chapitre, qui n'était plus, dès lors, que la faculté d'opter entre deux noms, avait été, par là même, singulièrement restreint. Les chanoines de Cologne furent traités avec plus de désinvolture encore. La liste entière qu'ils propo-

1. Sur la mort de Geissel (8 sept. 1864), voir Pfuelf, *Geissel*, II, p. 638-642.

2. Dans une lettre à Bismarck (18 novembre 1864), relative à la vacance des sièges de Trèves et de Cologne, le futur Frédéric III se montrait très hostile à la pratique de listes dressées par les chapitres, pratique qui était « la bienvenue auprès des Jésuites et des ultramontains » (*Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 375-378 (Stuttgart, Cotta, 1901).

3. C'étaient l'évêque auxiliaire Baudri, le professeur Dieringer, les évêques Ketteler, Martin et Melchers ; et la majorité des chanoines inclinaient au choix définitif de Ketteler (Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 252).

4. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 262 et suiv ; — Stamm, *Conrad Martin*, p. 56.

saient fut repoussée : la Prusse évinçait trois de leurs candidats, comme *personæ minus gratæ*, et rayait les deux autres, comme étrangers par leur naissance à l'État prussien. Le conflit semblait sans issue. Rome l'aplanit en autorisant le chapitre de Cologne à proposer d'autres noms[1]. De rechef les chanoines, en août 1865, dressèrent une liste de cinq noms, dont trois figuraient déjà sur la liste répudiée, dont deux étaient nouveaux[3]. Le gouvernement répondit en septembre, en effaçant trois noms; le droit électoral du chapitre ne pouvait s'exercer qu'en faveur de Melchers, l'évêque d'Osnabrueck, accepté cette fois par le ministère, ou en faveur du professeur Haneberg, de Munich[4]; et le commissaire royal chargé d'assister aux opérations électorales faisait d'ailleurs comprendre aux chanoines que, s'ils donnaient leurs suffrages à Pelldram, évêque de Trèves, ou bien au prince Gustave de Hohenlohe, le futur cardinal, Sa Majesté en serait ravie[5]. Ce qui rendait la situation délicate, c'était la présence, dans le chapitre de Cologne,

1. Lettre du cardinal Antonelli au chapitre (5 août 1865), et échange de lettres (même jour) entre Antonelli et le ministre de Prusse Arnim, dans Friedberg, *Der Staat und die Bischofswahlen in Deutschland*, *Actenstuecke*, p. 165-175 (Leipzig, Duncker, 1874).

2. Baudri, Ketteler, Melchers.

3. Hettinger, le professeur de Wurzbourg, connu comme apologiste, et le bénédictin Haneberg, professeur à Munich, connu comme exégète.

4. Sur ce personnage, voir notre tome IV, p. 261.

5. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 254. — Quatorze ans auparavant, déjà, lorsque Diepenbrock occupait encore le siège de Breslau, Gustave de Hohenlohe avait travaillé pour obtenir sa succession ; mais cette ambition du jeune prélat n'avait pas été soutenue par Frédéric-Guillaume IV (Pastor, *Reichensperger*, I, p. 351), non plus que par Ernest-Louis de Gerlach, qui était très pénétré de la haute responsabilité du roi en matière de choix épiscopaux (*Aufzeichnungen*, II, p. 170).

d'une minorité de chanoines systématiquement complaisants aux volontés de l'État. Ils perpétuaient dans cet auguste corps les traditions joséphistes contre lesquelles l'épiscopat de Droste-Vischering et les catholiques de 1848 avaient si vigoureusement réagi. Leur action paralysante empêchait l'Église, représentée par le chapitre, de maintenir en face de l'État l'intégrité de ses prérogatives.

Ketteler, du fond de son évêché de Mayence, suivait avec anxiété les étapes de la lutte. A deux reprises, la majorité du chapitre l'avait inscrit sur la liste, et Bismarck, à certaines heures, voyait cette candidature d'un œil assez propice[1]. Mais les velléités de sympathie du futur chancelier s'arrêtaient et reculaient, lorsqu'il constatait qu'à la cour de Berlin Ketteler était décidément en mauvaise posture[2], qu'on l'accusait d'être l'homme de l'Autriche, et qu'on lui faisait un grief d'avoir enlevé ses clercs à l'Université de Giessen pour les mettre dans un grand séminaire, à proximité de sa houlette. Même avec l'appui discret de Bismarck, il était impossible que l'évêque de Mayence fût appelé au siège de Cologne.

A cette heure décisive où le chapitre de Cologne était, si l'on peut ainsi dire, le titulaire des droits de l'Église, toute défaillance devenait un péril. Ce n'était pas une question locale qui s'agitait : la portée en était générale ; on n'assistait à rien de moins

1. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 253.

2. En 1849-1850, comme curé de Sainte-Hedwige, Ketteler s'était tenu très à l'écart de la cour (Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 185). — Cf. ci-dessus, p. 69-71.

qu'à un retour offensif de l'État, de ce *Landesherr* qui, jouant dans l'Église évangélique le rôle d'évêque souverain, s'étonnait lui-même, à certains moments, d'avoir perdu toute prise, toute occasion d'empreinte, sur la vie de l'Église catholique. Qu'on expédiât aux chanoines un bon commissaire protestant, et qu'il leur signifiât, bien carrément, le nom de l'évêque souhaité par le roi : c'était la solution qu'indiquait, dans une lettre à Bismarck, le prince royal Frédéric-Guillaume [1]. Ketteler, écrivant au cardinal Reisach, évoquait le souvenir de cet autre conflit auquel, en 1837, les fidèles de Cologne avaient assisté, et qui avait mis leur archevêque aux prises avec la maréchaussée prussienne.

La question actuelle, disait-il, est la plus importante qu'on ait agitée depuis 1837; de la solution dépend essentiellement l'avenir de l'Église dans notre patrie. Au cours des trente dernières années, Dieu nous a donné de belles grâces. Ce qui fut commencé en 1837 se continua dans les combats de 1848 pour la liberté de l'Église, et si nous ne sommes pas encore au bout de la lutte, la force de l'Église, pourtant, croît à vue d'œil... Cet heureux progrès se poursuivra-t-il ? Cela dépend de la façon dont sera tranchée la grande question de principe qui est au fond des difficultés actuelles de Cologne. Toutes les libertés ne nous serviront de rien, si l'Eglise à la cime manque de liberté, si, pour la collation des charges épiscopales, elle devient une esclave de l'État. Je crois qu'aucune persécution sanglante n'a été aussi dommageable que la nomination d'évêques courtisans. La prétention du gouvernement me semble, en fait, une sorte de revanche de l'esprit laïque contre 1837 et 1848. Je ne doute pas que tous les gouvernements protestants regardent l'issue du conflit, pour émettre, à l'occasion, les mêmes

1. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 378.

exigences. Après la succession de Cologne, ce sera celle de Fribourg... Si la Prusse parvient à exclure, comme *persona minus grata*, toute personnalité peu agréable aux loges, le gouvernement badois émettra les mêmes prétentions[1].

Avant même que cette lettre ne fût parvenue à Rome, on y avait discerné la gravité de la situation : on s'était mis en quête de l'un de ces biais dans lesquels excella souvent la diplomatie romaine du XIX[e] siècle.

Prolonger les difficultés de fait, c'eût été amener un état de guerre entre le Saint-Siège, défenseur de l'autonomie électorale des chapitres, et la Prusse, volontiers encline à gêner cette autonomie par d'indiscrètes radiations. Après accord avec le gouvernement prussien, Pie IX, de lui-même, installa sur le siège de Cologne Melchers, évêque d'Osnabrueck, qui deux fois avait été proposé par le chapitre[2] ; et le roi Guillaume, le jour où il reçut le serment de Melchers, prononça quelques paroles très bienveillantes pour l'Église[3]. Dans quelle mesure, à l'avenir, demeurerait-il licite aux chanoines de procéder à une élection, lorsque la majorité ou la presque unanimité des noms au sujet desquels ils auraient pressenti le ministère aurait été repoussée par la bureaucratie d'État? Cette question subsistait, résolue différemment par les deux

1. Raich, *Briefe von und an Ketteler*, p. 311-313 (4 décembre 1865).

2. Bref de Pie IX à l'évêque auxiliaire Baudri (21 décembre 1865), dans Friedberg, *op. cit.*, *Actenstuecke*, p. 177-180. — Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 257-258, — Friedberg, *op. cit.*, p. 251-263, expose, d'un point de vue prussien et anti-romain, l'histoire tout entière de l'élection de Cologne.

3. *H. P. B.*, 1886, I, p. 551.

pouvoirs, jusqu'à de prochaines vacances. C'était à Dieu de l'assoupir en donnant longue vie aux évêques du royaume de Prusse ; et la solution trouvée par la Cour de Rome ne créait au profit de l'État aucun précédent périlleux, dont le grand-duc de Bade se fût empressé de faire loi pour la collation du siège de Fribourg.

XIV

Tournant le dos à ces nuages, les catholiques optimistes pouvaient arrêter leurs regards sur certaines terres protestantes comme le Hanovre ou le Holstein, qui, depuis leur annexion à la Prusse, réservaient à l'Église romaine, en vertu de la constitution de 1850, une hospitalité plus généreuse, une plus large tolérance [1].

1. De même, dès le lendemain de 1850, la domination prussienne, installée dans les principautés de Hohenzollern, y avait supprimé, en quelques années, le système joséphiste dont souffraient les catholiques (Roesch, *Die Beziehungen der Staatsgewalt zur Katholischen Kirche in den beiden hohenzollernschen-Fuerstenthuemern von 1800-1850*, p. 175-181. Sigmaringen, Liehner, 1906) ; et un curé, recevant Ketteler, lui vantait ce coin de terre comme étant, dans la province ecclésiastique du Haut-Rhin, une oasis de liberté religieuse (Holzammer, *Die Bildung des Clerus in Kirchlichen Seminarien oder an Staats universitaeten*, p. 56. Mayence, Kirchheim, 1900).

Aussi l'idée vint-elle à Mallinckrodt, en 1867, que le bénéfice de la constitution prussienne pourrait être étendu à tous les États faisant partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord : il demanda formellement, au parlement de la confédération, que dans la déclaration des droits qui s'élaborait fussent introduites quelques formules au sujet de l'autonomie des Églises. Mais ce fut un catholique, Savigny, qui, parlant officiellement au nom de la Prusse, déclara inadmissible qu'on intervînt ainsi dans la politique religieuse intérieure des États confédérés ; ce même Savigny, quatre ans plus tard, sera au contraire d'accord avec Mallinckrodt pour réclamer au premier *Reichstag* que les articles de la constitution prussienne en faveur des libertés catholiques figurent dans la Constitution nouvelle de l'empire (Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 276-277).

Ils voyaient, en Prusse même, le diocèse prus-
sien de Paderborn, sous l'épiscopat de Conrad Mar-
tin, donner au reste de l'Allemagne, en octobre
1867, l'exemple d'un grand synode diocésain, dans
lequel 134 prêtres, désignés soit par leurs fonc-
tions, soit par le libre choix de leurs pairs, confé-
raient entre eux, sous la présidence de l'évêque
sur les grandes questions intéressant la vie locale de
l'Église[1]. Les catholiques constataient encore que
non loin de Paderborn, la ville de Fulda, devenue
récemment ville prussienne, abritait, en 1867 et
1869, à l'instigation de Ketteler, de très impor-
tantes réunions d'évêques[2], qui auscultaient avec
sollicitude les pulsations de l'Église d'Allemagne
et maîtrisaient l'avenir par d'opportunes et graves
décisions. L'Allemagne, durant des siècles, avait
oublié l'organisation des synodes diocésains, com-
plément nécessaire de l'autonomie ecclésiastique
et les diverses souverainetés allemandes avaient
affecté de morceler l'épiscopat et condamné l'Église
d'Allemagne à une sorte d'émiettement incohérent
mais il était temps de réagir, c'était sur le sol prus-

1. Stamm, *Conrad Martin*, p. 110-121. — Stamm, *Aus der Briefmappe*, p. 189 et 196-224. Le P. de Fugger-Gloett, jésuite, défendit Martin contre le reproche qui lui était fait de n'avoir pas organisé un synode diocésain où figu-rassent tous les prêtres. Le synode diocésain n'était que le parachèvement d'une série de créations par lesquelles Conrad Martin, évêque depuis 1856, renouvelait la vie religieuse dans son diocèse de Paderborn : établissement d'un concours général annuel ou bisannuel pour les cures (1857), création d'un séminaire à Heiligenstadt et extension du petit séminaire de Paderborn (1856), création d'un *Convict* théologique (1859), organisation d'une congrégation de prêtres séculiers menant la vie commune (1862). — Voir Stamm, *Conrad Martin*, p. 75-110.

2. Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 379-381. — *Katholik*, 1867, II, p. 636-640. — C'est en 1855 que ces réunions s'étaient inaugurées à Fulda, à l'occasion du onzième centenaire de saint Boniface et à l'instigation de Ketteler (Pfuelf, *Ketteler*, I, p. 377 et suiv.). Voir notre tome IV, p. 73-74.

sien que la réaction commençait; à Paderborn ressuscitaient les assemblées ecclésiastiques; à Fulda l'épiscopat prenait l'habitude d'un rendez-vous bisannuel, à laquelle, jusqu'à nos jours, il est demeuré fidèle. La liberté de mouvement que la Constitution de 1850 reconnaissait à l'Église s'épanouissait dans ces institutions nouvelles : l'Église libérée passait outre aux souffles d'anticléricalisme qui parfois faisaient bourrasque, et travaillait à son progrès intérieur, avec le double souci d'exalter et de concentrer son énergie.

Le *Mot épiscopal* et le *Second mot épiscopal*, adressés en 1864 et 1866 aux protestants d'Allemagne par l'évêque Martin, témoignaient que les aspirations apostoliques de l'Église devenaient chaque jour plus allègres et plus zélées. Le vaste diocèse de Martin comprenait Eisleben, où naquit Luther, et Wittenberg, où furent affichées les thèses; il comprenait Halle, Magdebourg, Halberstadt, Naumburg, dont les noms eurent une place dans l'histoire de la Réforme ; Martin interpellait toutes les consciences protestantes qui vivaient à l'ombre de ses souvenirs; il se présentait à elles comme leur évêque et c'est en évêque qu'il leur parlait[1]. Ainsi le permettait à Martin la pacifiante doctrine en vertu de laquelle l'âme de l'Église déborde les frontières de l'Église, mais cet élan même d'une

1. Martin, *Ein bischoefliches Wort*, I, p. 3 et 8-9 (Paderborn, Schoeningh, 1864). Déjà en 1860, l'évêque de Muenster ayant fondé des unions de prières pour le rapprochement des confessions, le pape leur avait dit que les protestants étaient ses enfants, et que ces unions de prières étaient déjà une union ; ce dont Léopold de Gerlach semblait tout prêt à se fâcher (*Denkwuerdigkeiten*, II, p. 744).

âme épiscopale fut l'occasion d'ardentes discussions. « Les impertinents et superimpertinents, écrivait à Martin le P. Roh dès le 3 juillet 1864, pourraient bien vous suspendre au cou quelque procès[1]. » Et de fait, le 16 septembre, au nom du ministère, le président supérieur de Westphalie insista, dans une lettre à Martin, sur les excitations auxquelles son livre donnait lieu, et sur la nécessité d'apaiser les esprits[2]. Toute l'année 1865 fut remplie par ces polémiques : elles se lassèrent et s'assoupirent, et Martin put, sans provoquer de nouveaux orages, imprimer, en 1866, un autre volume qui s'intitulait : *Un second mot épiscopal*[3]. Néanmoins les accès de susceptibilité et presque de colère auxquels avait donné lieu la tentative très apostolique de Martin, attestaient, entre les deux confessions, une certaine tension de rapports. Les avances de l'Église romaine apparaissaient aux protestants d'Allemagne comme plus périlleuses que ses attaques ; et qu'elle fût libre, pleinement libre, de leur faire des avances, c'est ce qui, dans l'évangélique royaume de Prusse, les choquait à la façon d'une anomalie. « Vis-à-vis des catholiques, disait en septembre 1865, à l'assemblée de la société Gustave-Adolphe, le conseiller consistorial Kohlschuetter, les protestants doivent être sur leurs gardes ; car, chez les catholiques, on croit le moment venu de refaire de l'Église catholique la sou-

1. Stamm, *Aus der Briefmappe*, p. 355.

2. Stamm, *Conrad Martin*, p. 318.

3. Stamm, *Conrad Martin*, p. 316, n. 2. — *Katholik*, 1865, II, p. 738-739.

veraine exclusive[1] »; et les alarmes protestantes s'accrurent encore lorsqu'en 1868 Martin, dans une brochure chaleureuse en faveur de l'Association de Saint-Boniface, représenta cette association comme pouvant travailler à l'unité religieuse de l'Allemagne[2]. Ainsi dans cet État évangélique qu'avait prétendu être la vieille Prusse, une association se développait, conquérante et libre, qui, sous le patronage de saint Boniface, — cet apôtre du confessionalisme romain, disait naguère Bunsen, — aspirait à faire s'effondrer les barrières que la Réforme avait élevées entre les âmes, et à refaire l'unité religieuse allemande en préparant une victoire de l'unité romaine : Martin, dans ses appels en faveur de cette association, invoquait les intérêts du patriotisme non moins que ceux de la religion; il ressuscitait l'interminable débat historique sur la responsabilité des confessions chrétiennes dans le morcellement du vieux corps germanique; il présentait l'Église romaine comme toute prête à réparer les brèches faites par la Réforme; et la Prusse, fille de la Réforme, avec quelques protestations et quelques murmures, laissait dire cependant, et laissait agir. Alors Rome se réjouissait, accueillait avec une allégresse confiante ces phénomènes de réveil; il était impossible qu'elle n'en sût pas quelque gré à l'État prussien lui-même.

Certaines voix au Vatican, en 1866, conseillaient à Pie IX de donner à la Prusse une grande marque

1. *Katholik*, 1865, II, p. 638.
2. Stamm, *Conrad Martin*, p. 268-271.

d'amitié, en envoyant à Berlin quelque haut personnage d'Église. Au moment où le roi de Prusse peut être accusé de cleptomanie, disait en substance le prélat Franchi, la présence d'un envoyé du Saint-Siège semblerait légitimer ses conquêtes, et les catholiques de Prusse s'en trouveraient bien [1]. Pie IX fut plus discret ; une telle indépendance de cœur à l'endroit de l'Autriche aurait d'ailleurs pu choquer l'Europe. Mais il se préparait à donner à la Prusse une autre preuve de confiance et presque de gratitude : en 1868, par son bref sur l'aumônerie militaire, il mit un terme à des négociations prolongées et combla les vœux du roi Guillaume.

De par la concession de Pie IX, le prévôt général de l'armée eut désormais un titre épiscopal ; dans chaque diocèse, les soldats catholiques cessèrent d'être les ouailles de l'ordinaire et furent soumis à la juridiction exclusive de l'évêque de l'armée, pour la nomination duquel le pape et le roi se concertaient [2]. Geissel, jadis, avait adressé à la nonciature de graves réflexions sur les périls d'une telle institution ; et Ketteler, en 1869, dans un mémoire secret qu'il expédiait à Rome, renouvelait l'expression d'une durable anxiété [3]. Les aumôniers militaires ne deviendraient-ils pas un clergé d'État, militairement subordonné à l'État ? C'était là l'inquiétude secrète qui tour à tour avait obsédé le

1. Arnim, *Der Nuntius kommt! Essai von einem Dilettanten*, p. 11-12. (Vienne, Rosner, 1878).

2. *Archiv für Katholisches Kirchenrecht*, XX (1868), p. 431-434.

3. Pfuelf, *Geissel*, II, p. 123-130 ; — Pfuelf, *Ketteler*, II, p. 412-430.

:ardinal-archevêque de Cologne et l'évêque de Mayence. Pie IX, s'élevant au-dessus de leurs oupçons, balayait de l'atmosphère prussienne, roublée naguère par les débats relatifs au siège le Cologne, les dernières traînées de nuages : les roissements entre l'Église et l'État prussien paraissaient une fois encore conjurés.

XV

Mais c'était à la Chambre élue en 1867, c'était lans certaines municipalités, que se multipliaient es symptômes graves[1]. Il semblait que Carlsruhe et Mayence, où les Chambres s'épuisaient en débats antireligieux, allaient être imités par Berlin. Les catholiques de Prusse, qui dans le congrès le Trèves en 1865[2], dans le congrès de Bamberg

1. Ernst von Ernsthausen, *op. cit.*, p. 229, notait encore dans l'Ermeland, en 867, une cordialité de rapports entre protestants et catholiques qui ne faisait ullement prévoir le *Culturkampf;* mais dans le lointain Ermeland le libéra-isme anticlérical n'avait pas encore pénétré.

2. Au congrès de Trèves, en 1865, on parla beaucoup des choses scolaires, et on ne parvint pas à s'entendre. L'obligation scolaire faisait l'objet du débat : aumônier militaire Lukas, de Ratisbonne, qui publiait cette année même un vre intitulé : *Der Schulzwang, ein Stueck moderner Tyrannei*, la combattit iolemment ; Kraus, le futur historien de l'Église, prit parti pour elle, et tous à 'rèves se souvenaient assurément que dans son livre : *Liberté*, *Autorité*, *Église*, Ketteler s'en était montré partisan. Lingens, Heinrich, Moufang, Moy, herchèrent des solutions moyennes. En fait, l'absolutisme de Lukas ne faisait as école parmi les catholiques, et le principe même de l'obligation scolaire deieurait hors de discussion : seulement, ce qu'un certain nombre redoutaient, 'est que, dans la pratique, une fois un tel principe avoué, beaucoup de parents atholiques ne fussent contraints d'envoyer leurs enfants dans des écoles non atholiques. Les débats furent si complexes, et parfois si vifs, qu'ils s'achevèrent peu près sans conclusion. (*Verhandlungen*, p. 167 et suiv. — Moy, *op. cit.*, . 168.) — Sur le congrès de Bamberg, voir notre tome IV, p. 187.

en 1868, continuaient de défendre le principe de l'obligation scolaire contre les attaques de certains de leurs coreligionnaires bavarois, s'émurent, en décembre 1868, en voyant la Chambre prussienne accueillir une pétition de la municipalité de Breslau qui réclamait, contrairement à la pratique scolaire prussienne, la création d'une école non confessionnelle, et repousser, en même temps, une pétition des catholiques de cette ville demandant l'établissement d'une *Realschule* catholique [1]. Le ministre Muehler, en 1869, traitait encore d' « impossibilité » la tentative de « vouloir rompre, dans le peuple allemand, une alliance intime et plus que millénaire entre la culture et la religion, entre l'École et l'Église [2] », mais ces propos mêmes suscitaient à Muehler des inimitiés qui plus tard, aux premières heures du *Culturkampf*, devaient prendre sur lui leur revanche ; et Mallinckrodt [3], portant ses regards sur l'enseignement secondaire, épiait avec effroi la montée de certaines aspirations, qui visaient à multiplier les gymnases non confessionnels. Car l'avortement successif de plusieurs projets de loi scolaire ne décourageait pas le parti libéral ; on sentait que de grands débats étaient proches [4].

1. *H.P.B*,, 1869, I, p. 257-269. — Gneist, *op. cit.*, p. 65-76. — Majunke, *Confessionell oder Confessionslos!* (Breslau, Goerlich, 1869). — Majunke, *Geschichte des Culturkampfes in Preussen-Deutschland*, p. 99. (Paderborn, Schoeningh, 1886).

2. Brueck-Kiessling, *Geschichte*, III, p. 462.

3. Pfuelf, *Mallinckrodt*, p. 288 et 291.

4. « Depuis 1868, écrira plus tard le pédagogue Kellner, les questions religieuses et avec elles aussi la question scolaire prenaient de plus en plus

Une autre question s'agitait : celle des congrégations. On avait fait grand bruit, dans une certaine presse, autour d'une pauvre nonne, Barbara Ubryk, incarcérée, disait-on, dans un couvent de Cracovie : l'enquête prouva qu'elle était folle et qu'on ne la maltraitait pas; mais la légende survécut aux conclusions de la police; le congrès allemand des journalistes, tenu à Vienne le 31 juillet 1869, proclamait que pour venger Barbara, il fallait chasser les Jésuites, supprimer les cloîtres, dénoncer le concordat autrichien et bouleverser la constitution prussienne[1]; et lorsque Melchers, archevêque de Cologne, s'en allait en 1869 à la réunion de Fulda, il entendait certaines voix qui s'efforçaient d'être injurieuses crier sur son passage : « Cracovie! Cracovie[2]! » La populace berlinoise s'était laissée vivement émouvoir par ces romanesques rumeurs. Un jour d'août 1869, à la nouvelle qu'une chapelle s'ouvrait, pour quelques orphelins catholiques, dans le faubourg de Moabit, de véritables émeutes survinrent; et comme deux dominicains assuraient le culte dans cette chapelle, comme quatre « pauvres frères de Saint François » étaient préposés à l'orphelinat, des pétitions survinrent à la Chambre, réclamant la dispersion des moines[3]. Le juris-

acuité : un courant se dessina, qui amena les catholiques à se resserrer plus étroitement et à centraliser leurs efforts. Les prodromes du prochain *Culturkampf* devenaient toujours plus visibles. » (*Lebensblaetter*, p. 498.)

1. Majunke, *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 100-101.

2. Granderath, *Geschichte des Vatikanischen Konzils*, I, p. 230. (Fribourg, Herder, 1903.)

3. Le texte s'en trouve dans F.-X. Schulte, *Geschichte des Kulturkampfes in*

consulte Gneist, qui devait jouer un grand rôle dans le parti national-libéral au moment des luttes du *Culturkampf*, conclut, au nom de la commission, à la nécessité d'une politique de précautions rigoureuses contre le clergé régulier ; les vœux précis qu'il émettait étaient en contradiction formelle avec la Constitution et avec la pratique du gouvernement prussien durant les vingt dernières années[1]. L'émotion des catholiques fut grande d'un bout à l'autre du royaume, et puis, soudainement, à leur grande surprise, la question des ordres religieux, à peine jetée en pâture aux discussions publiques, disparut de l'ordre du jour de la Chambre. A deux reprises, ils réclamèrent, désirant réfuter Gneist, invoquer la Constitution, plaider pour les moines ; la Chambre se sépara sans que le rapport de Gneist eût été l'objet d'une sanction, ni même d'une discussion. Mais le rapport subsistait comme un arsenal juridique où bientôt l'on trouverait des armes. Avant de les y chercher, on voulait faire l'unité allemande ; et Bismarck comprimait les passions antireligieuses, tant que cette unité n'était pas faite : « Il faut prendre garde, disait-il au Conseil des ministres, d'ébranler la confiance des catholiques dans la liberté et la

Preussen, p. 68-70 (Essen, Fredebeul, 1882). — Cf. Majunke, *op. cit.*, p. 103-106.

1. Le rapport et les vœux sont publiés dans Schulte, *op. cit.*, p, 70-76. — Le catholique Linhoff, conseiller à la « division catholique », d'accord avec les représentants des ministres de l'Intérieur et de la Justice, se prononça pour la légalité de l'existence des ordres. Il allégua, pour défendre la résidence de Jésuites établie à Schrimm (Posnanie), contre les attaques dont elle était l'objet, une réponse de Bismarck déclarant en 1867 qu'elle ne devait pas être inquiétée (Pfuelf, *Linhoff*, p. 55-56).

sécurité de leur culte [1].» Les victoires prochaines devaient le dispenser de ces suprêmes précautions. La cloche du *Culturkampf* avait sonné trop tôt au gré de Bismarck [2]; elle rentra momentanément dans le silence, et d'autres chamades et d'autres fanfares remplirent l'atmosphère allemande [3].

Mais, dans ces journées des 8 et 9 février 1870, où les catholiques, relevant le défi porté par Gneist et presque immédiatement retiré, avaient voulu traiter la question des congrégations, l'on avait vu monter à la tribune, tour à tour, deux membres de l'ancien Centre, Pierre Reichensperger et Mallinckrodt, et un Hanovrien qui s'effaçait, boudeur et vigilant, dans un petit groupe fédéraliste de l'assemblée, Louis Windthorst [4]. Quelques mois après, un appel de Pierre Reichensperger, et deux réunions tenues à Essen et à Soest [5], allaient pro-

1. Poschinger, *Die Ansprachen des Fuersten Bismarck* (*1848-1894*), p. 13-14- (Leipzig, 1895). — De même, quand en 1868 Bluntschli représentait à Bismarck, dans un entretien, qu'il fallait donner à la nation « des satisfactions intellectuelles », Bismarck répondait qu'il était d'accord avec Bluntschli en principe ; mais on ajournait toute application (Bluntschli, *Denkwuerdiges*, III, p. 193 et suiv.).

2. Cf., sur l'attitude de Bismarck à l'endroit du Concile, notre tome IV, p. 383-384.

3. « Nous ne pouvions à cette date, dira plus tard, en plein *Reichstag*, le député Lasker, engager des débats religieux, des débats passionnés. Non pas que nous eussions craint la lutte ouverte, mais un souci plus profond nous tenait à cœur. L'empire allemand n'était pas encore uni, et l'union prochaine du Sud et du Nord eût couru le péril de graves dommages. Si vous aviez déjà réussi à semer des germes de désordre, de lutte religieuse, nous devions éviter cela. Si le combat devait éclater, il fallait qu'auparavant une toiture planât sur l'ensemble de l'empire ; jusque-là, aucun débat ne devait nous séparer les uns des autres. (Majunke, *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 105-109 : séance du *Reichstag* du 25 novembre 1873.)

4. Schulte, *op. cit.*, p. 76-82, donne le compte rendu sténographique de ces deux journées.

5. Huesgen, *Ludwig Windthorst*, p. 82-86 (Cologne, Bachem, 1907). Nous

voquer la résurrection du Centre prussien, origine du prochain Centre allemand ; et, grâce aux trois orateurs qui n'avaient pas laissé sans riposte la première escarmouche à peine esquissée par Gneist, les séances des 8 et 9 février 1870 avaient été comme une première répétition de ces héroïques débats du *Culturkampf*, dans lesquels les catholiques auraient à faire front, tout à la fois, aux coreligionnaires politiques de Gneist et au chancelier de l'Empire.

parlerons de ces deux réunions lorsque nous traiterons des débuts du *Culturkampf*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

LES CATHOLIQUES ET LA PRÉPARATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE

CHAPITRE II

LA FORMATION SOCIALE DES CATHOLIQUES ALLEMANDS

CHAPITRE III

L'ÉGLISE DE PRUSSE ET LA FORMATION POLITIQUE DES CATHOLIQUES PRUSSIENS

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY ET FILS

[illegible]

114514
274.3 v.3
G748c
GOYAU, GEORGES

